

## Conséquence d'un discours ambigu sur la « Nuit de cristal »

### M. Jenninger, président du Bundestag, a donné sa démission

#### Rhétorique empoisonnée

Quelle mouche a piqué M. Philipp Jenninger, président du Bundestag, et de ce fait troisième personnage de l'Etat ouest-allemand ? Le style du discours qu'il a prononcé jeudi 10 novembre devant le Parlement à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « Nuit de cristal » a paru certes d'une bonne intention : ne pas vouloir la vérité historique en se contentant de la rhétorique rituelle des coupes. Le résultat : une catastrophe. Oublieux du fait que la principale qualité d'un homme d'Etat est de se faire comprendre sans équivoque, il a suscité un scandale de dimension internationale et porté gravement préjudice à la réputation de son pays.

Ayant succédé en 1984 à M. Rainer Barzel, démissionnaire à la suite d'un scandale politico-financier, M. Jenninger n'est ni un philosophe, ni un historien, encore moins Démétrios, mais un homme politique allemand moyen parvenu aux honneurs grâce à l'amitié qu'il lie depuis plus de trente ans au chancelier Kohl. Il s'est risqué à un exercice qui devait lui être fatal : jouer avec la rhétorique pour tenter de faire comprendre aux députés, et, au-delà, à tous ses concitoyens, la genèse du pogrome de la nuit du 9 novembre 1938. Sa mesure, à un demi-siècle de distance, dans la peau de celui qui applaudissait la persécution des juifs et se félicitait de la « Nuit de cristal », a été une erreur fatale. Mais il n'est pas besoin d'être un expert en rhétorique pour se rendre compte que les sentiments d'indignation qui se sont manifestés dans l'enceinte du Bundestag et au-delà n'étaient pas dus à une mauvaise écoute du texte. Celui qui entend le discours d'un homme politique a toujours raison, même quand ce dernier s'exclame : « Je n'ai pas voulu dire cela ».

« Parler Nazi » quand on est l'un des plus hauts responsables de la République fédérale est une insulte aux victimes, un crime contre le bon sens, une faute. La stupeur qui s'est emparée des députés chrétiens-démocrates pendant le discours, leur mutisme effaré à la sortie de l'hémicycle, interdirent de parler la pire des choses : que ce discours soit le fruit d'un ignoble calcul politique au moyen duquel la droite allemande caresserait dans le sens du poil cette fraction de l'opinion qui s'irrite en silence du repentir officiel.

La démission de M. Jenninger s'imposait : plus, elle se devait d'être immédiate si l'on voulait empêcher que se développe dans le pays et à l'étranger une discussion aux conséquences imprévisibles. Le dommage causé au parti chrétien-démocrate est déjà considérable. Il réduit presque à néant les efforts du chancelier Kohl pour se rapprocher de la communauté juive mondiale, qui ne lui a pas encore pardonné sa présence en 1985 près des tombes de SS à Bittelburg. Le chancelier, raison d'Etat oblige, a été contraint de faire une croix sur une vieille amitié. La leçon qu'il devrait tirer de cette pénible affaire est que l'amateurisme politique qui caractérise certains de ses amis est interdit à ceux qui ont la prétention d'incarner le destin de la nation.

M 0147-11120-450 F



3790147004500 11120

La consternation régnait vendredi 11 novembre dans les états-majors politiques à Bonn, où le président du Bundestag, M. Philipp Jenninger, a démissionné. La veille, lors de la clôture des cérémonies pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la « Nuit de cristal », il avait prononcé un discours ambigu qui donnait le sentiment d'une justification des persécutions contre les juifs.

BONN  
de notre correspondant

Scandale ou malentendu ? S'il démissionne de ses fonctions de président du Bundestag, comme le bruit en courait avec insistance vendredi 11 novembre dans la capitale fédérale, M. Philipp Jenninger pourra méditer sur les dangers de la rhétorique. Le discours qu'il a prononcé jeudi devant le Parlement ouest-allemand devait clore un cinquantième anniversaire de la « Nuit de cristal », commémoré jusqu'à fort récemment par l'Allemagne officielle. La séance solennelle du Bundestag avait été conçue comme un moment de recueillement et de réflexion sur ces tragiques événements.

Avant le discours de M. Jenninger, on avait lu un poème de Paul Celan et chanté en yiddish le chant du ghetto de Cracovie « S'brecht, brider, es brent! » (« Ça brûle, frère, ça brûle ») de Mordechai Gebirtig.

Puis M. Jenninger monta à la tribune, et les yeux fixés sur ses feuillets — il en lira vingt-six — il se lança dans une vaste fresque explicative des conditions qui ont rendu possible la discrimination, puis l'extermination des juifs par les nazis. Peu à peu la consternation peinte sur les visages des principales personnalités présentes, Willy Brandt se prend le front entre les mains.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 4.)

## La réunion du Conseil national à Alger

### L'OLP va proclamer la création d'un Etat en Palestine

Après des mois d'intenses débats au sein de l'OLP et une longue préparation en vue d'éviter tout éclatement de l'organisation de M. Yasser Arafat, le Conseil national palestinien (CNP), qui joue le rôle de Parlement en exil, devait enfin se réunir samedi 12 novembre à Alger. Au programme de cette réunion : la proclamation d'un Etat palestinien et la publication d'une déclaration politique.

TUNIS  
de notre envoyée spéciale

« Nous sommes dans la dernière ligne droite, qui sera longue et difficile », déclarait à Tunis M. Yasser Arafat, à la veille du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) extraordinaire qui devait s'ouvrir samedi 12 novembre à Alger et que chacun s'accorde à qualifier d'« historique ». Les deux qualificatifs — utilisés par M. Arafat — paraissent réalistes. Mais, pour aborder cette dernière ligne droite, largement tracée par le soulèvement dans les territoires occupés, qui est entré dans son douzième mois, l'OLP entend à la fois remplir, par une déclaration d'indépendance, le vide juridique

créé par le « retrait » de Cisjordanie du roi Hussein de Jordanie et définir sa nouvelle ligne politique dans la perspective d'un règlement israélo-arabe.

Convoqué à la suite de la décision du souverain hachémite de rompre tous les liens qui unissaient, depuis 1950, la Jordanie à la Cisjordanie, ce CNP devait approuver la proclamation d'un Etat palestinien « sur le territoire de la Palestine ». Cette déclaration d'indépendance, qui sera plus symbolique qu'effective, devrait se faire « sur la base de la légalité internationale et des résolutions des sommets arabes ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)

## Le mouvement des camionneurs de la poste

### Des grévistes combattifs... et rémunérés

Un début de détente semble s'esquisser aux PTT : le travail reprend progressivement, selon le ministère, dans trois garages parisiens sur sept, tandis que des discussions sont en cours dans trois autres. Alors que des grèves partielles se poursuivent à EDF, à la Sécurité sociale de Marseille et à Air France, les transports en commun restent bloqués à Lyon et Saint-Etienne. A la SNCF, des grèves vont perturber le trafic tout au long de la semaine prochaine.

En grève depuis deux semaines pour certains, les chauffeurs postaux, qui bloquent l'acheminement d'une grande partie du courrier d'Ile-de-France, sont toujours payés. Seuls cent quarante-deux sur mille quatre cent trente-deux sont officiellement considérés comme grévistes et seront financièrement pénalisés.



Dans ce conflit social exceptionnel, ce paiement n'est pas le moins surprenant. Il explique pour partie l'extraordinaire combativité de cette catégorie de personnel et sa cohésion. Du moins jusqu'à ces derniers jours. Car depuis les négociations avec la direction générale des postes et après les opérations de vote du 9 novembre, le climat devient franchement détestable dans les garages, à la limite de l'affrontement physique. « Cela autorise toutes les démagogues », proclament les militants qui souhaitent rester anonymes.

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 19.)

## Rétrospective du cinéma géorgien à Paris

### Paradjanov le flamboyant

Quatre-vingts films géorgiens sont projetés jusqu'au 30 janvier 1989 au Centre Pompidou et dans d'autres salles de Paris et de province. La présentation du dernier film de Sergueï Paradjanov, « Achik Kerib », a inauguré cette rétrospective.

C'est l'événement de la saison : la découverte du cinéma géorgien, une grande tradition cinématographique, qui commence en 1912, et qui, depuis, n'a cessé de produire une des écoles cinématographiques les plus riches, dans ce pays aux traditions millénaires, qui fut celui de la Colchide et de la Toison d'Or. Cette République de Géorgie a enfanté des cinéastes comme la dynastie des Chinguelais, les Tchouachvili, et plus tard Tengiz Abouladze, Alexandre Rikhsidze, Otar Iosseliani, Nana Djordjadjan, et tant d'autres, encore inconnus de nous.

Un peu paradoxalement, mais les Caucasiens ne détestent pas le paradoxe, c'est un Arménien de Tbilissi, Sergueï Paradjanov, qui a eu l'honneur d'inaugurer, mardi 8 novembre au Centre Pompidou, dans une salle où se mêlaient Arméniens, Géorgiens, Ukrainiens émigrés ou soviétiques, cette énorme rétrospective d'une République de cinq millions d'habitants avec son dernier film « Achik Kerib », une persécution d'esthète aux superbes couleurs.

Il est un personnage légendaire, flamboyant, que peu d'Occidentaux avaient rencontré : le cinéaste géorgien qui avait conçu les Chevaliers de feu et Sayat Nova (rebaptisés par Moscou, après amputation de vingt minutes, La Couleur de la grande...) et qu'on avait emprisonné pendant quatre années, accusé « de trafic d'icônes et d'objets d'art, de trafic de devises, d'homosexualité, de propagation de maladies vénériennes » ! Libéré le 30 décembre 1977, grâce à

l'intervention d'Aragon et de Lili Brik, il était considéré par les autorités comme un « ex-cinéma » dont tous les projets furent refusés pendant des années. C'est alors que survint la « perestroïka », l'ère Gorbatchev qui a transformé la vie des intellectuels et celle de Sarkis Paradjanian, alias Paradjanov, l'Arménien né à Tbilissi en 1924.

Depuis que Sergueï Paradjanov est arrivé à Paris, il ne cesse de parcourir, à pied le plus souvent, les rues de la capitale. Sa première visite, dimanche dernier, cet artiste amoureux fou des objets l'a réservé, immédiatement, sans même prendre le temps de déjeuner, au marché aux puces de Clignancourt. D'où il a ramené ses premiers achats parisiens : une théière chinoise bleue et une couverture qui ressemble à un patchwork. Il y est retourné le lendemain, rapportant des chandeliers, des vases...

NICOLE ZAND.

(Lire l'entretien avec Sergueï Paradjanov page 14.)

**Le Monde**  
**L'ÉDUCATION**  
ENQUÊTE  
• N'avez-vous plus peur de l'université ? Des étudiants de mieux en mieux encadrés, des formations plus tournées vers la vie professionnelle, des diplômes qui résistent à la crise.  
• AVENIR. L'évaluation des diplômes professionnels pour des emplois qualifiés.  
LOISIRS  
• LES JEUNES ACCROCHÉS DE LA CINÉMATHEQUE.  
PRATIQUE  
• LES ENFANTS, PREMIÈRES VICTIMES DES ACCIDENTS DOMESTIQUES. Comment les éviter ?  
Numéro de novembre - 124 pages - 4,50 F  
En vente chez tous les parajourneaux



## OUTRE-MER

## Réflexions sur l'indépendance fictive

par PIERRE ANGELI (\*)

ET si la vraie question sur la Nouvelle-Calédonie était de savoir si elle doit être indépendante, aux antipodes de la métropole, à la fin du deuxième millénaire, trois territoires d'outre-mer, tous dans le Pacifique, ne sont toujours pas indépendants, alors que plusieurs vagues de décolonisation ont déferlé sur tant de pays ?

Et s'il n'était pas grand temps, dans un monde d'insécurité et de misère, d'apprécier sereinement la réalité de l'indépendance dont ont cru bénéficier certains ?

Un sénateur australien (mais qui n'est pas indépendant) l'a dit récemment interrogé à ce sujet. Il s'est demandé, objectivement et sereinement, si l'indépendance est bien une solution pour les îles du Pacifique. On pourrait se hasarder à étendre le raisonnement à d'autres pays qui, pour avoir brisé leurs chaînes, ont cru par là même accéder à la liberté et au progrès. Une brillante actualité pourrait nous y conduire. Mais ne faisons pas le procès de la décolonisation, après coup, si longtemps instruit du colonialisme. Trêve d'idéologie. Une consistance territoriale, un minimum de ressources naturelles, une certaine population, voilà qui justifie, autant que l'aspiration à la liberté, la séparation d'avec la métropole.

Mais quand ces données sont parcimonieuses, où est le devoir du colonisateur ? Octroyer, voire imposer, une indépendance qui ne pourra être que fictive, ou inviter fraternellement à demeurer au foyer ?

A cet égard, l'exemple du Pacifique sud est si éloquent qu'il en devient caricatural. Laissons à part la Nouvelle-Guinée, massive et relativement peuplée (naissance aussi à ses problèmes, qui ne sont pas minces). Restent des centaines d'îles éparpillées dans le plus grand océan du monde et dont la population globale ne dépasse pas les deux millions d'habitants.

Les conditions naturelles y étant partout les mêmes, à l'exception de ressources minières très localisées, le niveau de développement devrait y être assez uniforme.

Or les Samoa américaines disposent d'un revenu moyen par habi-

tant double de celui des Samoa indépendantes. Les îles Cook, demeurées au sein de la Nouvelle-Zélande, progressent régulièrement, cependant que le Vanuatu régresse chaque année davantage depuis qu'il est devenu indépendant, de même que Tuvalu ou que Kiribati, dont les eaux sont, au surplus, régulièrement pillées par des pêcheurs étrangers qui n'ont rien à redouter de la force publique de ces Etats souverains.

Encore heureux lorsque l'indépendance s'accompagne dans le respect de la démocratie, et que la liberté interne est maintenue quand intervient la liberté externe. Mais chacun sait que le Pacifique sud, que tel petit pays indépendant y demeure soumis à une monarchie absolue, certes tempérée par la bonhomie du monarque ; que, dans tel autre, seuls les aristocrates ont le droit de vote ; que, dans un troisième, jadis donné comme modèle, les droits de l'ethnie dépendant majoritaire sont étroitement limités par l'autre partie de la population.

## Qui porte le collier ?

C'est bien pourquoi, sans doute, alors que la contagion d'une indépendance fortement encouragée par les Britanniques, pressés, il y a quelque temps, de se décharger du fardeau de l'homme blanc, a gagné presque toute la Mélanésie, il n'en a pas été de même dans les îles polynésiennes. Soit-on, en Europe, que la majorité des Polynésiens vivent sous les drapeaux des Etats-Unis, du Chili, de la Nouvelle-Zélande et de la France ? Nous ne sommes pas les derniers « colonisateurs ».

Il y a deux ans, à Tahiti, s'adressant à ses collègues de la Conférence du Pacifique sud, le premier ministre des Samoa américaines leur disait : « Je suis américain, et fier de l'être. Je suis aussi, comme vous, océanien, et fier de l'être. » Et le premier Polynésien à être entré

dans un gouvernement de la République française ne tenait pas un autre langage. J'ai été, pour ma part, amené dans de précédentes fonctions, à répondre à un sympathique dirigeant indépendantiste tahitien, qui invoquait la fable du chien et du loup : « Où est votre collier ? Ou, plutôt, qui porte le collier, du territoire ou de la République ? Et en quoi l'appartenance à la République, voulue par la grande majorité d'entre vous, limite-t-elle vos droits ? »

Car la non-indépendance, l'appartenance à une grande nation, garantit à nos territoires, non seulement leur développement, par le jeu de la solidarité nationale à laquelle ils ont droit, mais aussi le respect de la loi, dans un statut qui s'apparente étroitement à l'indépendance, mais au sein de la République, comme c'est le cas en Polynésie française.

Ces considérations s'appliquent à la Nouvelle-Calédonie, contrairement à certaines apparences. Certes, le territoire est vaste, mais il est sous-peuplé et, de plus, sa population est divisée. Certes, il dispose de ressources minières, mais la principale est l'objet d'une mévente mondiale. Et s'est-on posé sérieusement la question : comment une Kanaky indépendante pourrait-elle contrôler ses immenses richesses, sinon en recourant à la protection d'un tiers ?

Ainsi, l'évidence — qui apparaît même à des Australiens — ne peut échapper, n'échappe pas au gouvernement de la République. Le premier ministre l'a dit clairement, à Nouméa même, devant M. Tjibaou, qui n'a pas sursauté. Mais il faut redire que la France ne peut pas se désintéresser de l'avenir d'un de ses territoires. Qu'il est de son devoir de lui montrer le chemin du vrai progrès et de la vraie liberté. Certes, elle respectera le libre choix des populations intéressées, lorsque celles-ci seront consultées, dans dix ans. Mais elle doit, dès maintenant, annoncer qu'elle utilisera un si précieux répit d'une telle façon que, le jour venu, Canaques et calédois se prononceraient dans le sens de leur intérêt.

(\*) Ancien gouverneur de la Polynésie française, conseiller d'Etat.

## EST-OUEST

## La nouvelle frontière de George Bush

par JEAN-MARIE BENOIST (\*)

CE sera M. James Baker, fidèle d'entre les fidèles, qui sera nommé au département d'Etat par le président Bush. Quelle que soit la marge d'initiative laissée à ce ministre des affaires étrangères, troisième personnage de l'Etat après le président et le vice-président, c'est au nom des principes et de la vision qui animent la Maison Blanche que sera conduite la politique étrangère des Etats-Unis. Contrairement à toutes les critiques qu'on lui a faites, George Bush a su, au cours des récents mois, montrer qu'il était détenteur de cette vision du monde et de l'histoire qui permet aux grands présidents d'affirmer la présence de leur pays dans les affaires mondiales.

On a accusé George Bush d'être un *wimp* (un mou), de ne pas avoir de présence, et les derniers mois de la campagne ont permis, au contraire, aux Américains ébahis de découvrir un homme de chair et d'os, un homme énergique et plein d'humour, un homme d'Etat en vraie grandeur qui, lorsqu'il « déploiera ses ailes », saura passer de l'état de dauphin loyal — de style prince Harry — à un statut d'homme responsable, soucieux de ne pas laisser son pays se replier furtivement vers la tentation isolationniste de la *fortress America*. Après les années de complaisance à l'égard de l'hitte du Kremlin qui ont caractérisé l'attitude du couple Reagan, George Bush saura créer la surprise et imprimer un ton et une allure nouveaux à la politique étrangère des Etats-Unis.

## Position de force

En tout foi une série de discours et de propos prononcés dans les moments-clés de la campagne. On relèvera en particulier trois épisodes majeurs, trois discours qui symbolisent déjà le style et la manière Bush : le discours du 15 avril, prononcé devant l'asso-

ciation des *Newspapers Editors* à Washington ; le discours à l'académie militaire de West-Point à New-York, le 25 mai, et, pour couronner le tout, le discours d'investiture à La Nouvelle-Orléans, lors de la convention du Parti républicain le 18 août (1).

En quoi consiste cette politique, en quoi consiste la vision qui l'anime ? Tout d'abord en une série de principes énoncés clairement dès avril 1988 : agir à partir d'une position de force ; demeurer engagé vis-à-vis du monde extérieur ; ne pas se retirer de l'arène économique mondiale, c'est-à-dire refuser la tentation protectionniste.

## Le bouclier défensif

Ces trois principes sont corroborés par les exemples que puise George Bush dans le bilan de l'administration Reagan. La fermeté s'illustre dans l'exaltation de la décision de déployer les euro-missiles, Pershing et Cruise, dont George Bush se croit crédité comme d'un moyen ayant permis de ramener les Soviétiques à la table des négociations et d'obtenir des concessions de leur part.

Le ton est donné : ce n'est pas de l'utopie pacifiste que l'Amérique se bercera, mais au contraire elle saura combiner la force avec la diplomatie de telle sorte que le jeu conduit face aux Soviétiques soit appuyé sur la fermeté et la résolution : « La paix découle de la force. Et l'on peut faire confiance à une Amérique forte », déclare George Bush aux cadets de West-Point. L'affaiblissement de notre défense réduirait notre sécurité... Et pour que les points soient bien mis sur les i, George Bush livre sa lecture des efforts accomplis par Gorbachev dans les opérations de « glasnost » et de « perestroïka » : « Au-delà de l'océan, Gorbachev proclame la restructuration interne mais on ne l'a guère vu s'opposer à la modernisation des systèmes d'armement soviétiques ».

Pas plus d'illusions concernant le règlement des conflits dit périphériques : il convient de ne pas se contenter de mots, mais d'engager des actes de la part des Soviétiques.

La confiance en une Amérique forte assurant la paix dans la liberté n'est pas énoncée comme une simple politique conjoncturelle. Elle fait partie d'un dessein à long terme : la reconstruction de la démocratie et la reconquête de leur liberté par les peuples opprimés. En Amérique latine en particulier, George Bush se félicite de voir la liberté revenue dans les pays qui « sont passés d'un gouvernement militaire à un statut de démocratie : Argentine, Equateur, Pérou, Honduras, Guatemala, Grenade, Salvador, Brésil, Uruguay, 90 % de la popu-

(\*) Philosophe et écrivain.

lation de l'Amérique latine vivant aujourd'hui dans un régime démocratique ». On sent que sur ces bases il s'agira de réaliser une dynamisation du processus : le Chili, le Paraguay, le Panama sont à l'ordre du jour.

Alors que d'aucuns doutaient de la résolution du président Reagan de poursuivre son dessein de doter les Etats-Unis et le monde libre du bouclier défensif intitulé « guerre des étoiles » (l'initiative de défense stratégique) George Bush est sans ambages : « L'IDS, que ses adversaires aiment tant haïr, sera peut-être un jour le grand système de protection des populations que ses partisans annoncent. Continuons activement nos programmes de recherche et regardons si ce système fonctionne. S'il fonctionne, et j'ai confiance en lui — alors, déployons-le ».

Une nouvelle frontière est donc clairement assignée à la politique étrangère des Etats-Unis, bâissant sur les bases du premier mandat de Reagan, mais reprenant de la vigueur par rapport à la période Shultz. « La tâche du prochain président est claire, déclarait George Bush à West-Point : inspirer la confiance grâce à une politique étrangère cohérente ; engendrer le respect grâce à la détermination ; maintenir un monde stable et sûr, non par de vains rêves mais par des décisions concrètes et parfois dures ».

Il n'y aura donc pas de désaveu, mais une intensification des points forts. Aller au-delà des apparences et du verbe pour juger l'adversaire à ses actes, et, en attendant, ne pas désarmer.

George Bush, l'ancien pilote de la seconde guerre mondiale, l'ancien patron de la CIA, considère sa vie et l'exercice de ses responsabilités en termes de mission au service des valeurs les plus hautes : l'individu reste le centre de sa vision. « C'est-à-dire les valeurs qui élèvent la famille et gouvernent le foyer ». De l'individu à la famille et à la communauté, à la cité, à l'école, au comté, à l'Etat, à la nation, chaque communauté assumant sa mission et pas plus. Le principe de subsidiarité, cher à Hayek et aux économistes libéraux, est rappelé par George Bush dans l'énoncé de sa philosophie. Pas d'antitétisme primaire, mais un Etat garant au service de l'essentiel, dont la politique étrangère.

A travers tous ces textes s'exprime une confiance en l'avenir qui n'a rien d'utopique : par la force et la solidité de la puissance américaine garante de la paix, mais dans la lumière de l'idée et des valeurs de respect, une politique étrangère se trouve dessinée au service d'une vision et d'un idéal. Le prince Harry laisse définitivement la place au roi Henry V.

(1) Les principaux passages de ces discours sont rassemblés dans le numéro de novembre de *La Revue des Deux Mondes*.

## GRÈVES

## Ne tirez pas sur le pédagogue !

par JEAN VRIES (\*)

LE scénario est devenu familier : toutes les fois que le gouvernement de M. Rocard rencontre une zone de turbulences, le pessimisme s'empare des commentateurs. C'est ainsi que le traitement réservé par le premier ministre aux grèves d'agents publics suscite de sombres constats : du diagnostic d'insensibilité au pronostic d'issue fatale, nos docteurs ont tôt fait de se poser en médecins légistes.

Pourquoi ce fatalisme, qui n'émane pas toujours, loin s'en faut, d'opposants politiques ? Est-ce la crainte de partager le mauvais rôle en matière sociale ? Le souci de marquer dès à présent des réserves, dans l'éventualité d'un échec de l'action gouvernementale ? Le désir secret de voir se clore une expérience dérangeante pour tant de conformistes partisans ? Ou tout simplement le snobisme bien français du propos désabusé ?

En tout cas, ces petites raisons doivent exercer un bien grand empire pour que tant de personnalités réputées informées, tant de responsables politiques présumés solidaires fassent au premier ministre, de façon plus ou moins alambiquée, le procès le plus absurde qui soit : celui de ne pas accomplir un miracle par dossier. Triple miracle, même, dans le cas des mouvements sociaux en cours.

Miracle budgétaire d'abord, compte tenu de l'étriquet des marges de manœuvre. La satisfaction intégrale des revendications formulées par le collectif des infirmiers aurait pesé plus lourd que tout l'effort budgétaire consenti en faveur des nouveaux pauvres, dans le cadre du revenu minimal d'insertion. Quant aux effets d'entraînement qu'aurait toute complaisance catégorielle, quelle méritante que soit la catégorie, sur les traitements de la fonction publique, qui peut prétendre savoir les gérer ?

Miracle économique ensuite, car s'il est vrai qu'à long terme « le social tire l'économique » autant que l'inverse, à court terme c'est bel et bien l'économique — ou, plus exactement, l'arithmétique — qui dicte son inexorable loi. L'après de la compétition commerciale internationale, l'insuffisance des réserves de productivité dans notre appareil de production, la situation de notre balance des paiements, les contraintes monétaires sont telles que toute révolte générale des salaires se retournerait contre les travailleurs, qu'il s'agisse de l'emploi ou du pouvoir d'achat. La France est certes sur la pente du redressement, mais dans une posture délicate : une glissade ferait de gros dégâts.

Miracle psychologique enfin, car le trait commun des mouvements de protestation en cours est d'exprimer une demande de statut — au sens d'image sociale — autant que des revendications matérielles. Or s'il a su montrer qu'il comprenait cette demande, le gouvernement n'en est pas moins hors de mesure de la satisfaire. Que peut M. Vénin sur le regard que le médecin porte sur l'infirmière ? Que peut M. Jospin sur l'idée que les parents d'élèves se font des enseignants ? Un point d'indice ou un décret peuvent-ils soigner des états d'âme ?

Des mouvements comme celui des infirmières — hier celui des cheminots ou des lycéens — se nourrissent de leur propre enthousiasme, de leur propre lyrisme. L'exigence du dialogue est de ne gâcher aucune occasion de nouer le contact. Mais elle est aussi de dire : au-delà de cette limite, la réalité ne suit plus ; elle se vengera si nous la méprisons. C'est à cela que s'emploie le gouvernement. Au risque de dégrader. On peut ne pas avoir le goût de cette pédagogie-là. Mais, de grâce, que soit la catégorie, sur les traitements de la fonction publique, qui peut prétendre savoir les gérer ?

(\*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publicationAnciens directeurs :  
Hubert Bour-Méry (1944-1969)  
Jacques Favret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.Capital social :  
620 000 FPrincipaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bour-Méry, président.Administrateur général :  
Bernard Wouts.Rédacteur en chef :  
Daniel VernetConducteur en chef :  
Claude Salas.Le Monde  
PUBLICITE5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 46-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 FLe Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Types LEMONDEReproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux  
et publications, n° 437  
ISSN : 0395-2037Régistrement au 1er trimestre 1988  
au Index du Monde au (1) 42-47-99-61.

## ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné  
de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler  
leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE MONDE  
diplomatique

Novembre 1988

## PLANÈTE

Par Claude Julien

Enormes dépenses militaires, fractures économiques grandissantes, perte de souveraineté, environnement dégradé... Sur cette planète en désarroi, où l'argent apparaît comme l'être suprême, comment se faire jour les lignes de force d'une nouvelle configuration mondiale. Jamais la vie quotidienne de chacun n'a été si fortement déterminée par l'environnement international.

## LA CHINE

## EN CRISE

Bien avant l'Union soviétique, la Chine s'est lancée il y a dix ans dans la voie des réformes économiques. Elle est en crise. L'inflation fait des ravages, les tensions s'accroissent dans les campagnes et dans les villes. Les dirigeants ont certes décidé une pause, mais le cours choisi ne peut qu'accentuer les inégalités, et les frustrations d'une jeunesse devenue plus exigeante.

En vente chez votre marchand de journaux



# George Bush

**A travers tous ces renseignements** que nous avons pu nous procurer, nous sommes convaincus que les services de la police de la ville de New York ont été très efficaces pour garantir la sécurité des citoyens de la ville de New York. Les services de la police de la ville de New York ont été très efficaces pour garantir la sécurité des citoyens de la ville de New York.

[illegible]

...tant de monde

# Bluefields, champ de ruines

La baie de Bluefields et les nombreuses rivières ou lagunes de la région sont couvertes de troncs d'arbres et de branches effacées. La forêt luxuriante n'est plus qu'un champ de

La plus grande surprise provoquée par cet ouragan dévastateur reste en effet le faible nombre de victimes - cent seize morts à

Tout un programme, qui n'a guère de possibilités de se réaliser, compte tenu de la faiblesse de l'aide internationale et des ressources très limitées dont dispose le Nicaragua.

**BERTRAND DE LA GRANGE.**

## L'OLP va proclamer la création d'un Etat en Palestine

Une large consultation des dirigeants arabes et des pays amis,

La condition mise à cette acceptation risque toutefois de diminuer l'ampleur du geste. Mais on fait observer, côté palestinien, que l'O.L.P. ne peut s'engager unilatéralement dans la voie de la reconnaissance d'Israël — la résolution 242 reconnaît le droit de tous les Etats de la région, dont Israël, « à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues » — alors même que cette résolution, qui ne comporte même pas le mot « Palestiniens », se contente « d'affirmer la nécessité de résoudre un juste règlement du problème des réfugiés ».

En ce qui concerne la constitution d'un gouvernement provisoire, préférentiel à un gouvernement en exil, dans la mesure où le premier peut inclure

(1) Ce Front n'est pas membre de l'O.L.P. Le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal et le Fath-Commandement provisoire d'Abou Moussa n'ont, quant à eux, pas été invités à Alger.

## Passage en force de la réforme fiscale

C'est en fait la pratique habituelle dans le système japonais. La Diète,

La majorité silencieuse, toujours hostile à la création de la TVA, ne peut que désapprouver cette brutalité. Une minorité plus bruyante réagissait dès jeudi soir avec la manifestation de quelque quatre mille syndicalistes et membres de groupements civiques dans le centre de Tokyo. Vendredi, l'éditorialiste de l'*Asahi* a condamné en termes très sévères l'attitude « brutale et tyrannique » du S.T.D.

**BERNARD HAMP.**

● **SRI-LANKA** : quinze morts au cours de la grève générale. — Quinze personnes ont été tuées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu contre des manifestants, le jeudi 9 novembre, dans le sud et l'est du pays. Ces violences ont eu lieu au cours de la journée de grève générale déclarée par le mouvement extrémiste nationaliste ginhalese JVP, qui menaçait d'exécuter ceux qui ne respectaient pas cet ordre. — (Reuters, AFP).



## Europe

Conséquence d'un discours ambigu sur la « Nuit de cristal »

## M. Jenninger acculé à la démission

(Suite de la première page.) Assis à la tribune d'honneur, à côté du président de la communauté juive, M. Heinz Galinski, le président fédéral Richard von Weizsäcker laisse par les crispations de son visage apparaître sa fureur. Une agitation de plus en plus perceptible se manifeste sur les bancs des députés de gauche. Et brusquement c'est l'éclosion. Les députés Verts quittent la salle, suivis d'une trentaine de députés sociaux-démocrates et de six députés libéraux.

La colère des députés de tous les partis, y compris de nombre de chrétiens démocrates, avait été causée par la perception qu'ils eurent de larges passages du discours leur apparaissant, sur le coup, comme une glorification de l'hitlérisme. « Plus déterminant que les méfaits et les crimes de Hitler pour le destin des juifs allemands et européens (...) peut-être été ses succès. Les années entre 1933 et 1938 exercent encore aujourd'hui une fascination, même avec le recul et la connaissance des conséquences, car il n'y a pratiquement pas eu dans l'histoire de parallèle à la marche triomphale d'Hitler pendant ces premières années. Réintégration de la Sarre, signature de l'accord maritime avec les Britanniques, réoccupation de la Rhénanie, Jeux olympiques, et enfin, quelques semaines avant les pogroms de novembre, les accords de Munich, le dépeçage de la Tchécoslovaquie — le traité de Versailles n'était plus qu'un chiffon de papier et le Reich était redevenu la puissance hégémonique du Vieux Continent. » Cette litanie des succès du troisième Reich acquis avant le début de la guerre est complétée par une énumération des succès économiques du Führer accueillis « comme un miracle » par les Allemands de l'époque : « Au lieu du chômage massif vint le plein-emploi, au lieu de la misère le bien-être, au lieu du désespoir régnaient l'optimisme et la confiance en soi. Hitler n'avait-il pas réalisé ce que Guillaume II avait promis, c'est-à-dire l'âge d'or des Allemands ? »

Le piège rhétorique est patent. M. Jenninger est loin de partager l'état d'esprit qu'il décrit. Mais l'énumération des succès du nazisme des premières années est entendue comme une justification de celui-ci. Cela ressemble trop aux propos de comptoir que l'on peut entendre lorsque la bière a fait son effet. M. Jenninger s'est brulé la langue à vouloir s'essayer

au « jeu de rôle rhétorique », une forme de discours que le président du Bundestag ne maîtrisait absolument pas et qui l'a entraîné vers la catastrophe lorsqu'il s'est risqué à analyser l'antisémitisme des Allemands à l'époque hitlérienne : « En ce qui concerne les juifs, ne s'étaient-ils pas, dans le passé, attribué un rôle qui ne leur revenait pas ? Ne devaient-ils pas les soumettre, enfin, à des restrictions ? N'avaient-ils peut-être pas mérité d'être remis en place ? Et surtout la propagande — mis à part des exagérations sauvages et peu sérieuses — ne correspondait-elle pas sur des points essentiels à nos propres préconceptions ? Naturellement, M. Jenninger ne donne pas de réponse à ces fausses questions, mais laisse libres ses auditeurs de formuler leurs propres réponses, ouvrant ainsi la boîte de Pandore de la « réévaluation du nazisme » telle que la souhaitent non seulement les nostalgiques d'extrême droite, mais certains historiens qui, comme Ernst Nolte, ont animé, il y a deux ans, la fameuse querelle des historiens allemands.

## Séance de crise

Oublieux du fait que les guillemets n'ont pas vocation à parvenir aux oreilles de ses auditeurs, le président du Bundestag a employé des expressions comme « arrianisation des entreprises », « profanation de la race ».

« colère populaire contre les juifs », qui résonnaient de manière sinistre dans une enceinte symbolisant la nouvelle démocratie ouest-allemande. A la sortie, M. Jenninger était seul. Tous les hôtes d'honneur de la séance solennelle se détournaient de lui. M. Heinz Galinski s'éloignait, le visage fermé, sans un mot.

Commentait alors une folle soirée dans les couloirs du Bundestag, chaque groupe parlementaire se réunissant en « séance de crise ». La suite des débats, au cours de laquelle le chancelier Kohl devait faire une déclaration sur son voyage à Moscou, était repoussée d'une heure. A la reprise, le fauteuil du président du Parlement, contrairement aux usages quand un chancelier s'exprime à la tribune, était occupé par un vice-président, M. Hans-Jochen Vogel, président du groupe parlementaire SPD, exprime alors son indignation en reprenant les termes d'une lettre qu'il vient d'adresser à M. Jenninger : « Vous n'avez pas été à la hauteur de la confiance qui vous a été accordée avec votre élection à la tête de cet organe constitutionnel. » Le président du Parti libéral, M. Lambardt, déclare de son côté : « Le groupe parlementaire FDP ne se sent pas représenté par le discours du président de l'Assemblée. » Dans les rangs chrétiens-démocrates, c'est le désarroi et la consternation. Les visages se ferment

devant les caméras et les micros tendus. Les Verts exigent la démission immédiate de M. Jenninger. Les consultations entre la CDU/CSU, le SPD et le FDP se poursuivent jusqu'à tard dans la nuit pour essayer de déterminer une attitude commune.

## Un vieil ami de M. Kohl

Le conseil des anciens du Bundestag, où sont représentés tous les groupes parlementaires, s'est réuni vendredi matin. On pensait, sauf coup de théâtre, qu'il demanderait à M. Jenninger d'abandonner son poste. Même si tous les commentaires, y compris celui du député vert Otto Schily, créditent M. Jenninger de n'avoir pas voulu faire volontairement l'éloge du nazisme, l'opinion largement partagée dans tous les milieux politiques de la capitale fédérale est que les dégâts causés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays par le discours sont tels qu'ils ne peuvent être réparés que par une démission rapide. La réaction du ministre israélien des affaires étrangères, tombée pendant la nuit, est significative. « Nous avons lu le texte du discours avec étonnement, écrit-on à Jérusalem. Nous avons connu pendant des années M. Jenninger comme quelqu'un dirigeant de très nombreuses délégations amicales en Israël. La manière dont il a interprété l'ère nazie et dont il en a décrit les arrière-plans était inacceptable pour tout juif. C'était un discours lamentable, quelles qu'en aient pu être les intentions. »

Le chancelier Kohl n'avait pas encore pris, vendredi matin, de position publique. M. Jenninger est un vieil ami. Il était d'autant plus difficile au chancelier de tenter de le sauver qu'il a entrepris une « longue marche » de rapprochement avec les juifs. Son discours à la synagogue de Francfort, jeudi, en était une étape importante. Elle devait se poursuivre la semaine prochaine à New-York par une visite du chancelier à l'Institut d'histoire juive Léo-Baeck, et par sa participation aux festivités du 80<sup>e</sup> anniversaire de Simon Wiesenthal, qui a toujours été la « boussole » de M. Kohl dans la détermination de son attitude par rapport aux questions touchant les juifs, notamment au moment de l'affaire Waldheim.

LUC ROSENZWEIG.

## GRANDE-BRETAGNE : l'enquête sur l'incendie du métro à King's Cross

## Le souci d'économie avait primé sur les exigences de la sécurité

LONDRES de notre correspondant

Le rapport officiel sur l'incendie de la station de métro King's Cross, qui a provoqué la mort de trente et une personnes le 18 novembre 1987, est sévère pour les deux plus hauts responsables du métro londonien. Ceux-ci, Sir Keith Bright et M. Ridley, ont préféré démissionner peu avant la publication de ce document, jeudi 10 novembre. Ils seront peut-être poursuivis en justice par les familles des victimes.

Le rapport affirme que « tandis que l'aspect financier de la gestion était soigneusement contrôlé, il n'était pas de même pour la sécurité ». Le président du métro londonien, M. Ridley, est particulièrement critiqué. Il semble avoir été persuadé que les incendies étaient inévitables dans « le métro souterrain le plus ancien et le plus étendu du monde », mais que ceux-ci resteraient toujours de faible importance. Les effectifs dans les stations ont été considérablement réduits pour des raisons d'économie ces dernières années. Le personnel ignorait l'emplacement des extincteurs et des vannes d'eau : ni les uns ni les autres n'ont d'ailleurs été utilisés.

L'origine de la catastrophe a été clairement décrite : c'est une allumette enflammée, tombée entre les marches de l'escalier mécanique en bois de la station King's Cross, qui a mis le feu à un amoncellement de vieux papiers et de graisse situés sous l'escalier. Par économie toujours, le nettoyage n'était plus effectué convenablement. Très vite, les résidus de l'escalier étaient fréquemment huilés mais personne ne se souciait d'enlever l'huile ainsi accumulée. Il était alors permis de fumer dans les couloirs du métro, ce qui est strictement interdit depuis l'incendie.

Toutes sortes d'erreurs ont été commises. Le personnel de la station orientait les usagers qui arrivaient en masse à cette heure de pointe vers un autre escalier mécanique, lequel... aboutissait à une salle déjà en flammes. Les pompiers ne disposaient pas d'un plan du labyrinthe des couloirs souterrains.

## Erreurs

Le rapport propose de nombreuses mesures pour éviter le renouvellement d'une telle catastrophe. Les escaliers en bois vont être systématiquement remplacés par des équipements métalliques : ceux-ci devraient être terminés en juillet 1989. La vente de cigarettes et d'allumettes devrait être interdite dans l'enceinte du métro. Des détecteurs de chaleur devraient être installés sur les escaliers mécaniques et déclencher automatiquement des pompiers d'arrosage. Le rapport demande enfin que le personnel reçoive une formation appropriée en matière de sécurité.

Le ministre des transports, M. Paul Channon, a été vivement pris à partie, jeudi aux Communes, par l'opposition travailliste qui réclamait sa démission à l'instar des responsables du métro. Les critiques travaillistes sont d'ailleurs fondementales : c'est la philosophie Thatcherienne consistant à « rentabiliser » le service public au besoin par des économies draconiennes qui a été présentée comme la véritable cause de la catastrophe. Le rapport donne une description accablante de la confusion qui a régné. Les diverses autorités en cause ont été incapables de communiquer entre elles. Il est apparu, en outre, qu'il n'existait aucun plan d'évacuation d'une station souterraine comme King's Cross, pourtant une des plus importantes du réseau.

D. Dh.

## Diplomatie

En froid depuis plus d'un an

## Londres et Téhéran normalisent leurs relations

LONDRES de notre correspondant

La Grande-Bretagne et l'Iran ont décidé, jeudi 10 novembre, de normaliser leurs relations diplomatiques qui étaient gelées depuis le 18 juin 1987. Seize diplomates, de chaque côté, vont s'installer dans leurs locaux respectifs dont la remise en état a fait l'objet d'un accord préalable. Téhéran avait maintenu un chargé d'affaires à Londres, qui était l'unique mais très actif représentant de son pays. Les Britanniques vont envoyer incessamment un chargé d'affaires en Iran et un échange d'ambassadeurs devrait avoir lieu au printemps prochain.

Il ne s'agit pas, pourtant, d'un retour total à la situation antérieure. Les Britanniques refusent toujours, au grand dam des Iraniens, la réouverture du consulat de Manchester. Le consul iranien dans cette ville avait été pris, en mai 1987, en flagrant délit de vol dans un grand magasin. Il n'avait curieusement pas de statut diplomatique et avait été inculpé. En représailles, M. Edward Chaplin, chargé d'affaires britannique à Téhéran, avait été arrêté et roué de coups puis relâché. Les relations diplomatiques entre les deux pays avaient alors été suspendues. L'Iran cherche, depuis plusieurs mois, à rétablir des relations normales avec la plupart des pays occidentaux. Les conversations avec les Britanniques avaient commencé le 30 septembre. Elles ont abouti mercredi à Vienne, au cours d'une rencontre entre le sous-secrétaire adjoint au Foreign Office pour le Moyen-Orient, M. David Miles, et

le directeur général du ministère iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi. On insiste ici sur le fait que les efforts britanniques pour obtenir la libération des otages du Liban « n'ont rien à voir » avec cette normalisation.

Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, a cependant déclaré que la présence d'une représentation britannique complète faciliterait les démarches en faveur des otages. Ceux-ci sont au nombre de trois : M. Terry Waite, émissaire personnel de l'archevêque de Canterbury, enlevé à Beyrouth en janvier 1987 ; M. John McCarthy, un journaliste de télévision, et M. Brian Keenan, un enseignant. Il semble, d'autre part, que l'envoi d'un ambassadeur britannique soit conditionné par la libération de deux sujets de Sa Gracieuse Majesté emprisonnés en Iran, MM. Roger Cooper et Nicholas Nicola.

Les rapports entre Londres et Téhéran étaient détériorés dès la création de la République islamique. Les Iraniens ont longtemps réclamé, lors des conversations de Vienne, que la Grande-Bretagne regrette publiquement le soutien qu'elle a jadis apporté au shah, mais ont finalement retiré cette demande en raison de la fermeté britannique. La libération anticipée et l'exécution, en juin dernier, d'un terroriste iranien condamné à douze ans de prison en 1981 pour un attentat commis l'année précédente, qui avait fait un mort dans un hôtel de Londres, a sans doute aussi joué un rôle.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

## La fin du voyage en France de Charles et Diana

## Un prince européen

On avait juré, mercredi 9 novembre, sur le fait que le Royaume-Uni n'était représenté à la cérémonie organisée au Panthéon à la mémoire de Jean Monnet que par le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, tandis qu'au même moment le couple princier « festoyait » à Chambord. Le discours qu'a prononcé jeudi le prince Charles devant deux cents représentants des milieux économiques français et britanniques ne laisse cependant aucun doute ni sur les convictions européennes du prince ni sur son habileté politique car il trouva les mots pour que son plaidoyer en faveur du grand marché de 1993 ne sonne pas comme un désaveu des propos tenus récemment par M<sup>me</sup> Thatcher sur l'Europe. « Rarement, a dit le prince Charles, les milieux d'affaires britanniques se sont-ils mobilisés autour d'un projet, ce qui n'est que justice, en regard à l'enjeu et à la grande chance que représente 1992. Il n'y a pas une entreprise qui n'ait créé son « service 1992 ». C'est même devenu une référence obligée, et le 1992 est le numéro de téléphone le plus demandé à Londres actuellement. »

Rassurant pour tout le monde, il ajouta ensuite : « Bien sûr, il y a des limites (...). Certaines inquiétudes se sont exprimées sur l'uniformisation qui risquerait de résulter du marché unique, le grignotage de nos particularismes nationaux. Je ne crois pas que les Français aient grand-chose à craindre à cet égard, pas plus que les Anglais. » Si, au quatrième jour de sa visite en France, avaient encore pu subsister des doutes quant à la courtoisie du prince de Galles, à son sens de l'humour et à sa modestie, ils eussent été définitivement balayés par ce discours de jeudi, qu'il eut la grâce de prononcer en partie en français et dans lequel il s'excusa presque, devant les hommes d'affaires, de n'être qu'un « dilettante ».

Le brouillard avait quelque peu perturbé le programme officiel, et leurs altesses durent renoncer à la cathédrale de Chartres. On se consola par une visite à la succursale de Marks and Spencer, où Diana, comme il se doit, s'attarda au rayon mode tandis que Charles conversait avec les vendeurs, puis place de la Madeleine chez Madeline, haut lieu de la mode masculine. L'après-midi, profitant de sa visite à la Pyramide

du Louvre pour faire une entorse aux règles de sécurité, le prince s'écarta du parcours prévu pour s'approcher de ses admirateurs, et prendre son premier bain de foule.

La veille, il avait montré que, passionné d'agriculture et lui-même cultivateur, il pouvait être aussi à l'aise dans les étables (celle de l'Institut national agronomique de Paris-Grignon) que dans les châteaux de la Loire, souriant, curieux, intéressé au-delà de ce qu'exigent la politesse protocolaire et son métier de futur roi, Diana, robe rouge et noire laissant une épaule largement découverte, aura montré, elle, jeudi soir, son don pour le fox-trot, en ouvrant le bal au bras de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France, après le dîner de gala offert au premier ministre et à M<sup>me</sup> Rocard à la résidence.

Le programme, pour vendredi, était plus austère : Charles devait participer aux côtés du président de la République aux cérémonies du 11 novembre à l'Arc de triomphe, puis à une cérémonie religieuse à Notre-Dame en l'honneur de la Royal British Legion, avant de regagner Londres.

## EN BREF

● IRLANDE DU NORD : l'IRA menace les familles de militaires. Dans un communiqué publié jeudi 10 novembre à Belfast, l'IRA menace de s'en prendre désormais aux familles des militaires britanniques stationnés en Irlande du Nord. Elle affirme que « toutes les résidences de l'armée ou zones d'habitation similaires sont désormais susceptibles d'être attaquées ». Cet avertissement survient après un attentat à la voiture piégée contre un logement abritant des familles de militaires près de Londonderry. — (AFP.)

● PRÉCISION. — Dans l'article sur le tourisme paru dans notre supplément sur la Tunisie (le Monde daté 6-7 novembre), il était écrit que l'aéroport de Tozeur n'est pas desservi par Tunis Air. Cette compagnie nous prie de préciser que, si elle n'assure pas de vols internationaux sur cette destination, elle compte parmi ses activités des vols domestiques entre Tunis et Tozeur, ainsi que la maintenance de cet aéroport.

## Afrique

## ÉTHIOPIE

## Un chef érythréen en visite à Paris

Discretion : c'est le souci partagé tant par les autorités françaises que par les Érythréens pour la première visite en France d'un secrétaire général du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLÉ).

Arrivé mercredi 9 novembre de Londres, où il a séjourné tout aussi discrètement pendant une semaine, M. Issayas Afewerki a notamment rencontré des membres de l'Assemblée nationale, et en particulier de sa commission des affaires étrangères, des représentants de la présidence de la République et du ministère de l'insertion sociale, et des responsables du secteur international de partis politiques. Ni le Front ni ses interlocuteurs français n'ont accepté de faire officiellement état de ces entretiens, qui ne semblent pas être allés au-delà du simple échange d'informations.

(Publicité)

## LE « PARAPLUIE » MILITAIRE ÉGYPTIEN

Du Soudan au Golfe, Le Caire déploie discrètement une présence accrue. Elle témoigne d'ambitions projets...

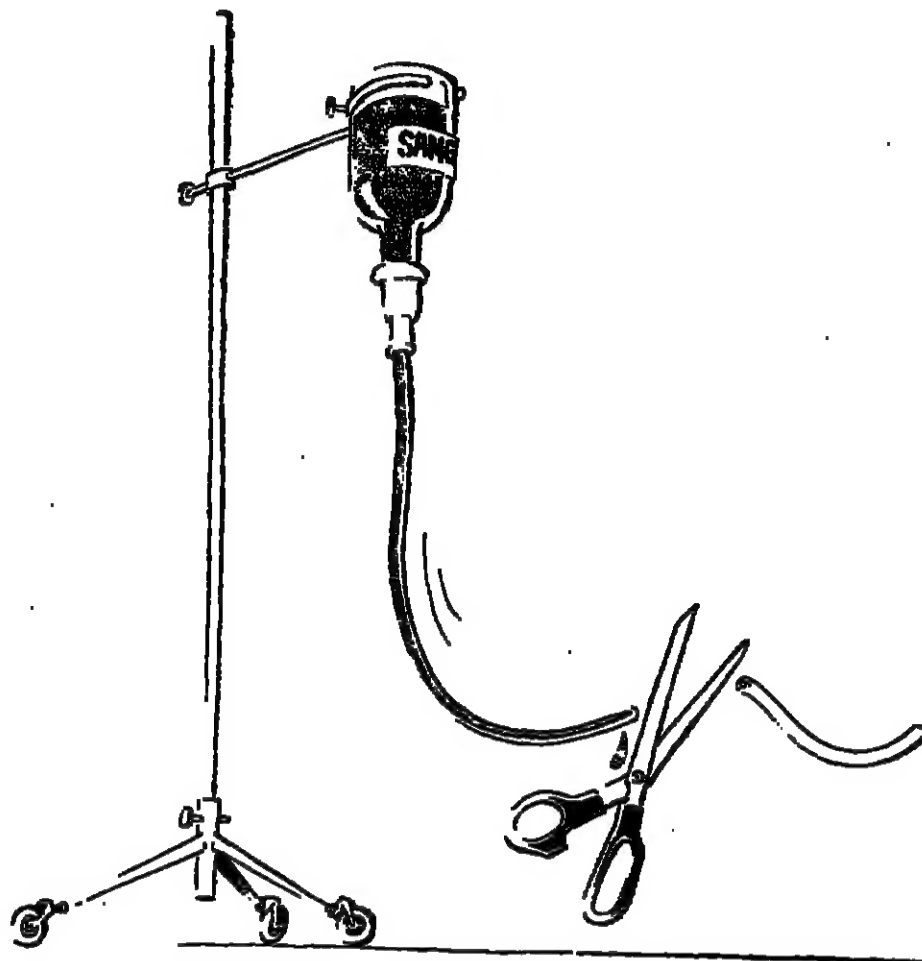
Dans le numéro de novembre d'Arabes, en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46-22-34-14

RENÉ DAMEN.



(Publicité)

LE SANG C'EST LA VIE.  
LE COURRIER C'EST LA VIE  
DE L'ENTREPRISE.



**GREVE DES POSTES**  
LES ENTREPRISES DISENT  
**ÇA SUFFIT !**



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PARIS HAUTS DE SEINE SEINE-SAINT-DENIS VAL DE MARNE

11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100



## Politique

La convention nationale du PS sur les municipales

## Les socialistes s'organisent face au harcèlement des communistes

La convention nationale du Parti socialiste, préparant les élections municipales de mars 1989, se réunit à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) les samedi 12 et dimanche 13 novembre. Elle doit fixer l'orientation du PS pour ces élections et ratifier la désignation, à laquelle les militants ont procédé depuis le 17 octobre, des chefs de file du parti dans chaque ville. Le premier ministre participera samedi à cette convention.

L'accord s'est fait au bureau exécutif du PS, mercredi 9 novembre, sur la méthode à suivre vis-à-vis du Parti communiste, après le refus par celui-ci d'un accord national en vue duquel les socialistes lui avaient proposé d'ouvrir des négociations. Ce refus donne aux socialistes, d'un côté, une plus grande marge de manœuvre pour tenter de traduire au niveau municipal l'ouverture pratiquée dans la composition du gouvernement. D'un autre côté, l'absence d'alliance nationale rend plus aléatoire la conclusion d'ententes locales.

Pour faire face à cette difficulté, les dirigeants socialistes ont convenu de la nécessité d'agir comme s'il existait un accord national. Autrement dit, la préparation du scrutin de mars devra être centralisée, au sein du PS, comme elle le sera à la direction du parti devant négocier globalement avec celle du PCF. Plusieurs décisions ont été prises en ce sens.

En premier lieu, les négociations menées dans les villes de plus de 20 000 habitants devront être ratifiées par le bureau exécutif (pour les communes moins importantes, la responsabilité incombera aux fédérations). En deuxième lieu, les chefs de file socialistes seront associés aux décisions prises au niveau national, avant le premier tour et entre les deux tours. En troisième lieu, la convention nationale qui devait, dans l'hypothèse d'un accord avec le PCF, en assurer l'application, est maintenue pour le mois de janvier. C'est elle qui tranchera, en dernier ressort, de la tactique — listes autonomes socialistes ou listes d'union avec les communistes — mise en œuvre dans les grandes villes.

Cette méthode, proposée par M. Pierre Mauroy, a été adoptée à l'unanimité, après discussion sur des points secondaires. M. Lionel Jospin a approuvé la façon de procéder recommandée par le premier secrétaire. Les rattachés, dont certains s'étaient étonnés de la facilité avec laquelle M. Mauroy, dans sa lettre à M. Georges Marchais (*le Monde* du 9 novembre), avait pris acte de l'opposition du PCF à un accord national, n'ont pas émis de critiques sur ce point au bureau exécutif. M. Laurent Fabius a souligné, pour sa part, que le souci de « gérer » centralement la formation des listes ne doit pas concerner seulement les cas où les socialistes se présentent aux élections sans accord avec les communistes, mais, aussi, les cas où il y aura entente.

## Force de rassemblement

Il s'agit, en effet, de ne pas laisser au PCF la maîtrise de ces « primaires », ce qui suppose que la direction du PS puisse exercer une pression sur les communistes dans les villes où ceux-ci dirigent. Si les socialistes estiment que les affrontements entre les deux partis doivent être exceptionnels, il n'en convient pas moins, comme l'a expliqué M. Gérard Le Gall (membre adjoint du secrétariat national, chargé des élections), de considérer les listes d'union et listes autonomes comme les deux modalités tactiques d'une même stratégie, résumées par le mot « rassemblement » et « élargissement » de la gauche.

La question sous-jacente est de savoir quel degré de priorité le PS continue de donner à l'union de la gauche. Au moment où, à l'Assemblée nationale, le poids du vote communiste est rappelé budget ministériel après budget ministériel, la préparation des élections municipales pose le problème de la cohérence entre la ligne de l'élection présidentielle — « la France unie » — et les alliances électorales.

Ainsi M. Jean Popereau souligne-t-il, cette semaine, dans son bulletin *Synthèse-Flash*, que, à partir du moment où le PCF « a décidé de multiplier les épreuves de force locales là où il pense y avoir avantage », le PS « doit être prêt à des « primaires », mais qu'il doit apparaître clairement comme la « force de rassemblement », tandis que les communistes auront « pris la responsabilité de diviser la gauche ». M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, chargé des élections, observe, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Politix*, que « ce serait une grave erreur de

croire que, de chute en chute, le PC va finir par disparaître rapidement ». Il en conclut, néanmoins, à la formation de listes socialistes autonomes, en nombre limité, contre des maires sortants communistes, notamment à Amiens, à Saint-Dizier et à Thionville. M. Debarge souligne, en même temps, qu'il ne peut y avoir d'accord avec des personnalités — et non avec des « appareils locaux » — centrées que lorsqu'elles se situent clairement dans la majorité présidentielle.

Les contours de l'« ouverture », telle qu'elle peut se traduire aux élections municipales, paraissent, en effet, des plus étroits, hormis les cas de MM. Jean-Marie Rausch, maire de Metz, et Jean-Pierre Soisson, maire d'Auzerre, tous deux venus de la droite et dont l'un a annoncé qu'il formera une liste « majorité présidentielle », tandis que l'autre n'a pas encore fait connaître ses intentions. La compétition au sein de la gauche semble donc devoir prendre le pas, pour le PS, sur la bataille du centre, reportée à l'élection européenne de juin. Le rôle, dans les élections municipales, de l'Association des démocrates, que dirige M. Michel Durafour, devrait être surtout symbolique.

## Marseille : M. Vigoroux en individuel

La convention d'Epiney rencontrera quelques difficultés dans le choix des chefs de file socialistes. Au premier rang se pose, naturellement, le problème de Marseille, dont le maire, M. Robert Vigoroux, a adressé à M. Mauroy une lettre de candidature individuelle. Cette démarche n'est pas conforme aux statuts du PS, qui prévoient que les candidatures sont présentées par les fédérations. Or la fédération des Bouches-du-Rhône a désigné, dès le mois de juin, par un « référendum », M. Michel Durafour, candidat à la mairie. Ce choix, confirmé la semaine dernière par le comité de ville du PS, ne peut qu'être ratifié par la convention. M. Vigoroux fait état, de son côté, d'un sondage commandé par

ses comités de soutien et selon lequel il battrait, à la tête d'une liste socialiste, une liste de droite conduite par M. Jean-Claude Gaudin.

Le choix d'un chef de file parisien devrait être différé jusqu'à la décision de M. Jack Lang, qui hésite entre une victoire possible à Blois, si M. Pierre Sudreau (centriste) en abandonne la mairie, et une campagne de prestige face à M. Jacques Chirac. La désignation des chefs de file dans les vingt arrondissements de la capitale a été entérinée, jeudi soir, par la convention fédérale parisienne, sans que l'issue de la « guerre du dix-neuvième » (*le Monde* du 10 novembre) ait été remise en cause. Le vote a été unanime sauf pour deux arrondissements : le dixième, pour lequel les rattachés ont été seuls à soutenir la candidature de leur courant, désignée par les militants (les autres s'abstenant) et le quizième, où ils se sont abstenus après la défaite de leur candidat, M. Alain Hubert, face à M. Claude Fleutiaux (courant « A », jospiniste).

Dans les autres grandes villes, la désignation des chefs de file par les militants devrait être ratifiée sans difficulté majeure. M. Gérard Colombe, proche de M. Mauroy, conduira les socialistes à la bataille à Lyon. M. Jacques Lévy à Toulouse, Mme Catherine Trautmann à Strasbourg, M. Michel Destot à Grenoble. Dans les villes où les socialistes nourrissent des espoirs, on note la candidature de M. Jean-Marie Ayraut, proche de M. Popereau, à Nantes ; celle de M. Jean Maille à Brest ; celle de M. Jean-Pierre Sœur à Orléans ; celle de Mme Huguette Bouchardreau à Sochaux. Plusieurs villes perdues par le PCF au profit de la droite en 1983 sont aussi dans la ligne de mire des socialistes : Arles, M. Michel Vauzelle, Béziers (M. Alain Barreau), Sète (M. Jean Lacombe), Nîmes-le-Grand (où la désignation d'un chef de file rattaché pourrait être remise en cause).

Le PS a aussi, quelques craintes pour des villes qu'il déteste, telles que Bron, Saint-Chamond, Castres et... Marseille, bien sûr.

PATRICK JARREAU.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel devant le Sénat

## La droite bouleverse le projet du gouvernement et l'adopte contre l'avis des socialistes

Après trois jours de débats le Sénat a adopté, dans la nuit du 10 au 11 novembre, le projet de loi instituant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en remplacement de la CNCL. Un vote à front renversé puisque socialistes et communistes ont voté contre alors que les élus de la majorité sénatoriale — RPR, RI et Union centriste — votaient pour ! Le texte élaboré par Mme Catherine Tasca et M. Jack Lang a été, il est vrai, si profondément remanié que M. Claude Estier (PS, Paris) n'y voit plus qu'un projet « défiguré » et « confus ».

Composition du CSA, introduction de dispositions protégeant les réseaux de la 5 et de M 6, légification des coupures publicitaires : le texte voté n'est, en effet, plus qu'un lointain cousin de l'original (*le Monde* du 11 novembre). Quant aux

élus communistes, ils déplorent que le gouvernement n'ait pas choisi d'abroger la loi Léotard pour, selon eux, soustraire l'audiovisuel aux « lois de l'argent ». Il ne restait donc, pour se féliciter du travail accompli, que les élus de la majorité sénatoriale, satisfaits, comme M. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), d'avoir « garanti » et « conforté » l'indépendance du futur CSA !

Reste que le projet de loi doit encore être examiné début décembre par une Assemblée nationale qui devrait revenir sur nombre des initiatives de la Chambre haute. Le ministre de la communication, M. Tasca n'a pas caché, en guise de conclusion, son « regret » et sa « crainte » de ne pas « pouvoir aboutir à une solution consensuelle ».

Le CSA n'aurait-il joué que les vedettes américaines ? Si la journée du mercredi 10 octobre avait presque tout entière tourné autour de sa composition et de son mode de désignation, celle de jeudi avait d'autres héros : la 5 et M 6, la publicité, les radios associatives, la CNCL, Canal Plus, voire, de la façon la plus inattendue, l'« horodagage » électronique des images de télévision ! Un observateur non averti aurait pu croire, par instants, s'être trompé de débat.

Le coup d'envoi de ce surprenant débat fut donné par M. Pasqua, co-auteur avec MM. Daniel Hoffel (Un. cent., Bas-Rhin) et Marcel Lucotte (RI, Saône-et-Loire), de deux articles additionnels favorisant l'extension de la zone de couverture de la 5 et de M 6. Deux chaînes dont le Conseil d'Etat a, le 21 octobre dernier, annulé « pour procédure irrégulière » certaines autorisations d'émettre accordées par la CNCL. Non que l'Assemblée du Palais-Royal ait, sur le fond, remis en cause le droit, pour ces jeunes télévisions, d'étendre leur zone de réception, mais elle avait estimé que la procédure des appels à candidature n'avait pas toujours été respectée.

Le premier amendement propose donc « un dispositif permanent qui écarte l'appel à candidature pour les décisions d'extension de la zone de couverture des services de télévision nationale déjà autorisés », selon l'expression de M. Pasqua. Le

second souhaite valider les autorisations d'émettre délivrées par la CNCL et qui n'ont pas encore été examinées par le Conseil d'Etat. « Plusieurs millions de téléspectateurs, dans plusieurs dizaines de départements, risquent de se trouver privés des cinquième et sixième chaînes », s'inquiétait le patron du RPR au Sénat. « Invoquer l'intérêt des téléspectateurs ne tient pas », répliquait le ministre de la culture et de la communication, M. Lang : « Il n'y a aucune interruption des émissions, la CNCL a fait diligence pour rattraper le temps perdu ». Les deux amendements furent votés par la majorité sénatoriale. « Cherchez-en à ériger quelque chose contre lequel un d'autre ? », s'interrogeait, goguenard, M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) en faisant allusion au combat opposant TF 1-Bouygues à la 5-Hersant.

Défaite le matin, TF 1 allait avoir sa revanche l'après-midi même en obtenant gain de cause sur les coupures publicitaires. Coupures dont la suppression lui aurait coûté, selon les études internes, 800 millions de francs par an. C'est le rapporteur du projet de loi, M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), qui avait mis le feu aux poudres en défendant, au nom de la commission des affaires culturelles, un amendement visant à interdire toute coupure des films et téléfilms lors de leur première diffusion à la télévision. Un geste qui avait provoqué tout à la fois une surenchère du groupe socialiste et

une formidable levée de boucliers allant des professionnels du cinéma à la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM), M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1, y voyant même « la mort des télévisions commerciales », rien moins (*le Monde* du 10 novembre).

## La conscience des sénateurs

Embarras à droite et à gauche... Pour ne pas désavouer M. Gouteyron qui persistait, évaluant le coût de son amendement à moins de 5 % du chiffre d'affaires des chaînes, M. Pasqua justifiait par avance la décision de son groupe sur le sujet : « La majorité de mes amis du RPR et moi-même nous prononçons contre l'amendement. Mais nous ne sommes pas négligeables d'en nous y rallieront pour manifester leur considération au rapporteur et au président de la commission ! » (NDLR : M. Maurice Schumann). Quant à M. Lang, il préférait esquiver. « La publicité (...) devait procurer à la culture une manne. Mais cette manne (...) où est-elle ? A quoi a-t-elle servi ? (...) Quels engagements précis les opérateurs privés pouvaient-ils prendre en faveur de la création ? ». Ajoutant que si le gouvernement n'était « nullement mécontent d'un coup d'arrêt, fait-il symbolique, soit donné à l'escalade de la glorification de l'audimat », il s'en remettrait « à la conscience du Sénat ». L'amendement était repoussé par 191 voix contre 95 pour (le groupe socialiste, 24 RPR et quelques centristes et Républicains indépendants), les communistes — favorables à une législation encore plus draconienne — s'abstenant. La querelle n'est pas finie pour autant.

Etait-ce la fatigue ? Le temps compté lorsque la pendule s'est approchée de minuit ? Le troisième sujet « chaud » — Canal Plus — n'a pas suscité les polémiques attendues. La télévision cryptée, seule chaîne concession du service public à avoir échappé à l'autorité de la CNCL, a été placée sous la surveillance du CSA par la majorité sénatoriale. Ce qui lui vaudra, si le texte reste en l'état, d'être soumise à des pénalités contractuelles, mais — statut oblige — lui permettra toujours d'échapper aux sanctions pénales applicables aux autres chaînes. Au grand dam des professionnels du cinéma !

PIERRE-ANGEL GAY.

## Désaccord confirmé entre députés et sénateurs sur le RMI

Après quatre heures de discussions, jeudi 10 novembre, la commission mixte paritaire (sept députés, sept sénateurs) chargée de trouver un compromis entre les deux Assemblées à propos du projet de loi créant un revenu minimum d'insertion (RMI) s'est séparée sur un constat de désaccord. Les députés n'ont pas voulu suivre le Sénat dans une logique qui fait du conseil général le maître-artisan du RMI. Parmi les points de désaccord :

• Versement de la prestation : le Sénat voulait que le système selon lequel l'Etat finance la prestation versée aux bénéficiaires du RMI ne soit mis en place que jusqu'au 31 décembre 1991 et qu'ensuite les conseils généraux prennent le relais. Les députés de la CMP l'ont refusé.

• Les étrangers : le Sénat voulait revenir au projet original, qui prévoyait de faire bénéficier du RMI les détenteurs d'une carte de dix ans. L'Assemblée a refusé en insistant pour le maintien de l'extension du RMI aux étrangers en situation régulière, détenteurs d'une carte de trois ans.

Les deux parties campant sur leurs positions, le texte va donc revenir en discussion en séance publique devant l'Assemblée nationale et devant le Sénat. Si le désaccord persiste, l'Assemblée nationale, conformément à la Constitution, aura le dernier mot et devra adopter seule le RMI.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

MORNE semaine. Humeur personnelle ou juste vision de la réalité ? Les deux, mon général, expression particulièrement opportune en ce jour anniversaire de la mort de de Gaulle. Les parlementaires RPR en ont profité pour sécher la récréation que se donne, le mercredi, l'Assemblée nationale avec les questions d'actualité. L'étrange groupe qui se prive, pour un cimetière et un monument affreux, d'un des rares moments divertissants de la vie professionnelle de ses membres. Ainsi l'UDF a-t-elle posé ses questions également au nom du RPR, ce qui a fait ricaner.

Morne semaine que rien n'est venu égayer ou éveiller, à plus forte raison en ce mois de novembre qui ressemble à une malédiction divine tant il s'applique à être sinistre. Ses premiers beaux jours n'étaient qu'un mensonge et, avec la pluie, est arrivée la vérité, sur fond de journées qui se dorment toutes à la nuit.

Le référendum. De quelque côté qu'on l'examine, il est un échec qui n'épargne ni homme ni parti. Echec (1) de la majorité, d'abord (puisqu'elle s'était donnée mission de le gagner), en ce qu'elle n'a pas réussi à émouvoir ni à mouvoir les foules, et pas moins de ceux qui la soutenaient en la circonstance, au premier rang desquels M. Raymond Barre. Echec du RPR, ensuite, qui a affiché son incapacité à choisir en n'offrant pour tout argument (puéril) qu'une attitude identique du Parti socialiste remontant à 1972. Echec de la démocratie, enfin, qui s'est détournée d'elle-même en ne jouant que chichement.

Seul le Front national néo-calédonien peut arguer d'un certain succès ; mais n'est-ce pas, *ipso facto*, un échec supplémentaire de la gauche, de la droite, de la démocratie... et de l'espoir ?

Si le malheur voulait que reprissent les affrontements, ou pis, sur ce territoire, le RPR ne serait pas mal venu de faire un examen de conscience, s'il en a une, car s'abstenir ne confère pas, en prime, le droit d'être lavé de toute responsabilité, politique ou morale.

A princière visite. His Royal Highness the Prince of Wales est en France. Son succès populaire est d'estime, ce qui, en termes moins diplomatiques, signifie que les Français s'en contrefichent. Charles d'Angleterre ne réitérera pas le triomphe de sa royale maman en avril 1957. Les Parisiens en parlent encore. (Alors que la visite de 1972 n'a apparemment laissé aucun souvenir dans la mémoire commune.)

Le fichtu métier que celui d'héritier d'une jeune mère (elle avait vingt-deux ans à sa

naissance). S'il doit attendre aussi longtemps que son arrière-arrière-grand-père Edouard VII pour monter sur le trône, cela lui laisse encore vingt années à jouer les utilités. Est-il qu'il rendra ?

Au cours de son allocution à l'Elysée, le prince de Galles n'a pas eu un mot pour saluer l'épouse du président de la République ; alors, française vengeance, il ne sera rien dit de la sienne.

Il a eu en revanche une manière britannique et royale de faire allusion au bicentenaire de l'année prochaine. Il a parlé du bicentenaire... de la Déclaration des droits de l'homme. Il faut convenir qu'il n'était pas facile pour lui de citer la Révolution alors que la Grande-Bretagne en a été, avant même que ne survienne l'épisode napoléonien, l'ennemi le plus acharné.

## Climat

En fait, l'Angleterre n'a jamais beaucoup aimé la France, Révolution ou pas. Durant combien de siècles, la guerre de Cent Ans achevée, le souverain anglais n'a-t-il pas prétendu être aussi celui de la France ?

Un mot à ne jamais oublier, celui de Winston Churchill apostrophant Charles de Gaulle durant la dernière guerre : « Chaque fois que nous aurons à choisir entre le continent et le grand large, nous choisirons le grand large », c'est-à-dire l'Amérique. M. Thatcher fait souvent douter que le propos soit périmé.

Ne pas oublier non plus cet aphorisme (de... ?) : « Tout ce qui est sale est nôtre. » Superbe définition d'une nation impériale.

L'ÉLECTION américaine. George Bush est élu. Il ne pouvait en être autrement, les sondages l'avaient annoncé. Jacques Chirac aussi, en matière de prédiction électorale, il ne craint personne. C'est pour quoi il le laisse entendre, dans un récent entretien avec le *Figaro*, qu'il sera candidat à la future élection présidentielle. Une bonne nouvelle pour la gauche si elle règle sagement le moment venu, son héritage. Encore que rien ne permette de l'espérer.

Cinquante pour cent des électeurs américains sont allés sur les greens plutôt que dans les bureaux de vote. Nos 63 % d'abstentions pour le référendum en deviennent, par comparaison, presque excusables.

Au travers des flots de papier publiés à l'occasion du scrutin du 8 novembre, deux chiffres émergent : il y aurait trois millions de sans-abri aux Etats-Unis, et trente-sept millions d'Américains seraient dépourvus de protection sociale. Comment une nation aussi puissante, assurée d'être un modèle pour l'univers, peut-elle aller si mal ? Proportionnellement, en France, cela ne représenterait pas moins de huit millions de personnes. Fou.

JEAN MONNET. Le Panthéon compte un hôte de plus. Le premier avait été Mirabeau, mais de manière provisoire puisqu'il n'en fut expulsé comme un malpropre après la découverte de l'armoire de fer contenant sa correspondance secrète avec Louis XVI. Mirabeau fut remplacé par Marat, qui subit le même sort.

Parmi (en fait) beaucoup d'inconnus (aujourd'hui) qui reposent dans cette église à l'histoire très agitée, Jean Monnet symbolisera l'Europe, aux côtés de René Cassin élu au nom de la paix et de Jean Moulin figurant la victoire sur la barbarie.

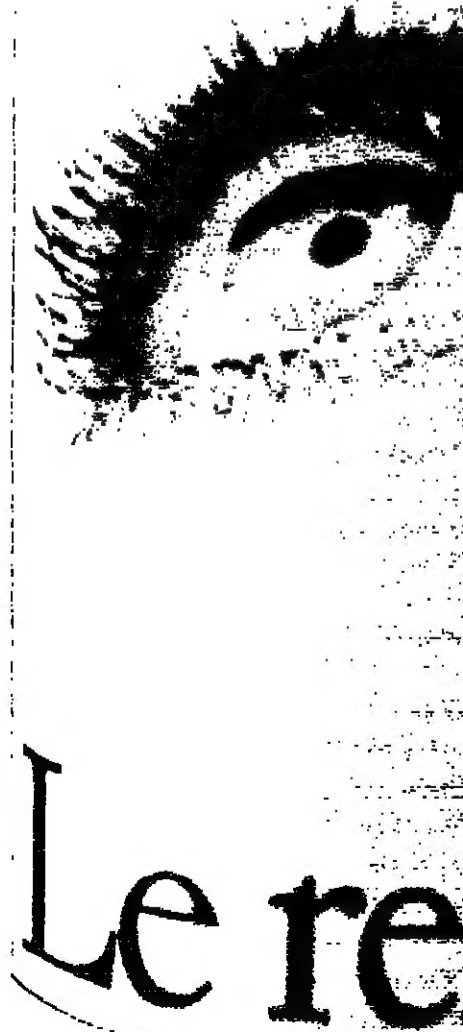
A poste. Le baromètre social marque le variable, sauf pour le poste où il indique que le mauvais temps si ce n'est la bourrasque. Si ce mot n'était galvaudé, il serait tentant de dire que le fonctionnement (sic) de la poste est scandaleux. Ce qui devrait être le grand service public d'un peuple aimant lire et écrire va de délabrement en délabement, de recul en débandade.

A supposer que le courrier des particuliers soit sans intérêt, comme l'avait dit M. Mexandeau lorsqu'il avait eu le ministère en charge, au moins pourrait-on prendre en compte les entreprises dont l'activité est menacée par cette grève ; notamment, pardonnable corporatisme, les journaux et leurs abonnés.

Le public n'est pas là pour savoir si M. Quinié fait son possible (?) ou si les postiers présentent des demandes extravagantes. Ce n'est pas son rôle premier. A titre personnel, être dans l'impossibilité d'écrire à un ami ou de répondre à un lecteur, c'est un vrai calvaire. Que ricanent s'ils le veulent ceux qui ne connaissent que le téléphone pour dire leur sympathie ou leur affection.

Les PTT étant grands consommateurs de campagnes publicitaires, ce slogan leur est proposé : la poste, c'est nul. Et certains viendront cependant, le bac enfilé, offrir leurs calendriers ! Ils seront repus !

(1) Cela par référence au principe selon lequel un scrutin, pour être probant, doit être non seulement franc (ce qu'a été celui du 6 novembre), mais massif.



Le re



projet du gouvernement  
avis des socialistes

Les communistes, ils déplorent que le projet  
n'ait pas choisi d'être en la loi de  
la République. Il ne restait donc, pour se faire  
un travail accompli, que les élus de la majorité  
socialiste, satisfaits, comme M. Charles Foccart,  
ministre de l'Intérieur, d'avoir « garanti »  
l'indépendance du futur TST.

Il est que le projet de loi doit encore être  
adopté début décembre par une Assemblée  
qui doit se réunir sur le nombre des ministres  
de la Constitution. Le ministre de la Justice,  
M. Joxe n'a pas caché, en son  
introduction, son « regret » et sa « crainte »  
que « pour aboutir à une solution  
satisfaisante ».

Les auteurs  
du projet  
ont pu en  
faire état  
dans le  
débat de  
la loi de  
la République.  
Il ne restait  
donc, pour  
se faire un  
travail accompli,  
que les élus  
de la majorité  
socialiste, satisfaits,  
comme M. Charles  
Foccart, ministre  
de l'Intérieur,  
d'avoir « garanti »  
l'indépendance  
du futur TST.

La conscience  
des sénateurs

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi. Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Le projet de loi  
a été adopté par  
le Sénat le 11  
novembre 1988.  
M. Joxe, ministre  
de la Justice, a  
présenté le projet  
de loi. Il a souligné  
l'importance de  
ce texte pour la  
France. Il a également  
mentionné le rôle  
du Sénat dans  
l'adoption de la  
loi.

Vendredi: "Thalassa".

3 millions d'entre nous

ne se lassent jamais de regarder la mer.

Dans un pays

qui compte 3 200 km de côtes

c'est tant mieux.



EGVATEUR

Le relief de la vie. **FR**



# Société

## MÉDECINE

### Des chercheurs de l'INSERM découvrent un nouveau traitement de la maladie de Parkinson

Des chercheurs français de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), à Grenoble, ont découvert un nouveau traitement de la maladie de Parkinson, qui touche environ 80 000 personnes en France. Ce traitement consiste à stimuler le thalamus pour diminuer certains tremblements.

L'équipe du professeur Alain-Louis Benabid, de l'unité INSERM-V de Grenoble, vient de présenter les premiers résultats d'une technique de stimulation du thalamus qui semble très efficace dans les tremblements importants et rebelles à tout traitement de certains parkinsoniens. Jusqu'à une époque récente, les neurochirurgiens savaient, grâce aux techniques stéréotactiques, détruire spécifiquement certaines régions du thalamus afin d'abolir un tremblement, mais cette technique présentait de gros inconvénients. Or l'équipe du professeur Benabid vient de montrer que lorsque l'on stimule par des fréquences supérieures à 100 hertz une région particulière du thalamus, grâce à une électrode implantée, on diminue de manière importante les tremblements.

Cette constatation ayant été faite durant les interventions neurochirurgicales, l'idée consistait à rendre la stimulation permanente. On a emprunté, pour y parvenir, une technique de stimulation chronique par électrodes implantables déjà utilisée dans le traitement de certaines douleurs rebelles. L'électrode est connectée à un prolongateur qui est relié à un pacemaker situé dans la région sous-claviculaire. Un programmeur permet de modifier la fréquence et l'intensité de la stimulation. Les deux indications de cette technique pourraient être les tremblements invalidants de la maladie de Parkinson et le tremblement essentiel d'adultes personnes âgées. Elle est actuellement

expérimentée sur dix malades par l'équipe du professeur Benabid.

Mais la maladie de Parkinson recèle encore des mystères. Bien que son traitement par la L-Dopa, un médicament qui remplace la dopamine normale produite par certaines cellules nerveuses, ait considérablement amélioré la vie des parkinsoniens, de nombreux problèmes subsistent. La L-Dopa n'est pas un médicament parfait. Si 80 % des patients réagissent à son activité, 20 % y restent insensibles ou peu sensibles sans que l'on comprenne clairement pourquoi. Le deuxième inconvénient de la L-Dopa ne peut se manifester que si le parkinsonien fait partie des malades sur lesquels le médicament est efficace.

Durant les premières années du traitement, les tremblements, la rigidité et l'akinésie (défaut de l'initiative motrice) diminuent, mais l'effet du médicament a ensuite tendance à s'estomper. Les malades voient alors, dans une même journée, leurs symptômes réapparaître; tantôt, au contraire, ils sont pris de mouvements anormaux de grande amplitude. Le fait le plus troublant est que le passage de la rigidité aux mouvements anormaux se fait très brutalement, en quelques secondes. Les patients ont d'ailleurs donné un nom évocateur à ce brusque changement en l'appelant « effet on-off ». On ne sait pas expliquer ce phénomène, mais il semble lié aux fluctuations de la concentration de la L-Dopa dans les cellules cibles du cerveau. Cet effet est d'autant plus marqué que la production de dopamine par les neurones de la « substance noire » diminue jusqu'à devenir presque nulle.

La même unité de l'INSERM vient également de faire état (1) d'un essai thérapeutique qui semble prometteur. Afin de diminuer l'effet « on-off », cette équipe a associé de l'apomorphine à la L-Dopa. L'apomorphine est un « agoniste » de la dopamine, c'est-à-dire une substance qui a le même type d'activité que la L-Dopa et qui agit en synergie avec elle. L'administration du médicament repose sur le même principe que celui qui est utilisé pour certains diabétiques traités à l'insuline. Elle se fait soit à l'aide d'une pompe programmable, délivrant de manière continue de l'apomorphine, soit à l'aide d'un stylo injecteur utilisé par le malade lui-même.

Cette association diminue de manière importante la durée des phases « off », durant lesquelles les symptômes de la maladie réapparaissent malgré le traitement par la L-Dopa. D'après le docteur Claude Poljak, 10 % à 15 % des malades parkinsoniens pourraient bénéficier à l'avenir de cette association. Actuellement, dix malades expérimentent la pompe programmable, et sept malades le stylo injecteur.

BERTRAND LEBO.

(1) Dans deux articles qui seront publiés par la *Revue de neurologie* et par le *Journal of neurology, neurosurgery and psychology*.

Selon des travaux publiés dans « Nature »

### Une altération génétique serait à l'origine de certaines schizophrénies

Selon un article de la revue britannique *Nature* (1), il existerait non pas une, mais des schizophrénies. Pour la première fois, une équipe de chercheurs anglais, américains et islandais a réussi à démontrer que, dans certains cas, la schizophrénie — l'une des maladies psychiatriques les plus répandues, caractérisée par une dissociation et une discordance des fonctions psychiques — pouvait avoir une origine génétique. Des travaux, dirigés par le docteur Hugh Gurling (université de Londres), tendent à prouver que le mauvais fonctionnement d'un ou de plusieurs gènes situés sur le chromosome n° 5 pourrait être — en partie du moins — responsable de l'apparition d'une schizophrénie. C'est par des méthodes d'investigation très fines de biologie moléculaire que ces chercheurs, en étudiant 104 personnes — dont 39 schizophréniques — appartenant à cinq familles islandaises et à deux familles anglaises, ont pu déceler ces anomalies. Toutefois, ils ne sont pas encore parvenus à identifier précisément le ou les gènes responsables. Ces résultats devraient permettre de mieux comprendre l'origine de cette pathologie et d'envisager la mise au point de nouveaux traitements mieux adaptés.

Dans le même numéro de *Nature*, une autre étude est publiée, celle-là par des chercheurs des universités de Yale et de Stanford ainsi que du Karolinska Institute qui ne retrouvent pas chez d'autres schizophréniques les mêmes anomalies génétiques. Chez ces personnes, appartenant toutes à une même famille du nord de la Suède, et comprenant de nombreux

schizophréniques, le chromosome n° 5 semble fonctionner normalement.

Ces résultats ne pourraient être contradictoires qu'en apparence. Cela fait en effet plusieurs années que nombre de spécialistes estiment que le mot schizophrénie, qui suppose l'unicité et l'homogénéité d'une entité pathologique, ne rend pas compte de la diversité symptomatique et évolutive observée par les médecins dans leur pratique quotidienne. Selon eux, il existerait non pas une, mais des schizophrénies, le problème étant que, jusqu'à présent, les moyens diagnostiques, cliniques ou biologiques s'étaient avérés insuffisants à faire « éclater » un groupe hétérogène de pathologies caractérisées par une symptomatologie très proche.

Les résultats publiés cette semaine par *Nature* tendraient donc à prouver que, chez certains malades, la schizophrénie pourrait avoir une origine génétique liée à une altération du chromosome n° 5 et que, chez d'autres, cette composante génétique n'existerait pas. Conséquence importante : le traitement proposé devrait être adapté au type de schizophrénie dont souffre le malade.

Pour autant, il ne faudrait pas en conclure que, même chez les malades souffrant de « schizophrénie d'origine génétique », l'environnement ou l'entourage familial n'est à coup sûr pour rien dans l'apparition de la maladie. Simplement, chez eux, il existerait à tout le moins une origine multifactorielle à leur pathologie.

FRANCK NOUCH.

(1) Numéro de 10 novembre.

### La lutte contre le SIDA au Japon

#### La Chambre des représentants se prononce pour une levée du secret médical

TOKYO de notre correspondant

Au Japon, la Chambre des représentants vient d'adopter un projet de loi qui oblige les médecins à fournir l'identité des personnes présentant les symptômes du SIDA aux autorités préfectorales. Le texte est actuellement à l'examen à la Chambre haute.

Aux termes de ces nouvelles dispositions législatives, présentées au Parlement en mars 1987, les médecins doivent faire connaître le nom, l'âge et le sexe des personnes dont ils ont diagnostiqué qu'elles étaient atteintes du virus et indiquer en outre la manière dont ils pensent qu'elles ont été contaminées. L'article 8 de la nouvelle loi prévoit d'autre part que lorsqu'un médecin constate qu'un de ses patients est atteint du SIDA et qu'il a pu établir que la contamination a pour ori-

gine une personne considérée à « haut risque » (prostituée notamment) qui peut en infecter d'autres, il doit recommander à cette dernière de subir le test de dépistage et d'informer les autorités préfectorales de sa démarche. Si cette personne refuse de suivre les conseils du médecin, elle est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 yens (soit environ 5 000 F).

Une telle procédure ne doit être suivie que dans le cas où le médecin est convaincu que cette personne est bien à l'origine de la contamination et peut transmettre la maladie à d'autres, est-il précisé au ministère de la Santé publique.

Jusqu'à présent, le Japon a été relativement épargné par le SIDA. Au 31 août dernier, on comptait quatre-vingt-dix malades, dont cinquante sont décédés.

PHILIPPE PONS.

### Le RU 486 n'a provoqué aucune naissance d'enfant malformé affirment les laboratoires Roussel

Les laboratoires Roussel veulent tourner la page. Mercredi 9 novembre, au cours d'une conférence de presse tenue en présence du docteur André Ulmann, coordonnateur des essais cliniques, et du professeur Edouard-Emile Baulieu, M. Michel Delage, directeur général de la firme, a indiqué qu'il « ne souhaitait pas revenir sur le passé mais répondre aux questions techniques et médicales » que pouvait susciter l'utilisation de la pilule abortive. Les ambiguïtés demeurent donc sur les raisons pour lesquelles les laboratoires Roussel, après avoir obtenu l'autorisation de mise sur le marché (AMM) le 23 septembre pour le RU 486, ont décidé, le 26 octobre, de cesser toute distribution du médicament puis, après la « mise en demeure » le 28 octobre du ministre de la Santé M. Claude Evian, ont accepté d'en reprendre la distribution.

Le professeur Baulieu s'est insurgé contre « la rumeur scandaleuse selon laquelle le produit serait toxique pour le fœtus » et a insisté sur le fait qu'à ce jour aucun enfant malformé n'était né après qu'une femme, désireuse d'avorter, ait utilisé le RU 486. Le docteur Ulmann a précisé qu'un cas d'embryotoxicité avait été noté dans une interruption de grossesse à trois mois, une fois constatées diverses malformations (agénésie rénale et fusion des membres inférieurs).

Au mois de septembre, 160 centres d'orthogénésie sur les 800 que compte la France avaient approvisionnés en RU 486 et 2 000 femmes avaient bénéficié de

cette alternative à la méthode d'aspirations « en association avec les prostaglandines ». « Les résultats dont nous disposons confirment le dossier d'AMM : 95 % de réussites », a précisé le docteur Ulmann. Les 5 % de femmes qui n'auraient pas avorté sous RU 486 doivent alors le faire par aspiration mécanique. Parmi ces 5 % d'échecs, 2 % de femmes ont une grossesse persistante et l'on ne sait pas combien d'entre elles refuseront d'avorter.

Le docteur Ulmann a d'autre part indiqué que sur les 200 000 avortements pratiqués en France, 50 000 pourraient bénéficier du RU 486. « Nous espérons », a-t-il ajouté, « qu'à la mi-1989 tous les centres d'orthogénésie pourront disposer de cette molécule ».

« Actuellement », a dit M. Delage, « seuls des essais cliniques sont menés par certains pays : Chine, Pays-Bas, Suède ». Il a insisté sur le fait que les pays — particulièrement ceux en voie de développement — qui voudraient utiliser le RU 486 devraient disposer d'une législation sur l'interruption de grossesse, de moyens de contrôle d'utilisation de la molécule et de structures médicales suffisantes. La Chine remplit-elle ces conditions ? « En Chine », a répondu le docteur Ulmann, les produits contraceptifs sont sous la dépendance d'un organisme d'Etat agréé. Le professeur Baulieu a indiqué qu'il était « difficile d'exporter à la Chine les résultats obtenus en France mais que l'introduction du RU 486 dans ce pays serait un moyen de pousser les autorités chinoises à améliorer leur système de planning familial ».

### Les aides aux centres pour toxicomanes

#### M. Evin demande une enquête sur l'association Le Patriarche

M. Dominique Baudis, député de Haute-Garonne, maire de Toulouse, s'est inquiété, mercredi 9 novembre, des conséquences que pourrait avoir pour sa ville l'affaire des centres pour toxicomanes du Patriarche (*Le Monde* du 2 novembre). Dans une question orale au gouvernement, M. Baudis a rappelé que le ministère de la Santé avait décidé récemment de réduire de 25 % les aides attribuées à certains centres du Patriarche « situés aux portes de Toulouse ».

Déclarant ne pas vouloir « prendre parti » sur les méthodes de désintoxication « quelque peu radicales » en vigueur dans les centres du Patriarche, M. Baudis s'est interrogé sur ce qui se passerait si, « demain, les centres ferment leurs portes ». « Où vont aller les malades ? Et où iront les séropositifs porteurs du virus et donc contagieux ? Ils seront jetés à la rue, condamnés souvent à vivre d'expédients ou à

retomber dans la toxicomanie en participant à la propagation du virus ».

Dans sa réponse, le ministre de la Santé a rappelé les anomalies que laissent apparaître l'examen des comptes des centres de la Boire et de la Mothe. M. Evin a indiqué qu'il avait chargé l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'enquêter sur les conditions dans lesquelles la prise en charge des toxicomanes est assurée par les communautés de l'association.

Cette enquête, a précisé M. Evin, devra porter sur trois points : « 1) les garanties éthiques présidant à cette prise en charge, les conditions d'admission et de sortie des personnes qui sont hébergées ; 2) le respect des règles sanitaires et d'un suivi médical qualifié. Il sera procédé à une évaluation complète du dispositif mis en place ; 3) les conditions de la prise en charge par l'assurance-maladie ».

## UN TEL BONHEUR EST PARFAITEMENT INSUPPORTABLE



Le prix de la Supercinq Five est aussi doux et léger que le parfum de la rose jaune. Tombez sous son empire : sièges recouverts de drap aux tons raffinés, calligraphie five sur décoration latérale. Pour 45.600F, on échappe au coup de bambou. (prix clés en mains au 1/7/88 millésime 89) Parmi une variété de 27 autres Supercinq, elle est la plus juvénile fleur de ce jardin. Un tel bonheur est parfaitement insupportable. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement RENAULT présente ELF

**RENAULT SUPERCINQ**



**A PARTIR DE 45600F**



# Le Monde SANS VISA

Presque anéantie par la guerre,  
Cologne veut protéger  
le « patrimoine »  
des premières années  
de sa reconstruction.  
Sans négliger les vestiges  
de sa fondation ni les fleurons  
de son architecture romane.

## Cologne : de Rome aux années 50

par Marie-France  
Calle

**D**E la fenêtre de son bureau, au deuxième étage de l'office du tourisme, Erhard Schlieter contemple la foule qui se presse sur le parvis de la cathédrale. « Regardez cet homme, il est le seul à marcher le nez au vent, le seul à observer le détail des sculptures. Tous les autres se ruent directement à l'intérieur de la cathédrale, comme s'il s'agissait d'accomplir le devoir du touriste, un point c'est tout. » La cathédrale de Cologne, passage obligé de tous ceux qui visitent la ville, mérite davantage que cela.

C'est la raison pour laquelle le très engagé directeur de l'office du tourisme est en train d'écrire son quatrième livre sur Cologne, un ouvrage entièrement consacré aux sculptures extérieures de la cathédrale visible à l'œil nu. Dès qu'il en a le loisir, Erhard Schlieter dessine à gros traits ce qu'il perçoit de sa fenêtre. Des esquisses avec lesquelles il compte illustrer son ouvrage. « Mon ambition ? Faire une sorte de Who's Who de tous les personnages sculptés sur les tours de la cathédrale. J'en ai recensé au moins un millier visibles à l'œil nu. »

Nécessaire, la visite de la cathédrale est loin d'être suffisante pour qui se rend à Cologne. Passons sur les trésors d'architecture gothique qu'elle renferme, et sur la richesse de la chaire des Rois mages conçue vers 1183 par le plus fameux orfèvre de l'époque, Nicolas de Verdun. Les Coloniais aiment à dire que le célèbre coffre à reliques, orné d'un moins cent cinquante pierres précieuses, était alors ce qu'il y avait de plus beau après le tombeau de Toutankhamon. Mais les Rois mages méritaient bien cet effort.

### Précieuses reliques

En effet, c'est de haute lutte que l'empereur Frédéric Barberousse finit par obtenir des papes qu'on lui concédât les reliques des trois rois, qui avaient été transportées de Constantinople à Milan. Ce n'est que par un geste politique que l'empereur devait obtenir satisfaction, en nommant pour la première fois l'archevêque de Cologne chancelier.

Le 23 juillet 1164, Rainard von Dassel, l'archevêque en question, fait son entrée dans la capitale rhénane avec les précieuses reliques. Il fallut près de cinquante ans pour réaliser la chaire qui devait contenir les ossements. Puis on décida qu'aucune des trente-cinq églises romanes qui comptait alors Cologne n'était à la hauteur du précieux trésor. Il était temps de construire une cathédrale. Les travaux débutèrent en 1248.

L'acquisition des reliques des Rois mages confirmait le rôle politique de Cologne : désormais, après Aix-la-Chapelle où ils

étaient sacrés, les empereurs ne pouvaient éviter le pèlerinage à Cologne. Un sacré coup de publicité pour la métropole rhénane, et la richesse assurée pour l'Eglise catholique : les empereurs déposaient bien entendu des offrandes au pied du coffre contenant les reliques, et ils entraînaient dans leur sillage des milliers de pèlerins, les « premiers touristes », souligne Erhard Schlieter. Encore que la ville a toujours été un carrefour commercial et touristique, même du temps des Romains.

Commerce encore, avec les premières foires qui font leur apparition vers le dixième siècle. « Du lien incontestable entre commerce et religion, il reste un mot dans le vocabulaire allemand, affirme Erhard Schlieter. « Messe » en allemand signifie foire, et cela a un rapport avec le fait qu'après la foire les marchands venaient rendre grâce à Dieu au cours d'offices religieux. »

Cologne et son passé. La ville est fière de ses origines romaines. C'est Agrippine, la future mère de Néron, qui donna son nom à Cologne (Colonia Agrippinensis) et fêta au rang de cité romaine. Agrippine était née à Cologne en 15 après Jésus-Christ. Ironie de l'histoire, ces origines romaines ont été confirmées en grande partie lors des bombardements qui ont laissé la ville anéantie après 1945. Pendant la construction d'un bunker en 1941, on découvre la mosaïque de Dionysos (200 ans après Jésus-Christ), près du portail sud de la cathédrale. En 1953, alors que Cologne reconstruit son hôtel de ville, les ouvriers mettent au jour les restes du praetorium, l'ancien palais du proconsul de la province romaine de la Germanie inférieure (50 ans après Jésus-Christ).

Il y a quelques années, Hugo Borger, le directeur général des musées de Cologne — autrement dit, l'homme qui veille sur le patrimoine culturel de la ville, — a fait réaliser une série de prises de vue aériennes, utilisant la photo infrarouge pour localiser les sites romains encore non exploités. On en a recensé vingt-quatre mille ! Des greniers, des souffleries de verre (l'une a été découverte il y a dix-sept ans, lors de la construction de l'hôtel Intercontinental)... « Ces photos doivent rester secrètes. Les Coloniais ont l'esprit collectionneur trop développé. » Une manière élegante pour dire que Hugo Borger craint par-dessus tout le pillage.

Si les Coloniais sont pointilleux, voire érudits, sur tout ce qui touche à leur passé antique, ils sont beaucoup moins regardants sur l'histoire contemporaine de leur ville. Ce qui a conduit le conservateur de Cologne, une femme, Hiltrud Kier, et ses collaborateurs à classer monuments historiques, en 1986, cinq cents bâtiments construits pendant les années 50. « On s'est aperçu que les propriétaires faisaient n'importe quoi lorsque les bâtiments nécessi-

taient des réparations. Nous avons donc entamé des négociations avec eux », explique Ulrich Krings, qui travaille avec Hiltrud Kier.

Négocier, cela signifie essentiellement obtenir des gens qu'ils restaurent les bâtiments avec les matériaux d'origine et en tenant compte de l'architecture initiale. Pas de problèmes pour les bâtiments qui appartiennent à la ville. Mais, au centre de Cologne, les Eglises possèdent un certain nombre d'édifices, sans compter les propriétés privées. Ces derniers bénéficient au maximum de 20 % de subventions octroyées par la ville pour les travaux, et, avec un peu de chance, s'ils en font la demande au Land — le gouvernement régional, — ils recevront 10 % supplémentaires. « Heureusement, les Eglises ne sont pas pauvres en RFA, explique Ulrich Krings, elles perçoivent des impôts que le gouvernement prélève à la source sur le salaire des contribuables. »

### Effacer le souvenir du III<sup>e</sup> Reich

La priorité accordée par les responsables à la conservation des édifices des années 50 s'explique une fois de plus par l'histoire de l'Allemagne. La reconstruction de Cologne, détruite à 95 % pendant la guerre, a fait l'objet de bien des controverses. En 1945, les habitants se sont installés dans du provisoire ou ont rebâti à la hâte. C'est à partir de 1948, à la suite de la réforme monétaire, qu'un nouvel élan permettra à l'architecture de se développer, parallèlement à ce que l'on a appelé le Wirtschaftswunder, le miracle économique.

Une époque pleine de contradictions : d'un côté, on voulait partir de zéro et tenter d'effacer, dans l'architecture comme ailleurs, le souvenir du III<sup>e</sup> Reich ; d'un autre côté, les architectes à l'œuvre avaient étudié et exercé dans deux sociétés antagonistes, la République de Weimar et le national-socialisme. En d'autres termes, comme le fait remarquer Ulrich Krings, « il n'y a pas eu de véritable rupture avec le passé en 1945 pour ce qui est de l'architecture et de l'urbanisme. Bien des exemples montrent au contraire une incroyable continuité. »

Ainsi, à Cologne, le grand complexe administratif de la compagnie d'assurances Gerling, essentiellement situé aux alentours de la Friesenstrasse, est l'un des bâtiments les plus controversés, aujourd'hui encore, pour son caractère de « fasciste ». C'est Arno Breker, le sculpteur préféré de Hitler, qui a réalisé les sculptures qui ornent ce bâtiment effectivement impressionnant... au mauvais sens du terme.

Autre exemple de continuité bien involontaire mais nécessaire : les grands axes qui traversent Cologne. En fait, les démonstrations planificateurs du III<sup>e</sup> Reich avaient prévu, à Cologne comme

ailleurs, de raser la plus grande partie de la ville pour y tracer de gigantesques avenues propres à la parade nazie. Seul devait subsister le cœur de la vieille ville, l'ot romantique devant symboliser l'Allemagne éternelle autour de la cathédrale. Les grands architectes hitlériens avaient prévu de déplacer la gare de l'autre côté du Rhin, sur la rive droite, face à la vieille ville. Mais le Führer n'a pas eu le temps de réaliser ses desseins architecturaux. Dès 1939, plutôt que dans le génie civil, l'argent devait être investi dans l'armement.

De ces grands bouleversements concoctés dans les années 30, Cologne a hérité de deux grands axes qui traversent la ville du nord au sud et d'est en ouest. Après la guerre, Rudolf Schwarz, qui fut le grand maître du génie civil à Cologne de 1946 à 1950, s'est efforcé de transiger avec l'héritage nazi, l'aspiration des habitants à retrouver des rues et des zones à caractère humain et la nécessité de développer un réseau propre à l'essor de la circulation automobile tel que le miracle économique pouvait en suggérer. Or il apparaissait évident que les Korridorstrassen, les rues-corridors conçues par les ingénieurs du III<sup>e</sup> Reich, convenaient parfaitement à ce développement du trafic routier des années 50. Rudolf Schwarz conserva l'axe est-ouest, qui devint la Hahnenstrasse, et développa un nouvel axe nord-sud, la Nord-Süd Fahrt.

L'idée de Schwarz était de créer des îlots de civilisation dans la ville, des « cités dans la cité ». C'est ainsi que la vieille ville fut divisée en rues étroites et en zones « historiques ». De ces années 50 date aussi la notion de « ville double » développée par Rudolf Schwarz : au nord devaient être installés les quartiers industriels ; au sud, les quartiers culturels et commerciaux. Un détail au passage : le tracé de la ville tel qu'il fut conçu en 1950 est conforme à celui d'une « table-ronde », ce que l'on appelle en Allemagne une Nierentisch.

### La maison Bleu et Or

Or, pour les Allemands, la Nierentisch est plus qu'une table, c'est un symbole, celui d'une époque où l'Allemagne commence sa reconstruction, le début aussi de la toute jeune République fédérale (la RFA est dotée de la Loi fondamentale qui lui sert de Constitution en 1949). « En découvrant que le tracé de Cologne en 1950 collait au concept de Nierentisch, nous avons ressenti une sorte de joie », raconte Ulrich Krings, comme si la logique avait trouvé son accomplissement naturel dans la réalisation du nouvel urbanisme de l'après-guerre.

Au nombre des bâtiments des années 50 qui présentent un certain intérêt, on notera le centre commercial et d'habitation le long de la Nord-Süd Fahrt, vers la Glockengasse, construit entre 1954 et 1957, les magasins bâtis



en 1949 le long de la Hahnenstrasse par Wilhelm Riphahn, l'église évangélique Luther-Notkirche, de Köln-Mulheim, construite en 1949, le superbe entrepôt de la firme 4711 (qui fabrique la fameuse eau de Cologne), situé Venloerstrasse et qui fut réalisé en 1950, la pergola du Rheinspark, érigée en 1957, la maison Bleu et Or, au centre-ville, où se trouve une exposition des produits de 4711 et qui fut construite en 1952... sans oublier les maisons particulières essentiellement regroupées dans le quartier résidentiel de Rodenkirchen, au sud de Cologne, le long du Rhin.

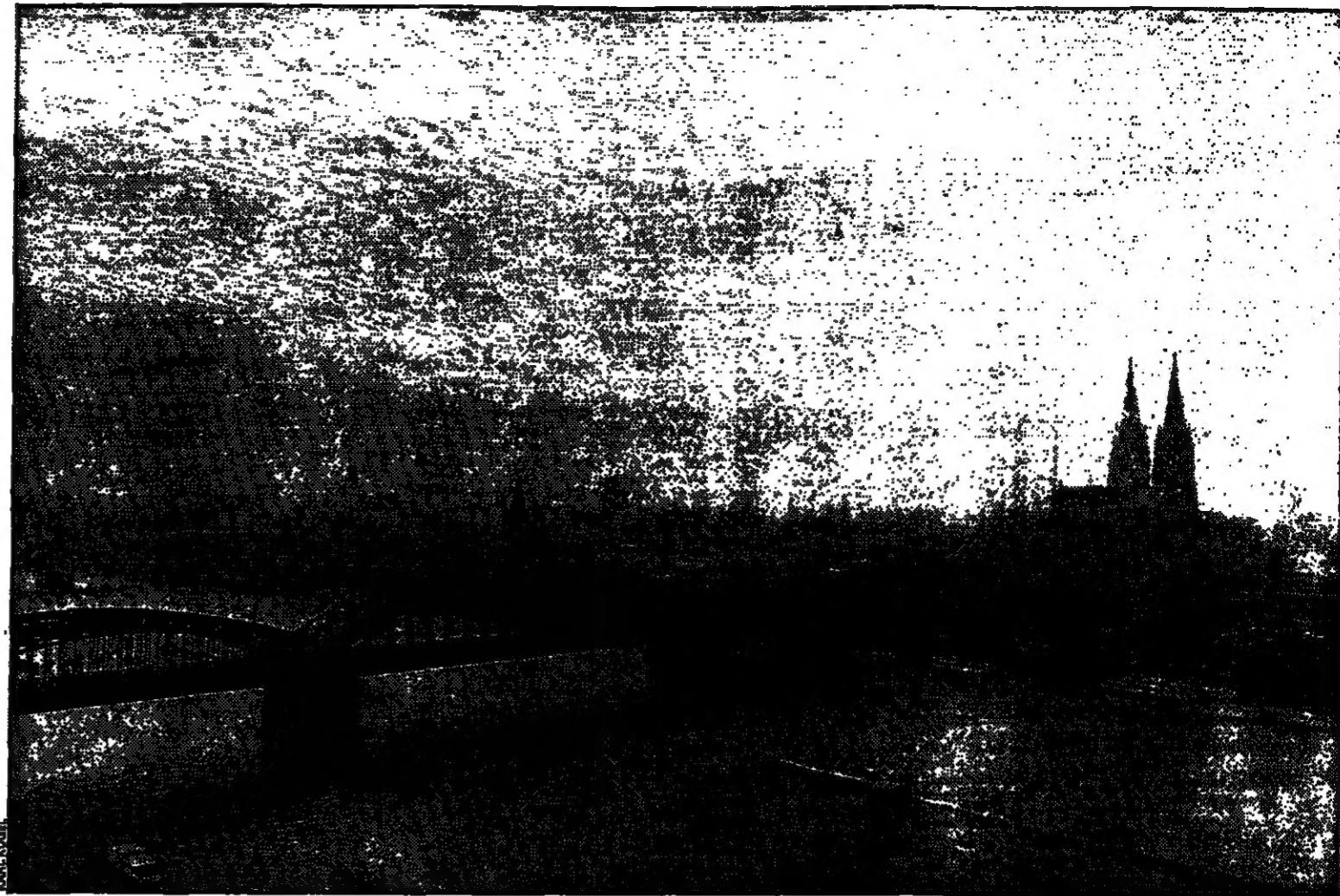
Il serait pourtant faux de croire que les conservateurs de Cologne ne veillent que sur l'architecture des années 50. La ville possède des exemples uniques d'architecture de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième. Le gratte-ciel Haussa, par exemple, était, avec 65 mètres, la maison la plus haute d'Europe à l'époque de sa construction, en 1924. Même époque, même style, les bâtiments qui abritent les foires de Cologne, sur la rive droite du Rhin, et qui furent inaugurés en 1928. Et, bien sûr, la gare, construite en trois temps : de 1888 à 1894 ; de 1952 à 1957 (reconstruction après la guerre) ; de 1983 à 1987 (rénovation).

Aujourd'hui encore, la gare, le pont Hohenzollern et la cathédrale forment un ensemble harmonieux où se marient le verre, l'acier et la pierre. Depuis deux ans sont venus s'y ajouter — s'y intégrer — le Musée Ludwig et la Philharmonie. Enfin, bien sûr, on ne saurait passer sous silence la

reconstruction des églises romanes. Une entreprise qui a duré quarante ans. Jusqu'en 1982, l'Eglise, le Land, la ville et le gouvernement fédéral ont investi 250 millions de marks (850 millions de francs) pour remettre sur pied douze églises romanes à Cologne.

A cette date, voyant l'intérêt de la nouvelle génération pour la reconstruction de la ceinture d'églises romanes qui entoure Cologne, la ville lança le projet d'une association de soutien. Le but ? Que quarante ans après la fin de la guerre, en 1985, les douze principales églises romanes de Cologne soient rebâties. Pari tenu grâce au soutien de trois mille cinq cents Coloniais qui vinrent adhérer spontanément à l'association. Aujourd'hui, les églises romanes se visitent, elles ont pour noms : Sankt-Andreas, Aposteln, Cäcilien, Georg, Gerson, Kunibert, Maria-im-Kapitol, Maria-Lyskirchen, Gross-Sankt-Martin, Pantaleon, Severin, Ursula... « En fait, il faut continuer de les restaurer, explique Ulrich Krings. Les pierres viennent de la région de l'Eifel, les ouvriers aussi. »

Quant à la cathédrale, elle aussi est en restauration permanente. Et cela coûte 5 millions de marks (17 millions de francs) par an. A noter : Cologne dispose d'un conservateur uniquement assigné à l'entretien de l'édifice, ainsi qu'une équipe d'artisans qui lui est également attachée. On y rencontre, de temps à autre, des compagnons français qui élargissent la tradition des bâtisseurs de cathédrales et du tour de France... à l'Europe.









A la suite d'un mouvement de grève aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) la distribution du « Monde » daté vendredi 11 novembre a été très perturbée. Nos lecteurs trouveront dans ce cahier les pages essentielles de ce numéro ainsi que « le Monde des livres ».

Débats ..... III  
Etranger ..... III à V  
Politique ..... VI et VII  
Culture ..... XVII  
Economie ..... XIX  
Carnet ..... XVII

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13620

- VENDREDI 11 NOVEMBRE 1988

## Pas de trêve monétaire pour George Bush

Mieux vaut Bush que Dukakis, mais le nouveau président américain ne pourra pas compter sur une lune de miel avec les marchés financiers. Tel a été le clair et brutal message délivré en vingt-quatre heures par la baisse de Wall Street et par l'affaiblissement du dollar sur toutes les places. Trois chiffres en effet hantent l'esprit des investisseurs et les salles de change : le déficit budgétaire des Etats-Unis, de l'ordre de 150 milliards de dollars ; celui du commerce extérieur, encore, de 130 milliards en raison d'importations toujours élevées - et leur corollaire, une dette extérieure de 400 milliards de dollars.

Trois chiffres qui posent autant de points d'interrogation quant à la volonté des Etats-Unis de jouer leur rôle dans le déficit exercé de la concertation internationale. Assurer une meilleure coordination de la gestion économique des principaux pays industriels devient alors une tâche ardue si Washington entend de ses partenaires l'essentiel de l'effort à fournir.

La trêve monétaire de la campagne électorale avait été d'autant mieux respectée que certains signes de ralentissement de l'activité semblaient perceptibles outre-Atlantique. Confrontés à la chute des cours du pétrole, cette déviation éloignait le risque d'une résurgence de l'inflation. Les derniers indices, et notamment le recul du chômage en octobre, ont singulièrement réduit cet espoir.

Chaque réajustement des mesures concrètes pour calmer l'appétit des consommateurs et réduire la ponction des dépenses publiques américaines.

Les calendriers politiques sont parfois bien mal adaptés aux nécessités économiques. Jusqu'en 20 janvier et à l'arrivée de George Bush à la Maison Blanche, l'équipe Reagan sera tentée de temporiser. Or deux mois représentent une longue attente pour les marchés financiers. Trop longue en tout cas pour que le vainqueur du scrutin du 8 novembre puisse se permettre de laisser ses proches collaborateurs prononcer, ne serait-ce qu'à titre personnel, des petites phrases déstabilisatrices.

Tel a pourtant été le cas de Martin Feldstein - ancien responsable des conseillers économiques de la Maison Blanche. Son analyse est connue de longue date : la correction des déficits extérieurs américains, trop lente, exige, selon lui, un coup de pouce sous forme d'une dévaluation de 15 à 20 % du dollar. En le répétant mercredi 9 novembre, il a semé le trouble. Envisager un dollar à 100 yens et 1,45 mark alors que les banques centrales ont le plus grand mal à le maintenir autour de 125 yens et 1,80 DM, a dangereusement conforté la volonté des investisseurs de voir chuter le billet vert.

Contraintes d'intervenir avec la Réserve fédérale, pour calmer le jeu, la Banque du Japon a lancé un appel aux Européens pour qu'ils viennent à la rescousse. Leur réponse aura valeur de test. L'Europe ne considère-t-elle pas que le dollar est déjà sous-évalué ? Les semaines qui viennent s'annoncent délicates. Le krach boursier d'octobre 1987 l'avait spectaculairement confirmé. Rien n'est plus important, en période de nervosité des marchés, que le sang-froid et la concertation. Au petit jeu des phrases assassines personne n'est gagnant.

(Lire nos informations pages III et IV.)

## La préparation des réformes

### Un gouvernement renoué à pied d'œuvre en Algérie

Quatre jours après avoir été nommé premier ministre par le président Chadli, M. Kasdi Merbah a formé, mercredi 9 novembre, un gouvernement largement renoué, en prenant soin de s'entourer d'une équipe faite pour durer. Il doit présenter dès samedi son programme à l'Assemblée nationale populaire, pour pouvoir s'atteler au plus vite à la mise en œuvre des réformes que le chef de l'Etat préconise.

En sortant du bureau du président Chadli, qui venait de le charger de former un gouvernement, samedi 5 novembre (le Monde du 8 novembre), M. Kasdi Merbah s'était engagé à constituer son cabinet « avant la fin de la semaine ».

Le week-end commence le jeudi en Algérie, où le jour de repos hebdomadaire est fixé au vendredi, comme c'est le cas dans de nombreux pays musulmans. M. Merbah a tenu sa promesse en présentant son équipe au président mercredi après-midi 9 novembre.

Le premier ministre, désormais responsable devant l'Assemblée nationale de la politique menée par son gouvernement, comme le prévoit la Constitution amendée par référendum, le 3 novembre, dirigera une équipe de vingt-deux ministres, dont treize nouveaux

venus. Neuf membres de l'ancien cabinet restent en place : cinq conservent leur poste, quatre changent de portefeuille. Dix-sept personnes quittent complètement le gouvernement.

Chaque fois qu'il avait eu l'occasion de s'exprimer publiquement, ces derniers temps, M. Chadli avait souhaité, dans ses discours, voir appliquer le principe de « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ».

Cet appel aux compétences n'avait pas été particulièrement entendu au cours de ces dernières années. Le chef de l'Etat, qui était également chef du gouvernement, n'avait, du reste, pas pris l'initiative lui-même d'injecter du sang neuf à la tête de l'Etat, sauf à doses homéopathiques.

FREDERIC FRITSCHER.

(Lire la suite page V.)

## Plusieurs services publics perturbés par des conflits localisés

### Les autorités durcissent le ton face aux grévistes des Postes



Après les propositions faites par M. Durafour aux syndicats de la fonction publique, MM. Mitterrand et Rocard ont clairement précisé, mercredi 9 novembre, qu'il n'était pas question de revenir à un système d'indexation des salaires sur les prix et que l'embellie économique restait fragile. La FEN a décidé de signer l'accord proposé, tandis que les autres syndicats consultent leurs instances.

La situation reste toujours aussi confuse dans les PTT, les camionneurs parisiens n'ayant pas décidé la reprise du travail. Des conflits sociaux localisés continuent dans plusieurs entreprises du secteur public, notamment à la SNCF, à EDF et à la Sécurité sociale.

(Lire page XIX les articles d'ANNE CHEMIN et de FRANÇOIS SIMON.)

## Du Canada à l'Europe

### Marché unique, société partagée

Retournement de situation sans précédent au Canada : le Parti libéral, dirigé par M. John Turner, se trouve cette semaine nettement en tête de l'ensemble des sondages. A la fin du mois d'octobre, le Parti conservateur au pouvoir était encore donné bon favori pour les élections du 21 novembre. Le débat sur l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis semble être à l'origine de ce brusque changement d'opinion. Au Canada comme en France, face aux perspectives d'ouverture des marchés, les opinions publiques sont partagées.

Traité de libre-échange américano-canadien, marché unique européen : l'histoire multiple de surprenantes ruptures qui, en

se produisant, creusent des fossés immenses entre décisions politiques et consentement populaire, entre actes gouvernementaux et société civile, ou opinion publique.

Au Canada, lundi 21 novembre, on votera conservateur, libéral ou Nouveau Parti démocratique pour dire qu'on accepte ou qu'on refuse le traité de libre-échange qui doit théoriquement entrer en vigueur avec les Etats-Unis le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

La surprise - car c'en est une - est depuis quelques semaines la formidable remontée des libéraux conduits par M. John Turner, hostile au traité, un leader politique sur lequel pas un Canadien avisé n'aurait parié un dollar il y a un mois, tant étaient mauvaises ses prestations, confuses ses prises de position. La victoire du Parti conservateur de

M. Brian Mulroney - l'actuel premier ministre - ne faisait alors aucun doute et avec elle la ratification du « free trade agreement ».

En Europe, la perspective d'un marché unique au sein duquel circuleront librement les hommes, les biens, les services et les capitaux, à partir des années 90, avait été bien accueillie ; elle commence à susciter pas mal d'inquiétudes. On en trouve les traces dans les scores relativement bons obtenus aux élections législatives de juin par le Parti communiste et d'une certaine façon aussi par le Front national, malgré son recul, qui sont les seules formations politiques résolument hostiles au projet.

Il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup auprès de certains dirigeants du RPR pour obtenir d'eux l'aveu que ce fut une erreur, lors de la campagne élec-

torale, de prendre fait et cause pour le marché unique de 1993, qui réserve probablement aux Français bien des surprises et pas mal de désagréments. M. Raymond Barre, enfin, un Européen convaincu, ne cache pas les craintes qu'il a de voir l'opinion publique évoluer défavorablement sur ce terrain.

Au Canada, des efforts importants ont été faits depuis 1986 par le gouvernement conservateur en place depuis 1984 pour informer les milieux d'affaires et les éclairer sur les conséquences du « free trade agreement ». On aurait tort de croire que l'affaire allait de soi, c'est-à-dire qu'il existait un consentement spontané. En 1911, des élections avaient été perdues sur le même sujet et la partie s'était jouée dans les milieux d'affaires.

ALAIN VERNHOLES.  
(Lire la suite page XIX.)

## Sommet RPR-UDF

Les centristes mis en demeure de choisir  
PAGE VIII

## La loi sur l'audiovisuel

Le Sénat modifie la composition du futur conseil supérieur  
PAGE VI

## Jean Monnet au Panthéon

L'hommage de M. Mitterrand  
PAGE XVIII

## Discussion budgétaire

Le budget de l'industrie « réservé »  
PAGE VI

## Polémique sur l'Opéra-Bastille

Le point de vue de Patrice Chéreau  
PAGE XVII

## Le Monde

### LIVRES

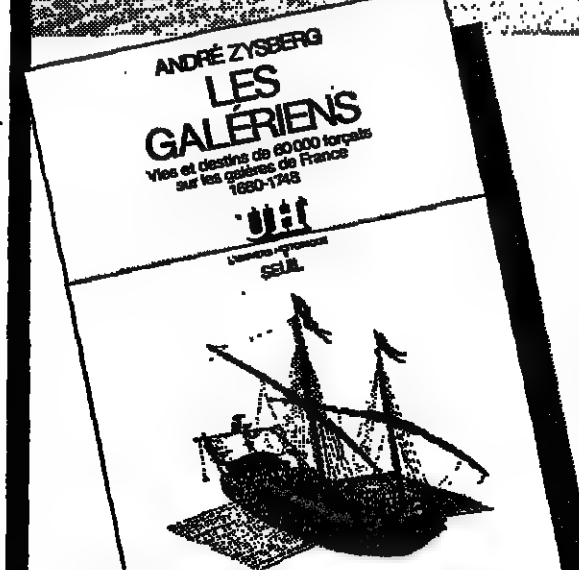
■ Lettres portugaises : rencontre avec José Saramago ; deux romans de la vie intérieure : Vergílio Ferreira et Almeida Faria ; Maria Jullite de Carvalho ou la beauté de l'épure ; Eduardo Lourenço, de Portugal à l'Europe ; la chronique de Nicole Zand : Navigations insulaires. ■ J.D. Salinger, l'introuvable, par Hector Bianciotti. ■ Primi Visconti, un Italien à la conquête de Paris, par Françoise Chaudenon. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Julien Gracq. Pages IX à XVI

### Accord entre huit journaux européens pour les offres d'emplois

« Le Monde » et sept autres journaux européens s'associent pour créer une rubrique commune d'offres d'emplois destinées aux cadres.

Lire page XVIII

## GRAND PRIX DE L'HISTOIRE



Un livre merveilleusement écrit... Un grand sujet qui frappe notre temps, du fait de cette expression devenue populaire « la galère ».

Georges Duby, de l'Académie française

Collection L'Univers historique  
Relié 190 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh. ; Tunisie, 600 rs. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 1.200 ¥ ; Liban, 1.200 L. ; Luxembourg, 20 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Roumanie, 225 F CFA ; Suède, 120 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.



# Débats

## SERVICES PUBLICS

### Réhabiliter l'Etat

Par ANDRÉ GRJEBINE

DEPUIS quelques années, le libéralisme, triomphant dans les discours sinon dans les résultats, ne voit dans l'Etat qu'une entrave au développement économique et dans tout fonctionnaire qu'un bureaucrate inutile. La dégradation des services publics constitue la contrepartie logique de la disgrâce des fonctionnaires. Ces deux phénomènes illustrent la paupérisation de l'Etat, récemment dénoncée par Michel Rocard (1).

La révolte d'agents publics dont les emplois sont, de l'avis général, de première nécessité, difficiles et mal rémunérés secoue la léthargie qui accompagnait jusqu'alors l'affaiblissement de la puissance publique. Quelle que soit l'issue de ces mouvements sectoriels, le gouvernement devra saisir le problème de l'Etat à bras-le-corps avant que ne s'étende le mécontentement déclaré des fonctionnaires et diffus des usagers.

#### Choix de scénarios

Mais la réhabilitation de l'Etat ne doit pas signifier un retour aux errements qui en ont fait une cible facile pour ses contempteurs. Il convient de concilier l'efficacité économique et la solidarité sociale et non de privilégier l'une au détriment de l'autre. C'est pourquoi aucune des conceptions qui ont prévalu depuis la guerre ne paraît satisfaisante aujourd'hui.

Dans les années 50 et 60, les politiques expansionnistes ont

impulsé un développement économique sans précédent. Mais l'essor des services publics a d'autant plus favorisé une gestion laxiste que l'expansion autorisait une augmentation des prélèvements obligatoires quasiment indolore. Le ralentissement de la croissance a rendu cette progression plus difficilement supportable et les interventions publiques plus critiquables. Le désengagement de la puissance publique est devenu la nouvelle règle. L'appauvrissement de l'Etat est apparu comme la traduction dans la fonction publique de la politique d'assainissement brutale menée au sein des entreprises. Le moins que l'on puisse dire est que cette phase « libérale » n'a pas tenu ses promesses : le chômage a continué à croître et le déficit extérieur à s'aggraver.

Le rôle de l'Etat doit donc être redéfini. La tâche est ardue. Il s'agit, en effet, de choisir — on de combiner — des scénarios qui, pris isolément, paraissent tous inadéquats.

1. Une régression de l'Etat : le scénario américain et sa variante européenne. Le transfert de la main-d'œuvre éliminée par l'industrie vers les services ne peut se faire spontanément qu'avec lenteur et à un coût social exorbitant.

Deux variantes sont envisageables en fonction de la flexibilité de l'économie et de la politique macroéconomique appliquée.

Dans la variante américaine, ces deux facteurs ont joué pleinement en faveur de la création d'emplois, surtout au cours des cinq dernières années. De ce fait, de 1970 à 1987, les Etats-Unis ont créé 31 millions d'emplois, dont près de 11 millions depuis 1983, contre 0,5 million en France, 0,1 million au Royaume-Uni et une perte de 1 million d'emplois en RFA. Mais ces créations d'emplois se sont faites au prix d'un renforcement prononcé des disparités sociales et de l'appauvrissement d'une large partie de la population (2). Cette stratégie suppose, en effet, non seulement la flexibilité et l'insécurité du marché du travail, mais également que les revenus annexes (allocations sociales) ou en nature (soins, éducation) soient suffisamment réduits pour que les salariés licenciés acceptent d'importer quelle tâche pour survivre.

Enfin, la stratégie américaine n'est concevable que si l'initiative privée n'est pas défaillante. Le moins que l'on puisse dire est que nos entrepreneurs n'ont pas démontré, au cours des années récentes, une capacité à créer des emplois comparable à celle de leurs homologues américains.

La variante européenne de cette stratégie « libérale » ne peut même pas mettre à son actif la réduction du chômage. Compte tenu des rigidités inhérentes à nos

sociétés et faute d'une politique économique expansionniste, plutôt qu'une baisse des salaires on observe le développement d'un chômage de longue durée. L'Allemagne compte principalement sur sa décroissance démographique pour obtenir une amélioration de l'emploi au cours des prochaines années. En revanche, si la tendance des années 1984-1987 se poursuit, le taux de chômage atteindra, en France, 11,6 % de la population en 1990, 13,5 % en 1995 et 15,9 % en l'an 2000 contre 10,2 % aujourd'hui.

2. Une expansion de l'Etat : le scénario suédois. Contrairement au scénario américain, en Suède la solidarité sociale apparaît comme une condition de l'efficacité économique. Les salaires sont relativement élevés et leur éventail est resserré. La flexibilité et la mobilité de la main-d'œuvre résultent d'abord d'une régénérescence permanente du tissu économique par la formation (scolarité, contrats-formation, recyclage), et des aides au placement de la main-d'œuvre (recherche d'emploi, prise en charge du déménagement, etc.). En même temps, la création d'emplois publics rend le redéploiement d'autant plus acceptable qu'il est sans risque pour les salariés.

Dans les années 1970 à 1983, l'industrie a perdu 358 000 emplois dont 165 000 pour l'industrie manufacturière,

mais 568 000 emplois ont été créés dans le secteur public et près de 100 000 dans les services privés.

A première vue, la multiplication des emplois publics a réduit la productivité moyenne de l'économie suédoise. Mais, pour établir des comparaisons valables, il faut tenir compte non seulement de la productivité des travailleurs pourvus d'un emploi, mais également de la productivité — nulle — des chômeurs. La comparaison tourne alors nettement à l'avantage de la Suède. De plus, si la productivité d'un grand nombre d'emplois publics est sans doute insuffisante, cela ne signifie pas qu'il faille négliger pour autant les besoins réels qu'ils permettent de satisfaire. Enfin, il ne s'agit que de traverser dans les meilleures conditions une phase de transition. Dès à présent, en Suède, un secteur privé revigoré tend à redevenir le principal pourvoyeur d'emplois. Cette stratégie a certes un coût élevé en matière de prélèvements obligatoires — 53,5 % du PIB en 1986 — mais le gaspillage des ressources humaines n'hypothèque-t-il pas bien davantage une économie ?

3. Une rénovation de l'Etat. L'opposition entre l'Etat libéral et l'Etat tentaculaire paraît dépassée. Les excès aussi bien du scénario américain que du scénario suédois peuvent sans doute être évités à condition de repenser le rôle de l'administration comme créatrice d'emplois et prestataire

de services. Un réexamen de la gratuité des services publics et des rémunérations des fonctionnaires s'impose en vue de renforcer la productivité de l'Etat.

Comment permettre à l'Etat ou aux collectivités locales de susciter de nombreuses créations d'emplois, sans accroître les prélèvements obligatoires, si ce n'est en rendant payants les services publics ainsi développés ? La gratuité d'un service public équivaut à une subvention accordée à ses bénéficiaires et non à ses prestataires. Elle n'a donc rien à voir avec les modalités de sa création.

#### Unité d'apparence

Comment pourvoir les postes vacants dans l'enseignement ou réduire le nombre d'infirmières qui quittent rapidement cette profession faute d'obtenir des conditions jugées acceptables, sans alourdir les dépenses publiques, si ce n'est par une mise à plat de la grille de la fonction publique ? Ce secteur présente avec l'agriculture ce trait commun qu'une apparente unité cache des disparités considérables et permet à des corporations puissantes et bénéficiant de privilèges importants de les préserver en se réclamant d'un « désintéressement » qui caractérise effectivement des institutions ou des infirmières. La loi de l'offre et de la demande n'est que rarement appliquée pour la fixation des traitements publics. Mais si pour certains d'entre eux cette transgression joue à la baisse, pour d'autres elle opère, de toute évidence, à la hausse et assure à leur détenteur des revenus que le libre jeu du marché ne leur aurait pas permis d'obtenir.

Chacun de ces scénarios soulève des problèmes brûlants, sinon tabous. L'attachement aux avantages acquis est si grand que toute remise en question est explosive. Une réforme radicale paraît donc inconcevable. Il est tentant de traiter ces problèmes au fur et à mesure que des occasions se présentent, notamment quand le malaise d'une catégorie sociale perçue comme défavorisée par la collectivité nationale rend plus acceptables les sacrifices demandés aux autres. Reste à savoir si cette stratégie ne porte pas en elle un risque de contagion. En toute hypothèse, le débat sur l'avenir de l'Etat ne saurait être étouffé, à moins d'accepter un pourrissement de la situation marquée par une progression durable du chômage et un mécontentement croissant aussi bien des prestataires que des utilisateurs de services publics de plus en plus délabrés.

- (1) L'Expansion, septembre 1988.  
(2) Les Mécanismes de la création d'emplois : les enseignements à tirer de l'expérience américaine, OCDE (à paraître), automne 1988.

### La fin des syndicats ?

Par G. PERRIER (\*)

paru au profit de permanents et d'apparatchiks ».

Les syndicats n'ont pas su garder le contact avec les catégories nouvelles de salariés, jeunes techniciens et agents de maîtrise, cadres et ingénieurs. Ils n'ont pas su modifier leur comportement et leur langage. Face aux nouvelles technologies, leurs positions réservées sinon frileuses les ont marginalisés. Nettement en retrait par rapport aux techniques modernes de management participatif (groupes de progrès et de concertation, cercles de qualité...), ils sont apparus singulièrement conservateurs et prudents. Par contre, entre 1981 et 1988, ils se sont fourvoyés, pour certains d'entre eux, dans des prises de position politiques, ce qui a entraîné parfois de douloureux recadrages.

Tandis que le monde bouge, les syndicats restent immobiles et myopes ; à quelques excep-

(\*) Président de la Société industrielle de Mulhouse.

tions près, aucune réflexion en profondeur, pas de véritable prospective, alors que dans le même temps la formation des hommes et l'organisation des entreprises évoluent considérablement.

Les syndicats — de salariés ou d'encadrement — sont tout juste capables de prendre le train en marche pour réclamer des augmentations de salaires sans s'être penchés sur la transformation d'une profession, la nécessité d'un statut ou simplement le besoin de considération. Les salariés s'habituent à poser directement leurs problèmes aux directions d'entreprise ou d'établissement et à les régler sans intermédiaire. Ce nouveau type de dialogue social est à la fois réconfortant et dangereux. Le CNPF reste étonnamment discret, les pouvoirs publics sont pris à contre-pied.

S'ils ne réagissent pas, les syndicats actuels vont continuer de décliner. Or nous avons besoin de syndicats modernes et forts. Puissent les nouveaux leaders les comprendre avant qu'il ne soit trop tard !

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Les quatre années de la Grande Guerre ont été pour les pays belligérants une épreuve telle que le XX<sup>e</sup> siècle a fait une entrée rapide et fracassante dans les sociétés européennes, bousculant les habitudes et les certitudes d'un autre temps. Aussi n'est-il pas inutile de suivre de près les étapes de ce changement décisif, en retournant sur le terrain, c'est-à-dire aux témoignages qui seuls peuvent donner à l'histoire les couleurs de la vie.

#### BIBLIOGRAPHIE

« A vous de juger », de Jean-Paul Jean

### La justice sans balance

Voici un livre drôle et pourtant sérieux. Il y est question de justice sans grandiloquence ni phraséologie, à l'aide d'exemples concrets et souvent humoristiques. Point de théorie pesante, mais un démontage d'horloger de la machine judiciaire, de ses us indéchiffrables et de ses travers fort nombreux.

Jean-Paul Jean, l'auteur de cette introspection décapante, est un magistrat, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, aujourd'hui conseiller technique au cabinet de M. Claude Evin, ministre de la Solidarité. Longtemps juge de base en province, il connaît son monde judiciaire et en dénonce les faiblesses avec verve et parfois féroce. Sa documentation est solide, de sorte que son livre instruit en même temps qu'il amuse et donne à réfléchir.

« Les femmes aussi portent la robe », écrit-il, pour rappeler que les magistrats sont aujourd'hui, à 39 %, des « magistrats », une proportion qui atteindra 50 % en 1995. Cette féminisation ne va pas sans grincements ni malentendus, comme en

témoigne ce coup de téléphone passé un jour par un brave gendarme : — « Allô ! J'ai demandé le substitut de permanence. — Voix de femme : — C'est elle-même. — Non, je n'ai pas demandé la secrétaire, c'est une affaire importante. — Ce n'est pas la secrétaire ; vous parlez à M<sup>me</sup> S., la nouvelle substitut. — Ah bon ! (court silence) En fin de compte, ça tombe bien, il s'agit d'un viol... »

Gendarmes et policiers devront se faire à cette féminisation de la magistrature, qui, pour le reste, évolue peu et qu'imprègne le conservatisme. Les six mille magistrats jurés, en début de carrière, de garder « religieusement » le secret de leurs délibérations. Cette obligation « religieuse », qu'impose aux magistrats un Etat pourtant laïc, dit assez le caractère quasi surnaturel des pouvoirs qui leur sont ainsi conférés lorsqu'ils passent de la condition de

« bébés-togues » (le surnom des élèves-magistrats) à celle de juge à part entière.

Le décorum lui-même trahit les pesanteurs de l'institution, décorum minutieusement codifié et destiné, on le suppose, à inspirer aux justiciables un respect lui aussi « religieux ». Voici, par exemple, la description de la tenue imposée aux magistrats de la Cour de cassation : robe noire à grandes manches, sinistre de soie noire, épitoge bordée de fourrure blanche, ceinture de soie rouge à glands d'or, toque de velours noir bordée d'un galon d'or et cravate blanche plissée.

La justice gagnerait à devenir un service public « de proximité », suggère Jean-Paul Jean, plutôt que d'obliger les magistrats à siéger ainsi en majesté. Les Français attendent d'abord d'elle des décisions rapides, concrètes et de bon sens. Quelles réflexions ce décorum peut-il inspirer, par exemple, à ces dix mille locataires d'appartements qui ont dû attendre 1987 pour que la justice statue sur des maléfices (des infiltrations d'eau) datant de 1967 ?

« La justice sans balance » (s'en balance ?) Tel est le sentiment que l'institution judiciaire inspire fréquemment aux justiciables. Jean-Paul Jean explique cette suspicion en montrant fort bien que le « tarif » n'est pas le même selon que la victime ou le délinquant est puissant ou misérable. La Cour de cassation a, par exemple, considéré comme légitime le licenciement d'un employé de grand magasin coupable d'avoir dérobé une paire de lacets. A l'opposé, ceux qui fraudent gravement le fisc courent moins de risques de se retrouver dans le box d'une chambre correctionnelle.

Tel est le procès que Jean-Paul Jean instruit contre la justice, pièces à conviction à l'appui, sous un titre en forme d'invective aux Français à se faire juges, à leur tour, de « leur » justice. A vous de juger. Après tout, ladite justice n'est-elle pas rendue « au nom du peuple français » ?

BERTRAND LE GENDRE.  
« A vous de juger », de Jean-Paul Jean. Illustré par Siné. Editions Bernard Bessière, 1988, 212 pages, 120 F.





## ÉTATS-UNIS : après l'élection de M. George Bush à la Maison Blanche

Les réactions enregistrées de par le monde à l'élection de M. George Bush sont, dans l'ensemble, largement positives. A Paris, M. Mitterrand s'est réjoui « de l'élection d'un homme qui nourrit pour la France et ses dirigeants l'estime et l'amitié » et prévoit qu'il se trouvera à ses côtés « lorsqu'il s'agira d'œuvrer pour construire un monde plus pacifique, plus généreux et plus solidaire ». Ainsi la victoire du candidat républicain a-t-elle rassuré les instances de la Communauté européenne, nous indique notre correspondant Philippe Lemaître, dans la mesure où les démocrates annonçaient davantage de protectionnisme : il serait apprécié à Bruxelles que le nouveau président s'emploie à maîtriser les tentations du Congrès en ce sens. L'expérience internationale de M. Bush y paraît également de bon aloi.

M<sup>me</sup> Thatcher, elle, est enthousiaste. Demeurée éveillée jusqu'à 5 heures du matin le 9 novembre, elle a immédiatement félicité l'élu par téléphone, nous indique notre correspondant Dominique Dhombres. « Votre expérience sans pareille du pouvoir sera un atout exceptionnel pour l'OTAN et permettra à l'Amérique de continuer à conduire le monde occidental avec la fermeté nécessaire », lui a-t-elle déclaré.

C'est également par téléphone que le chancelier allemand Helmut Kohl a transmis ses « meilleurs vœux de succès » à M. Bush. Les deux hommes se verront, mardi prochain, au cours de la visite que le chef du gouvernement de Bonn doit effectuer à Washington.

Réactions presque uniquement favorables en Italie, hormis une notation du PC soulignant que le vote du 8 tradit « la peur du changement » des électeurs américains ; la presse suisse, les pays nordiques sont plus particulièrement sensibles à la « continuité » incarnée par le républicain.

C'est de Madrid que vient la note européenne la plus réservée. Sur deux thèmes chers à l'opinion, l'Amérique latine et le Proche-Orient, les socialistes espagnols au pouvoir sont en effet en opposition diagonale avec le « réaganisme ». M. Bush corrigera-t-il certaines « erreurs » de son prédécesseur ? Le ministre des affaires étrangères M. Fernandez Ordoñez en a exprimé l'espoir, nous indique, de Madrid, Thierry Mallinck.

Au Proche-Orient, l'expectative est de mise. Les dirigeants israéliens ont certes félicité « l'ami sincère » choisi par le peuple américain, selon le mot du premier ministre M. Itzhak Sha-

mir. Mais la presse s'attend que la « chaleur particulière » des « relations spéciales » avec Israël, qui avait marqué « l'ère Reagan », baissera « de quelques degrés », comme l'écrit le *Jerusalem Post*. Les réactions palestiniennes sont inquiètes, mais avec une touche de volontarisme confiant : ainsi le porte-parole de l'OLP à Tunis, M. Ahmed Abderhaman, a-t-il exprimé l'espoir que le nouveau chef de la Maison Blanche usera « de l'influence des Etats-Unis pour permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant ». Dans les pays arabes, on se montre volontiers satisfait de la défaite de M. Dukakis, réputé plus lié au « vote juif », et en toute certitude médiocre connaissance d'une région infiniment complexe.

Dans un autre point chaud du monde tout proche, l'Afghanistan, on enregistre une réaction confiante des moudjahidines en guerre contre le gouvernement communiste de Kaboul : « J'espère que le nouveau gouvernement continuera dans la même voie » que l'administration Reagan, a déclaré Sibghatullah Mojaddidi, président par intérim de l'alliance de sept mouvements de guérilla basée à Peshawar, au Pakistan.

En Asie encore, le premier ministre chinois, M. Li Peng, s'est montré chaleureux : « En tant

qu'ami du peuple américain, nous sommes très contents », a-t-il déclaré. Il est vrai que M. Bush avait été, en 1974, le premier représentant de Washington à Pékin après le voyage historique du président Nixon en 1972 et avant la normalisation entre les deux pays.

La presse du Vietnam, pour sa part, exprime l'espoir que le nouvel élu adoptera une « attitude réaliste en Asie du Sud-Est » — une référence évidente à la situation au Cambodge, où Hanoi est profondément engagée.

En Afrique, enfin, la pierre de touche sera, estime-t-on ici et là, l'attitude de M. Bush envers l'Afrique du Sud. Le ministre des affaires étrangères de Pretoria, M. P. Botha, a salué l'élection du républicain, non sans dissimuler sa crainte que le Congrès sous contrôle démocrate ne lui force la main pour durcir les sanctions imposées à Pretoria. Mgr Desmond Tutu, l'archevêque célèbre pour sa lutte contre l'apartheid, a indiqué que la plupart de ses frères noirs auraient préféré une victoire de M. Dukakis. L'Organisation de l'unité africaine a également souhaité voir M. Bush modifier la politique de Washington dans le sud du continent.

## Le nouveau président joue la fermeté dans la conciliation

WASHINGTON  
de notre correspondant

Quelques heures à peine après son élection, George Bush a annoncé sa première décision présidentielle : le choix d'un nouveau secrétaire d'Etat. Le poste, considéré comme le plus prestigieux du cabinet, revient à un ami de longue date du président élu, M. James Baker, qui vient de diriger de main de maître sa campagne, et a exercé dans le passé des fonctions de première importance.

Naturellement, tout se passera dans les règles. L'actuel secrétaire d'Etat, M. George Shultz, restera en poste jusqu'à la fin du mandat de M. Reagan, c'est-à-dire jusqu'en 20 janvier. M. Shultz, qui a exercé cette fonction éminente depuis plus longtemps qu'aucun de ses prédécesseurs, avait lui-même exprimé le désir de se retirer. Il a estimé « excellent » le choix de son ami M. Baker, tandis que de son côté M. Bush couvrait M. Shultz de fleurs : la transition s'annonce douce et harmonieuse, c'est du moins, de

toute évidence, l'impression que l'on veut donner, de part et d'autre.

En fait, le choix de M. Baker était un secret de Polichinelle, mais la rapidité avec laquelle cette décision a été officiellement rendue publique a surpris. Jamais président élu n'avait attendu si peu de temps pour nommer à l'avance un nouveau responsable. C'est pour M. Bush une manière d'exprimer sa gratitude à Jim Baker, mais plus encore d'établir rapidement son autorité, de faire sentir à l'opinion que le président élu, sur lequel pèsent encore quelques vieux soupçons d'instabilité, agit avec détermination.

### Aisance et naturel

En ce lendemain d'élection, M. Bush a d'ailleurs tout fait pour se montrer pondéré et raisonnable, désireux de penser les plaisirs ouverts par la campagne électorale, au lieu de célébrer sa propre victoire. Et il l'a fait avec aisance et naturel, comme si ses nouveaux habits présidentiels lui convenaient mieux que son rôle un peu forcé de

politicien en campagne. Dès mercredi matin, M. Bush, à qui les journalistes ont amicalement reproché, ces dernières semaines, de les tenir systématiquement à distance, a donné une conférence de presse, en commençant par quelques paroles de conciliation à l'égard des représentants des médias.

M. Bush — en dehors de la nomination de Jim Baker — n'a rien déclaré de bouleversant, mais il n'a jamais paru en difficulté ou hanté par la peur de la gaffe, comme souvent par le passé. On a appris qu'il souhaitait rencontrer M. Gorbatchev, mais pas seulement pour faire connaissance — d'autant que c'est déjà fait depuis longtemps. « Je veux que des progrès soient réalisés », a-t-il déclaré, ajoutant que ces progrès ne devaient pas forcément porter sur les négociations START (sur la réduction des armements stratégiques), et un sommet Bush-Gorbatchev à relativement brève échéance est déjà envisagé. Mais M. Bush a exclu que la rencontre puisse se tenir avant la fin de l'année, comme la rumeur en avait couru.

Après son entrée en fonctions, M. Bush commencera en effet par envoyer son secrétaire d'Etat en Europe pour y rencontrer les responsables alliés, avant d'avoir un premier contact avec le ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Chevardnadze. Ce n'est qu'après qu'un sommet pourra être envisagé, a expliqué M. Bush.

Le président élu n'a pas voulu établir un lien formel entre l'attitude soviétique en Afghanistan et la tenue ou non de ce sommet, et il s'est déclaré convaincu que les Soviétiques ne reviendraient pas sur leur engagement de retirer leurs troupes.

M. Bush a aussi affirmé que l'aide aux « contras » du Nicaragua constituerait pour lui une « haute priorité », et a parlé de « faire pression » sur M. Daniel Ortega pour qu'il respecte ses engagements, mais sans être plus précis. La question de la reprise de l'aide aux « contras » avait été largement occultée pendant la campagne électorale, et elle est de toutes manières fort aléatoire en raison de l'attitude du Congrès, qui y est hostile. Mais la préoccupation essentielle de M. Bush était clairement de tendre la main à ses adversaires en expliquant que, « la campagne terminée », le pays avait à présent « soif d'harmonie », et que lui-même avait le désir de collaborer avec le Congrès.

C'est tout autant un désir qu'une nécessité, puisque les démocrates ont encore exercé leur domination sur le Congrès, et que la dureté de la campagne a clairement laissé chez certains élus, et plus encore chez nombre de militants, un désir de revanche.

A priori, le nouveau président ne devrait donc bénéficier d'aucune période de rémission de la part du Congrès, et déjà de nombreuses voix démocrates, y compris celle du vaincu, M. Dukakis, s'élèvent pour affirmer que M. Bush n'a pas reçu le mandat de l'électorat qui a certes opté pour la continuité à la

Maison Blanche, mais pour le reste a donné la préférence au Parti démocrate.

M. Bush peut en particulier s'attendre à des jours difficiles quand il devra s'attaquer à la réduction du déficit budgétaire : au cas, très probable, où M. Bush, qui a fait campagne sur le thème « pas d'impôts nouveaux », serait malgré tout dans l'obligation de trouver des revenus supplémentaires, qu'il ne compte pas sur les démocrates pour partager la responsabilité d'une telle mesure. Si M. Bush veut obtenir la coopération du Congrès, il lui faudra se montrer infiniment plus conciliant que M. Reagan.

### Paroles encourageantes

En dépit de ces avertissements, les hostilités ne sont pas vraiment déclarées, et le pire n'est pas encore sûr. Les bonnes relations personnelles entretenues par M. Bush avec nombre d'élus et sa réputation d'homme de dialogue pourraient lui faciliter la tâche. Quelques démocrates éminents ont d'ailleurs eu des paroles encourageantes à son égard, y compris M. Lloyd Bentsen, collègue de M. Dukakis, et même des « libéraux » déclarés comme le sénateur Ted Kennedy ou le pasteur Jesse Jackson. Ce dernier a téléphoné à M. Bush pour le féliciter, et il a déclaré publiquement qu'il fallait prendre le président élu au mot et l'aider à rendre l'Amérique « plus douce et plus gentille », si telle est vraiment son intention.

Mais les difficultés qui attendent le nouvel élu ne viennent pas que du camp démocrate. Le sénateur Robert Dole, qui fut son principal rival au cours des primaires, et qui est toujours le leader des républicains au Sénat, a multiplié depuis mardi les remarques acides. De ce côté-là aussi, il faudra mettre beaucoup de barrières sur les plaies.

M. Bush pourra s'y employer pendant les soixante-douze jours qui le séparent de son entrée en fonctions.

Il a déjà désigné les responsables de son « équipe de transition » qui devra travailler, pendant cette période, en collaboration avec une équipe symétrique constituée par l'administration en place. Elle sera dirigée par deux des principaux responsables de sa campagne électorale, M. Craig Fuller et Robert Teeter, et devra compter plusieurs centaines de personnes — mais beaucoup moins tout de même que lors de la transition entre le président Carter et son successeur Ronald Reagan.

Les conditions sont évidemment bien différentes : autant, à l'époque, M. Carter était amer, autant, cette fois, M. Reagan semble euphorique à l'idée de passer ainsi le flambeau et l'héritage à son successeur. Les deux hommes, M. Reagan, paternel et chaleureux, et M. Bush, déférent et soudain redevenu vice-président, se sont mutuellement congratulés lors d'une cérémonie symbolique à la Maison Blanche. Plus tôt dans la journée, M. Bush avait tenu à rappeler l'évidence, à savoir que M. Reagan est toujours le président des Etats-Unis, et que lui-même n'entendait pas utiliser la période de transition « pour tenter d'influencer de manière illégitime ses décisions ».

JAN KRAUZE.

■ Le président Reagan ne participera pas à la conférence sur les armes chimiques. — La président Reagan — qui achève son mandat le 20 janvier — ne participera pas personnellement à la conférence de Paris sur les armes chimiques du 7 au 11 janvier, dont il avait proposé l'idée avec le président Mitterrand en septembre à l'ONU. Le général Colin Powell, conseiller du président américain pour les questions de sécurité, a précisé mercredi 9 novembre que M. Reagan, indépendamment des échéances intérieures américaines, « estime, ainsi que la France, que la représentation doit être au niveau ministériel ». — (AFP).

### La désignation du futur secrétaire d'Etat

## James Baker ou le pragmatisme efficace

WASHINGTON  
correspondance

Dans ses rares moments de détente, James Addison Baker III chasse la dinde sauvage dans son Texas natal. Un gibier assez rare, exigeant un examen attentif du terrain, une longue attente à l'affût et une décision rapide pour tirer au moment approprié. Qualités de chasseur qui, appliquées à la politique, ont fait merveille en lui permettant d'accomplir en quelques années une insaisissable ascension.

La vertu du pouvoir ne l'a attendri que temporairement. Après avoir étudié à Princeton et servi dans la marine, ce patricien texan, issu d'une famille riche et descendant d'une grande lignée d'avocats remontant jusqu'en 1872, s'est contenté d'augmenter sa fortune dans un cabinet d'affaires connu de Houston. Il avait quarante ans quand un bon camarade de son club, un certain George Bush, alors député, lui demanda de l'aider dans sa campagne pour un des deux sièges de sénateur du Texas. James Baker, très affecté alors par la mort de sa première femme, qui lui avait laissé quatre enfants, accepta. Bush fut battu (par le sénateur Bentsen), mais l'apprenti stratège en politique se montra si doué qu'il réussit à réunir à Houston 80 % des suffrages pour son patron. L'échec créa les liens d'une solide amitié entre les deux hommes et marqua le début d'une carrière politique placée... sous le signe de l'opposition à Ronald Reagan !

En 1976, M. Baker dirigea la campagne de Gerald Ford, qui résista vigoureusement à l'assaut réaganien : en 1980, il était au côté de M. Bush, qui, à l'époque, luttait dans les « primaires » contre M. Reagan. Suivant les conseils de son manager, Bush se retira de la compétition, obtenant en contrepartie une nomination à la vice-présidence. Bon prince, il renvoya l'ascenseur à Baker, en lui assurant par la suite un rôle

actif dans la campagne victorieuse de Ronald Reagan.

Le président élu avait apprécié les qualités de cet ancien adversaire qui s'était imposé par sa puissance de travail, et plus encore par un instinct politique très sûr. Nommé chef d'état-major de la Maison Blanche en 1981, il domina rapidement ses

Au cours de ses quatre années passées à la Maison Blanche, James Baker s'est constitué un petit réseau d'amitiés et de collaborateurs de talent, parmi lesquels Richard Darman et David Gergen, appelés sans doute à la suivre au département d'Etat. Tous ces réalistes, des modérés, opposent une sourde mais efficace résistance aux idéologies de la droite républicaine.

### La « droite civilisée »

C'est à la Maison Blanche que Baker devint un « pro » de la politique, connaissant tous les détails du sériel et du Capitol, cultivant des relations étroites avec les leaders du Congrès, utilisant les médias avec une habileté par des conférences ou des fuites bien organisées. « Mon travail, a-t-il dit un jour, n'est pas de recommander au président un point de vue auquel je crois fermement, mais de lui faire savoir ce qui me semble politiquement préférable. » Mais, malgré son affirmation de vouloir rester en retrait, il aspirait, conscient de ses qualités, à entrer au gouvernement.

En février 1985, il saisit la chance que lui offrait Donald Regan, alors secrétaire au Trésor, très critiqué, qui lui proposa d'échanger leurs postes. Pragmatique par excellence, il favorisa l'évolution de la politique officielle. En acceptant le principe d'une coopération internationale en matière monétaire, il négocia à l'aveugle avec les leaders démocrates du Congrès une réforme fiscale d'envergure. Pourtant, lâché par les banques américaines, il essuya un échec dans ses tentatives pour parvenir à un règlement de la dette du tiers-monde. Homme des compromis par excellence, il estime qu'en politique il est inutile de transformer des adversaires en ennemis. Aux yeux de ses amis, il incarne la « droite civilisée » à laquelle, sorte, dont l'ambition est d'entrer un jour par le grand portique à la Maison Blanche. Bien sûr avec l'accord de son vieil ami Bush...

HENRI PIERRE.

Deux autres partenaires de la « droite », des « Californiens », aujourd'hui en totale déconfiture : Michael Deaver, condamné pour trafic d'influence à l'hôpital de peu à la prison ; Edwin Meese a été contraint de quitter le ministère de la justice dans des conditions déshonorantes.

Mais les éléments de la « vraie » droite républicaine n'aiment pas ce converti de fraîche date au réaganisme et lui reprochent d'avoir poussé le président à renouer avec l'orthodoxie américaine. A la Maison Blanche, il était devenu l'homme indispensable, travaillant quatorze heures par jour, sans doute pour compenser les longues siestes présidentielles. Enfin, sa distinction, son élégance naturelle, pour tout dire sa classe, avaient impressionné la tâtillonne Nancy Reagan.



## La fin des tribus. Nous allons tous y laisser des plumes.

Six tribus, six journalistes de l'Evénement du Jeudi, six témoignages : l'incroyable transformation des dernières sociétés « sauvages », à notre contact, appauvrit l'humanité tout entière. Un autre regard sur le monde : celui de l'éthno-journaliste.



l'EVENEMENT  
Flammarion



# Amériques

## Les réactions après l'élection de M. George Bush à la présidence des Etats-Unis

### Soulagement sans enthousiasme à Moscou

MOSCOU  
de notre correspondant

« Américain attentif et raisonnable », selon les *Nouvelles de Moscou*, l'hémodaïre du gorbatchévisme, George Bush est pour les Soviétiques un homme avec lequel il sera possible de négocier, mais pour lequel on n'éprouve cependant pas d'enthousiasme particulier.

Sans doute a-t-on été soulagé de sa victoire attendue car M. Dukakis présentait pour Moscou l'inconvénient majeur d'introduire un fort élément d'incertitude.

D'un autre côté, pourtant, le nouveau président américain présente le triple inconvénient d'avoir eu pour modèle, comme ancien patron de la CIA, la lutte quotidienne contre l'URSS.

Le président sortant voulait, et presque à tout prix, rester dans l'histoire comme l'homme de la politique de « paix par la force » et le premier à avoir débouché sur un accord de réduction, et non plus seulement de limitation, des armes nucléaires. Le président élu, lui, ne peut avoir cette ambition, puisque la place est déjà prise, et il pourrait ainsi se révéler un interlocuteur plus coriace que son prédécesseur.

D'où l'extraordinaire balancement des réactions soviétiques qui mettent d'abord en avant les désirs parallèles des Américains et de l'URSS de progresser dans la voie du dialogue. Si l'Union soviétique « salue » l'élection du nouveau président des Etats-Unis, elle relève « avec satisfaction » que « les électeurs américains se sont prononcés ».

à en juger par les résultats des sondages, en faveur de la poursuite des pourparlers soviéto-américains sur le désarmement, et de l'élargissement de la coopération et des contacts (...) dans les domaines les plus divers ».

Cette position, a souligné M. Vadim Beriliev le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, « bénéficie d'un large soutien, aussi bien parmi les libéraux que parmi les démocrates » (et cela) facilitera à coup sûr le développement continu du dialogue entre nos deux pays ».

D'une phrase, c'était dire à la fois qu'on pouvait, puisque telle est la volonté populaire américaine, tabler sur la disponibilité de M. Bush au dialogue et qu'on compte aussi à cet égard sur le Congrès, où les démocrates ont légèrement renforcé leur majorité. Et en tout état de cause, on ne perd pas de temps. Depuis vingt-quatre heures, tous les commentaires soviétiques rappellent que le nouveau président a déclaré une priorité : rencontre avec M. Gorbatchev qui, dès mercredi soir, lui a adressé un télégramme de félicitations.

« J'exprime l'espoir », déclare le secrétaire général, « que votre travail de ce haut poste servira la cause d'un nouveau développement de relations stables et conséquentes entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, et d'une amélioration générale de la situation internationale. Pour sa part, ajoute M. Gorbatchev, l'Union soviétique est prête à poursuivre et à approfondir dans la plus grande mesure possible de domaines une coopération soviéto-américaine mutuellement avantageuse ».

BERNARD GUETTA.

### Prudente réserve en Amérique latine

L'Amérique latine, et plus spécifiquement les pays de l'isthme central, ont accueilli l'élection de M. George Bush avec une prudente réserve, mêlée d'espoir. Les multiples échecs de la politique de M. Ronald Reagan dans le sous-continent reconnus par l'élu d'aujourd'hui — avaient fait dire à de nombreux dirigeants latino-américains que, quel que soit le successeur de l'actuel président, le pire était passé...

Plusieurs chefs d'Etat ont félicité M. Bush, comme le Mexicain Miguel de la Madrid et son futur successeur, M. Carlos Salinas de Gortari. Le général Pinochet au Chili, M. Luisuchi au Venezuela, ou M. José Napoleón Duarte au Salvador ont, entre autres, fait de même.

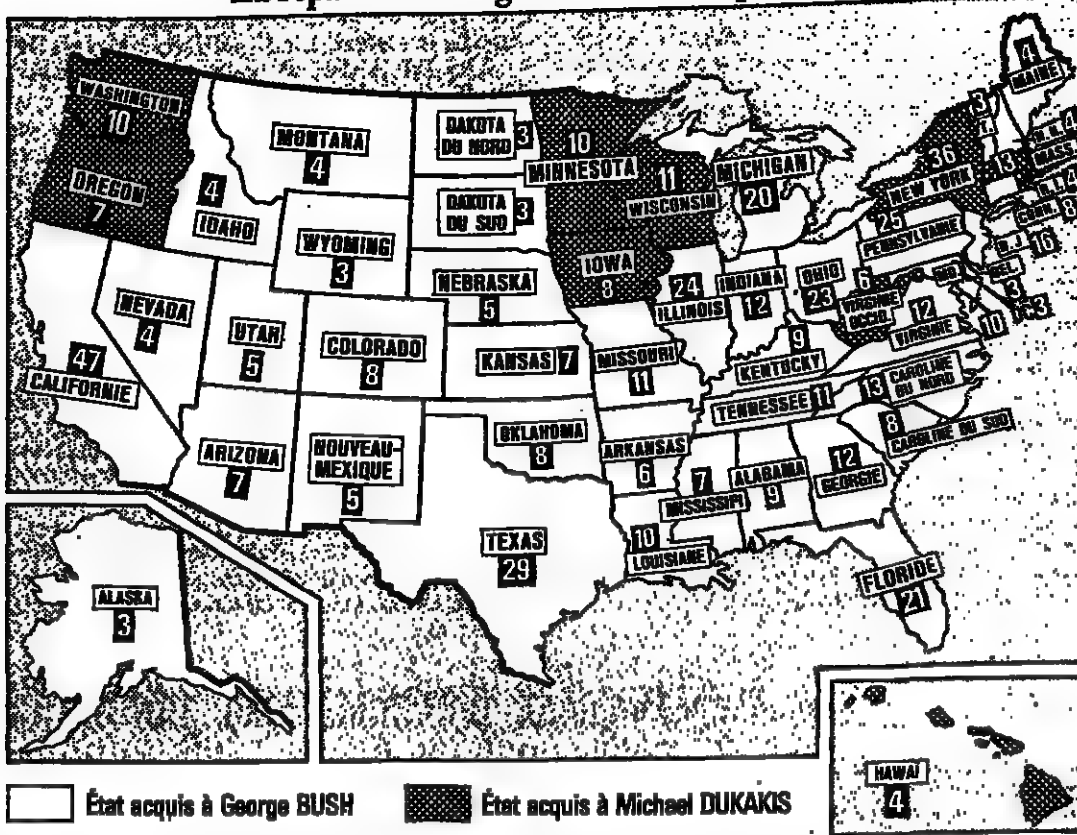
Le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, initiateur du plan de paix pour l'Amérique centrale, a pour sa part, souhaité que le prochain gouvernement américain donne une chance à l'accord d'Esquipulas II.

Au Nicaragua, le président Ortega a invité M. George Bush à des pourparlers de paix, en engageant à renoncer à la politique de soutien à la Contra. M. Adolfo Calero, l'un des dirigeants des rebelles anti-sandinistes, estime au contraire que l'arrivée du nouveau président américain préserve les chances des rebelles d'obtenir une nouvelle aide militaire des Etats-Unis.

Les autorités panaméennes se sont, elles, murées dans un silence encore plus absolu. L'homme fort du pays, le général Noriega, est, il est vrai, toujours au moins de la partie de bon de fer engagé par Washington. Les relations que le général a pu entretenir avec l'ancien directeur de la CIA lorsqu'il correspondait lui-même avec la centrale américaine n'ont rien, pour l'heure, aux déclarations publiques.

PHILIPPE PONS.

### La répartition des grands électeurs par Etat



Les chiffres en surimpression indiquent le nombre des grands électeurs pour chaque Etat ; il en fallait 270 au minimum pour assurer l'élection définitive du prochain président lors du vote des grands électeurs en décembre ; le District de Columbia (Washington), où M. Dukakis l'a emporté, en compte trois.

### Le résultat au Sénat

AN Sénat, les démocrates ont gagné un siège. Ils restent majoritaires avec cinquante-cinq sièges contre quarante-quatre aux républicains (un siège est encore indéfini). Trente-trois sièges (sur trois du Sénat) étaient soumis à réélection le 8 novembre. Ont été élus :

Dennis DeConcini (D)\*, Arizona ; Pete Wilson (R)\*, Californie ; Joe Lieberman (D)\*, Connecticut ; William Roth (R)\*, Delaware ; Spark Matsunaga (D)\*, Hawaï ; Richard Lugar (R)\*, Indiana ; George Mitchell (D)\*, Maine ; Paul Sarbanes (D)\*, Maryland ; Edward Kennedy (D)\*, Massachusetts ; Donald Riegle (D)\*, Michigan ; David Durenberger (R)\*, Minnesota ; Trent Lott (R)\*, Mississippi ; John Danforth (R)\*, Missouri ; Conrad Burns (R)\*, Montana ; Bob Kerrey (D)\*, Nebraska ; Richard Bryan

(D), Nevada ; Frank Lautenberg (D)\*, New Jersey ; Jeff Bingaman (D)\*, New-Mexico ; Daniel Patrick Moynihan (D)\*, New-York ; Quentin Burdick (D)\*, Dakota du Nord ; Howard Metzenbaum (D)\*, Ohio ; John Heinz (R)\*, Pennsylvanie ; John Chafee (R)\*, Rhode-Island ; Jim Sasser (D)\*, Tennessee ; Lloyd Bentsen (D)\*, Texas ; Orrin Hatch (R)\*, Utah ; Jim Jeffords (R)\*, Vermont ; Charles Robb (D)\*, Virginie ; Shale Gorton (R), Washington ; Robert Byrd (D)\*, Virginie occidentale ; Herbert Kohl (D), Wisconsin ; Malcolm Wallop (R)\*, Wyoming. En Floride, où le décompte n'était pas terminé ce jeudi 10 novembre, l'avantage était au républicain Connie Mack.

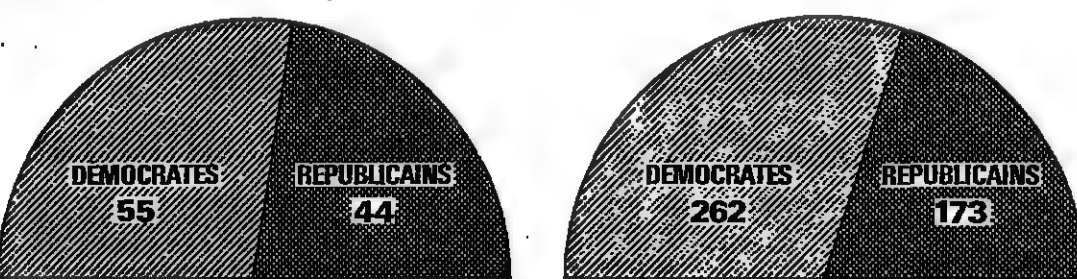
\* (D) : démocrate ; (R) : républicain ; \* : sénateur sortant.

### Les douze gouverneurs élus

Douze postes de gouverneur (sur cinquante) étaient soumis à réélection. Ont été élus :

MM. Michael Castle (R)\* Delaware ; Evan Bayh (D) Indiana ; John Ashcroft (R)\* Missouri ; Stan Stephens (R) Montana ; Judd Gregg (R) New-Hampshire ; Jim Martin (R) Caroline du nord ; George Sinner (D)\* Dakota du Nord ; Edward DiPrete (R)\* Rhode-Island ; Norm Bangerter (R)\* Utah ; Madeleine Kunin (D) Vermont ; Booth Gardner (D)\* Washington ; Gaston Caperton (D) Virginie occidentale.

\* (D) démocrate, (R) républicain, \* gouverneur sortant.



AN Sénat, un siège n'était pas encore attribué, celui de Floride ; le décompte n'était pas achevé mais le candidat républicain avait un léger avantage.

## Le développement du SIDA : un défi majeur pour le successeur de M. Reagan

Parmi les multiples référendums organisés parallèlement aux scrutins présidentiel et législatif. Les Californiens se sont prononcés contre une mesure portant sur la notification obligatoire par les médecins de tous les cas positifs dans les tests de dépistage du SIDA. Cette mesure à laquelle

s'opposaient l'association des personnels médicaux et d'autres grandes organisations de santé aurait supprimé les dépistages anonymes de la maladie. Un autre projet, permettant aux magistrats d'ordonner que des criminels soient soumis à des tests, a été adopté.

Près de deux cent cinquante mille Américains, jeunes pour la plupart, vont mourir du SIDA pendant le mandat de George Bush. D'un strict point de vue médical, la prise en charge des personnes atteintes par cette maladie devrait attendre, en 1991, la somme de 10 milliards de dollars. Pourtant, en dépit de la gravité du problème, le SIDA n'a pas été l'un des thèmes importants de la campagne électorale qui vient de s'achever aux Etats-Unis. Le nouveau président a simplement fait savoir qu'il reprendrait à son compte les conclusions du rapport de la commission dirigée par l'amiral James Watkins, qui insistait notamment sur la nécessité de lutter contre toute discrimination à l'égard des porteurs de virus du SIDA.

Les principales associations d'aide aux malades du SIDA, ainsi d'ailleurs que les responsables du « lobby homosexuel », n'avaient pas fait mystère, durant la campagne, de leur préférence pour Michael Dukakis. L'action menée par le candidat démocrate dans son Etat du Massachusetts était souvent citée en exemple. C'est cet Etat qui, proportionnellement, consacre le plus de crédits à la recherche ; c'est aussi dans le Massachusetts que la première vaste campagne d'information par courrier a été mise en œuvre.

M. Bush, pour sa part, avait beau faire, son nom était forcément associé à la politique menée jusqu'à présent dans ce domaine par l'administration Reagan. Une politique qualifiée de « tristement inadéquate » dans un rapport publié il y a quelques mois par l'Académie des sciences.

Le fait qu'il ait fallu attendre mai 1988 pour que, enfin, une vaste campagne nationale d'information soit lancée par le gouvernement fédéral n'était pas à mettre à son crédit, pas plus que la désignation, comme collègue, du sénateur Dan Quayle. Ce dernier s'est, en effet, prononcé deux fois au Sénat pour une limitation du budget alloué à la lutte contre le SIDA et contre un plan de 30 millions de dollars destiné à aider les personnes les plus pauvres à se faire traiter par l'AZT.

Pour autant, il serait inexact de dire que le nouveau président des Etats-Unis se désintéresse de l'épidémie. A plusieurs reprises, dans un passé récent, il a rencontré les responsables du National Institute of Health, ainsi que des malades atteints du SIDA. Il a, également, invité les responsables de la Food and Drug Administration (FDA) à accélérer les autorisations de médicaments susceptibles d'avoir une

certaine efficacité contre la maladie. M. Bush s'est, en outre, déclaré favorable au dépistage systématique du SIDA avant le mariage, pour les personnes hospitalisées, pour les toxicomanes et pour les immigrants. Sur le fond, il lui a souvent été reproché, notamment par les associations d'aide aux malades, le caractère trop moralisateur de ses prises de position (« la meilleure prévention, c'est le mariage et la fidélité au sein du couple »).

Confronté directement à la réalité de l'épidémie, M. Bush saura-t-il mettre en œuvre des moyens suffisants ? Selon le Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, trois cent soixante-cinq mille cas de SIDA auront été recensés aux Etats-Unis en 1992. A cette époque, le nombre de personnes séropositives devrait être largement supérieur à deux millions, parmi lesquelles une proportion sans cesse croissante de femmes, d'enfants, de Noirs et de personnes d'origine hispanique. Outre les conséquences sanitaires d'un tel désastre, on imagine aisément les répercussions socio-économiques qu'aura l'épidémie. C'est l'un des défis majeurs auxquels aura à faire face M. Bush.

FRANCK NOUAIL.

### Satisfaction à Tokyo et à Séoul déception à Manille

TOKYO  
de notre correspondant

Ce n'était un secret pour personne que les Japonais se méfiaient du démocrate Dukakis en raison des risques de renforcement du protectionnisme qu'il représentait. Ils préféraient la continuité réaganienne incarnée par M. Bush. Ils sont donc aujourd'hui satisfaits.

Au-delà des déclarations de circonstances, les Japonais sont conscients, notamment au ministère des affaires étrangères, que Tokyo va devoir faire face à une pression politique et économique accrue de la part de Washington ; c'était d'ailleurs prévisible quel qu'ait été le résultat de l'élection présidentielle. On s'attend à des exigences formulées de manière plus ferme que du temps de M. Reagan en ce qui concerne les questions financières et commerciales, mais aussi la sécurité.

Sur le plan économique, les Japonais sont soulagés d'avoir échappé à une double représentation des démocrates à la présidence et au Congrès : certaines déclarations de M. Dukakis, préoccupé des achats d'entreprises américaines par des étrangers, les avaient rendus nerveux.

M. Bush incarne une politique connue. Mais les Japonais n'en pensent pas moins qu'il sera sans doute plus sensible aux pressions d'un Congrès dominé par les démocrates, avocats du protectionnisme, que ne l'était son prédécesseur. Afin de contenir ces pressions, les Japonais ont mené depuis des mois de fébriles activités de lobbying aux Etats-Unis, y consacrant, selon *Business Week*, près de 50 millions de dollars (les agriculteurs et les constructeurs automobiles nippons étant les plus actifs).

C'est pour des considérations de politique commerciale analogues à celles des Japonais que les Coréens du Sud ont accueilli favorablement l'élection de M. Bush. L'administration Reagan s'était toujours opposée aux demandes des démocrates de fermer certains marchés aux

Coréens. En matière de défense, par ailleurs, M. Dukakis rappelait M. Jimmy Carter, qui s'était engagé à réduire la présence militaire américaine dans la péninsule : une initiative qui, à l'époque, avait été perçue comme un risque de déstabilisation. La nouvelle administration n'en devra pas moins faire face au Corée à un anti-américanisme grandissant, et qui n'est plus le seul fait des étudiants contestataires.

Le même anti-américanisme, les souvenirs encore vifs du régime Marcos ou l'amertume qu'a engendré chez beaucoup la teneur du nouvel accord sur les bases ont sans doute avivé aux Philippines la déception provoquée par la défaite de M. Dukakis. Les Philippines sont traditionnellement favorables aux candidats démocrates. Le soutien, jusqu'à la dernière minute, de l'administration Reagan au régime Marcos et les déclarations de M. Bush lui-même en 1981 au dictateur déchu sont pour beaucoup de Philippines difficiles à oublier.

PHILIPPE PONS.

## En attendant la mise en place de la nouvelle administration Les cartes de l'économie mondiale restent brouillées

Le parfum de continuité qui entoure la victoire de M. George Bush atténue les craintes quant à la transition entre l'élection du président et son installation à la Maison Blanche. Mais le flou des propos tenus durant la campagne électorale par le nouveau président américain laisse dangereusement ouvertes ces interrogations.

Le déficit budgétaire ? Les quelque 150 milliards de dollars de 1988 seront résorbés d'ici à 1993 sans augmenter le moindre impôt, n'a cessé d'affirmer M. Bush. Pour lui, il convient simplement d'amener l'Etat à moins dépenser et à mettre en place un « gel flexible » des crédits fédéraux. C'est un peu court lorsqu'on sait que ces déficits, conjugués à une épargne insuffisante des ménages, obligent les Etats-Unis à vivre à crédit. Rendue tabou par la popularité des allègements fiscaux réalisés par M. Ronald Reagan, toute allusion à l'impôt a, comme par enchantement, disparu de la campagne électorale.

A une exception près qui ravit les milieux d'affaires : le nouveau président s'est engagé à ramener la taxe sur les plus-values de 28 % à 15 %, voire à rétablir les crédits d'impôts pour investissement. Une approche trop vague pour être crédible, surtout face à un Congrès dont la majorité démocrate sort renforcée du scrutin du 8 novembre. Plus ou moins courtoisement, les partenaires de Washington l'ont immédiatement souligné. La commission conjointe des deux Chambres, créée il y a un an pour surmonter l'obstacle budgétaire, ne le démentira pas. Elle devrait avant longtemps confirmer que, sans un allourdissement

du fardeau fiscal, la recherche d'un équilibre tient de la mission impossible.

Les déficits extérieurs du pays ? Une amélioration de la compétitivité américaine s'impose, a répété M. Bush. On s'en doutait. Reste à savoir comment. Libre-échangeiste avoué, le nouveau président est resté trop prudent pour rassurer ses partenaires. Séduit par l'idée d'un pacte commercial avec le Japon, il lui reste toutefois à prouver sa bonne foi multilatérale. Comme sa capacité à résister à l'arsenal protectionniste mis en place avec la récente législation commerciale. Exigence de concessions réciproques, accords bilatéraux, possibilité de représailles, la « continuité » de ce domaine n'a rien d'une assurance tout risques pour la communauté internationale.

Quant à la politique monétaire des Etats-Unis, elle est encore à clarifier. La victoire du camp de James Baker aujourd'hui promue au secrétariat d'Etat et qui a marqué, comme secrétaire au Trésor, le tournant pragmatique du second mandat Reagan avec la mise en place d'une concertation entre les sept principaux pays industriels, semble écarter le risque d'un sursaut isolationniste des Etats-Unis. Mais, pendant des semaines encore, cette concertation continuera de vivre.

En attendant, le 20 janvier restera le leitmotiv de toutes les rencontres internationales, le but des actions calomnieuses régulièrement administrées aux marchés financiers. Le mot d'ordre est simple : éviter le réveil brutal d'investisseurs, sceptiques de nature, et prompts à spéculer sur le moindre indice. La réalisation est

moins aisée, la baisse du dollar le jour même de la victoire de M. Bush le montre : la légère euphorie née d'une période de vive expansion mondiale masque mal d'inquiétantes fissures.

Le redressement du commerce extérieur américain s'annonce néanmoins que les excédents allemands et japonais augmentent à nouveau. De vieilles polémiques, allégées par une vive concurrence, vont réapparaître à l'occasion du bilan à mi-parcours des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, dès la mi-décembre à Montréal. Au jeu de « l'arbitrage des cycles » consistant à stabiliser l'économie mondiale sans en passer par les purges de la récession, le groupe des Sept pourra-t-il tenir longtemps ?

Washington décline l'une des clés du problème. Tous les gouvernements des pays industrialisés en sont persuadés. Le nouveau président américain saura-t-il en faire prendre conscience à une opinion publique bercée de propos sans consistance durant la campagne électorale ? Sa traditionnelle lune de miel pourrait ne pas y suffire. Les Américains ont pour la conjoncture actuelle les yeux de Chine : une inflation et un chômage faibles, une croissance qui semble ne jamais devoir finir. Les mettre en garde contre les dangers que les déficits extérieurs et la dette des Etats-Unis font peser sur l'Amérique comme sur les grands équilibres mondiaux constitue un message difficile. Reconnaître que, tout en les influençant fortement, les Américains ne sont plus en position de dicter les règles du jeu international exigeait un rare courage.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

## Proche-Orient

LIBAN  
Le gouvernement Hoss un commandant en chef à titre provisoire

Le gouvernement Hoss, un commandant en chef à titre provisoire. Le Liban est un pays de 10 millions d'habitants, dont 60 % de chrétiens et 40 % de musulmans. La capitale est Beyrouth. Le pays a connu une période de violence en 1975-1990. Le gouvernement Hoss est un gouvernement de transition.



# Afrique

## ALGÉRIE : la formation du gouvernement de M. Kasdi Merbah

### La composition du cabinet

**Premier ministre :** M. Kasdi Merbah (\*).  
**Affaires étrangères :** M. Boualem Bessaïeh (\*).  
**Intérieur et environnement :** M. Aouabak Belkaid (\*).  
**Finances :** M. Sid-Ahmed Ghazali (\*).  
**Justice :** M. Ali Benflis (\*).  
**Information et culture :** M. Mohamed Ali-Ammar (\*).  
**Affaires religieuses :** M. Boualem Baki (\*).  
**Agriculture :** M. Noureddine Kadra (\*).  
**Moudjahidines :** M. Mohamed Djeghaba (\*).  
**Transports :** M. El Hadi Khediri (\*).  
**Emploi et affaires sociales :** M. Mohamed Nabi (\*).  
**Commerce :** M. Mourad Medelci (\*).  
**Hydraulique :** M. Ahmed Benfreh (\*).  
**Travaux publics :** M. Aïssa Abdellah (\*).  
**Construction et urbanisme :** M. Nadir Benmaati (\*).  
**Industries légères :** M. Mohamed-Tahar Bouzghoub (\*).  
**Industrie lourde :** M. Mohamed Ghrib (\*).  
**Energie et industries pétrochimiques :** M. Sadek Boussena (\*).  
**Statut public :** professeur Messoud Zouani (\*).  
**Enseignement supérieur :** professeur Abdelhamid Aberkane (\*).  
**Éducation et formation :** M. Slimane Cheikh (\*).  
**Jeunesse et sports :** M. Chérif Rahmani (\*).  
**P.T.T. :** M. Yacine Fergani (\*).  
 Depuis le coup d'État du 19 juin 1965, qui a porté au pouvoir le colonel Houari Boumedienne, le portefeuille de la défense est dévolu par le chef de l'État. Jusqu'à maintenant, un vice-ministre de la Défense était nommé. Le poste était occupé, dans le gouvernement précédent, par l'ancien chef d'état-major, le général Abdelhak Belhouche. Le ministre de l'Information, M. Mohamed Ali-Ammar, a déclaré à la presse algérienne que tous les postes de vice-ministres étaient supprimés dans le nouveau gouvernement.  
 (\*) Fait son entrée au gouvernement.  
 (\*\*) Reste au gouvernement, mais change de portefeuille.

### En visite à Paris

#### M. Ali-Yahia a été reçu par M. Kouchner

M. Abdelmour Ali-Yahia, président d'une des deux ligues algériennes des droits de l'homme, qui se trouvait à Paris pour participer à une réunion de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), a été reçu, le mardi 8 novembre, par M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire. Il devait avoir une entrevue, jeudi, dans l'après-midi, avec un dirigeant du Parti socialiste.

Pou avant son départ pour Paris, M. Ali-Yahia avait été violemment pris à partie par le quotidien en langue arabe *Al-Naba* et par l'hebdomadaire en langue française *Algérie Actualité* (le 5 novembre). Usant d'un procédé classique, cet organe avait publié une lettre de lecture — que l'avocat attribue en fait au directeur de la publication — rappelant le passé de l'intéressé comme ministre de Boumedienne.

Avant même sa publication, cette missive a été envoyée à la FIDH : il s'agit de persuader celle-ci qu'elle a fait un mauvais choix en décidant l'affiliation de la première ligue des droits de l'homme fondée en Algérie et non pas de celle créée ultérieurement par M. Miloud Brahim, avec l'agrément du ministre de l'Intérieur.

Accusé d'avoir cautionné la torture sous l'ancien régime, M. Ali-Yahia avait bien eu la charge des portefeuilles des travaux publics puis de l'agriculture, du 10 juillet 1965 au 30 septembre 1967. Mais, en désaccord avec la politique suivie, il avait démissionné en 1967. Cette décision avait été si mal acceptée que nous n'avons pas eu le plaisir de passer pendant six ans.

La question n'est pas de savoir si l'on a fait partie d'un gouvernement, nous n'en avons pas, mais de savoir si l'on a accepté d'y rester. Au début, Boumedienne m'avait demandé d'être ministre

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Proche-Orient

### LIBAN

#### Le gouvernement Hoss nomme un commandant en chef de l'armée « à titre provisoire »

BEYROUTH  
de notre correspondant

L'armée libanaise, déjà morcelée, a désormais deux commandants en chef : le général Michel Aoun (maronite), de surcroît chef du gouvernement en secteur chrétien, et le général Sami Khathib (sunnite), en secteur musulman sous contrôle syrien. Après avoir tergiversé et retardé autant que possible cette mesure — dont il a lui-même dit qu'il en craignait les effets « partitionnistes », le ministre de la Défense du gouvernement Hoss, M. Adel Ossseïra, a procédé à cette nomination « à titre provisoire » — tant que le poste de commandant en chef restera vacant.

Le général Khathib, sorti des rangs du deuxième bureau du temps où celui-ci était puissant sous la présidence du général Chehab et de M. Charles Helou entre 1958 et 1970, a ensuite assuré le commandement théorique de la Force arabe de dissuasion, autrement dit des troupes syriennes au Liban, sous le mandat de président de M. Elias Sarkis (1976-1982). Il a accepté la mission dont il a été investi et s'apprête à procéder à des nominations qui, de facto, consti-

tuent en secteur musulman un état-major et des services militaires parallèles à ceux établis initialement en secteur chrétien et qui continuent d'y opérer. Il aura sous son commandement les cinq brigades musulmanes de l'armée stationnée non seulement à Beyrouth-Ouest mais dans le reste des territoires sous contrôle syrien : le sud, la Bekaa, le Chouf.

L'islam modéré, notamment sunnite, a beaucoup hésité avant de se résoudre à franchir ce pas. M. Joubalet — dont les troupes contrôlent le Chouf — tout comme M. Nabih Berri, chef de la milice chiite Amal, a promis sa coopération au général Khathib dont la mission devrait comporter l'intégration des milices du camp musulman dans la section dite « nationale » de l'armée, après sa réforme, une perspective, cependant, encore bien théorique.

Dans le camp chrétien, c'est, nettement, le tollé contre cette mesure. Premier concerné, le général Aoun s'est abstenu de tout nouveau commentaire, mais il l'avait, à l'avance, qualifiée de « partitionniste », considérant qu'elle vise à « frapper l'unité de l'armée après celle du gouvernement ».

LUCIEN GEORGE.

### Affaires étrangères

#### M. Boualem Bessaïeh : un homme de culture

Le nouveau ministre des affaires étrangères est un homme de culture. Il a publié plusieurs recueils de poésies, des ouvrages sur des poètes maghrébins et des études sur l'histoire de l'Algérie et du cinéma. M. Boualem Bessaïeh écrit indifféremment en arabe et en français.

Agé de cinquante-huit ans, cet ancien professeur de littérature arabe, au moment du déclenchement de l'insurrection armée en 1954, qui fut l'adjoint de Boussouf, le « père » des services secrets algériens pendant la guerre d'indépendance, est rompu à l'art de la diplomatie. Il est entré dans la carrière en 1963, comme ambassadeur accrédité auprès des pays du Benelux et de la CEE, avant de rejoindre Le Caire en 1970, où il représentait son pays également à la Ligue arabe. Un an plus tard, il est nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères pour quatre ans. En 1974, il perd

son poste, sans connaître pour autant la disgrâce, puisqu'il effectue plusieurs missions à l'étranger comme envoyé spécial du président Houari Boumedienne. Il retrouve un poste d'ambassadeur en 1978, au Koweït.

M. Boualem Bessaïeh est élu au comité central du FLN l'année suivante et entre au gouvernement au mois de juillet 1980 comme ministre de l'information et de la culture, succédant à M. Abdelhamid Mehri, l'actuel ministre de l'Intérieur. A l'occasion du remaniement ministériel de 1982, il perd le département de la culture, qui devient le ministère de la culture et du tourisme. En janvier 1984, il succède à M. Bachir Rouis au ministère des P.T.T. et revient à d'anciennes amours en retrouvant le portefeuille de la culture et du tourisme en janvier 1986.

Tout au long de sa carrière ministérielle, M. Boualem Bessaïeh a continué de jouer le rôle d'émisnaire que lui avait confié son temps le président Boumedienne. Il a effectué de nombreux voyages à l'étranger, porteur de messages du président Chadli, aussi bien dans le monde arabe qu'en Amérique latine. Il était également devenu, en quelque sorte, spécialiste des missions délicates. En compagnie de M. Sadek Boussena, responsable du Comité d'amitié et de solidarité avec les peuples au sein du FLN, il s'était rendu de nombreuses fois au Proche-Orient, notamment à Beyrouth, pour tenter de trouver une solution à la « guerre des camps » qui faisait rage entre les Palestiniens et les chrétiens de la milice Amal.

F. F.

### Finances

#### M. Sid Ahmed Ghazali : le retour d'un ancien

C'est un « poulain » de M. Belkaid Abdessalam, l'ancien patron de l'économie et de l'industrie algérienne, au temps du président Boumedienne. M. Sid Ahmed Ghazali, qui tiendra les cordons de la bourse du gouvernement de M. Merbah, M. Ghazali, âgé de cinquante et un ans, est ingénieur, diplômé de l'École des ponts et chaussées de Paris.

Considéré, à juste titre, comme le « père » de la Sonatrach, la société d'Etat chargée des hydrocarbures, celle qui fait rentrer les devises en Algérie, le nouveau ministre des finances de l'Algérie a été l'artisan de la nationalisation des pétroles algériens. Il était secrétaire d'Etat aux travaux publics lorsque M. Abdessalam, ministre de l'économie, l'appela à la direction des Mines et des carburants, avant de le faire nom-

mer, en 1967, à la présidence de la Sonatrach, qu'il a dirigée une dizaine d'années.

En 1977, M. Ghazali devient ministre de l'énergie et de l'industrie pétrochimique. Il est écarté de ce secteur en mars 1979 par le président Chadli, fraîchement élu. M. Ghazali ne restera pas longtemps à son nouveau poste de ministre de l'hydraulique. Le président Chadli l'exclut brutalement du gouvernement, le 14 octobre suivant, pour avoir fait à la solidarité gouvernementale. M. Ghazali, qui réintègre au bureau politique du FLN et au gouvernement un débat sur la politique énergétique du pays, s'en était violemment pris à son successeur, M. Belkacem Nabi, avant d'envoyer aux quelques deux cents membres du comité central du

FLN une lettre expliquant sa position.

Le président Chadli avait trouvé cette attitude doublement inadmissible, à la fois en tant que chef du gouvernement et en tant que secrétaire général du parti. En fait, à ce moment précis, le pouvoir, tout occupé à essayer de « déboussoler » l'Etat, était ravi de saisir l'occasion d'exclure M. Ghazali de la gestion des affaires, comme il l'avait fait précédemment avec MM. Abdessalam et Bouffetta dès mars 1979.

Après une traversée du désert, relativement brève, M. Ghazali était placé « en réserve » de la République au sein du corps diplomatique, en qualité d'ambassadeur à Bruxelles, également accrédité auprès de la Communauté économique européenne.

F. F.

### Intérieur et environnement

#### M. Aouabak Belkaid : un spécialiste des affaires sociales

M. Aouabak Belkaid, qui succède, au ministère de l'Intérieur, à M. El Hadi Khediri, nommé aux transports, est un spécialiste des affaires sociales. Il a fait des études de sciences économiques et sociales avant de diriger l'Institut national de la formation professionnelle pour adultes et d'occuper plusieurs fonctions administratives, puis de devenir secrétaire général du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la construction.

Cet ancien ouvrier de chez Renault, à Boulogne-Billancourt, a été membre de la fédération des France du FLN, pendant la guerre d'indépendance. Il a été emprisonné mais a réussi à s'évader.

Agé de cinquante-quatre ans, M. Belkaid a fait son entrée au gouvernement le 22 janvier 1984, en qualité de vice-ministre chargé de la construction, auprès du ministre de l'urbanisme et de l'habitat. Deux ans plus tard, il remplace M. Mohamed Nabi au poste de ministre de la formation professionnelle et du travail, jusqu'au 17 novembre 1987. A cette date, il succède à M. Abdelhak Brehil au ministère de l'enseignement supérieur. Le remaniement intervenu après dix jours d'une grève qui paralysait l'Université algérienne, apparaît alors comme une sanction dirigée contre M. Brehil.

M. Belkaid avait été nommé, pris à partie lors de la dernière réunion du comité central du FLN, au mois de juin. Le lobby arabiste et le lobby basiste du comité central lui reprochaient, au moment le plus chaud de la querelle scolaire entre l'Algérie et la France à propos du lycée Descartes, d'avoir, en tant que ministre algérien, scolarisé ses enfants dans les établissements de la mission française en Algérie.

F. F.

## Une équipe pour préparer les réformes

(Suite de la page 1.)

Les technocrates avaient fait leur apparition, mais de manière avouée, pour l'archétype du technocrate, ou de l'unique ministre d'Etat, détaché à la présidence, M. Mohamed Benhammed Abdelghani.

D'autres ministres qui passaient pour compétents disparaissent. M. Mohamed Rouighi, un ingénieur agronome qui avait succédé à M. Kasdi Merbah à la tête du ministère de l'agriculture, ne retrouve pas de portefeuille. C'est également le cas de M. Bachir Rouis, un proche du président Chadli, qui laisse son fauteuil de ministre de l'information à M. Mohamed Ali-Ammar, jusqu'à maintenant responsable de l'Amicale des Algériens en Europe, la tête de pont du FLN en France. M. Ali-Ammar avait surpris plus d'un observateur en déclarant, à propos des émeutes qui ont défrayé l'Algérie en octobre, qu'il ne s'agissait pas d'un « chaos de garnis qui a dégénéré » mais qui sera « sans conséquence ».

Ce changement radical d'équipe gouvernementale n'a pas été l'occasion de refaire entrer des femmes au gouvernement. M. Zhor Ounissi et Letia Ettayeb, respectivement ministre de l'éducation et vice-ministre de l'enseignement secondaire et technique, évincées le 17 novembre 1987, à l'occasion du remaniement technique qui avait vu la disparition du ministère du Plan, n'ont toujours pas été remplacées.

En revanche, plusieurs spécialistes entrent au gouvernement, dans des ministères techniques. Un professeur de médecine, M. Messoud Zouani, succède à M. Merbah à la santé. Le secrétaire général de la ministre de l'agriculture, M. Noureddine Kadra, devient ministre. Le directeur de la Sonatrach, la société nationale des hydrocarbures, M. Sadek Boussena, remplace M. Belkacem Nabi à la tête du ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques. Un avocat, M. Ali Benflis, l'actuel bâtonnier de Batna, dans l'est du pays, est nommé ministre de la justice. Son arrivée à la tête d'un ministère souvent controversé est d'autant plus remarquable que M. Benflis est membre

fondateur et directeur du comité-Est de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), reconnue par le pouvoir et présidée par un avocat algérien, M. Miloud Brahim.

Enfin, tous les ministères touchant à la jeunesse vont voir leur rôle s'accroître, sous la direction de personnalités reconnues. La jeunesse et les sports sont confiés à M. Chérif Rahmani, un « poulain » de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Khediri. M. Rahmani a fait, pour ainsi dire, toute sa carrière à l'Intérieur où il était directeur général des collectivités locales de 1980 à 1983 avant de devenir inspecteur général à la présidence de la République puis d'être nommé wali (préfet) de Tébessa (la ville natale de M. Khediri) et d'Alger, avant d'être choisi comme secrétaire général de la présidence en septembre 1987.

Le défilé des ministres de l'éducation et de la formation est confié à l'historien Slimane Cheikh, ancien recteur de l'université d'Alger, et fils de Mouti Zakaria, le père de la révolution algérienne, auteur de *Qasaman*, l'hymne national. Un autre universitaire, M. Abdelhamid Aberkane, ancien recteur de l'université d'Annaba, a été chargé de prendre en main l'enseignement supérieur.

M. Merbah doit maintenant se présenter devant l'APN, sur un programme politique que celle-ci peut refuser, l'obligeant à reprendre sa copie. En cas de nouveau refus, le Parlement serait dissous. Il est peu probable qu'on en arrive à cette extrémité. Certes, tous les députés ont été choisis dans le sillage du FLN, mais la conjoncture impose la prudence à chacun. Les échéances politiques vont continuer de se succéder à un rythme soutenu : le sixième congrès du FLN, les 27 et 28 novembre, qui statuera sur les modifications à apporter à la Constitution et à la Charte nationale, et

qui certainement désignera le candidat à la présidence de la République ; le référendum qui donnera une légitimité populaire aux nouveaux textes fondamentaux de la République algérienne ; l'élection présidentielle et vraisemblablement la dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections législatives.

M. Merbah a pris soin de ménager toutes les susceptibilités de la société algérienne en choisissant ses collaborateurs. Par un savant dosage d'hommes de confiance comme son ancien compagnon des services secrets, M. Bessaïeh, ou le nouveau ministre de l'information, M. Ali-Ammar, de figures politiques connues pour leur désir d'ouverture et de libéralisation de la société, comme M. El Hadi Khediri, une somme de « compétences » indiscutables dans les ministères techniques, et un saupoudrage parcinieux de militaires, le chef du gouvernement a composé un cabinet à même de traverser les épreuves.

Car il est important, pour lui, de pouvoir mettre en œuvre les réformes dont tout le monde parle depuis longtemps mais qui n'ont jamais encore été appliquées. Les directives du président ont été entendues. Il faut aller vite. Le nouveau premier ministre ne perdra pas de temps. Le gouvernement s'est réuni en conseil des ministres jeudi 10 novembre dans la matinée. Il se présentera au grand complet devant l'Assemblée populaire nationale dès samedi, le premier jour ouvrable de la semaine en Algérie.

FREDERIC FRITSCHER.

● Conférence débat : « Quelle perspective pour l'Algérie ? » avec D. Junques, H. Ait Ahmed, Le 11 novembre 1988 à 19 h 30, 6, rue A.-de-Lapparent, Paris 75007.

(Publicité)  
**UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE**  
 dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES  
 A partir de février 89, UN SEMESTRE 18.500 F. Logement compris. CEPEP, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

## Etats-Unis

### Président par Etat



Le vote des grands électeurs en décembre 1988. Les grands électeurs, 538 au total, sont répartis par Etat.

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement

Les douze gouvernements élus

Deux points de gouvernement



## Politique

Les budgets de l'industrie et de l'aménagement du territoire à l'Assemblée nationale

## Le PCF et l'UDC font battre en retraite le gouvernement

Et de quatre ! L'hostilité conjointe de l'opposition de droite et de l'opposition communiste sur le budget de l'aménagement du territoire a conduit le gouvernement à demander une nouvelle fois (c'est la quatrième) la réserve du vote groupé des députés de quatre ministères : le tourisme (M. Olivier Stora, ministre délégué), le commerce et l'artisanat (M. François Doublin, ministre délégué), dont les discussions avaient eu lieu le 27 octobre (le Monde du 29 octobre), l'industrie

(M. Roger Fauroux, ministre « plein ») et l'aménagement du territoire (M. Jacques Chérèque, ministre délégué). Ces deux derniers budgets ont été discutés le 9 novembre toute la journée et tard dans la nuit. L'UDC ayant fait valoir que son opposition irréductible au budget de l'aménagement du territoire la conduirait à repousser l'ensemble (le gouvernement avait décidé de soumettre les crédits de ces quatre ministères à un

seul vote), M. Roger Fauroux devait à 1 h 10 du matin, jeudi, mettre un terme au suspense en demandant la réserve. Jusqu'au dernier moment, des discussions ont eu lieu entre un membre du cabinet de M. Michel Rocard et les élus centristes (MM. Jacques Barrot et Georges Chassagnon) pour tenter de trouver un compromis. Outre quelques avancées vers les centristes en matière d'aménagement du territoire, le gouvernement a essayé, en vain, de jouer sur le fait que

ces quatre départements ministériels étaient détenus par des membres éminents de la société civile (MM. Fauroux et Chérèque) et par des politiques difficilement classables à l'extrême gauche de l'échiquier politique (MM. Doublin et Stora). Les centristes ont préféré faire la sourde oreille, estimant que le gouvernement ne prenait pas assez à cœur l'impératif de rééquilibrage économique des régions françaises.

A l'issue de la discussion, M. Jacques Chérèque avait la moustache frémissante d'indignation devant l'attitude du groupe de l'Union du centre (UDC). « Je ne les comprends pas. Ils ont voté sous le gouvernement Chirac la stagnation de ce secteur et aujourd'hui, alors que je mets un terme à l'hérésie du budget de l'aménagement du territoire, ils refusent ce budget ! Je suis déçu. Ils ont voulu faire un petit coup d'opposition », lâchait dans les couloirs l'ancien « sauveur » de la Lorraine. Les compliments qu'on adressés à sa personne plusieurs orateurs centristes, au cours de la discussion, avaient un goût d'autant plus amer.

Le ministre a eu beau rappeler les « bonus » obtenus auprès de son collègue du budget (100 millions de plus de dotations pour le développement rural (FIDAR), 15 millions pour les zones de montagnes (FIAM), 100 millions de plus de primes d'aménagement du territoire (PAT) à prendre sur le prochain collectif, enfin, reprise partielle d'un amendement centriste — un transfert de 50 millions de francs du comité interministériel de redéploiement industriel (CIRI) vers le tout nouveau fonds de redéploiement industriel, il s'est heurté à l'hostilité irréductible des députés de l'UDC.

## Un énorme déséquilibre au profit de Paris

« L'aménagement du territoire est une idée fondamentale, mais je crois qu'il faut la renouveler pour l'adapter à la situation », a-t-il expliqué. Le ministre a longuement insisté sur la nécessité d'empêcher au plus près du terrain pour assurer un développement plus harmonieux des régions.

M. Georges Chavares (UDC, Charente) a pris acte de « bonnes intentions » du ministre, mais il a critiqué son « non-budget ». « La baisse du budget s'accroît. C'est le plus mauvais de tout ce gouvernement ».

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne), n'avait, quant à lui, pas caché ces derniers temps ses inquiétudes devant ce budget. Le député a notamment regretté la perte d'efficacité de la prime d'aménagement du territoire, si utile, pourtant, pour attirer sur le territoire national les investisseurs étrangers. Les systèmes de primes, plus ou moins occultes, pratiqués dans d'autres pays, placent la France en

position de faiblesse, a-t-il rappelé. Ainsi Ford a-t-il pu s'installer en Espagne grâce à des concours publics s'élevant à plus de 50 %. En bon tacticien parlementaire, M. Balligand a voulu pousser le gouvernement à prendre en compte le problème du déséquilibre formidable qui s'est établi, ces dernières années, entre le développement de Paris et le reste de l'Île-de-France et, plus généralement, avec les autres régions. La suppression de la procédure de l'agrément, en 1983, qui permettait de mieux répartir les implantations en région parisienne, a conduit à une concentration de l'activité économique à l'ouest de la capitale au détriment des départements de l'est parisien et de la grande couronne. Dans son rapport, M. Balligand publie un tableau fort explicite qui montre la détérioration constante de la surface de bureaux créés dans les villes nouvelles des départements de la grande couronne, Paris se taillant au contraire la part du lion. Pour tenter d'y remédier, le député socialiste a proposé deux amendements : l'un augmentant le plafond et fixant un plancher à la redevance pour création de mètres carrés de bureaux en Île-de-France, l'autre instaurant une taxe sur la création de mètres carrés de bureaux dans le même périmètre. Il a trouvé sur sa route M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), qui a

défendu un amendement similaire à celui créant une taxe sur le mètre carré de bureau, et ce au grand dam du RPR. A son banc, M. Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine), n'en finissait pas de plaider et de peser contre son collègue de l'UDF, coupable à ses yeux de vouloir, avec le PS, faire monter le prix du loyer des bureaux en région parisienne. Le député RPR s'est félicité des appels à la prudence lancés par M. Chérèque. Le ministre s'est montré extrêmement soucieux de ce problème — tout comme le premier ministre —, a-t-il dit — et a promis « une réflexion de fond ».

M. Balligand, fort de la compréhension manifestée par le ministre, a retiré ses amendements. M. d'Aubert maintenait en revanche le sien qui était repoussé finalement par les voix des socialistes, des communistes et du RPR. L'UDC et l'UDF le votant à l'exception... des élus parisiens de ces deux groupes.

Les crédits de M. Fauroux (17,4 milliards, en recul de 0,6 %) avaient été, quant à eux, discutés peu avant au cours d'un débat qui fut également de très bonne tenue. Le ministre a tout particulièrement

insisté sur le rôle des PME et sur sa volonté de faire de son ministère un grand pourvoyeur d'informations à destination des entreprises françaises, notamment grâce à une banque de données dont il pourrait se doter.

« Vous avez fait le bon choix : votre budget, c'est celui de la continuité », cette phrase de l'ancien ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, grand libéral devant l'éternel, a secoué les bancs des socialistes de rive et de crête de protestation. Le député UDF a poursuivi un moment sa démonstration, tentant à prouver que le budget 1989 de l'industrie ne serait que le petit frère de celui qu'il avait concocté l'année dernière.

« Vous poursuivez ma politique : on ne change pas une politique qui gagne », a-t-il ironisé, en affirmant que les crédits de M. Fauroux étaient en baisse de 100 millions de francs par rapport à l'année dernière. Cette caustique entrée en matière était avant tout destinée à préparer un exposé de réhabilitation de la politique industrielle menée de 1986 à 1988. « La politique globale parti-

culièrement favorable à l'industrie menée au cours de ces deux dernières années est en panne, a-t-il lancé. En panne, les privatisations, en panne les allégements fiscaux, en panne la préparation de nos entreprises à l'échéance européenne de 1992 ».

## Ni Etat-magicien ni Etat-minimum

M. André Billardon (PS, Haute-Saône) a voulu immédiatement rétablir la vérité en rappelant qu'il avait « en dix ans de Parlement rarement vu un ministre comme M. Madelin se délecter de ce point, quand il était aux affaires, de l'effondrement de son propre budget ».

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne) a insisté, quant à lui, sur le fait que la bonne santé économique du moment (reprise de l'investissement et de la production industrielle) rendait moins nécessaires les actions directes de soutien de l'Etat. « Il a toutefois reconnu que ce budget « était relativement modeste ».

## Le bon plaisir des communistes

M. André Lajoinie arborait, mercredi 9 novembre dans les couloirs du Palais-Bourbon, une mine réjouie. L'attitude de son groupe sur le vote final de la loi de finances alimente toutes les spéculations et les députés communistes entretiennent à son sujet le mystère sur leurs intentions.

« L'absence de majorité absolue du groupe communiste à l'Assemblée nous donne incontestablement un pouvoir accru, constate, ravi, M. Lajoinie. Les députés n'ont pas voulu de majorité absolue et nous demandent de faire pression jusqu'au bout sur le gouvernement pour obtenir des améliorations ».

« Finalement, ajoutait avec ironie M. Lajoinie, nous rendons même service aux ministres qui peuvent aller voir M. Chirac en lui disant : déboulez un peu les robinets, sinon... »

Et le président du groupe communiste mettrait ainsi au crédit de l'attitude de son groupe les mineurs réjouies. L'attitude de son groupe sur le vote final de la loi de finances alimente toutes les spéculations et les députés communistes entretiennent à son sujet le mystère sur leurs intentions.

La sémantique politique s'est donc enrichie d'une nouvelle expression : après « l'abstention motivée », prônée par le RPR sur le référendum, voici « l'abstention d'attente » revendiquée par les communistes.

Côté socialistes, on ne désespère pas toutefois d'obtenir l'abstention des communistes sur le vote final du budget. Leur abstention sur le budget de l'éducation, à leur permis, lundi 7 novembre, l'adoption des crédits leur appa-

rait d'ailleurs comme un « bon signe ». « Nous avons le souci d'aller jusqu'au bout de cette nouvelle logique parlementaire et de ne pas avoir recours à l'article 49-3 » (engagement de la responsabilité du gouvernement), déclarait M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste.

Une volonté partagée par le gouvernement même si celui-ci, confiait M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, n'est pas prêt de « faire l'impasse » pour obtenir le soutien communiste. « Le Parti communiste, nous ne savons pas ce qu'il veut, mais lui le sait certainement », ajoutait M. Poperen, alors que les centristes, eux, ne savent pas ce qu'ils veulent ».

P. R.-D.

## Le Sénat modifie la composition du futur conseil supérieur de l'audiovisuel

Rien de tel pour émaillier l'imaginaire d'un parlementaire que la composition et le mode de désignation d'une instance. Quelle s'appelle conseil, comité, commission, elle suscite de multiples vocations d'alcôve. Combien de membres ? Qui désigne ? Qui peut-on désigner ? Comment ? Pour quelle durée ? A chaque question, plusieurs réponses dont la combinaison permet de varier à l'infini les solutions. Les sénateurs se sont délectés de ce petit jeu, mercredi 9 novembre, en discutant de la création du conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), appelé à remplacer la CNCL.

Le premier à proposer sa propre préparation n'a guère trouvé d'adeptes. M. Jean-Paul Bataille (RI, Nord) avait bâti un mécanisme assurant une représentation égale à la majorité et à l'opposition (six membres pour chaque camp assurant alternativement la présidence).

Le deuxième, M. Yves Resair (PC, Nord) n'a guère eu plus de succès. Sa formule : un conseil national de l'audiovisuel constitué d'une commission parlementaire avec pouvoir décisionnel de vingt membres (un représentant de chaque groupe parlementaire, puis une répartition proportionnelle pour les autres sièges) et d'un conseil des téléspectateurs et des professionnels avec voix consultative. Le troisième, M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), rapporteur de la commission des affaires culturelles, n'en est pas à sa première tentative. En 1986 déjà, il avait accommodé à sa façon le projet initial de M. François Létard, qui prévoyait de doter la CNCL de neuf membres (trois désignés respectivement par le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale, trois élus par la Cour de cassation, le Conseil d'Etat et la Cour des

comptes et trois professionnels cooptés par les six autres membres). M. Gouteyron, qui rapportait également le texte Létard en 1986, avait multiplié par deux le nombre de membres désignés par les présidents, et y avait ajouté un représentant de l'Académie française. A partir du projet Lang-Tasca d'un CSA composé de neuf membres (désignés à raison de trois chacun par le président de la République, le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale), il a concocté une nouvelle mixture en ramenant à deux les membres ainsi désignés et en introduisant les représentants des trois grandes juridictions (à raison de un chacun). En tout état de cause, que ce soit pour le gouvernement ou pour l'opposition, se survivent au changement ni l'académicien ni les professionnels cooptés.

Pour M. Gouteyron et ses amis, la recette de M. Jack Lang et de M. Catherine Tasca marque « un recul pour l'indépendance » du futur CSA, dans la mesure où la gauche disposerait de six représentants contre trois à l'opposition. En fait, au lieu de gommer le clivage, la solution sénatoriale l'inverse : cinq à droite contre quatre à gauche !

## La pression de M. Pasqua

De réunion de concertation en réunion de concertation, les centristes se sont finalement abstenus : M. Jean Chuzel (Allier), leur spécialiste en matière audiovisuelle, les avait convaincus que mieux valait s'en tenir au texte gouvernemental. Une telle attitude constituait aux yeux du RPR, et de M. Charles Pasqua notamment, un *cassus belli* d'autant plus grave que cette formation, irritée par quelques récentes bavures dans l'union de la majorité sénatoriale, avait boudé quelque temps les réunions de concertation. En reprenant sa place, le RPR ne pouvait que constater que les centristes continuaient d'avoir de regrettables tendances à se singulariser.

Parmi les arguments dont a usé le RPR pour convaincre les centristes de ne pas voter carrément contre l'amendement de M. Gouteyron, figure celui de la nécessaire union de la majorité sénatoriale derrière le rapporteur de la commission dont il est issu. Reste que cet argument ne vaut pas de façon systématique : la preuve, c'est qu'à l'instigation de M. Pasqua, la majorité sénatoriale devait, ce jeudi 10 novembre, s'opposer au déjà fameux « amendement Gouteyron » qui interdirait toute coupure publicitaire lors de la première diffusion à la télévision d'une œuvre cinématographique ou de fiction.

La seule composition du CSA avait aussi inspiré M. Pierre-Christian Taittinger (RI, Paris) qui avait construit un système de désignation basé sur le consensus : le président de la République, le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale nomment chacun un membre, puis ensemble ils en désignent trois, enfin trois autres étaient cooptés par les six premiers. Comme l'auteur de cette recette l'a reconnu lui-même en retirant son amendement : « L'idée n'est pas mûre ».

Il y a les idées qui ne sont pas mûres, il y a aussi celles qui supposent une révision de la Constitution. M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, a reconnu avoir songé à une désignation par le Conseil constitutionnel... A défaut de se voir confier cette tâche, le Conseil constitutionnel est le modèle que le gouvernement a retenu pour le CSA, en particulier pour la présidence. C'est le président de la République qui, dans le projet initial, désigne le président du CSA : les sénateurs ont préféré dans leur majorité que le président soit élu par ses pairs. Le texte du gouvernement diffère du modèle Conseil constitutionnel sur un point : la durée du mandat, qu'il a fixé à six ans pour les membres du CSA. Là non plus, les sénateurs de la majorité ne l'ont pas suivi en fixant la durée de leur mandat à neuf ans.

Si le gouvernement ne s'est pas opposé à ce que la commission sénatoriale qualifie le CSA d'« autorité administrative indépendante », en revanche il n'était pas favorable à ce que soit supprimée, comme cela a été d'ordinaire le cas (PC et PS n'exprimant pas de vote), la limite d'âge à soixante-cinq ans pour les membres du CSA au moment de leur désignation. En revanche, M. Tasca a convenu que le CSA pourra dicter son règlement intérieur comme le plaident M. Charles Jolibert (RI, Maine-et-Loire), rapporteur pour avis de la commission des lois.

## Les films dangereux pour la jeunesse

Une fois fixée la composition et le mode de désignation du CSA (la solution retenue, celle de M. Gouteyron, en contradiction avec celle du projet, conduira le PS à s'abstenir, et rendra difficile, voire impossible, un accord avec l'Assemblée), le Sénat a continué de modifier le texte gouvernemental notamment en autorisant les futurs conseillers à détenir un mandat local. Après avoir refusé l'introduction dans la loi d'une disposition affirmant la domanialité publique des fréquences radioélectriques utilisables sur le territoire français, le Sénat a engagé, un mini-débat à l'initiative de M. Jacques Carat (PS, Val-de-Marne) sur la réglementation de la télévision de la diffusion de films jugés dangereux ou malsains pour la jeunesse. M. Tasca a assuré que si les chaînes ne font pas preuve de sagesse, « le gouvernement agira en s'appuyant sur toutes les organisations qui, relayant l'opinion publique, s'occupent de la jeunesse ».

La séance de nuit a été essentiellement consacrée à l'examen d'amendements du PC. Tous ont été repoussés, que ce soit pour la rationalisation de TF1 (le PS s'abstenant) ou par exemple celle de la SFF.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Le groupe socialiste veut revenir au dispositif initial du RMI

Au cours de son point de presse hebdomadaire, mardi 8 novembre, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a détaillé les crédits supplémentaires accordés au budget de la justice : 45 millions de francs financent quatre cent vingt recrutements dans l'administration pénitentiaire, 25 millions de francs seront destinés aux agents pénitentiaires et 20 millions de francs aux magistrats. Reste à régler le problème de la révolution des traitements des greffiers. 40 millions de

francs sont en outre prévus dans le collectif budgétaire pour 1988 et destinés à l'amélioration des conditions de vie du personnel pénitentiaire. Ces mesures font suite au protocole d'accord signé le 8 octobre dernier entre le garde des sceaux et les organisations syndicales après le mouvement de grève des surveillants de prison.

M. Mermaz a, en outre, souligné que le gouvernement s'était « félicité de l'aboutissement du budget de l'éducation nationale » voté dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 novembre.

A propos des crédits de l'équipement et du logement, discutés jeudi à l'Assemblée nationale, M. Mermaz a annoncé que son groupe envisage le dépôt d'un amendement sur le logement social. Il a précisé qu'il a adressé une lettre au ministre de l'équipement et du logement, M. Maurice Lemaire, en faveur de la modernisation des loyers.

Le groupe socialiste, qui a désigné mercredi ses députés à la commission mixte paritaire chargée de revoir le projet de revenu minimum d'insertion (RMI) amendé par le Sénat, souhaite « revenir au texte initial », a observé M. Mermaz. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, estimait, mercredi, que la discussion accablait sur la décentralisation. Mais, précisait-il : « Nous avons la volonté de ne pas créer un climat trop marqué sur ce débat, d'autant que la mise en application du RMI au plan local nécessitera la bonne volonté de tous les élus ». Quant à M. Jean-Pierre Sauer (PS, Loiret), membre de la commission mixte paritaire qui se réunira jeudi 10 novembre, il estimait qu'on ne pouvait accepter de « déséquilibrer un texte qui a été voté à l'unanimité des députés moins trois voix ».

**BRAVO LES FRANÇAIS**

Avant toute chose, il faut dire que le Calédonien était en paix avant 1981. J'avais dit le 27 %, heureusement. En dehors de l'ambiguïté du OUI le véritable résultat du référendum : 48 % les mêmes 73 % de Français souhaitent (et détestent) le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français (27 % pour l'indépendance, mais si l'on enlève les 10 % de marquisiens-Rassemblement — obéissance oblige — et les Indiens « nationalistes-maoïstes » peu de Français souhaitent la sécession qui privent la France de son rang de 3<sup>e</sup> puissance mondiale avec son deuxième domaine maritime mondial (hors territoires des DOM-TOM) : un effet, les dix DOM-TOM et le Corps d'empêchement dans la brèche sont couverts dans le domaine territorial de la France. Il resterait un Hexagone et un quelconque, avec, en prime : un nouveau transfert de population nationale et en surcroît : un royaume cadeau à l'URSS et aux puissances rivales. L'amélioration du sort des populations est souhaitable, bien sûr, mais il est tout à l'honneur de la France d'avoir respecté la « courtoisie » et le « tribu ». Qu'on ne vienne pas le lui reprocher. Voir aborigine d'Australie, indiens des USA et du Canada.

« LA FRANCE 3<sup>e</sup> SUPER-PUISSANCE », 30 F  
« LES MOISSONS DE LA FRANCIÉTÉ », 80 F

**MARTINOT DE PREUIL**  
49560 NUEL-SUR-LAYON



# Notre client c'est la vie !

Partout en Europe,  
à l'écoute de la vie.

Pour que les hommes et les femmes vivent mieux, plus longtemps, nous sommes avec la communauté médicale au service de la vie.

Nous sommes le pôle européen de General Electric leader mondial en radiologie, mammographie, scanner, résonance magnétique, échographie, médecine nucléaire; hautes technologies, qui permettent de visualiser l'anatomie interne des patients.

En collaboration avec les médecins, nous développons et nous améliorons les systèmes qui offrent des possibilités d'observation et de diagnostic toujours plus sûrs et plus précoces, de même que les équipements de radiothérapie pour des traitements de plus en plus précis.

Dans nos organisations commerciales et de service, nos centres de recherche et nos usines, 6 000 hommes et femmes se consacrent à l'avenir médical de l'Europe.

Notre compagnie est mondiale mais notre engagement est 100 % national.

En France nous sommes français, en Angleterre nous sommes anglais, en Espagne espagnols, en Italie italiens, en Allemagne allemands...

Pour être partout plus près de la vie, pour qu'elle soit la plus forte.



**General Electric** 

Assemblée nationale  
Débat

Le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, M. Jacques Fauroux, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 10 novembre 1988, que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de faire la loi sur l'énergie sans avoir obtenu l'assentiment des Français.

Le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, M. Jacques Fauroux, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 10 novembre 1988, que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de faire la loi sur l'énergie sans avoir obtenu l'assentiment des Français.

Le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, M. Jacques Fauroux, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 10 novembre 1988, que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de faire la loi sur l'énergie sans avoir obtenu l'assentiment des Français.

Édition  
Audiovisuel

Le 10 novembre 1988, le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, M. Jacques Fauroux, a déclaré à l'Assemblée nationale, que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de faire la loi sur l'énergie sans avoir obtenu l'assentiment des Français.

Les films dangereux pour la jeunesse

Le 10 novembre 1988, le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, M. Jacques Fauroux, a déclaré à l'Assemblée nationale, que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de faire la loi sur l'énergie sans avoir obtenu l'assentiment des Français.

ASNE CHASSAGNE



## Politique

## Les suites du référendum en Nouvelle-Calédonie

## La leçon de lecture de M. Mitterrand... et ses limites

Quelque peu agacé, semble-t-il, à la fois par l'embarras des socialistes et par les ricanements du RPR au vu des résultats mitigés du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, M. François Mitterrand a donné au conseil des ministres, mercredi 9 novembre, une leçon de lecture politique.

« Ce résultat montre, a-t-il expliqué, selon les propos rapportés par le porte-parole du gouvernement, M. Claude Evin, que deux millions de Français se sont dérangés pour s'intéresser à cent soixante mille d'entre eux vivant à 18 000 kilomètres de la métropole. On se demande par quelle magie il ait été possible d'un déplacement de ce genre ; il n'y a pas lieu de s'en féliciter. Il s'est donc déclaré « surpris de l'étonnement de ceux qui ont fait semblant de croire que c'était un désintéressé des électeurs. Mais qu'est-ce que c'est cette appréciation selon laquelle un résultat n'aurait pas la même valeur selon le nombre des personnes qui auraient voté ? ! s'est exclamé le président de la République. Une telle appréciation pourrait se retourner contre un certain nombre de ceux qui l'avancent ; elle est un manque aux principes élémentaires de la démocratie dans un pays ».

Cette lecture du bilan du référendum ne souffre, en bonnes sciences politiques, aucune contestation. M. Mitterrand fonde son analyse sur un postulat fondamental : l'expression de la souveraineté nationale s'impose, elle ne se soupèse pas. Tant pis pour M. Rocard qui s'était,

un instant, laissé aller, dimanche soir, à la mesure à l'aune de la participation :

Qu'on se le dise : sauf à bafouer les règles élémentaires de la démocratie, le succès du « oui » en métropole et sur le territoire ne saurait être entaché par les considérations obscures sur l'abstention record ! Le peuple s'est clairement prononcé : les accords de Matignon sont ratifiés, « les communautés calédoniennes ont obtenu la garantie qu'avaient demandées leurs représentants », la loi référendaire s'appliquera sans restriction. Au diable ceux qui font la fine bouche !

Dans ses applications pratiques en Nouvelle-Calédonie, ce cours de droit politique rencontre pourtant des obstacles qui, pour être sublimés, n'en sont pas moins réels. A cause du « non » exprimé par la majeure partie des électeurs de Nouméa et des autres îles calédoniennes, il faudra attendre les élections provinciales du mois de juin pour savoir si M. Jacques Lafleur est dans le vrai lorsqu'il interprète ces votes négatifs comme l'expression d'une « incompréhension » sans conséquence pour l'avenir des accords de Matignon qu'il a signés au nom de la communauté européenne.

Jusque-là l'incertitude demeurera parce que la force politique du président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République tenait au fait qu'il incarnait la volonté de la majorité de cette communauté et qu'un doute existe désormais sur ce

point. Sans doute M. Lafleur a-t-il péché par orgueil en croyant que sa prise de position personnelle en faveur du « oui » suffirait à contraindre la violence campagne menée contre lui par le Front national et les autres formations locales d'extrême droite.

Toute la question est de savoir si l'ampleur du « non » de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa, Bourail, La Foa et Farino, que rien ne laissait prévoir, procède de réactions purement épidémiques, révélatrices d'un électoral momentanément désorienté, ou traduit pour la première fois un divorce profond entre une communauté crispée et une personnalité jusqu'ici controversée mais suivie avec ferveur en sa qualité de porte-drapeau.

Si les élections provinciales de juin 1989 confirment l'existence d'une vraie fracture entre M. Lafleur et son électoral traditionnel, ainsi que l'émergence d'un « bloc des ultras » représentatif de quelque 40 % du corps électoral, c'est tout le paysage politique calédonien qui serait bouleversé. L'application des accords de Matignon deviendrait pratiquement impossible.

La tâche de l'Etat s'annonce d'autant plus difficile, pour les six prochains mois, que cette hypothèse rendra les arbitrages du pouvoir central encore plus ardu dans un milieu humain dont les pesanteurs historiques montrent à quel point la Nouvelle-Calédonie a, au fond, peut-être plus besoin de décolonisateurs hardis que d'arbitres.

ALAIN ROLLAT.

## Le Conseil constitutionnel proclame les résultats

Le Conseil constitutionnel, après avoir opéré divers redressements et rectifications d'erreurs matérielles, mercredi 9 novembre, a décidé d'annuler les résultats du scrutin de la commune de Grand-Arnou (Ardennes). « En raison de la fermeture anticipée du bureau de vote à 16 h 30, qui a empêché des électeurs d'exercer leur droit de suffrage », il a, d'autre part, censuré le scrutin de la commune d'Ayn (Savoie) « où l'absence d'isolier n'a pas permis d'assurer le respect du

principe constitutionnel du secret du vote ».

En revanche, il a considéré que « si, dans la commune de M'Tsam-dajou (Mayotte), le président du bureau de vote avait commis une irrégularité en s'opposant à la désignation d'un délégué appartenant à une organisation politique habilitée à participer à la campagne du référendum, cette irrégularité n'avait pas eu pour effet de porter atteinte à la liberté ou à la sincérité du scrutin ».

Au terme de cet examen, le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats suivants :

Electeurs inscrits ..... 38 025 823  
Votants ..... 14 028 705  
Suffrages exprimés ..... 12 371 046  
Oui ..... 9 896 498 (79,99 %)  
Non ..... 2 474 548 (20 %)

La loi « portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 » a été aussitôt promulguée au Journal officiel du 10 novembre.

## Le sommet RPR-UDF

## Les centristes mis en demeure de choisir

Pour la troisième fois depuis les élections législatives, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, à la tête de délégations UDF et RPR, se sont rencontrés, mercredi 9 novembre, à l'Assemblée nationale. Représenté par son secrétaire général, M. Yvon Briant, le CNV n'a pas été mentionné dans le communiqué final, l'UDF ayant fait valoir une fois de plus qu'elle considère ce mouvement comme l'invité du seul RPR.

En revanche, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, toujours considéré comme l'une des composantes de l'UDF, s'est retrouvé tout au long de cette réunion sous les feux croisés des chiraquiens et des giscardiens. Et cela sur quatre sujets concernant la Nouvelle-Calédonie, le recours à la procédure référendaire a été, une fois de plus, condamné, alors que, jusqu'à présent, seul le RPR avait réprovoqué cet usage, les barrières et les centristes s'en étant accommodés aisément. Sur le budget, la décision d'une plus grande coordination a été prise pour éviter que ne se perpétue, face à l'opinion, l'image d'une opposition éclatée. RPR et UDF sont donc convenus de se réunir régulièrement, processus accepté par M. Méhaignerie, sous la réserve formulée à sa demande dans le communiqué final que ces réflexions se déroulent « dans un esprit d'opposition constructive ».

Sur les élections municipales, les cas litigieux sont d'ores et déjà examinés par la « commission Gaudin-Juppé », qui espère pouvoir en terminer le débat décembre. Elle semble se résigner à la présentation de listes communes RPR-UDF « dans un maximum de villes ». Formule qui admet par conséquent, implicitement, les cas particuliers.

Dernier point, le plus sensible : les élections européennes de juin 1989. RPR et UDF peuvent-ils, comme en 1984, faire liste commune ? On n'en est pas là. Prudemment, les deux délégations

ont admis « d'aborder ensemble la préparation » de ces élections avec la volonté de définir leurs convergences politiques sur l'Europe avant de songer à se prononcer sur l'opportunité d'une ou de plusieurs listes. Selon le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, il importe de « ne pas mettre la charrue devant les bœufs ».

La menace d'une liste autonome barro-centriste planant de plus en plus, il semble avant tout urgent d'attendre. Chacun, pour l'heure, demeure plutôt sur ses positions : les centristes veulent laisser passer les élections municipales.

L'UDF prévient que toute manifestation d'autonomie aboutira à une exclusion de fait, et M. Alain Juppé pour le RPR se déclare « satisfait pour le moment que des progrès aillent dans le sens d'une démarche unitaire ». En réalité, ce sommet a consisté à vérifier que les centristes étaient toujours solidaires de leurs alliés et à les mettre devant le choix offert par M. Barre lui-même, qu'avait rappelé insidieusement au cours de cette réunion M. Juppé : sont-ils les seuls « intelligents » dans une opposition... « bûche et bornée » ? A eux de choisir !

D. C. et A. P.

## Les obsèques de Jean-Pierre Stirbois

« Jean-Pierre, pour les quelques minutes qui nous restent encore et qui s'écouleront comme le sable des plages aux doigts des enfants, laisse-moi te dire qu'il y a longtemps que j'avais perçu la rigueur de ton personnage et l'apparente sévérité de ton visage. » Sous le ciel de novembre chargé de noir et d'humidité, la voix de M. Jean-Marie Le Pen se brise. Propos hachés par l'émotion, visage chaviré, le président du Front national a prononcé un éloge funèbre de Jean-Pierre Stirbois, mercredi 9 novembre, sur le parvis de l'église Saint-Augustin, à Paris, devant quelques milliers de fidèles serrés autour d'une statue équestre de Jeanne d'Arc. Pendant près d'une heure et demie, ses amis du Front venaient d'assister à la messe d'enterrement, consacrée en latin, du secrétaire général du mouvement d'extrême droite, tué dans un accident de voiture samedi dernier (le Monde daté 6-7 novembre).

Quand le cercueil a pénétré sous la nef, porté par huit membres du Front national, qui précédait M. Bernard Anthony, dit Romain Marie, un jeune gaillard s'est mis à pleurer, lui et là,

silencieusement, le poine à jailli. Les porte-drapeaux sont allés se ranger sur les bas côtés, alors que des dizaines de gerbes submergeaient les marches de l'église.

Au premier rang, M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois, qui se présentera aux élections municipales à Dreux, où son mari était adjoint au maire, regardait, par intermittence, ses deux jeunes enfants, Nathalie et Christophe, endormis par le chagrin. Dans les barres « réservées », la classe politique tant décrite par M. Le Pen n'était représentée que par les dirigeants du Front, cotoyent quelques amis, dont le président du Club de l'horloge. Dans son homélie, un prêtre « ami de la mort » a souligné que « la mort est un terminus au-delà duquel l'intelligence humaine, même éclairée par la science ou guidée par les idéologies, ne peut rien dire ». « Son Panthéon à lui, il est dans le cœur du peuple français, et c'est pour cela qu'il est immortel », a déclaré M. Le Pen en évoquant Jean-Pierre Stirbois, qui a, ensuite, été inhumé au cimetière du Montparnasse.

C. B.

# Pan Am

## U.S. Super Price.\*

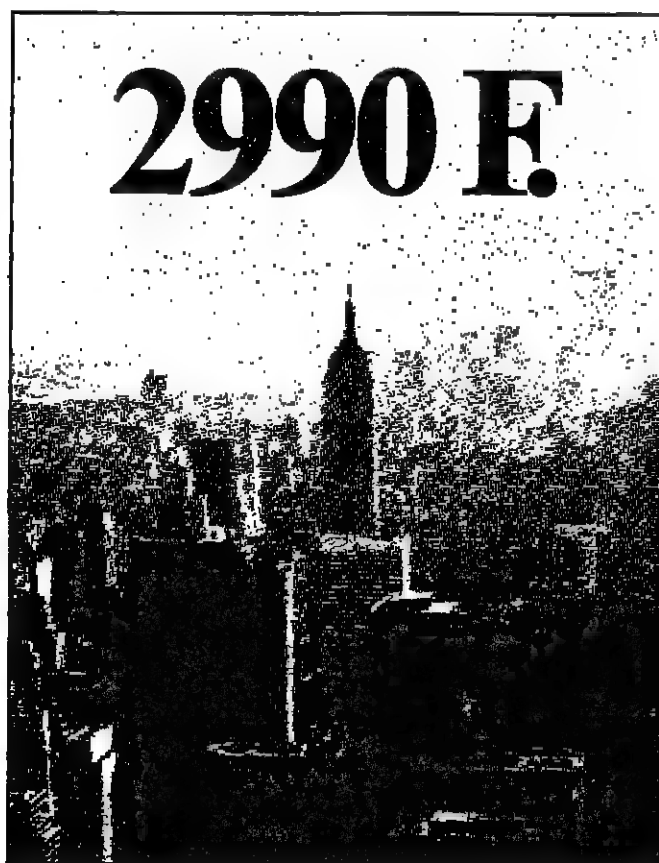
**Jamais Pan Am ne vous a offert les U.S.A. à de si petits prix.**

«Pan Am U.S. Super Price» est un véritable événement. Jamais Pan Am ne vous avait proposé de meilleures occasions pour partir aux États-Unis. «Pan Am U.S. Super Price» est une offre spéciale qui s'étend du 15 octobre 1988 au 15 mars 1989 et qui est soumise à des conditions particulières de vente.

Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ce tarif est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui.

Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

Prix aller/retour au départ de Paris en classe économique. Offre valable du 15 octobre au 15 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 15 mars 1989. Supplément de prix les vendredis, samedis, dimanches. Aucun remboursement en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45. \*Super Prix Pan Am pour les U.S.A.



New York.....	2990 F	Indianapolis.....	3800 F
Boston.....	2990 F	Norfolk.....	3800 F
Albany.....	3560 F	Raleigh/Durham.....	3560 F
Hartford/Springfield.....	3240 F	Atlanta.....	4125 F
Buffalo.....	3560 F	Austin.....	4125 F
Baltimore.....	3240 F	Dallas/Ft. Worth.....	4125 F
Cleveland.....	3560 F	Houston.....	4125 F
Cincinnati.....	3560 F	Miami.....	3990 F
Detroit.....	3560 F	Minneapolis/St. Paul.....	4125 F
Philadelphia.....	3560 F	New Orleans.....	4125 F
Pittsburg.....	3560 F	Orlando.....	3990 F
Providence.....	2990 F	San Antonio.....	4125 F
Rochester.....	3560 F	Salt Lake City.....	4125 F
Syracuse.....	3560 F	Tampa/St. Pete.....	3990 F
Washington, DC.....	3240 F	Los Angeles.....	4590 F
Nashville.....	3800 F	San Diego.....	4590 F
Chicago.....	3800 F	San Francisco.....	4590 F
Charlotte.....	3560 F	Honolulu.....	5420 F

N°1 sur l'Atlantique.

# PAN AM

J.D. Salinger.  
l'introuvable

les Hommes...  
de l'écriture...  
qui se...  
du... plus de...

1

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...

de l'écriture...

Le monde...



(1) Série de scandaleuses affaires d'empoisonnement à Paris, de 1670 à 1680, qui nécessitèrent la création d'une juridiction spéciale.

(1) Série de scandaleuses affaires d'empoisonnement à Paris, de 1670 à 1680, qui nécessitèrent la création d'une juridiction spéciale.



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## ● EN POCHETTE

● Pour son cinquième volume, la collection « GF-Flammarion » s'inscrit à son tour dans les célébrations de la Révolution, par l'essai de Tocqueville sur l'ancien régime et la Révolution, paru en 1856, trois ans avant la mort de l'auteur. Cette édition est due à Françoise Mélonio. Fondée en 1964 et reprise il y a dix ans par Flammarion, la collection « GF » a su, sous la direction de Louis Audoubert, diversifier sa production au-delà du domaine des classiques. Dans une présentation soignée et modernisée, elle accueille à présent de nombreux auteurs du vingtième siècle, aussi bien français qu'étrangers. L'appareil critique qui accompagne, sans l'alourdir, chaque volume, éclaire souvent utilement les œuvres publiées. Enfin, la collection « GF » a le mérite de proposer des traductions nouvelles d'auteurs comme Kafka ou Platon. Parmi les derniers volumes publiés, citons : une œuvre peu connue de Pierre Loti, le *Roman d'un enfant* (présenté par Bruno Vercier, n° 508) ; le *Jardin de Gênes*, de Maurice Barrès (présenté par Michel Mercier, n° 494) et, plus près de nous, un roman d'André Chédeville, *Nefertiti et le rêve d'Akhenaton*, publié en 1974, et présenté ici par Aziza Soliman (n° 516). Signalons également une édition, complète et repensée — à l'usage notamment des non-juristes — du Code civil réunissant le texte de 1804 et la totalité des modifications et adoptions apportées jusqu'au 31 mai 1988 (n° 523).

● La collection « Points-Sauvage » reprend quatre volumes de l'ancienne série « Écrivains de toujours » : les bibliographies ont été remises à jour : Michélet, de Roland Barthes (n° 195) ; Hugo, de Henri Guillemin (n° 196) ; Zola, de Marc Bernard (n° 197) ; Apollinaire, de Pascal Pia (n° 198).

● « Du fait seul de vouloir rendre compte du contenu entier de leurs notions, je me fais tirer, par les objets, hors du vieil humanisme, hors de l'homme actuel et en avant de lui. » Sous le titre *Méthodes*, Francis Ponge rassemblait en 1961 les fragments d'un art poétique singulier, art dans lequel les mots donnent consistance au monde (le Folio-Essai, n° 107).

● Paru l'an dernier, le livre d'Anne Tristan sur le Front national constituait la première enquête effective à l'intérieur de cette formation politique. Au Front (le Folio-Actuel, n° 14).

## ● EN BREF

● Une rencontre « Autour de Robert Walser » réunira plusieurs lecteurs ou traducteurs de l'écrivain suisse allemand, jeudi 17 novembre, à 18 heures, à la librairie du Musée d'Orsay. Une deuxième rencontre, sur le même auteur, aura lieu au Centre culturel suisse (38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris), le 23 novembre à 20 h 30. Enfin, du 29 novembre au 10 décembre, le Café de la danse (5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris), présente un spectacle, *Blanche-Neige*, sur un texte de R. Walser (publié par le Nouveau Commerce), dans une réalisation de Marcelle Foudreide.

● A la librairie Biffures, mardi 15 novembre à partir de 18 heures, l'écrivain LOUIS CALAFERTE exposera ses œuvres graphiques et signera trois ouvrages qu'il vient de publier : *Mémoires d'un arpenteur* (L'Arpenteur), *Nuits closes* (éd. Fourbis) et *Les Sables du temps* (éd. Le Tout sur le tout). L'exposition se prolongera jusqu'au 15 décembre (librairie Biffures, 44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris).

● LE NEUVIÈME PRIX DU PREMIER ROMAN a été attribué à Nadine Diamant pour *Désordres* (Flammarion, collection « Rue Racine »).

● Le premier PRIX GLOBE EUROPÉEN, doté d'un montant de 50 000 francs et destiné à récompenser un ouvrage illustrant « les valeurs et l'esprit de la mémoire européenne », a été attribué à Elisabeth et Robert Badinter, pour leur livre *Condorcet, un intellectuel en politique* (Fayard).

RECTIFICATIF : C'est Jean-Dominique Saulis, et non Jean-Pierre Saulis, comme nous l'avons écrit par erreur (« Le Monde des livres » du 28 octobre), qui a réalisé le livre *Léon de Calligraphe*.

## AUTO PORTRAIT

## Autour de Butor

Michel Butor a toujours tenu une place à part dans le monde de la littérature. *Le Retour du boomerang* ne fait que confirmer cette position. Pour parler de lui et des moments marquants de son existence, Butor ne choisit ni l'autobiographie ni le journal mais un jeu de questions-réponses. Unique auteur de ce dialogue, Butor a imaginé une journaliste qui prend le nom de sa directrice de collection. Si le prétexte de cet autoportrait (la relecture d'un ancien livre, *Boomerang*) et la mise en pages sont classiques, la façon de raconter, de se raconter, elle, ne l'est pas. Butor n'aime pas le mode direct, car « quand la ligne droite vous conduit à un mur, on apprend à faire des détours ».

Parmi ces détours, outre la description de nombreux pays, l'explication de l'histoire naturelle de Butor et un plaidoyer pour les aborigènes, on remarquera un très beau portrait d'André Breton que le « tristesse gagnait peu à peu ».

« Au fond, on s'y est mal pris, on a voulu aller trop vite. Tout est à recommencer. » Butor a le don de nous faire partager ses passions, de changer notre regard sur le quotidien. Le lecteur suit l'auteur sans difficulté dans son itinéraire, regrettant parfois qu'il évince certaines questions, ses propres questions. Si on peut encore reprocher à Michel Butor de s'éparpiller, son autoportrait a néanmoins le mérite de la clarté. « Nos entretiens fournissent au lecteur un sextant. » C'est, en effet, la plus jolie façon de définir ce livre.

MARIE-LAURE DELORME.

● LE RETOUR DU BOOMERANG, de Michel Butor, PUF, 172 p., 98 F.

## ● ROMANS POLICIERS

Depuis que l'écrivain Jean-Patrick Manchette a apporté sa caution à James Ellroy, en qualifiant *Lune sanglante* d'« un des plus remarquables romans noirs de la décennie », le romancier américain attire l'attention et curiosité en France. Deux fois primé au dixième Festival du roman et du film noirs de Grenoble pour le *Dahlie noir*, il s'est imposé comme une évidence incontournable du roman policier.

*Brown's Requiem*, son premier roman, le cinquième à être publié par les éditions Rivages, ne possède ni la séduction lyrique ni le souffle de *Lune sanglante* ou du *Dahlie noir*. D'une facture plus classique, bien qu'incroyablement violente, il retrace les aventures d'un ancien « fils merdique, le héros du service » qui admet lui-même qu'il était « un fils minable ».

Fritz Brown, un Germanique brun au visage rougeaud, récupère sans ménagement des voitures impayées. A côté de cette activité, gentiment lucrative, il s'offre pour des raisons fiscales une façade de détective privé. Cette astuce comptable l'entraîne dans une enquête de trois cent cinquante pages serrées, où l'action incessante s'épouse parfois dans une longue poursuite dont les autres romans font l'économie.

Les récits de James Ellroy peuvent se résumer arbitrairement aux obsessions de ses personnages. La morale dans ce qu'elle a d'exigu y semble tout aussi incongrue que déplacée. Ils contiennent en filigrane une haine glacée pour l'Amérique. « Les déviances de cette avenue noyée de sang méritent en scène les exemples de tous les projets, tous les rêves, tous les attraits-nigauds que l'esprit américain fatigué peut concevoir. C'est au-delà du tragique, au-delà du vulgaire, au-delà de la parodie. C'est l'innocence suprême », rumine Fritz Brown en parcourant la Ventura Boulevard de Los Angeles.

Innocence, pureté et mission constituent la panoplie de base des psychopathes ou criminels de James Ellroy. Ce que Fritz Brown, sorte de fils de la lune, veut exprimer de manière un peu fruste : « Elle verra alors les côtés plus stables de l'homme de beauté qu'il y a en moi. » Les autres, tel Bucky Bleichert dans le *Dahlie noir*, le forment avec une ambition toute autre : « C'était elle qui avait brisé la plupart des vies qui m'étaient proches, c'était elle, cette dévotion faite femme, dont je voulais tout découvrir. C'était là mon but ultime, enfoncer si profond que je la sentais ancrée dans ma chair. »

Si *Brown's Requiem* présente toutes les assurances d'un récit chronologique, James Ellroy excelle pourtant dans l'utilisation de narrations aux structures tout aussi hallucinées que les errances mentales et affectives de ses personnages. Cette aptitude explique qu'il parvienne à subjugué, tout en les égarant, bon nombre de lecteurs. Les époustouflantes prolégues de *Lune sanglante* et du *Dahlie noir* jouent, sur plus de cent pages, le rôle d'antichambre d'un récit. Sans eux l'histoire subsis-

## ART

## Les temples khmers

## à l'abandon

A l'occasion du tournage du film *La Gloire et l'oubli* à Angkor, Philippe Gras, photographe français, a pris une série de très beaux clichés des temples khmers. Une sélection de ces photographies fait aujourd'hui l'objet d'un recueil accompagné d'un texte très érudite — et d'une lecture facile — de North Naran, spécialiste de l'aménagement de l'espace dans l'ancien Cambodge.

Cet album présente l'intérêt de rassembler, pour la première fois depuis une quinzaine d'années, des prises de vues, de grande qualité, des temples. Leur beauté, mais aussi les dommages provoqués par la guerre et l'abandon. Il offre aussi celui d'une étude faite par un Cambodgien, ancien chargé de cours à l'Ecole pratique des hautes études. Il s'agit, enfin, d'une préface de Michel Butor.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

★ ANGKOR, de Philippe Gras et North Naran, Éditions Sous le vent/Standard Diffusion, 160 p., 390 F.

## CIVILISATIONS

## Monnaies gauloises

Tout visiteur de musée a vu des monnaies antiques. Avec intérêt certes. Mais aussi avec une certaine indifférence née de l'étrangeté et de la difficulté de la numismatique.

*Monnaies gauloises*, le livre de Paul-Marie Duval, de l'Institut,

superbement illustré, permet enfin de comprendre l'importance de ces pièces, un peu bisounours et difficilement lisibles par un œil profane.

Ayant étudié de très près les monnaies gauloises, Paul-Marie Duval en fait comprendre l'origine, la technique, la symbolique, le message culturel. Et il en extrait une somme de connaissances qui étonne et que comprend le non-spécialiste. De minuscules monnaies étudiées à la loupe ou au microscope, il tire des informations sur les mythes gaulois, sur les ateliers de frappe, sur l'art des graveurs, sur l'habileté des « fabricants ». Une mine de renseignements qui intéressera à coup sûr.

Y. R.

★ MONNAIES GAULOISES ET MYTHES CELTIQUES, de Paul-Marie Duval, Hermann éd., 116 p., 275 francs.

## HISTOIRE

## Splendeur

## et misère du rêve

L'histoire du rêve se divise entre un « avant » et un « après ». « Avant », c'est Freud et la psychanalyse. « Après », c'est l'ancien régime, celui des oniromanes, des rêves de magie et des rêves de songes, des succubes, incubes, fantômes et revenants. C'est cette période « présocratique », limitée pour les besoins de la cause au dix-neuvième siècle, qu'a explorée Yannick Ripa en cherchant à « sentir l'atmosphère et saisir les idées dominantes qui entourent le rêve » et à « analyser les répercussions de

ces découvertes sur le commun des rêveurs ».

Pourquoi le dix-neuvième siècle ? Parce qu'il marque la progressive « réappropriation du rêve par le rêveur ». Autrement dit, le rêve, considéré traditionnellement comme le domaine d'intervention de Dieu ou de Satan, devient, au terme d'une longue évolution, l'expression du moi ou plutôt d'un autre moi, différent du moi diurne. La dimension surmatérielle s'efface au profit de la dimension humaine, « l'inconnu que dévoile le rêve n'est plus l'avenir, mais le rêve lui-même ». Le terrain est prêt pour l'irruption de la psychanalyse.

Yannick Ripa décrit minutieusement, exemples à l'appui, les étapes de cette transformation, qui passe notamment par la parole du médecin, puis par celle de l'aliéniste : le premier attribue le rêve aux revues du corps, le second l'impute aux dérèglements de l'esprit. Voici enfin le rêve rationalisé. La « richesse onirique » du siècle dernier, dont témoignent l'abondant matériel rassemblé par l'auteur, des almanachs populaires aux revues savantes, des journaux intimes aux textes littéraires, avait pour effet une « superposition d'angoisses » : désormais le calme est revenu, le rêve tourne le dos à son passé et au temps de sa splendeur, le dix-neuvième siècle.

Un peu touffu parfois, mais toujours bien documenté, le travail de Yannick Ripa confirme à la fois les avancées de l'histoire des mentalités et la qualité de la collection dirigée, chez Olivier Orban, par Anthony Rowley.

THOMAS FERENCZI.

★ HISTOIRE DU RÊVE, de Yannick Ripa, Olivier Orban, 275 p., 120 F.

## A l'égal des héros



terait amputée d'un contexte qui leur donne une dimension inédite propre à ancrer au lecteur l'indiscutable plaisir de n'avoir jamais lu cela.

D'une certaine manière, les policiers du *Dahlie noir* sont moins à la recherche du meurtrier de Betty Short qu'à la conquête d'un prodigieux personnage secondaire, Kay. Aussi, le roman dérape-t-il en digressions alimentant des récits clandestins qui s'écrivent dans les marges.

*Brown's Requiem* montre sans ambages qu'en choisissant « ceux qui suivent une autre route que les braves gens... les romantiques anachroniques qui se sentent mal à l'aise dans les années 80 » (1) James Ellroy a aussi choisi de solliciter chez le brave lecteur ce qui croule d'envies démesurées. Ses romans, où les pulsions se combinent selon une trinité classique : sexe, argent et puissance flattent le lecteur en lui permettant de vivre à l'égal de héros qui ont rejeté le carcan d'une civilisation chèrement acquise.

Les velléités de rejet du lecteur se muent en un trouble intéressé. Il craint que la partie tarée qui sommeille en lui, et à laquelle il a accordé quelques pages de liberté, refuse de réintégrer l'habillage policé de l'être civilisé, aux éventuelles bonnes manières. Il n'est pas simple d'en sortir indemne. *Brown's Requiem*, de James Ellroy, traduit de l'américain par Freddy Michalek, Rivages « Noir », n° 64, 350 p., 49 F.

« Tu réalises ce qu'on a là, David ? Des chairs sacrifiées, toutes de la même manière. C'est un crime organisé et... peut-être la première affaire de meurtres en série d'Iraël », déclare le chef des affaires criminelles à son subordonné David Bar-Lev, le ténor commissaire de Voir Jérusalem et mourir du romancier américain William Bayler.

L'enquête policière qui progresse inexorablement, avec un luxe de subtilités, mêle la « Jérusalem des guides de voyage » à celle « faite de tension, de colère comme un printemps déchaîné, peuplé de criminels, de prostituées, de revendeurs de drogue ». Héros pragmatique, amoureux d'une musicienne talentueuse et belle, David Bar-Lev est en butte aux dogmatismes religieux, militaires et politiques.

Son enquête aboutit à la découverte d'un complot et montre à quel point la police, comme garantie théorique de l'ordre, pèse peu face aux intérêts dits supérieurs d'une nation qui relève des services spéciaux et secrets. Voir Jérusalem et mourir est un fabuleux récit parce que, au-delà du rigoureux roman de procédure policière et de la vraisemblance du thriller politique, il parvient à travers la multitude des personnages qu'il met en scène à restituer les exigences et les doutes qui caractérisent les Israéliens en 1988.

(Voir Jérusalem et mourir, de William Bayler, traduit de l'anglais par Bernard Michel Bartrand, éd. Albin Michel, 357 p., 90 F.)

Depuis cinq ans, les éditions de L'Ombre, émanation éditoriale de l'incomparable librairie spécialisée L'Introuvable (2), publient de temps à autre un bijou inédit. 1983 : *Dark Heart*, de William Riley Burnett ; 1985 : *L'Escadron de la mort*, de Nelson DeMille ; 1987 : *Skinflint*, de Joseph Hansen ; 1988 : *Iron Man*, de William Riley Burnett. Ce dernier, publié en 1930 aux États-Unis, appartient à la catégorie des romans dits mineurs de l'auteur du *Petit César* et de *Quand la ville dort*. Il retrace avec force et humanité l'ascension et la chute d'un boxeur avec, en contrepoint, les sanglots d'une Amérique qui n'est plus la folie. Il atteint dans la simplicité de son récit la qualité des trois autres ouvrages publiés dans la collection. A ce stade de perfection, pour le lecteur en quête de valeurs sûres, la jaquette fait foi.

(*Iron Man*, de William Riley Burnett, traduit de l'américain par Danièle et Pierre Bonaldi, éditions de L'Ombre, 257 p., 78 F.)

● Précieux : pour la troisième année consécutive, Jacques Baudou propose une anthologie de vingt-quatre nouvelles françaises et étrangères. Il y ajoute des contributions savantes sur l'actualité noire et énigmatique de l'année 1987. Les entretiens avec les romanciers Daniel Pennac et Marc Villard suffiraient, à eux seuls, à justifier la qualité et le caractère précieux de son entreprise (*Mythères 88*, éd. Le Livre de poche, 704 p., 46 F.).

● Sardonique : les éditions Crapeau l'ont suivie leur série des inédits de H.-R. Greenan. C'est arrivé à Boston ! et *Un cœur en or massif* confirment à quel point ce raffiné Bostonien a érigé le sardonisme en clause de style (éd. Crapeau 1 218 p., 79 F et 220 p., 79 F.).

● Blanche : quand une revue de la blanche (littérature) se penche sur ceux de la noire (littérature), cela aboutit à un numéro de la revue trimestrielle *Roman* consacré au polar. On broie du noir à lire le dépit qu'inspire, aujourd'hui, le genre à un Alain Demouzon dont les romans démontrent une référence et qui, en août-septembre 1984, signait un malicieux article dans la revue *Europe*, consacré au roman noir américain (« Poétique du polar », *Roman* n° 24, 223 p., 60 F.).

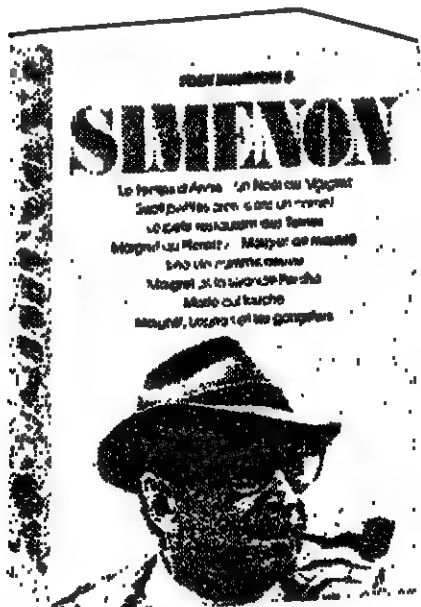
● Ombres : le premier vrai-faux Américain et premier auteur de la « Série noire » lancée par Marcel Duhamel, Peter Cheyney, n'a pas fait que dans la rhétorique véhiculée par Lemmy Caution. Ses récits de l'ombre, contribution à l'effort de guerre contre le nazisme publiés, pour l'essentiel, à partir de 1946 et réédités à de nombreuses occasions, sont rassemblés en un volume de la collection inaugurée par Ed McBain (Presses de la Cité, 957 p., 98 F.).

ALAIN ABELLARD.

(1) Entretien publié dans *The American Detective* et reproduit dans le n° 23 (avril 1988) de la revue *812*.  
(2) « L'Introuvable », 23-25, rue Juliette-Daunay, 75010 Paris (tél. 42-00-61-43).

"On me demande ce qu'il faut lire dans  
Simenon. Ma réponse est : TOUT."

ANDRÉ GIDE



VIEN DE PARAÎTRE

TOME 5

Le temps d'Annis / Un Noël de Maigret / Sept petites croix  
dans un carnet / Le petit restaurant des Termes / Maigret ou  
Picart's / Maigret en meuble / Une vie comme neuve /  
Maigret et la Grande Paroche / Marie qui louche /  
Maigret, Legnon et les gangsters

"Dans l'évocation du passé, la  
résurgence du souvenir, Simenon  
est l'égal de Proust."

MICHEL GREISOLIA "L'EXPRESS"

TOUT SIMENON  
PRESSES DE LA CITÉ

PRIX DIDEROT

1988

Pierre

pour son

dans le domaine

Le PRIX DIDEROT-UNIVERSITÉ

consacré à

en



## LA VIE LITTÉRAIRE

Dernières sélections  
du Goncourt  
et du Renaudot

Voici la dernière liste de cinq romans restant en lice pour le prix qui sera attribué lundi 14 novembre : Emmanuel Carrère, *Hors d'attente* (POL); Philippe Labro, *Un été dans l'Ouest* (Gallimard); Bernard-Henri Lévy, *Les Derniers jours de Charles Baudelaire* (Grasset); Erik Orsenna, *L'Exposition coloniale* (La Seuil); François-Olivier Rousseau, *La Gare de Wannsee* (Grasset).

Le même jour sera décerné le prix Renaudot. Voici les six ouvrages retenus : Jean Colombier, *Les Années Céladon* (Calmann-Lévy); René Depestre, *Hadriana dans tous mes rêves* (Gallimard); Jean Guersch, *Montée en première ligne* (Julliard); Richard Joffé, *Clownerie* (François Bourin); Erik Orsenna, *L'Exposition coloniale* (La Seuil); François-Olivier Rousseau, *La Gare de Wannsee* (Grasset).

Signifions, d'autre part, qu'une erreur s'est glissée dans la liste de la sélection pour le prix Femina étranger qui sera attribué le 21 novembre (*le Monde* du 4 novembre). Le jeune romancier australien qui a été retenu par le jury se nomme Rod Jones, et le titre de son roman, paru aux éditions François Bourin est *Julie Paradise*.

La mémoire  
d'Auschwitz

Longtemps enfouie dans les sous-sols de la conscience par un effet de « refoulement impéieux », la mémoire juive de la shoah est soudain venue au jour à la fin des années 80, selon Annie Kriegel, dans une sorte de « redécouverte excessive et goulue ». Entrée ce « silence » de l'après-guerre et cette récente « clameur », le temps est-il venu, enfin, de « penser Auschwitz », cinquante ans après cette « Nuit de cristal » qui en fut comme la prologue ? Mais peut-on penser l'impensable, dire l'indéfinissable, voire nommer l'innommable puisque les mots mêmes — holocauste, génocide, shoah — se dérobent à l'après l'autre ?

« Penser Auschwitz », tel était le thème du colloque organisé par le collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, du 5 au 7 novembre à Paris. Pour Shmuel Trigano, son initiateur, il s'agissait d'engager une réflexion sur l'extermination des juifs et sur les discours qu'elle suscite afin d'affronter la réalité, contre la tentation de la seule commémoration, et de « sortir l'existence juive de la mythologie dans laquelle elle s'est laissée enfermer ».

Des philosophes, des historiens, des théologiens venus de France, d'Israël ou des États-Unis ont donc interrogé les discours tenus depuis plusieurs décennies sur Auschwitz par la littérature ou la religion, avant de chercher dans la recréation à la pensée cabalistique (Charles Mopsik), à l'art (André Eliez, Claude Lanzmann), à la raison philosophique (Marc B. de Launay), à la psychanalyse (Anne-Lise Stern) ou à l'histoire (Annie Kriegel, déjà citée), les moyens de « parler » de la shoah, non pas pour « rationaliser l'irrationnel » ou pour « banaliser le

scandale », comme l'a souligné Charles Mopsik, mais pour reconstruire « une filiation de la douleur collective ».

On ne saurait résumer en quelques lignes des débats aussi riches, aussi graves, aussi chargés d'émotion. On en retiendra quelques questions : pourquoi la shoah, à la différence du Goulag, n'a-t-elle pas trouvé son Soljenitsyne, capable d'ébranler la conscience occidentale, malgré d'excellents écrivains comme André Schwarz-Bart ou Elie Wiesel ? Comment faire face à cette « défailillance de la modernité » qui n'a jamais conçu de place pour « le juif comme peuple » (Shmuel Trigano) ? Comment la raison peut-elle prendre la mesure du phénomène quand il s'agit pour elle de « penser sa négation perverse » (Marc B. de Launay) ?

Claude Lanzmann a déchaîné les passions, comme à son habitude, en disant « l'obscurité absolue du projet de comprendre ». « Ne pas comprendre, a-t-il dit, fut ma loi d'airain », car « seule la transmission existe ». Comment en sortir ? « Le véritable problème, a-t-il conclu, est de parler et de faire silence tout à la fois. » Au-delà des controverses, cette dialectique exprime bien la difficulté de la tâche. Les actes du colloque seront publiés par la revue *Paradoxe*.

T. F.

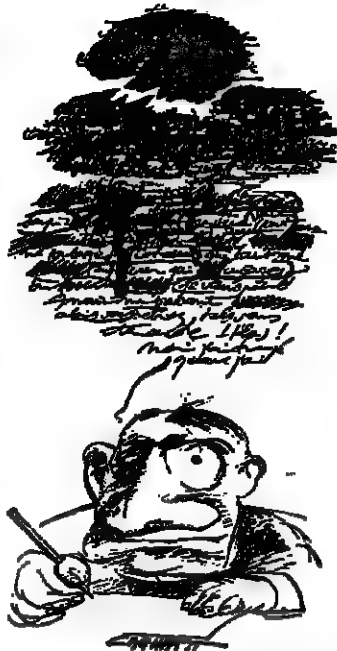
André Lichnerowicz  
Prix de la Langue  
de France à Brive

La septième Foire du livre de Brive a fermé ses portes dimanche 6 novembre après avoir accueilli, sous la tente de la Foire, deux cents auteurs et quatre-vingt-cinq mille visiteurs. Manifestation généraliste et populaire, la Foire de Brive a acquis sa renommée sur fond de marché et de gastronomie : durant ces trois jours, vingt-quatre mille ouvrages ont été vendus, et le chiffre d'affaires est en augmentation de 20 % par rapport à l'an dernier.

Cette année, le Prix de la Langue de France a été attribué à André Lichnerowicz. Après Jean Tardieu et Jacqueline de Romilly, un scientifique a été couronné. Ce prix de 100 000 francs vise moins à souligner les vertus d'une œuvre consacrée essentiellement aux mathématiques que mettre en valeur le combat mené par André Lichnerowicz pour faire du français une langue reconnue dans les colloques internationaux et les rencontres universitaires.

Pour la première fois depuis son existence, la Foire, en collaboration avec les éditions Nathan et l'Événement du jeudi, avait organisé un colloque sur le thème « Actualité et patrimoine ». Les sujets (la lecture en France, la politique éditoriale, la notion de classique, etc.) et les invités (Christian Bourgois, Régine Deforges, Henri Mitterrand, Erik Orsenna...) étaient prometteurs. Mais, en dépit de tous les efforts de Jérôme Garcin, le débat est quelque peu à l'ombre de son envol.

Pour sa huitième édition, la Foire de Brive a décidé d'élargir ses frontières. Jean Charbonnel, député et maire, est persuadé qu'il faut désormais donner à la Foire « une nouvelle dimension internationale ». En tant que « vieux militant de la francophonie », il a donc choisi de faire de la prochaine édition coréenne



un rendez-vous des littératures d'Afrique noire, du Maghreb et du Canada.

A l'occasion de cette foire, la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative a remis samedi 5 novembre, à Brive, le Prix Jours de France de la meilleure plume touristique à Yvon Audouard pour les *Cigales d'été* (éditions du Pré aux Clercs). Les éditions Autrement se sont vu remettre, pour les *Echappées belles* en France, le Grand Prix national des guides touristiques.

MICHEL DUBREUIL

La disparition  
de deux penseurs

## égyptiens

Presque au même moment viennent de s'éteindre, à plus de quatre-vingt-dix ans, Hussein Fouzi et Aziz Ateya, les deux auteurs égyptiens généralement considérés comme les doyens de l'école moderne de la pensée égyptienne. Hussein Fouzi, musulman laïque, philosophe de formation française, grand voyageur, aura fait jusqu'au bout, comme son frère le romancier Toufik El Hakim, disparu l'an passé (*le Monde* du 28 juillet 1987), avec les maximalistes islamiques, qui ont le vent en poupe parmi la jeunesse intellectuelle égyptienne depuis une dizaine d'années. *Shibdad moderne* avait été publié il y a quelques mois par Etienne dans la collection qu'il dirige chez Gallimard.

Aziz Ateya, qui vient de mourir à Salt-Lake-City (États-Unis), appartenait à la communauté copte, dont il aura été jusqu'à sa mort l'un des penseurs laïques les plus marquants. Peu connu en France, il jouissait en revanche outre-Atlantique d'une grande audience, et l'université de Salt-Lake-City lui avait, de longue date, ouvert ses portes, puisque les autorités égyptiennes refusent qu'il y ait une chaire de coptes chez elle. Aziz Ateya était en train d'achever, avec une pléiade de savants internationaux, le grand œuvre de sa vie, l'*Encyclopédie copte*. Aziz Ateya paraissait la revue française *le Monde copte*.

J.-P. P. H.

★ LE MONDE COPTE, 5, rue Champollion, 87000 Limoges. Le numéro 14-15, 100 p., 85 F.

N. Z.

★ LETTRE INTERNATIONALE, n° 18, Automne 1988, 42 F.

RECONSTRUCTION  
DÉCONSTRUCTION

L'architecture française  
1945 - 1975  
par Bruno Vayssié

328 pages, 282 illustrations, 260 F  
PICARD ÉDITEUR  
82, rue Bonaparte, 75006 Paris

ALAIN BOUREAU  
LA PAPESSSE  
JEANNE

Une tradition légendaire largement répandue depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, et encore vivace de nos jours, affirme qu'une femme travestie en homme aurait occupé la chaire de Saint-Pierre vers 855. L'auteur pose ainsi la question troublante de l'imposture : que se passe-t-il quand un pouvoir suprême se laisse usurper ?

Aubier

JEAN  
GUERRESCHIMontée  
en première  
ligne

«Devant une telle érudition au service d'une telle fantaisie, on reste pantoflé. Il paraît que la plupart des Français n'achètent qu'un livre par an. Si par malheur vous êtes de ceux-là, n'hésitez pas, jetez-vous dans ce roman.»

PIERRE-ROBERT LECLERCQ "MAGAZINE LITTÉRAIRE"

«Un rêve muslinien. Inclassable, colossal»  
GILLES TORIDMAN "L'EXPRESS"

«Un formidable puzzle romanesque où personnages et événements s'entremêlent, écrit avec érudition et humour. Une étonnante et prometteuse machine littéraire.»

JEAN-CLAUDE PERRIER "LE FIGARO LITTÉRAIRE"

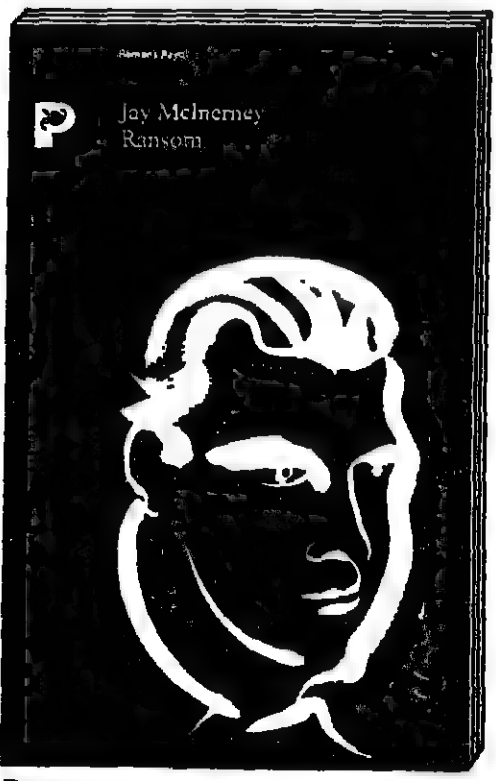
«Parce qu'il est d'un extrême réalisme, un tel roman interroge à la fois le réel, le fictif car nous sommes à tout instant incertains si le roman ou l'histoire l'emporte, la réalité ou l'imaginaire.»

GILLES LAPOUGE "LA QUINZAINE LITTÉRAIRE"

«C'est géant, faites passer !»  
JEAN-LOUIS EZINE "LE NOUVEL OBSERVATEUR"

Roman  
JULLIARD

- Ransom, c'est la littérature new-yorkaise, tendance yuppie ?  
- Non, c'est un roman américain, tendance Lord Jim.



Payot

Roman

PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS  
1988

Pierre NORA  
pour son action éditoriale  
dans le domaine des sciences humaines

Le Prix DIDEROT-UNIVERSALIS, créé par l'Encyclopædia Universalis, consacre une action ou une œuvre exemplaires en matière de diffusion de la culture.



## Iéros

Le thème du colloque organisé par le collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, du 5 au 7 novembre à Paris. Pour Shmuel Trigano, son initiateur, il s'agissait d'engager une réflexion sur l'extermination des juifs et sur les discours qu'elle suscite afin d'affronter la réalité, contre la tentation de la seule commémoration, et de « sortir l'existence juive de la mythologie dans laquelle elle s'est laissée enfermer ».

Des philosophes, des historiens, des théologiens venus de France, d'Israël ou des États-Unis ont donc interrogé les discours tenus depuis plusieurs décennies sur Auschwitz par la littérature ou la religion, avant de chercher dans la recréation à la pensée cabalistique (Charles Mopsik), à l'art (André Eliez, Claude Lanzmann), à la raison philosophique (Marc B. de Launay), à la psychanalyse (Anne-Lise Stern) ou à l'histoire (Annie Kriegel, déjà citée), les moyens de « parler » de la shoah, non pas pour « rationaliser l'irrationnel » ou pour « banaliser le



## ● HISTOIRE LITTÉRAIRE

## Pierre Louys, ou le malheur d'être libertin

Une biographie et un roman érotique inédit, l'île aux dames, font revenir sur la scène un écrivain du plaisir et de la déception

« Il est trop beau pour être un homme, qu'il prenne garde aux dieux », disait Oscar Wilde de son ami Pierre Louys. Et les dieux, en effet, s'acharnèrent sur Pierre Louys, en effaçant ensuite dans les mémoires, comme ils l'ont presque toujours, les traces de leurs mauvais traitements.

Au début, rien de trop inquiétant. C'est la guerre de 1870, mais on n'en souffre pas trop dans la famille de magistrats rémois où naît Pierre Louys, qui s'appelle encore Pierre Louis, puis qu'il n'est pas encore poète. Si son père semble avoir été brutal et indifférent, si sa mère meurt quand il a neuf ans, il y a Georges, son frère bien-aimé, de vingt-trois ans son aîné, à qui, toute leur vie durant, il écrit presque tous les jours d'immenses lettres : « Tu sais je ne peux me confier que par écrit ».

Il entre à l'Ecole alsacienne, et c'est le début d'une amitié tumultueuse et exaspérée avec Gide. Louys est toujours premier en français ; les deux apprentis poètes s'enflamment pour Hugo, comme tout le monde, et pour Heine, ironique et passionné. Mais l'année-tournant, c'est 1890. Surtout pour Valéry peut-être, qui rencontre Louys à Montpellier et dit que, sans ce hasard, il ne se serait pas embarqué en poésie. « Il a joué dans nos destins un rôle immense ». « Un tyran délicieux, soi-même esclave de ce qu'il trouvait beau dans les livres ». Les voilà inséparables, à la recherche de l'idéal : ils échangent une correspondance intense.

## Érotisme et topologie

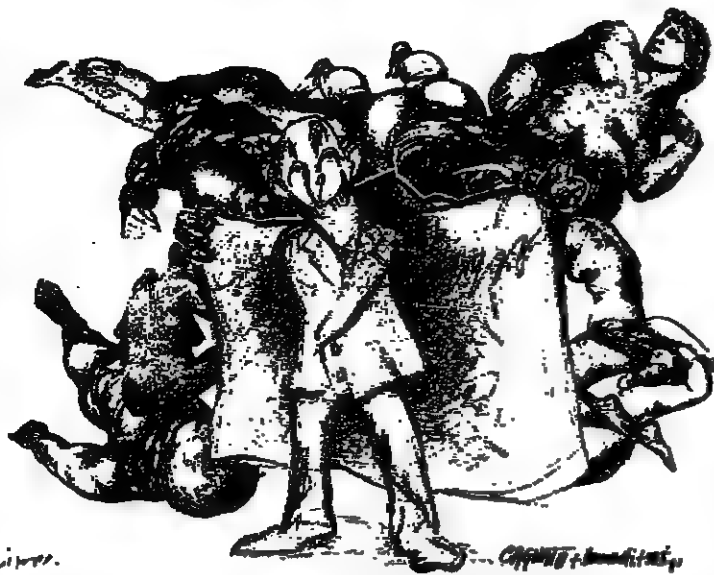
L'île aux dames, que publient aujourd'hui les Éditions 1900, est un inédit, une ébauche de roman comme Pierre Louys en écrit beaucoup avant 1914. C'est une période de l'île mystérieuse, une sorte d'utopie où règne l'obsession sexuelle sous toutes ses formes, à l'exclusion de l'homosexualité masculine. Pierre Louys a donné à son île une histoire : elle est découverte en 1823 par un certain Hercule qui en devient le roi, et impose une législation particulière, selon laquelle « les actes d'impudicité, fornication, adultère, inceste et autres formes de paillarderie (hors le crime de viol) sont licites en tous lieux et entre toutes personnes ».

L'auteur s'attache ensuite à la topologie et entreprend de longues énumérations : rues des quartiers riches et des quartiers pauvres, noms des magasins, et descriptions des petites annonces qu'on peut lire aux devantures, ou dans les boutiques.

Avec l'esprit de méthode qui caractérise Louys, il passe alors à la mise en scène des personnages, et les promène de la ville à la cour. Avant de les envoyer dans la « rue des quarante bordes » — bordel des géantes, bordel des naines, bordel du casse-noisettes, bordel des blondes, des rousses, des hermaphrodites, etc. Comme toujours chez Louys, des listes, des listes, le plaisir des listes qui finit par dévorer tous les autres.

★ L'ÎLE AUX DAMES. Ébauche pour un roman érotique, de Pierre Louys. Éditions 1900, 178 p., 89 F.

**Flammarion**  
**Gallimard**  
**LA GRANDE RENCONTRE DU DESSIN ET DE LA LITTÉRATURE**  
**384 PAGES 179 FR.**



« Je rêve, écrit Paul, d'un sonnet écrit par un songeur raffiné, qui serait en même temps un judicieux architecte, un sagace algébriste, un calculateur infatigable de l'effet à produire... »

« Je rêve, écrit Paul, d'un sonnet écrit par un songeur raffiné, qui serait en même temps un judicieux architecte, un sagace algébriste, un calculateur infatigable de l'effet à produire... » Et Pierre acquiesce. Sans doute cette fraternité tient-elle aussi à leur passion commune et démesurée pour la cigarette. Celle-ci — enveloppe les objets d'une nuée céleste et fine qui baigne les lumières et les ombres, efface les angles matériels et, par un sortilège parfumé, impose à l'esprit qui s'agit d'un équilibre variable d'où il puisse tomber dans le songe ».

A vingt ans, Pierre Louys est un dandy emporté, déjà, dans des règles de vie et des proclamations hétéroclites. Il n'a toujours pas trop de raisons de se plaindre. Ses pantalons gris perle sont célèbres, sa chevelure aussi, et ses yeux orientaux. Il refuse toute photo dans les journaux — un principe qu'il maintiendra — pense qu'il faut, pour être un vrai poète, se tenir à l'écart, se garder des diables en ville et surtout ne pas céder à la tentation de vivre de ce que l'on écrit. Ce qui est plus facile à dire qu'à faire. « L'idée que cette ligne vaut vingt sous m'empêche absolument de l'écrire pour la vendre », remarque-t-il, en proie à une des innombrables pannes qui ponctuèrent sa courte vie.

## La gloire c'est comme les femmes

Mais c'est le 19 juin de cette fameuse année 1890 qu'il entre vraiment en art, au 89 rue de Rome, chez Mallarmé qui le séduit : « Non seulement c'est un grand poète, mais il est très intelligent, ce qui ne s'accorde pas toujours ». Il trouve là une famille, et devient le propagandiste infatigable de ses amis : une manière de compenser les réticences qu'il éprouve à commercialiser ses vers, une manière de prodiguer aux autres le soutien qu'il en espère.

Les effets ne tardent pas à se faire sentir : comme l'art majeur de Pierre Louys est celui de la déception, il devient vite champion en brouilles : il se fâche avec Gide, pour des histoires de préséance, de jalousies, de dédicaces : « Tu es un petit safford d'avoir donné Paludes à Valéry d'abord et de lui avoir interdit de me le montrer ensuite. La seule chose que me console, c'est qu'il ne l'a pas lu ».

Il se fâche avec Debussy et Wilde : « C'est, explique-t-il, que la plupart des hommes aiment mieux trahir que combattre. Quand je me brouille, je le dis, quand mes amis se brouillent, ils ne le disent pas, car la déclaration de guerre est considérée comme maladroite dans les rapprochements mondains, littéraires ou sociaux ». Un mélange assez moderne de paranoïa et de facilité.

Louys reconnaît qu'il aime se disputer, comme il aime les mystifications littéraires. C'est dans cet esprit que sont publiées les *Chansons de Bilitis*, dans le sillon desquelles la gloire va le menacer de ses crocs dorés. Louys prétend qu'il s'agit d'une traduction comme celles qu'il a faites de Lucien. Lucien dont on dit qu'il a le don de la grâce, avec l'instinct

si particulier qui fait pressentir en toutes choses une volupté latente ou promise.

Les *Chansons de Bilitis* immortalisent leur auteur camouflé parce qu'elles incarnent au plus près cette musique à la fois sophistiquée et facile, entre promesse symboliste et *Canique des Cantiques*, datée et pourtant pleine de fraîcheur, qui caractérise l'œuvre de Louys.

Ce triomphe survient tandis que s'accumulent les nuages. Louys est amoureux de la fille de Heredia, Marie, dite Gérard d'Houville, qui en épouse une autre, encore un ami, Henri de Régnier. Louys le libérin pleure sur son oreiller. Et bientôt il épouse Louise, la sœur de Marie, et multiplie les liaisons, qu'il enregistre avec un soin comptable, de plus en plus maniaque, de plus en plus méthodique. Il tient des carnets et des fiches, des listes, où il dresse des inventaires de caresses, réunit des collections de morceaux de corps féminins. Et par là, il est une sorte de précurseur des surréalistes. Il tient aussi le compte de ce que lui coûtent ses brunes.

Il faut dire que les canuts d'argent ne cessent guère, malgré les trente et un mille exemplaires d'*Aphrodite* vendus en 1896 après un article-coup de tonnerre de François Coppée. La gloire, c'est comme les femmes, et les amis : une excellente source de déception. « C'est là qu'est l'apogée et c'est là qu'est la fin », note Louys au plus beau moment de sa passion pour Marie de Heredia, une remarque qu'il peut étendre à toute son existence saignée. « Je ne sais pas ce qui fait le bonheur, mais ce n'est sûrement pas le succès littéraire. Je suis furieux de la déception qu'il donne ».

## Le dandy et la primevère

Le dandy sait que la vie ne vaut rien. Il aspire à prendre congé de lui-même et souscrit au mot de Baudelaire : « Quel ! J'aimais vous n'avez qu'envie de vous en aller, rien que pour changer de spectacle ! J'ai de très sérieuses raisons pour plaindre celui qui n'aime pas la mort ».

Le seul sacrement devant lequel le dandy s'incline est le suicide. Désertant après avoir épuisé les délices et les horreurs du culte du moi, voilà sa manière de réajuster les besoins qui n'ont d'autre ambition que de perpétuer les ratés de l'espèce. « Qu'est-ce qu'un dandy ? » se demandait Baudelaire. « C'est une impossibilité à être déçu qui engendre la supériorité du dandy dans un monde où chaque chose est inventoriée », explique Giuseppe Scaraffa, professeur à l'université de Rome, dans son subtil et charmant *Petit Dictionnaire du dandy*.

Reste que, même s'il prétend déjouer toute définition, briser toute limitation, le dandy a ses idées fixes, ses obsessions, ses ardoises de foi. On le reconnaît à ce qu'il frotte volontiers avec Satan : il se sent solidaire des richemements de ce désespéré.

En amour, comme en philosophie, le dandy se moque des « problèmes essentiels ». La gravité est le masque des sottises, comme la fidélité est l'effet des impuissances. Il préfère l'instabilité des amours éphémères, si

possible avec des femmes fatales, à la lassitude désignée de la couche nuptiale. Et c'est l'ironie, la mystification ou la frivolité qu'il opposera à tous ceux qui couraient la vérité et quittaient dans le royaume des valeurs un peu de fausse monnaie.

Abonné au néant, il n'éprouve aucune gêne à occuper la place du démiurge suprême : il lui arrive même d'y prendre goût : dans cet univers manqué et désolant, autant jouer à être le créateur de soi-même et des autres. Ainsi naissent les vrais chefs-d'œuvre : dans la simulation, dans la déception, dans l'éphémère... et sans personne pour s'en aviser.

Le dandyisme, disait un de ses sectateurs, consiste à se placer du point de vue de la femme de ménage qui découvre le cadavre, au matin. En attendant, il importe d'être sublime, férocement sublime, à l'image d'Oscar Wilde, qui répondit à une admiratrice inquiète pour sa santé, tant elle le trouvait pâle : « Pas du tout, je suis seulement fatigué. Hier, j'ai cueilli dans les bois une primevère, mais elle était tellement fragile que j'ai dû la veiller toute la nuit ».

R. J.  
★ PETIT DICTIONNAIRE DU DANDY, de Giuseppe Scaraffa. Traduit de l'italien et présenté par Henriette Levitina. Seuil, 199 p., 89 F.

## ● ARTS

## Résurrections

AFORGUE, comme Toullet et comme Apollinaire, fut critique d'art en même temps que poète, et, comme eux, critique avisé. C'est une excellente idée que d'avoir rassemblé et annoté ses feuilletons. A Berlin et à Paris, il exécuta joliment ce que l'époque avait de pompeux et de vulgaire, n'exceptant de ses fusillades que quelques symbolistes, Klinger, Moreau et Puvis de Chavannes. Pas de balles perdues : l'œil est sûr, l'intelligence cruelle, la mémoire longue. Le style ne souffre aucun reproche, ironique, fin de siècle, huymanien en plus maigre. On aime à voir Carolus-Duran décrié par sa « psychologie de revendeuse à la toilette » et ce faux grand peintre de Fantin-Latour ainsi traité : « Des grâces mythologiques (...) dans une averse délicate de pastel sur canevas de fine tapisserie. Et après ? Ce n'est ni nu, ni déshabillé, ni préraphaélite, ni Pœ, etc. » Pourquoi faut-il donc que les écrivains aient toujours la sentence plus juste que les critiques d'art de profession ? Parce qu'ils sont écrivains peut-être.

La critique de profession, c'est Clement Greenberg, qui a tenu sous son autorité la peinture américaine des années 50 et contribué à sa gloire. Une anthologie de ses articles témoigne de ses aveuglements et de ses intuitions. Homme d'une génération — celle de Pollock — et d'une conviction — que le moderne serait nécessairement abstrait — Greenberg mesure tout à cette aune. Sa foi progressiste le convainc ainsi qu'en 1957 Picasso est inutile aux arts, ayant été dépassé par de plus jeunes. Ce qui donne : « Tout comme il a rarement été capable d'utiliser le couleur de façon positive et qu'il manque de sensibilité à la texture de la peinture, Picasso a toujours manqué de « toucher », du sens de la surface, en sculpture. » Tel quel, Braque, Léger, Gris et Rouault passent à la même moulinette théorique, et même de Kooning, coupable d'avoir le « goût français » et de rester un « late Cubist ». Tout cela a la mérite de la clarté, mais c'est à peu près le seul. Il est donc heureux que l'on ait traduit Greenberg, le meilleur exemple de formaliste dur qui soit — et donc le meilleur contre-modèle qui se puisse trouver.

A l'inverse, il y a l'empirisme savant d'Erwin Panofsky — dont Patrick Maurias a découvert un chef-d'œuvre inconnu au titre étrange : les *Antécédents idéologiques de la cathédrale Rolfs Royce*. Panofsky y tente de définir l'art anglais, d'analyser ses contradictions et de mettre à jour quelques constantes. Il procède par analogies, invention de catégories, citations et allusions. Cathédrales, villes à l'italienne, proses médiévales, art des jardins : tout lui sert à suggérer une dualité contradictoire. D'une part, un impératif de rationalité, de l'autre une pulsion d'imagination de type romantique. Ces principes ennemis exacerbaient leur autorité tantôt en alternance, tantôt ensemble.

La cathédrale Rolfs Royce résumerait « douze siècles de préoccupations et d'aptitudes anglo-saxonnes : elle cache une admirable mécanique derrière une majestueuse façade palladienne ; mais celle-ci est surmontée par la Silver Lady, dont la silhouette art nouveau, voiles au vent, est pénétrée de l'esprit du « romantisme ». Cette explication par le dualisme du rêve et de la raison paraît commode et incomplète, l'histoire religieuse de l'Angleterre, par exemple, demeurant étrangement absente du livre. Mais que ne pardonnerait-on à tant de virtuosité et à une érudition si universelle ?

Tout autre chose enfin : le peintre, théoricien et historien Michel Seuphor livre ses mémoires sous forme d'entrevues rédigées. Ayant joué un rôle d'importance et connu nombre d'artistes de premier ordre — Arp, Delaunay, Mondrian, — il évoque les malheurs de l'abstraction dans l'entre-deux-guerres et son succès après 1945 tout en se racontant. Sans grande mansuétude pour ses contemporains, Seuphor a plus de générosité et plus d'admiration pour lui-même.

On ne s'inquiéterait pas de ce léger travers, commun à la plupart des mémorielles, si le livre ne s'achevait sur deux chapitres de règlement de comptes consacrés à l'histoire des faux Mondrian du Musée national d'art moderne que Seuphor avait certifiés authentiques. Nul ne songe à lui faire grief de son erreur, mais l'on ne peut admettre pour autant qu'il pose à la victime d'on ne sait quel complot et accable indignement un conservateur qui n'avait eu que le tort de se fier à son avis. Ce qui eût été sans cet *in cauda venenum* un bon volume d'anecdotes et de souvenirs finit très mal.

PHILIPPE DAGEN.  
★ TEXTES DE CRITIQUE D'ART, de Jules Laforgue, réunis et présentés par Mireille Dotin. Presses universitaires de Lille, 192 p., 95 F.  
★ ART ET CULTURE, de Clement Greenberg, traduit de l'anglais-américain par A. Hindry. Macula, 302 p., 100 F.  
★ LES ANTÉCÉDENTS IDÉOLOGIQUES DE LA CATHÉDRALE ROLFS ROYCE, d'Erwin Panofsky, traduit de l'américain par B. Turle. Le Promeneur, 56 p., 20 ill., 120 F.  
★ UNE VIE À L'ANGLE DROIT, de Michel Seuphor. Propos recueillis par Ch. Germain et P. Haim. La Différence, 196 p., 120 F.

LAURENCE PAYE-JEANNENEY - JEAN-JACQUES PAVAN  
**LE CHANTIER UNIVERSITAIRE**  
Bâtiment Pavenet  
PRINCE DE VENTIMILLE 120 1 - 264 page  
BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. : 45 48 30 28

Paul-Marie de La Gorce  
**L'EMPIRE ECARTELE**  
1936-1946  
L'AVENTURE COLONIALE DE LA FRANCE  
DENOËL

## ● ROMANS

## L'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir

Le roman de l'humour noir



## ● ROMANS

## L'humour noir de Michel Besnier

Le portrait d'un conformiste, dans une France où le pétainisme aurait triomphé.

IMAGINEZ un instant que le débarquement anglo-américain sur les plages normandes ait échoué en juin 1944 et qu'après les troupes soviétiques aient été défaits devant Stalingrad. Que se serait-il alors passé en France ? Michel Besnier se garde bien de répondre à cette question en forme de cauchemar dans le *Bateau de mariage*, son premier roman. Il se contente de suggérer que, en toute logique, la « révolution nationale » aurait continué à distiller ses poisons et que son « ordre moral » se serait progressivement inscrit dans toutes les têtes.

Pétain disparu, ses successeurs célèbrent son culte, et un musée rappelle aux populations naturellement oublieuses quels furent les égarements du régime parlementaire et comment les « barbares » de l'Est et les « dégénérés » de l'Ouest furent vaincus par les armées combattant au nom de la « civilisation européenne ». Dans

un hameau de la Normandie profonde, Aconit, jeune instituteur à l'école Pierre-Pucheu, respecte scrupuleusement les instructions officielles en aidant ses élèves à prendre conscience des « limites nécessaires de la liberté ».

Ce conformiste se sent bien à l'ombre de la devise pétainiste : « Courage, tempérance, solidarité » et il ne demande qu'à vieillir en conformité avec les lois de son pays. Aconit apprécie que son père parle par sentences. L'une d'entre elles résumait en peu de mots la seconde guerre mondiale : « Quand on n'est pas maître de son troupeau, on l'envoie à l'abattoir ».

Michel Besnier est un illusionniste qui ne dévoile ses tours qu'avec réticence. Son roman, remarquablement construit, est un régal pour qui apprécie l'humour noir, mais la France et les Français qu'il décrit paraissent si familiers que l'on éprouve comme une gêne à

les trouver odieux ou antipathiques. Aconit, par exemple, craint plus « l'illégalité elle-même » que ses conséquences. Aussi ne comprend-il pas très bien pourquoi certains de ses collègues se plaignent de ne pouvoir enseigner en classe le *Rouge et le Noir* ou la *Confession d'un enfant du siècle*. Dans cette France devenue « le jardin de l'Europe », « la terre est la meilleure école du réel » et toute forme de dissidence est proscrite. La mort, elle-même, ne suscite ni crainte ni révolte. Elle est acceptée au même titre qu'une loi.

« A mon âge on n'a plus d'idées »

Les jours s'écoulent ainsi en un ennui qui ne dément aucun orage. Fiancé à Mauve, une jeune fille aussi conformiste que lui, Aconit, après avoir, selon la coutume, commandé le « bateau de mariage », qui ne servira que le jour de ses noces, ne verra pas durant un mois

sa promise. Une manière comme une autre de s'accorder un délai de réflexion ou plutôt, vu le contexte, de ne pas défrayer la chronique locale.

Aconit profitera de cette vacance sentimentale pour lire des vieux journaux du temps de la guerre. Xavier, un vieil homme qui appartient jadis à la Résistance, les lui fournit sans un mot de commentaire. « A mon âge, on n'a plus d'idées », lui confie le vieillard comme pour s'excuser d'être hors la vie après avoir été hors la loi. Aconit ne retiendra rien de ses lectures et ne remettra en question aucune des vérités établies par le pouvoir politique. Lucide, trop lucide, Michel Besnier, dont le livre dérangera les amateurs de « héros positifs ».

PIERRE DRACHLINE.

★ LE BATEAU DE MARIAGE, de Michel Besnier, Seuil, 160 p., 75 F.



## Les cartes postales d'Yves Simon

NOTRE monde, sous le regard d'Yves Simon, est un luna-park où s'ébaille l'humanité en attendant que la roue s'arrête et que les lumières s'éteignent. « Nous n'avons pas de certitudes », écrit-il. Nous ne savons que caresser une peau, embrasser une bouche, aller et venir avec nos corps, jour et nuit, avec des klounes à la main, dire comme après un match ou un concert : ce soir c'était super ! » Ainsi tombe le rideau sur nos jours ordinaires. En une soixantaine de textes, poèmes en prose, fragments d'un journal non daté, cartes postales d'un paysage intérieur ou vignettes de l'âme, Yves Simon évoque ses rages et ses déceptions, ses rêves et ses rencontres (avec Wim Wenders, Simone Signoret, Chris Marker, François Mitterrand ou Jean-Luc Godard).

C'est avec un plaisir d'adolescent qu'on emboîte le pas à Yves Simon, ce vagabond des villes qui ne traverse jamais la Seine sans avoir envie de s'y jeter et provoquer un bel attroupement, et qui aspire à mourir pour le sourire d'une petite fille en accoutrement. C'est en badaud goguenard qu'on assiste en sa compagnie à cette scène de la vie

quotidienne : une vieille dame sort du métro soutenue par deux jeunes filles dont l'une tient à la main le livre de John Irving, *l'Œuvre de Dieu*, la part du Diable.

Avec la même ironie matinée de nostalgie, Yves Simon dépeint une galerie de visages : les visages qu'on a admirés, puis oubliés — ceux des petites amoureuses et ceux des amis d'un jour, — les visages que le temps a démaquillés, et ceux que le chagrin a magnifiés.

Au cours de ces promenades dans le musée de ses hantises, Yves Simon nous dit le charme des jours anéantis, celui des amours englouties : des pans entiers de notre existence qui se sont écroulés et dont on a gardé chaque fois une parcelle, la plus précieuse, pour en faire un chapelet de souvenirs et ressasser dans sa tête les moments éblouis.

Yves Simon balaye notre vie quotidienne d'un coup de projecteur poétique : nos jours ordinaires ont trouvé en ce romancier un échantillon magnifique.

ROLAND JACQUARD.  
★ JOURS ORDINAIRES, d'Yves Simon, Grasset, 100 p., 48 F.

## Le procès d'un monde « arrêté »

Deux voix, deux styles, deux époques : avec *Déconnection*, Claude Ollier poursuit son exploration d'univers superposés.

DEPUIS toujours, de la *Mise en scène* (1) jusqu'à *Mon double à Malacca*, en passant par toutes les étapes du *Jeu d'enfant*, Claude Ollier nous a habitués à une exploration à l'autre, à parcourir avec lui ses espaces balisés de questions-pièges, des univers doubles, où le rêve prête son concours, puisant aux ressources infinies de la topologie. Les questions portaient toujours sur le blanc de la carte, le décalage occidental entre les mots et les choses, dans des paysages gouvernés par la lumière, d'une plaine chaude à une autre plaine chaude. Une œuvre s'inscrit ici, où le suspense a la forme incongrue d'un jeu de cases, où l'impression dominante reste de « ne jamais se sentir à l'intérieur vraiment ».

*Déconnection* est, comme les autres romans de Claude Ollier, un livre du « Double », deux héros, dans deux espaces-temps différents. Il y a donc Martin, qui a dix-huit ans, en 1939, et se retrouve dans une usine allemande, à Mögeldorf, fraiseur, six mille

pièces par jour. Il a été rafé, il franchit, une à une, des journées-obstacles à durée pleine, et le soir, il passe le pont, rejoint l'école des beaux-arts où sont encasernés les ouvriers importés de force comme lui, et il oublie la guerre en marchant le long des rues aux noms réperés martelés avec insistance, Königstrasse, Bahnhofstrasse, Marienplatz, Karolinenstrasse, des églises, des places, des avenues, une trame.

L'autre, c'est le narrateur. Son histoire se déroule dans un présent futuriste. Le malaise qu'évoquent les précédents livres de Claude Ollier s'est transformé en crise. Aux questions sans réponse s'est substitué un silence menaçant. Le narrateur vit dans une maison des Causse. C'est l'été, il y a un étang et de la brume, un paysage que nous reconnaissons bien comme une figure du paysage éternel de l'auteur.

Il n'y a plus rien, plus personne à peu près, seulement deux chaînes de télévision, sur les dix-huit qui

fonctionnaient auparavant. Les commerçants qui restent n'ont plus grand-chose à vendre ; souvent il y a des coupures de courant. Le narrateur se repasse des bandes au magnétoscope, Miles Davis. Il rumine des idées, quelque chose comme ce constat que, « eux », ils ne s'arrêtaient jamais de chercher, qu'ils ne s'imitaient jamais, qu'ils croyaient que « toute forme doit changer ».

Sur le Causse endormi

De cet état d'esprit, de cette fibre, il est bien loin, aujourd'hui. Le monde de la guerre est celui de Martin, et l'Allemagne, et la jeunesse. La vie de Martin s'anime lentement, et se peuple : des amis, une convocation à la police pour une histoire de propos séditieux. La ville où il travaille brûle. Mais il y a un avenir possible, et le récit de ces années est net, tonique, la phrase vibre autour des verbes.

Sur le Causse endormi, dans la paix acquise depuis longtemps,

atteint d'une maladie sans nom, la vie au contraire s'éteint, les herbes folles ont le dessus. La nature, ce sont les orties, les ronces, les vipères, les salamandres. Et même les ormes sont malades. Ainsi la vie et la mort, l'espoir et la pure résistance désespérée ne sont jamais là où on les attend. La seule image de joie du livre monte, avec une odeur de gâteau de Noël, de chez Martin, qui a rencontré Heidi.

Deux voix, deux styles, deux époques, la ville allemande et la campagne française, l'homme très jeune et l'autre. Bien sûr, les deux univers superposés s'agencent. Le livre de Claude Ollier se clôt sur une « observation » qui présume peut-être un réveil et peut-être non. Il est d'abord un procès, mené sans tambour, le procès d'un monde « arrêté », le nôtre. Le naufrage consécuteur à « chacun chez soi ».

G. B.  
★ DÉCONNECTION, de Claude Ollier, Flammarion, 194 p., 79 F.

(1) Prix Médias 1958.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

## Plus mon petit Liré...

(Suite de la page 1X.)

M AIS Rome, enfin tout de même !... Vous avez mal vu. Le dessin des collines est médiocre, d'un accent pictural exigu. La briques du Forum rappelle celle de Saint-Omer, les Thermes : des dépôts de locomotives ; et Caracalla : le Colorado.

Le monde antique est d'une « monotonie lésante », comme avait eu le courage de l'écrire Fernand Lot. La sculpture est terriblement anecdotique. Le Tibre, exsangue, ne vaut pas l'Hérault. Les habitants des palais ont l'air de sinistres relégués en hâte. Vols et enlèvements ponctuent la vie quotidienne. L'absence de trottoirs et l'audace des automobilistes interdisent la flânerie. Vraiment ?

Les monuments célèbres déçoivent, sans exception. Saint-Pierre est raté de proportions. La colonne Trajane a l'air d'un squelette fourvoyé dans un square municipal. L'œil habitué aux élancements gothiques ne voit dans les dômes romains que des bulles lourdes et soufflées, des signes de fermentation interne. Le plafond de la Sixtine suggère des anciens combattants réclameurs et un tourbillonnement hindou. L'escalier de la Trinité-des-Morts n'est guère qu'un mélange de Montmartre et de Marché aux fleurs.

À Ville Etienne vivote de souvenirs et d'excursionnisme plénière, au lieu de vivre de ses œuvres, comme New-York. L'existence y est moins colorée qu'on ne le dit, provinciale, insignifiante, et mesquine par rapport au fantasme de toute-puissance inscrit dans la pierre. La cité, c'est un signe, ne s'est attiré aucun diminutif du genre « Paname » ! Une de ses tristesses réside dans les « gestes grandioses mais figés, suspendus à mi-chemin, que la furtivité et l'architecture ébauchent partout comme en rêve ou en souvenir, sans jamais les achever ».

Autre raison, pour Gracq, de ne pas délier comme tout le monde (et où le plus grand nombre trouve justement son bonheur) : la ville semble un palais déserté par le maître de céans, vacillant entre ce qu'elle est et ce qu'elle signifie. Il fallait être obsédé de ruines comme Chateaubriand, ou d'anecdotes comme Stendhal, pour célébrer à ce point l'Italie, avec des arguments souvent contraires. Montaigne a mis des mois à s'habituer, M<sup>me</sup> de Staël aussi. Et Du Bellay est resté d'une « allergie » sans faille, comme on dirait aujourd'hui.

Telles sont les excuses que Gracq pourrait invoquer, s'il n'était sûr de son fait, jusqu'à la provocation. A part la rougeur des briques au couchant, l'éparpillement des œuvres in situ, le parfum d'éventail qui rôde, et l'amusement des lettres S.P.Q.R. sur les plaques d'égout, on ne lui fera pas admettre qu'on « respire » en

Italie. Trop d'entassements, de superpositions, de juxtapositions (tout ce que d'autres adorent !) ; rien qu'un bric-à-brac somptueux... (Oul ! ! !)

En soi, tant d'irrespect envers les admirations reçues à quelque chose de réjouissant. On n'en attend pas moins du marginal que s'est voulu Gracq, ennemi des récompenses, des modes, du livre de poche, etc., et aussi de l'ancien surréaliste, fidèle à Breton, qu'il cite, dès la première page, en exemple de résistance à l'occupant antique.

La réticence de notre voyageur à une origine moins construite, plus instinctive. Disciple de Marianne plus que de Carcopino, Julien Gracq a toujours trouvé plus de noblesse, d'éloquence, aux fatalités géographiques qu'aux volontés historiques, aux reliefs qu'aux constructions humaines. D'où son goût pour Paris, New-York ou Constantinople, de préférence à Rome, Leningrad ou Berlin. Prédilection de cartographie plus sensible, de tout temps, à un promontoire granitique qu'à un retable baroque, et d'homme atlantique, de Celte, toujours plus ému par un clocher mouillé que par une coupole calcinée de lumière.

Le teneur en eau du site visité prend, chez lui, valeur de test réchibitoire. Toute rivière asséchée le renvoie à sa tendresse pour l'Ouest breton ou les bords de Loire. Il lui faut de l'espace liquide pour que circulent l'air et le sens. On ne peut à la fois aimer d'amour, et rêver comme la Ville majuscule, Nantes et Rome !

PEUT-ÊTRE l'écrivain aurait-il su se partager entre les deux univers s'il avait découvert plus tôt celui qui lui était le plus éloigné. Le premier voyage en Italie dont il nous livre les notes date d'il y a seulement une dizaine d'années. Gracq avait soixante-six ans. Cela explique que les désagréments matériels l'importunent davantage, et que les comparaisons avec des pays dissimilables lui viennent si naturellement sous la plume.

De la part d'un universitaire, d'un normand d'avant-guerre, avoir attendu la retraite pour accomplir le pèlerinage italien ressemble à un préjugé. Et s'estimer déçu relève du confort : rien n'est plus frustrant que de se découvrir une passion quand il n'est plus temps de l'assouvir.

Il ne reste plus qu'à chanter avec Du Bellay : « ...plus mon petit Liré que le mont palatin » ! C'est ce que fait Gracq, dans la prose qu'on lui connaît, minutieuse, gracieuse et qui n'est pas sans rappeler le pontillisme... que l'auteur reproche à la campagne italienne !

★ AUTOUR DES SEPT COLLINES, de Julien Gracq, José Corti éditeur, 150 p., 75 F.

Yves Pelicier  
Les chemins  
de la  
psychiatrie

Extrait  
avec Georges Halin  
Il n'est pas douteux que peu d'auteurs  
sont actuellement capables de faire une  
telle synthèse de façon aussi précise et  
élegante.

G. Maud/NEURVINE  
Jusqu'à présent on n'a guère tenté l'ave-  
nue d'un tel parcours, devenu néces-  
saire, aux membres des équipes soi-  
gnantes, à l'entourage familial des pa-  
tients et aux divers acteurs sociaux.  
ACTUALITÉS PSYCHIATRIQUES  
ÉDITIONS ÉRÈS

CELINE TARDI  
VOYAGE  
AU BOUT DE  
LA NUIT

384 PAGES 179 Frs.

Mathématicien anglais, gay, antimilitariste,  
collaborateur des Services Secrets, il a  
inventé l'ordinateur, qui est-ce ?  
- Alan Turing.

Andrew Hodges  
Alan Turing  
ou l'énigme de l'intelligence

Payot  
Bibliothèque scientifique



## ● LETTRES PORTUGAISES

« Belles étrangères » portugaises : les manifestations, qui ont commencé à Paris et qui se poursuivront en province, ont été officiellement inaugurées mardi 8 novembre à la Sorbonne, où se déroula la séance solennelle de réception des écrivains portugais, en présence de M. Soares, président de la République portugaise, et de M. Jack Lang, ministre de la culture. Ce qui aurait pu rester une cérémonie conventionnelle et apprêtée est devenu une démonstration d'amitié véritable, presque de ferveur.

Plusieurs facteurs avaient été réunis pour faire de cet événement une réussite : la présence du président portugais salué par une longue ovation ; les interventions des vingt écrivains, dont une moitié de poètes, se présentant chapin, sans flagornerie ni fausse modestie, dans un français irréprochable, visiblement impressionnés et émus ; le public enfin, enthousiaste, dans un grand amphithéâtre bondé — public de jeunes, étudiants et lycéens lusophones dont beaucoup de fils et filles d'immigrés portugais nés en France... Et même l'incident créé par quelques manifestants, dont le chanteur Renaud, scandant le nom d'Otelo de Carvalho, incident fort bien repris par M. Soares. Vous avez raison, a-t-il dit en substance, d'applaudir le héros de la révolution des œillets, mais sachez qu'il a été emprisonné à la suite d'un procès régulier.

P. Ké.

Un itinéraire d'écrivain tout à fait inhabituel. « Pas normal », dit en ricanant cet homme grand, beau, droit, sarcastique, qui est considéré aujourd'hui comme un des meilleurs écrivains de son pays. Né en 1902 dans une modeste famille rurale de l'Alentejo, c'est un autodidacte : il est sorti d'une école professionnelle de Lisbonne avec un diplôme de... serrurier, métier qu'il a exercé pendant près de trois ans, avant de travailler dans des bureaux, tout en souhaitant écrire. La publication de son premier roman *Terra de pecado* (« Terre du péché »), en 1947, l'aidera à entrer dans une maison d'édition... dix ans après ! Son deuxième livre, un recueil de poèmes publié près de vingt ans après le premier, en 1966, va l'amener à collaborer régulièrement à d'importants journaux portugais. A partir de 1980, un roman sur les paysans, *Levante do Chão* (« Soulèvement de la terre »), obtiendra le prix de la ville de Lisbonne et marquera vraiment le début de sa carrière d'écrivain célèbre. On l'a découvert en France il y a un an et demi avec son plus grand roman, *Le Dieu manchot* (1) — en portugais, *Mémoires du comendador* (1982), — qui marque une nouvelle période dans son œuvre.

« Non. Ce n'est pas tout à fait exact, dit-il. Le roman qui marque un changement radical dans ma façon d'écrire, ce n'est pas les *Mémoires du comendador* mais *Levante do Chão*. Je pense que c'est dû au sujet : l'histoire d'une famille de l'Alentejo, la saga de gens qui naissent, qui travaillent, qui souffrent et qui meurent. J'ai essayé de montrer des gens du peuple, des travailleurs agricoles... J'ai senti qu'il fallait faire comme si ceux dont j'étais en train de parler racontaient eux-mêmes leur histoire. J'ai voulu rendre la façon de parler avec la façon d'écrire : c'est comme si le lecteur devait lire à haute voix ce qui est écrit, et c'est ce mécanisme de la

parole qu'on retrouve dans l'écriture du Dieu manchot.

« Vous êtes un écrivain très politisé, communiste, proche de Camões, voyageant très souvent en Union soviétique et dans les pays de l'Est, mais la politique n'apparaît pas directement dans votre œuvre.

« J'ai toujours été communiste, mais j'ai adhéré au parti en 1959. Mon engagement en tant que citoyen est un engagement total et, au Portugal aussi, nous sommes en train de réexaminer des choses. Je suis dans le courant de la « perestroïka ».

« Ma famille littéraire, c'est une famille occidentale, et surtout ibérique. Je pense qu'il y a là une façon d'être, une façon d'écrire aussi, tout à fait spécifiques. Il y a, entre la littérature française et la littérature portugaise, des choses qui ne passent pas. Je me sens très ibérique : par exem-

ple, j'aime beaucoup Eduardo Mendonça qui, selon moi, est un romancier très important.

« C'est peut-être à cause des changements sociaux et politiques au Portugal. Nous nous sommes aperçus que nous devons réfléchir sur notre réalité portugaise. Certains écrivains pas tout à fait jeunes ont jeté sur la réalité portugaise un nouveau regard : Lidia Jorge, Lobo Antunes, d'autres. Les romanciers sont en train de faire quelque chose qu'on pourrait appeler une espèce d'inventaire, comme si nous avions pris à notre charge une tâche d'historiens ou de sociologues. Maintenant, nous avons une idée très libre de la tâche du romancier, qui n'est pas seulement de raconter une histoire, mais qui concerne notre histoire, notre culture, notre identité.

« Actuellement, il y a au Portugal une sorte d'explosion qui continue.

Les écrivains aujourd'hui invités à Paris sont ceux qui ont un nom, mais il y a aussi de très jeunes gens, des femmes comme Luisa Costa Gomes, comme Helder Correia, Maria Isabel Barreira.

« Je pense qu'on ne peut pas ne pas être réaliste : je n'ai jamais fait de réalisme socialiste, mais parfois on peut rendre la réalité plus réelle et introduire dans le fantastique la présence du réel. Ainsi, toute la littérature de Franz Kafka, c'est du réalisme.

« Avec *Le Dieu manchot*, je n'ai pas seulement écrit un roman historique, mais je parle du Portugal d'aujourd'hui. Vous savez, je ne suis pas capable d'inventer...

« Pourtant, dans *l'Année de la mort de Ricardo Reis*, vous inventez : vous faites revenir de Brésil cet hétéroclite, alors que Pessoa n'y avait jamais été.

« Je n'ai pas inventé Ricardo Reis. J'ai ici un homme qui n'existe pas, à qui on a donné le nom de Ricardo Reis, et je me suis rendu compte, en écrivant, que j'étais face à Pessoa, qui est mort, et à Ricardo Reis, qui n'a jamais existé. Et c'est Ricardo Reis qui finit par exister le plus. C'est un livre écrit comme une boucle, parce que Ricardo Reis arrive à Lisbonne, repart après la mort définitive de Pessoa et meurt lui-même d'une façon un peu spéciale, puisqu'il n'existe pas. Quelqu'un a dit que « ce roman n'était pas l'Année de la mort de Ricardo Reis, mais l'Année de la vie de Ricardo Reis ». Neuf mois d'un voyage entre la mort de Pessoa, le 30 novembre 1935, et sa mort à lui que je place en septembre 1936.

« Que raconte votre dernier livre, *Le Raden de pierre* (A Jangada de pedra), qui doit paraître l'an prochain au Seuil ?

« J'imagine que la presque totalité se détache de l'Europe et qu'elle va rester comme une île au beau milieu de l'océan Atlantique, entre l'Afrique et l'Amérique du Sud. Je pense qu'il faut tirer l'Europe vers le Sud. Toute l'Europe.

« Quel autre de vos livres souhaitez-vous voir traduit ?

« Peut-être *Viajem a Portugal*, écrit en 1981, un voyage à travers le Portugal, du nord au sud. C'est comme un testament. Un livre sur un Portugal qui finit, un livre sur la fin d'une façon de vivre. Dans dix ans, dans quinze ans, la vie du pays aura complètement changé. On peut lire ça comme la dernière image d'un Portugal qui ne sera plus.

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

(1) Anne-Marie Métaillé, Albina Michel, voir « Le Roi-Soleil du Portugal », dans « Le Monde des livres » du 27 février 1987.

RENCONTRE AVEC JOSÉ SARAMAGO  
« Les romanciers font une sorte d'inventaire »

## Vertige de l'identité

De José Saramago, les Français ne connaissent que le roman, *Le Dieu manchot*, paru l'année dernière. Mais voici la suite qu'il a donnée à la biographie de Ricardo Reis, l'un des hétéroclites de Fernando Pessoa. Celui-ci, on le sait, avait fait croire à l'existence d'un certain nombre d'écrivains qui n'étaient autres que ses masques ou ses doubles, il les avait dotés chacun d'une biographie et d'une œuvre particulières, car il désirait « être à lui seul toute une littérature ».

Pessoa avait fait naître Ricardo Reis en 1887, lui avait attribué la profession de médecin, l'avait imaginé sous les traits d'un « petit homme sec » et l'avait fait vivre au Brésil, à partir de 1918. Le roman de Saramago débute seize ans plus tard : Ricardo Reis rentre d'exil et retrouve Lisbonne sous le fanfaron

regne de Salazar. Quant à Pessoa, il vient de mourir. Il s'est éteint le 30 novembre de cette année 1935 où Ricardo Reis redécouvre son pays natal avec l'intrigue d'un homme incertain de son identité, auquel on demanderait d'apporter la preuve de son existence : « Que je pense ou que je sente, j'ignore quel est celui qui sent ou pense ».

A la sortie d'un restaurant, Ricardo Reis « échange des politesses avec (un) gros homme » et, pour dépeindre le sobite, Saramago aura cet humour tranquille qui ravage, néanmoins, les certitudes : « Vous d'abord. Je vous en prie. Non, c'est à vous... » Intéressante cette façon de dire Non, c'est à vous, car si on avait pris la formule au pied de la lettre, Ricardo Reis aurait dû passer le premier, lui qui se dit innombrable.

Vertige de l'identité : lorsque chacun se découvre multiple, comment départager les fantasmes et la réalité ? Saramago nous entraîne dans un « labyrinthe » où s'entremêlent « le mensonge du réel et la vérité du trompe-l'œil ». « Sage est celui qui se contente du spectacle du monde », écrit Ricardo Reis, sous le dictée de Pessoa. Mais, alors, le sage est un fou, car le spectacle du monde associe, dans une grande confusion, la vérité et la fiction. Le vainqueur de ce roman trop riche, trop touffu, c'est le temps qui « noie » tous les visages et toutes les choses.

F. B.

★ L'ANNÉE DE LA MORT DE RICARDO REIS, de José Saramago, traduit du portugais par Claude Fages, Le Seuil, 378 p., 120 F.

## Glossaire

Voici la liste des vingt écrivains présents aux « Belles étrangères », Maria Judite de Carvalho (voir l'article de Joana Savignone) et David Mourão-Ferreira, qui étaient invités, n'ont pu venir en France. De cette littérature à pleine effluence, citons également deux absents de taille : M. Torga et A. Lobo Antunes.

VERGILIO FERREIRA. Né en 1918. (Voir l'article de Patrick Kéchichian.)

SOPHIA DE MELLO BREYNER ANDRESEN. Née en 1918 à Porto. (Voir la chronique de Nicole Zand.)

AGUSTINA BESSA LUIS. Née en 1922, A. Bessa Luis vit à Porto et est considérée comme le grand écrivain du Nord. Auteur d'une œuvre romanesque abondante, elle occupe la notoriété en 1954 avec *Silba* (la Sibile), Gallimard, 1984). Paradoxe, ironique, inaccessible, A. Bessa Luis manie l'analyse psychologique ou sociale aussi bien que la réflexion politique et morale. Un deuxième roman *Fanny Owen* a été traduit en français (Actes Sud, 1987).

JOSÉ SARAMAGO. Né en 1922 en Alentejo. (Voir les articles de Nicole Zand et de François Bost.)

EDUARDO LOURENÇO. Né en 1923 au nord du Portugal. (Voir l'article de P. Kéchichian.)

URABANO TAVARES RODRIGUES. Professeur de littérature française à l'université de Lisbonne, U. Tavares Rodrigues est né en 1923 et a passé son enfance en Alentejo. Il a été emprisonné à deux reprises sous la dictature salazariste. Auteur d'une œuvre très abondante qui exprime des préoccupations éthiques et politiques, Tavares Rodrigues a été marqué par l'existentialisme. En 1989, Denoël a publié un roman, *Bâtards du soleil*. Deux titres sont annoncés à La Différence.

JOSE CARDOSO Pires. Né en 1925, J. Cardoso Pires publie son premier roman en 1949. Influencé notamment par Veiland et Hemingway, son œuvre illustre, en marge du courant néoréaliste, un « réalisme critique » et une préoccupation sociale que la censure salazariste ne menaçait pas de remarquer... Trois de ses romans ont été traduits chez Gallimard, dont récemment *Ballade de la plage aux chiens* (1986).

FERNANDO GUIMARÃES. Poète, mais aussi essayiste — considéré comme l'un des meilleurs critiques portugais de poé-

sie, — et traducteur, F. Guimarães est né à Porto en 1928. Influencé par les grands romanciers européens, il reste épris de rigueur classique. Résolument moderne, sa poésie, tout en se questionnant elle-même, reste attachée aux grands mythes et symboles.

FERNANDO ECHEVARRIA. Né en 1929, en Espagne, d'une mère espagnole et d'un père portugais, le poète F. Echevarria, après des études de philosophie et de théologie en Espagne, s'installe au Portugal, puis à Paris. Il est professeur dans l'enseignement secondaire. Religieuse et métaphysique, baroque dans les premiers livres, à partir de 1956, la poésie d'Echevarria se purifie et s'oriente ensuite vers une plus grande abstraction. Son dernier recueil, *Figuras* (1987), a obtenu le grand prix de poésie inexist.

MARIA GABRIELA LLANOS. Née en 1931, M.G. Llano est un écrivain secret, vivant au Portugal à l'écart de la vie publique. Sa prose, qui mêle fiction et poésie, tente de retrouver les inflexions d'une expérience intérieure. Son écriture est contemplative et fragmentée. Depuis 1982, elle a publié neuf livres et est considérée comme l'un des grands écrivains de sa génération.

ANTONIO OSÓRIO. D'origine italienne par sa mère et portugaise par son père, né à Setúbal en 1933, A. Osório est avocat à Lisbonne. Sa poésie (cinq recueils depuis 1972) est économe et maîtrisée, exprimant, souvent dans des formes brèves, un idéal européen et universel qui rassemblerait les artistes et les poètes des temps passés.

PEDRO TAVARES. Né en 1934, P. Tavares est l'un des administrateurs de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne. Selon Antonio Ramoa Rosa, autre poète portugais de grande valeur, la poésie de P. Tavares, moderne par son rythme et ses sonorités, vise à saisir « l'instant total, la vie présente ».

VASCO GRACA MOURA. Né en 1942 à Porto, V. Graca Moura est avocat et a exercé des responsabilités dans deux gouvernements provisoires de l'après-révolution. Directeur de la première chaîne de TV portugaise, il vient d'être nommé commissaire pour les commémorations des grandes découvertes portugaises. Depuis 1983, il a publié de nombreux livres — poésie, essais, théâtre, romans... — Traduit par Anne Vienne, son roman, *Derniers chants d'amour*,

vient de paraître aux Éditions de la Différence.

ALMEIDA FARIA. Né en 1943 en Alentejo. (Voir l'article de P. Kéchichian.)

LIDIA JORGE. Née en 1946, en Algarve, Lidia Jorge est assistante à la faculté des lettres de Lisbonne. En recherche constante de nouveaux modes de narration, L. Jorge reste attachée, dans les quatre romans qu'elle a publiés, aux réalités de son pays. Le Forêt dans le fleuve, roman traduit par Anne Vienne, a paru cette année chez Albin Michel ; un deuxième, *Le Rivage des murmures*, est annoncé chez A.-M. Métailié.

JOSE AMARO DIONISIO. Journaliste à l'agence portugaise de presse, J. Amaro Dionisio est né en 1947 à Faro, en Algarve. Sa prose, fragmentaire, construite en séquences, n'est pas sans rappeler l'écriture journalistique. Ses thèmes expriment les préoccupations et les angoisses de la vie moderne et urbaine. Le recours au sarcasme est fréquent. Depuis 1978, J. Amaro Dionisio a publié quatre livres.

ALBERTO. Al. Berto est né en 1948 à Coimbra. Il mène des études d'art à Lisbonne avant de s'installer en Belgique pendant la guerre d'Afrique. Poète, mais aussi dessinateur et animateur culturel, Al. Berto rassemble en 1987 ses poèmes en un épais volume, *O Medo (le Peur)*, qui obtient le prix du Pen Club portugais de poésie. Dominé par l'angoisse et le sentiment de précarité, son lyrisme est riche d'images et d'émotions.

NUNO JUDICE. Né en 1949 dans le sud du Portugal, assistant à l'université de Lisbonne, N. Judice a publié son premier recueil de poèmes en 1972. Lyrique et secret, métaphorique, sa poésie a subi à la fois l'influence de poètes portugais comme H. Helder ou J. de Sampaio et celle de Pons ou de Pound.

ANTONIO MEGA FERREIRA. Journaliste de profession, A. Mega Ferreira est né en 1949 à Lisbonne. Il dirige actuellement une importante société de vente de livres par courrier. Influencé par Borges et Kafka, son œuvre de fiction se plait dans les jeux intellectuels qui mettent en question la notion même de littérature.

CLARA PINTO CORREIA. Fille d'un médecin connu, C. Pinto Correia est née en 1960 à Lisbonne. Sa jeunesse et son irrégularité ont contribué à son succès. Ses livres, surtout le roman *Adieu, Princesse* (1986), révèlent un talent original.

## La rumeur de la vie intérieure

Le « mot unique » de Vergílio Ferreira et le Vendredi saint d'Almeida Faria

C'EST la rumeur de la vie intérieure, de la mémoire accumulée, que fait entendre le roman de Vergílio Ferreira, *Pour toujours*, publié au Portugal en 1983. Reprise, réfléchie en elle-même, l'existence du narrateur est la substance d'une énigme sans réponse. Absence de réponse qui entrave le futur et condamne au ressassement des données de l'existence.

Pour toujours commence dans un « après-midi immobile de chaleur ». Le narrateur revient dans la maison de son enfance — « maison vide à l'absence sonore » — il parcourt les pièces de la demeure inhabitée, ouvre les volets à la lumière de l'été. Aux dernières pages du livre, tandis que le soir s'installe, il reforme la maison et quitte le village.

Dans ce court laps de temps, « dans la mémoire suffoquée du temps qui a passé », il convoque les figures de son histoire : tante, mère, épouse, fille, et jusqu'à l'enfant qu'il a été. Ce n'est pas un dialogue que le vieil homme ouvre avec ces fantômes, même s'ils interviennent parfois avec leurs propres soucis, leurs propres questions. Il les fait plutôt témoins d'un long monologue qui semble sortir de quelque « sous-rain » dostoevskien. Plus qu'à la reconstitution d'un puzzle social ou psychologique, c'est à la quête douloureuse de lui-même, à la tentative de se comprendre, que le narrateur consacre son interminable discours.

« Tout le mystère s'accomplit dans le mot unique, fondamental, le premier et le dernier, celui qui réinvente et résume toute la manière compliquée de dire les choses, toute la complexité et humble et profonde manière d'être. Ce « mot unique », insaisissable dans la bouche de sa mère mourante, « dans le désespoir abrupt d'une bouche vers sa nuit », le narrateur veut l'extraire du « corollaire infernal » du langage humain et de la rumeur indistincte de sa vie intérieure. Finalité et justification de son existence, ce mot peut aussi être compris comme symbole de l'activité littéraire elle-même.

La totalité du roman de Vergílio Ferreira est sombre, tragique. C'est davantage de la violence et de l'apreté d'un esprit en souffrance de vérité, que de la longueur mélancolique — cette nostalgie de l'âme pour ainsi dire traditionnelle dans la littérature portugaise — dont on parait ici l'écho.



Vergílio Ferreira.

lique — cette nostalgie de l'âme pour ainsi dire traditionnelle dans la littérature portugaise — dont on parait ici l'écho.

Le lecteur français sera sans doute surpris par le lyrisme sans frein, à la fois poétique et philosophique, de Vergílio Ferreira. Lyrisme qui s'exprime dans une langue riche et tourmentée, faisant peu de place — pas assez sans doute — à la sobriété. L'aspect tragique (également présent dans un autre roman, *Alegria breve*, datant de 1965 et traduit en 1969 chez Gallimard) est quelque peu noyé dans un discours qui mêle dans la même tourmente l'émotion vécue et la réflexion.

Né en 1916 dans les montagnes d'Estrela, au nord-est du Portugal, professeur de latin, de grec et de portugais dans le secondaire jusqu'à sa retraite en 1981, V. Ferreira a rompu avec le courant néoréaliste en 1949, à l'occasion d'un roman *Mudança* (Changement). Influencé par les existentialistes, il a consacré des essais à Sartre et à Malraux. A l'écart de l'engagement politique, il a construit — surtout depuis 1959, date de publication du roman *Apparition* — une œuvre de romancier et d'essayiste qui exprime, à travers une réflexion formelle, ses préoccupations morales et philosophiques. Les cinq volumes de son *Journal*, publiés à partir de

1980, relèvent de cette même tendance réflexive. Le dernier roman de Ferreira, *Ale o Fin* (Jusqu'à la fin) a paru en 1987.

Proche par plusieurs aspects (récit immobile, goût de l'introspection...) de celui de V. Ferreira, l'œuvre d'Almeida Faria — né en 1943 en Alentejo, au sud du Portugal — est cependant davantage ancrée dans la réalité historique, culturelle et spirituelle de son pays d'origine.

Le dernier volet de la grande *Tétralogie lusitanienne* d'Almeida Faria, *Chevalier errant*, publiée en 1983, a été traduit en 1986 chez Belfond (voir « Le Monde des livres » du 17 octobre 1986). Le premier, *La Passion*, paru en 1965, traduit quatre ans plus tard chez Gallimard, est aujourd'hui repris, dans une version revue et corrigée, toujours aux éditions Belfond. Les deux volumes intermédiaires, *Déchirures* et *Lustania*, sont annoncés pour 1989.

*La Passion* est divisée en cinquante séquences, distribuées entre les trois moments d'un vendredi saint (matin, après-midi et nuit) vécus par les membres et l'entourage d'une famille de propriétaires terriens. Les mêmes personnages se retrouvent dans *Chevalier errant*. Ce n'est pas ici la vision subjective qui domine. Le monologue intérieur n'est qu'une des modalités, formelles du récit et non, comme chez V. Ferreira, l'expression directe de la pensée ou des émotions de l'auteur.

A la manière d'un vitrail dont chaque élément existe en lui-même mais a besoin des autres pour créer de la beauté, *La Passion* raconte, avec des couleurs qui appartiennent à l'auteur, l'histoire intérieure du Portugal contemporain. Une histoire dont Almeida Faria montre, avec un grand talent, la lancinante grandeur.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ POUR TOUJOURS (Para Sempre), de Vergílio Ferreira, traduit du portugais par Anne Vienne, Marie-José Lerche, La Différence, 260 p., 120 F.

★ LA PASSION (A Paixão), d'Almeida Faria, traduction de Roberto Queiroz, revue par Anne Marie Quint et Maryvonne Bédier, Belfond, 200 p., 95 F.

La beauté de l'épur

laquelle...  
de Maria Judite de Carvalho

C

Lourenço do Portugal à

Q

210 p., 95 F.

10 SAISON

EDU

200 p., 95 F.



## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## La beauté de l'épure

La qualité fascinante de Maria Judite de Carvalho.

CERTES, l'imagination de Maria Judite de Carvalho est très noire. Les deux brefs et beaux textes parus en France l'an dernier, *Tous ces gens* et *Ces mots que l'on retient*, le prouvaient déjà; les nouvelles et le récit qui sortent aujourd'hui le confirment, avec un talent égal. Mais, si l'on insiste sur la vision sombre de Maria Judite de Carvalho, sur ce qu'elle traque inlassablement — ces vies qui se défilent et qu'elle détruit en quelques phrases, ces petits riens qui font basculer un destin, — il ne faudrait pas en déduire qu'elle patage dans le sinistre, se vautre dans le morbide et le désastre. Elle est bien trop économe de mots, trop hostile à tout lyrisme pour cela.

Ce qu'elle aime, c'est tracer d'un trait net, bref et définitif un personnage, trouver le mot juste, l'image qui, en un instant, font surgir le mystère d'une existence, l'obsession qui entraîne une personne hors d'elle-même, ou au contraire tout au fond d'elle-même. C'est en travaillant sur la ligne, l'épure, que Maria Judite de Carvalho a créé cet univers de banalité fascinante, où la description de la tristesse d'une existence terne ou tragique devient pour le lecteur une sorte de remède contre la lassitude devant la vie.

JOSEYANE SAVIGNEAU.

★ PAYSAGE SANS BATEAUX et ANICA AU TEMPS JADIS, de Maria Judite de Carvalho, traduits de portugais par Simone Biberfeld. La Différence, 104 p., 59 F et 269 p., 89 F.

## Lourenço du Portugal à l'Europe

QU'EDUARDO LOURENÇO soit l'un des plus subtils connaisseurs et interprètes de l'œuvre de Pessoa, il suffit de lire les études rassemblées dans le volume *Fernando Pessoa, roi de notre Brèvière*, la meilleure introduction possible à l'œuvre de Pessoa, pour s'en convaincre. Replaçant le poète dans une perspective portugaise, ou envisageant son œuvre dans ses rapports avec celles de Kierkegaard ou de Nietzsche, il analyse à la fois une pièce essentielle du drame existentiel européen, et le destin d'un « mythe culturel » : « Quelle image de nous-même célébrons-nous en couchant l'astère de Faust et de sa nudité vitale et existentielle dans le litrose du monastère des Héroïnes ? Les roches de Pessoa ont été transférées il y a peu de temps dans ce lieu qui est le Panthéon portugais », interroge E. Lourenço.

Derrière l'image troublée mais centrale de Pessoa, c'est à la place de son pays dans l'Europe — l'Europe historique et l'Europe encore à venir, — au

destin du Portugal et aux mythes qui participent de sa réalité culturelle, qu'Edoardo Lourenço a attaché sa réflexion. Publié par un nouvel éditeur installé à Bruxelles, Segre-Europa, son recueil d'essais, *Le Labyrinthe de la saudade*, aborde ses différents thèmes.

P. Ké.

★ FERNANDO PESSOA, ROI DE NOTRE BAVIERE, d'Edoardo Lourenço. Librairie Segre-Michel, Châteauneuf, 216 p., 89 F.

★ LE LABYRINTHE DE LA SAUDADE, du même auteur. Segre-Europa, 206 p., 650 FB (environ 100 FF), distribué par Nord-Sud, 74, rue Lebrun, 1050 Bruxelles.

## Navigations lusitaniennes

★ NAVIGATIONS, poèmes de Sophia de Mello Breyner. Traduit du portugais par Joaquim Vital. Ed. de La Différence, 62 p., 49 F.

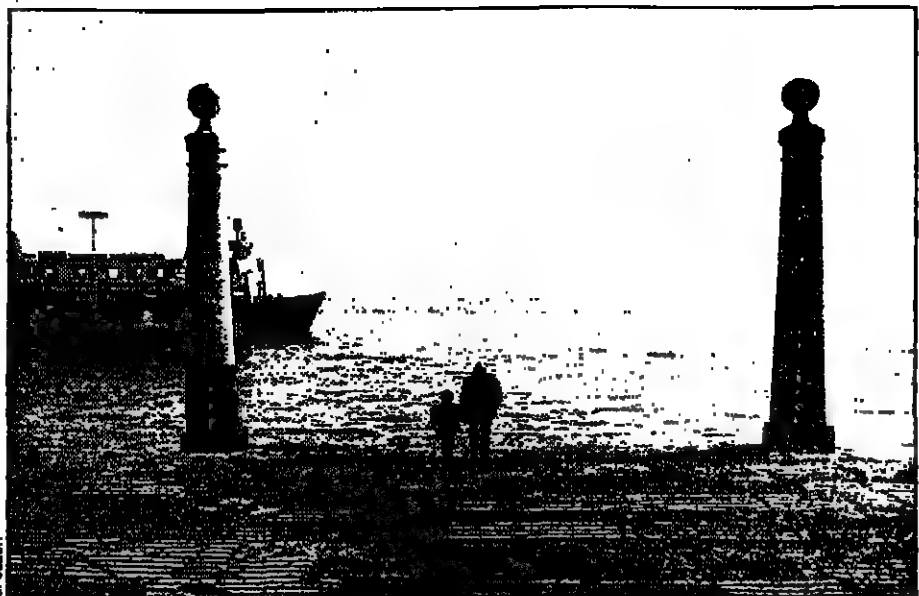
★ CONTES EXEMPLAIRES, de Sophia de Mello Breyner. Traduits du portugais par Alice Caffarel et Claire Cayron. Ed. de La Différence, 136 p., 65 F.

« NON à la mélancolie portugaise ! » Il y a cinq cents ans commençait l'épopée des grands navigateurs, ces découvreurs de la planète qui jouèrent dans le monde un rôle si disproportionné avec la taille du pays d'où ils venaient, premiers champions de l'expansion outre-mer, du Mozambique au Cap-Vert et à Macao, du Brésil au Japon et à l'Indonésie ! Étrange et grandiose destin pour un pays si pauvre et si petit qui s'était jeté dans le monde sans argent, presque sans hommes et qui, même à son époque de grandeur, ne put jamais en assumer le prix... Les éléments souterrains se déchaînaient pour anéantir une capitale alors dans toute sa gloire. Le dictateur mit le pays sous l'étouffement d'un demi-siècle plus tard. Et un demi-millénaire après les débuts des conquêtes maritimes virent les guerres coloniales et les sombres aventures de la décolonisation. Aujourd'hui, le Portugal, bon gré, mal gré, est revenu à l'Europe. « L'Europe, ce conseil d'administration, où tout se décide à Bruxelles, à Luxembourg, et où je ne suis rien », déplore Saramago.

De Sophia de Mello Breyner, la « grande dame » de la poésie portugaise, nous avions découvert, il y a peu, une anthologie poétique, *Méditerranée*, aux éditions de La Différence, qui, cette fois, publie un recueil tout naturellement intitulé *Navigations*, des poèmes qui, tant qu'on y réfléchit, sont une langue essentiellement faite pour être poésies, cette langue très élaborée qui alevé et détache les syllabes tour à tour comme en se jouant de ses voyelles... Quelques titres — *Liabonne*, *les Iles*, *Dérive* — pour des poèmes les plus souvent très brefs, dont les images puisent aux quatre éléments dans ces navigations de la traversée, de la mémoire, de l'histoire, de la mer omniprésente « avec le sens du destin que possède la mer ». « Je suis de la race de ceux qui plongent les yeux ouverts / sans jamais perdre le fil de lin / de la parole », écrit-elle dans *Méditerranée*.

NÉE à Porto, en 1919, dans une grande famille aristocratique, d'origine danoise par son père, autrichienne par sa mère, ayant toujours eu relation avec un grand courage à la dictature, honoraire de toutes les plus grandes distinctions de son pays, Sophia de Mello Breyner a toujours écrit de la poésie. « Ce qui est important, dit-elle, c'est que j'ai connu la poésie avant de savoir lire. Les premiers vers que mon père m'a lus étaient les Navires Catharins, un poème anonyme très connu des enfants, mais je savais par cœur aussi des poèmes de Camoens avant de savoir lire, et cela a eu une influence capitale sur ma poésie. Je pense qu'il y a, au Portugal, une tradition de poésie très continue et aussi que la langue prédispose à la poésie ».

Elle parle avec passion de l'*Odyssée*, qu'elle a lue dans son enfance et d'où est né, en partie, son amour pour la mer. Mais aussi de Jorge de Sena (1), dont elle salua la mort : « A travers ton cœur passe un bateau / qui ne



cesse sans toi de suivre son chemin », de Pessoa, dont elle déplore l'excès de popularité : « Nous savions que nous avions un grand poète. Mais la mode conduit vers une mauvaise interprétation de Pessoa. Pessoa, c'est un excommunié, il s'était excommunié lui-même et, comme les femmes voilées, il ne gardait qu'un seul œil pour voir. Et maintenant, on ne cesse de faire de lui des portraits, des monuments... »

Mère de cinq enfants, Sophia de Mello Breyner a beaucoup écrit de contes afin de les leur lire, mais sans penser à les éditer : quatre volumes de ses contes pour enfants ont paru, depuis la *Petite Fille de la mer* (A Menina do Mar, 1958). Des contes qu'elle écrivait comme si elle les racontait et que tout le monde s'accorde à trouver admirables. Mais c'est pour les adultes qu'elle a conçu ce recueil de *Contes exemplaires* qui vient de paraître : des récits lisses, écrits « dans un désir d'équilibre, d'harmonie et de perfection », écrit Clara Rocha, qui est critique littéraire et fille de Torga. « Si on ajoute quelque chose au réel, ce n'est plus le réel », dit Sophia. On y retrouve celui qu'elle prit pour Homère : un fou vagabond qui passait sur la plage quand elle était petite et qu'on appelait « le Triton », qui tenait toujours dans sa main droite deux coquillages et qui semblait parler à la mer, « un long discours clair, irrationnel et nébuleux, qui semblait, comme la lumière, découper et dessiner toutes choses ».

Surtout, on reste pétrifié par ce conte, entièrement dialogué, qui s'appelle *le Voyage* : un couple sur une route qui va vers un endroit où ils n'ont jamais allé et dont on dit que c'est un lieu merveilleux — cela se révèle être une course à l'abîme, où il va, de dépeuplement en dépeuplement, finir par se jeter, là où le sentier a disparu et où il ne reste plus rien pour se raccrocher. « J'ai voulu raconter ce que ce pouvait être que de se jeter dans l'abîme les yeux ouverts », dit l'auteur, qui ajoute : « Parfois, quand on plonge les yeux ouverts, on voit ce dont on a le plus peur. » Mais qu'y a-t-il de l'autre côté de l'abîme ? Ce n'est pas Sophia qui vous le dira.

Tandis que le Portugal émerge du coin de l'Atlantique où on l'avait presque oublié et entre dans le vingtième siècle, des revues paraissent qui tentent de faire le point sur ce pays qui a laissé une influence durable en

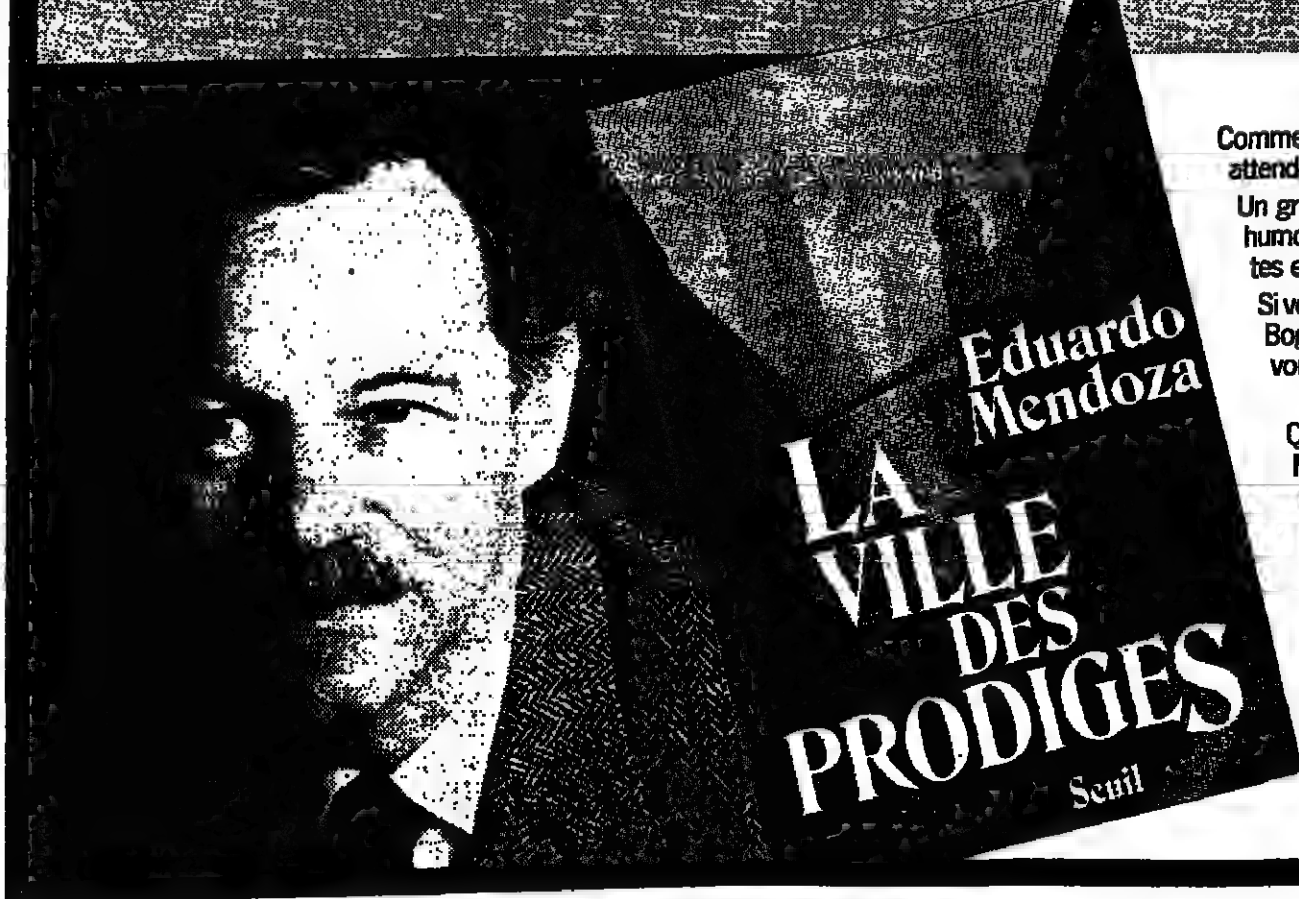
Amérique comme en Extrême-Orient par ses missionnaires et ses commerçants, mais qui nous a donné à la fois Camoens et Pessoa. Citons d'abord *Crinque* (« L'épopée lusitanienne », n° 495-496) avec notamment de passionnants articles de Robert Brechon sur « Fernando Pessoa et le rêve portugais » et de Patrick Quillier sur « Lisbonne : songe d'empire et empire des songes ». La revue *Autrement* a consacré un bon numéro — dirigé par Michel Chandeigne et Pierre Légère-Costa — à Lisbonne au présent et au futur (« La nostalgie du futur », hors-série n° 30), sorte d'inventaire et de guide moderne de cette autre ville aux sept collines.

Enfin, signalons le dernier numéro de la *Quinzaine littéraire* consacré au Portugal (n° 519 du 1<sup>er</sup> novembre), qui présente les dernières des « Belles Étrangères » et dans lequel Edoardo Lourenço, le plus remarquable des intellectuels portugais, analyse la complexité de sa culture : « Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, le Portugal n'est pas seulement « européen », il est passionnément européen, à tel point que l'attention portée aux cultures des autres est, pour les Portugais, comme une deuxième nature, écrit-il. Parfois, il nous est arrivé d'éprouver à l'égard de l'Europe des sentiments équivoques à mi-chemin de la fascination et du ressentiment, sentiments typiques des cultures en marge ou colonisées, situation paradoxale car nous étions en même temps une culture colonisatrice. C'est sans doute le fait d'être dans un pays à vocation « impériale » ou tout au moins extra-européenne qui nous a permis, malgré cette attirance vers les grandes cultures européennes, de maintenir à travers les siècles une aptitude à dialoguer avec les autres sans perdre notre âme. (...) Notre culture peut aujourd'hui se regarder dans le miroir européen sans éprouver, comme ce fut le cas autrefois, ce réflexe fétueux de ceux qui ne sont pas aimés parce qu'ils ne sont pas connus. »

(1) Auteur de *Signes de feu* (Albin Michel, 1986) et du *Physicien prodigieux* (A.-M. Métaillé, 1985).

— Vient de paraître : LES ÉCRIVAINS PORTUGAIS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, un ensemble de biographies et d'extraits de textes réunis par le groupement de libraires de L'Œil de la lettre (40, rue de Grégoire-de-Tours, 75006 Paris). Tiré à 22 000 exemplaires, ce catalogue est offert gratuitement par ces libraires.

## EDUARDO MENDOZA



Comme Joyce à Dublin, Mendoza donne à Barcelone le roman qu'elle attendait.

Jean-François Fogel / Le Point

Un grand roman d'éducation et une hénauque fresque épique, un récit humoristique plein d'une immense somme de connaissances, d'anecdotes et d'inventions.

Nicole Zand / Le Monde

Si vous ne connaissez pas encore ce romancier qui réinvente Humphrey Bogart sur les ramblas de Barcelone, deux nuits blanches devraient vous suffire pour vous convaincre de son grandissime talent !

André Clavel / L'Événement du jeudi

Quatre ans avant le début des jeux Olympiques de Barcelone, Eduardo Mendoza peut prétendre à la médaille d'or de la narration, avec ce marathon romanesque.

Jean-Dièdre Wagner / Libération

Prodigieux Mendoza. Albert Bensoussan / La Quinzaine littéraire

Un roman d'une richesse flamboyante.

Jean David / VSD

Découvrir un auteur de cette veine est devenu une aubaine si rare aujourd'hui qu'il faut saluer avec gratitude un tel événement.

Dominique Fernandez / Le Nouvel Observateur

Traduit de l'espagnol par O. Rolin - 120 F

Editions du Seuil





## ● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

## La seconde naissance de Thomas Hobbes

ÊTRE célèbre et mal connu, c'est monnaie courante. Plus encore, peut-être, chez les philosophes que chez les écrivains. La liste serait longue de ces penseurs renommés dont on connaît mieux le nom que l'œuvre. Quelques formules, une image stéréotypée, du mieux un ouvrage ou deux, ont fini par masquer l'ampleur et la complexité de leur travail réel. Thomas Hobbes en est un bon exemple.

On ne saurait nier qu'il a sa place parmi les grands. Il figure dans la liste des auteurs du baccalauréat, et tous les manuels de philosophie le citent. Voilà de bons indices, à défaut de références plus solides. Celles-ci d'ailleurs ne manquent pas. Pierre Naville, dans son récent *Thomas Hobbes*, brosse notamment un beau panorama des réactions et des controverses suscitées par sa pensée. Chez ses contemporains : Descartes, Leibniz, Gassendi, Spinoza, au *Siècle des Lumières*; de Lalande à Swift, de Montesquieu à Diderot, du baron d'Holbach au marquis de Sade et à Rousseau, ce sont pratiquement tous les courants d'idées anglais et français du dix-huitième siècle qui l'annexent, ou bien l'attaquent. Hier encore, Arthur Schopenhauer, Adam Smith, Auguste Comte, Pierre Joseph Proudhon ou Karl Marx furent, à son propos, enthousiastes ou critiques. Rares sont les penseurs qui eurent une telle influence, et de tels isomères.

Toutefois, cette reconnaissance bien établie ne va pas sans malentendus. Le plus fréquent, et le plus trivial, consiste à ne voir dans l'auteur du *Leviathan* et du *De Cive* qu'un théoricien de l'absolutisme, partisan de la monarchie et des pouvoirs forts. À la limite, il préférait le risque des abus totalitaires à celui des troubles anarchiques. Bien qu'on sache, depuis longtemps, que c'est là une vue très courte, le préjugé persiste. Sans doute n'est-ce plus le principal embarras des commentateurs contemporains, tels par exemple F. de la Motte, Léo Strauss ou Raymond Polin. Tous, en effet, en dépit de leurs divergences, s'accordent sur ce point : Hobbes fonde la réflexion politique moderne. Il pose, le premier, la question du pouvoir d'État sous l'angle du droit rationnel. Ces lectures, à leur tour, ne vont pas sans difficultés.

Car il n'est guère possible de considérer Hobbes comme un philosophe uniquement préoccupé par le *commonwealth* et par la fondation d'une science politique. Dans la masse constituée par les dix-huit volumes de ses écrits (onze en anglais, sept en latin), une bonne part est consacrée à des travaux de « philosophie première », de logique, d'optique, de mathématiques. Il y construit, avec force, la nouvelle image du monde que la révolution copernicienne a rendue possible. Mécaniste, nominaliste, matérialiste, Hobbes est philosophe, et d'une frappe moderne.

C'est la jonction de sa philosophie de la nature et de sa philosophie politique qui laisse perplexes. Faut-il se résoudre à couper l'œuvre en deux, renoncer à toute articulation, admettre que la version politique est indépendante, simplement juxtaposée à une physique matérialiste ? Faut-il, au contraire, analyser les écrits politiques à la lumière du *Cours traité des premiers principes*, ou du *De Corpore* ? Aucune de ces démarches n'aboutit à des résultats véritablement satisfaisants. Enfin, si l'on ose dire, Yves-Charles Zarka vint.

Son travail, imposant, repose sur une idée simple : pour comprendre pleinement le système éthique et politique de Hobbes, il convient de mener une analyse attentive de ses positions métaphysiques. Sa philosophie renfermerait les conditions de possibilité de sa politique. Il est moins simple, on en doute, de mettre en œuvre ce projet que de l'annoncer. Bien que le livre d'Yves-Charles Zarka soit d'une impeccable clarté dans sa construction, il n'est pas question d'entrer dans le détail, parfois très technique, de son propos. En résumé, il aboutit à deux résultats principaux.

Le premier, c'est la mise en lumière, comme le titre l'indique, de la *Décision métaphysique* de Hobbes. Paradoxe : comment considérer comme un métaphysicien ce penseur qui a dit tant de mal de ceux qui se démontrent tels ? En suivant pas à pas la remarquable lecture de Zarka, on se convainc qu'il y a là un faux problème. Les positions de Hobbes, en complète opposition avec celles d'Aristote, n'en sont pas moins cohérentes. Chez le maître grec, le savoir correspond intimement au réel. La connaissance et l'être sont, en leur fond, identiques. Ce qui est contradictoire est, du même coup, impensable, indicible et inexis-

tant. Les catégories, qui ordonnent notre pensée, sont des genres de l'être.

Au contraire, chez l'« Anglais », comme disait Descartes, une disjonction s'opère entre l'ordre de la connaissance et celui de la réalité. Nos savoirs se soumettent aux lois de la logique, mais celle-ci ne nous donne nul accès à l'être. La substance du monde, en tant que telle, nous demeure inconnaissable. Les catégories sont des classifications de noms, rien de plus. Autrement dit, l'univers des mots et celui des choses, désormais, font deux. Cela ne signifie évidemment pas qu'une chose contradictoire puisse exister, mais que seuls les discours sont susceptibles d'être contradictoires.

En séparant ainsi la science et le réel, ou, si l'on préfère, la logique et l'ontologie, Hobbes subvertit profondément la métaphysique. Il critique explicitement les illusions auxquelles donnent naissance les fonctions multiples du verbe être. Il réabroge également le concept de vérité, au moyen d'une théorie de la signification et de la proposition. Rendre à cette démarche toute sa portée est le premier mérite du travail d'Yves-Charles Zarka. Son intérêt dépasse de loin l'érudition hobbesienne ou l'histoire des idées.

C'est en effet toute la réflexion postérieure sur l'ontologie, jusqu'à nos jours, qui se trouve virtuellement mise en cause par cette rupture. L'autre résultat principal de cette importante recherche est d'établir un lien entre cette « métaphysique de la séparation » et la réflexion politique. Détaché d'un ordre naturel du monde, l'homme élabore son savoir par l'intermédiaire des mots et de leurs définitions.

L'État, et plus généralement l'ordre juridique, peut alors apparaître comme une réalité artificielle que fondent des actes de parole. La règle du droit, conçue comme acte langagier, confère au monde humain sa fondation rationnelle. Les normes politiques se substituent à celles que la nature ne fournit plus. L'analyse menée par Yves-Charles Zarka, qui est aussi un actif artisan de la redécouverte de Hobbes en France, se poursuivra dans un second volet, consacré à la *Séméiotique du pouvoir*.

Hobbes est né en 1588, il y a juste quatre siècles. Les célébrations de cet anniversaire ne sont pas de pure forme. L'œuvre suscite à nouveau un très vif intérêt, perceptible dans la recherche internationale aussi bien qu'ici. Comme il s'agissait d'une seconde naissance de ce philosophe. Pour un quadricentenaire, c'est signe de robustesse.

ROGER-POL DROIT.

★ THOMAS HOBBS, de Pierre Naville, éd. Pion, 276 p., 120 F.

★ LA DÉCISION MÉTAPHYSIQUE DE HOBBS. CONDITIONS DE LA POLITIQUE, d'Yves-Charles Zarka (éd. Vrin, « Bibliothèque d'histoire de la philosophie », 405 p., 210 F.).

## À l'occasion du quadricentenaire

● COUR TRAITÉ DES PREMIERS PRINCIPES, de Thomas Hobbes. Édition bilingue. Texte, traduction et commentaire très détaillé de Jean Bernhardt (PUF, coll. « Épistémologie », 286 p., 195 F.).

● SOUVERAINETÉ ET LÉGITIMITÉ CHEZ HOBBS, de Francis Lessay. À partir d'une analyse de la notion d'absolutisme chez Hobbes, l'auteur en souligne l'ambiguïté fondamentale : pouvoir sans partage et libération (PUF, coll. « Léviathan », 290 p., 195 F.).

● Signalons qu'un BULLETIN HOBBS, conçu par Y.-C. Zarka, en collaboration avec J. Bernhardt, sera désormais publié tous les deux ans par la revue *Archives de philosophie*. La première livraison (T. 51, n° 2, 1988) fait le point sur les recherches consacrées ces dernières années à Hobbes dans divers pays, ainsi que sur la réception de son œuvre. D'autre part, une nouvelle traduction des œuvres de Hobbes, qui comprendra une douzaine de volumes, est en cours de préparation aux éditions Vrin, sous la direction d'Y.-C. Zarka. Le premier volume, *De corpore*, traduit et annoté par Luc Borot, doit paraître dans quelques semaines.

● On annonce également pour les prochains mois la parution des actes d'un colloque franco-américain tenu à Nantes en juin 1987 (*Thomas Hobbes, de la métaphysique à la politique*, sous la direction de Michel Naudin, éd. Vrin), ainsi que la publication des actes du colloque tenu à la Sorbonne en mai 1988 (*Thomas Hobbes, philosophie première, théorie de la science et politique*, sous la direction d'Y.-C. Zarka et J. Bernhardt), ainsi qu'un « Que sais-je » de J. Bernhardt (PUF), un volume de la collection « La philosophie » de Pierre-François Moreau (PUF) et un numéro de la revue *Philosophie* (Minuit).

Charlotte VON VERSCHUER  
**LE COMMERCE EXTERIEUR DU JAPON** des origines au XVI<sup>e</sup> siècle  
Un volume 16 x 24, 208 pages 140 FF  
Maisonnette & Larose

LIVRES  
**POLONAIS** et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-5  
Tél. 43-26-51-09

## ● HISTOIRE

## Archéologie d'une rumeur

Alain Boureau retrace l'histoire de Jeanne, fausse papesse du Moyen Âge et vraie figure littéraire.

N'INSISTEZ pas, elle n'a pas existé ! Alain Boureau nous en avertit dès la première page de sa *Papesse Jeanne* en proclamant ses ambitions historiennes : « avec une raideur exacerbée par le côté redouté de la chronique scandaleuse ».

Cette chronique, la voici telle qu'elle circule au treizième siècle : vers 850, une Anglaise de Mayence (sic) se travestit en homme pour suivre à Rome son clerc d'amant. Là, ses qualités intellectuelles et morales lui font gravir tous les échelons de la Curie pour parvenir finalement au souverain pontificat. Mais son règne s'interrompt dans l'opprobre : il/elle meurt pendant la procession qui menait de Saint-Pierre du Vatican à Saint-Jean-de-Latran, non loin du Colisée, après avoir accouché d'un fils.

Pour éviter pareille mésaventure, la cérémonie de couronnement pontifical comporte depuis un rite de vérification manuelle du sexe des papes, suivi de la proclamation publique : « Habet duos testiculos et bene pendentes », signifiant ainsi la présence vérifiée des parties du corps qu'on appelle ailleurs « les pontificales ». Eh bien, ce rite non plus n'a jamais existé, ni la proclamation.

## Une transgression majeure

Le réel dans toute cette affaire, c'est que pendant trois siècles décisifs de l'histoire de l'Occident (du onzième au quatorzième siècle), la rumeur mythique de la rumeur rituelle se sont nourries l'une l'autre, et que, jusque dans le monde déshéant de la fin du vingtième siècle, cette Jeanne-là fait fonctionner les imaginations. Voilà l'objet du livre d'Alain Boureau : le problème central est celui de la croyance et de l'histoire des modes de croyance.

Car une femme pape, c'est la transgression majeure de la répartition des rôles masculins et féminins dans l'Eglise à une époque où l'Eglise est la structure fondamentale du monde. « Lorsque la clef de voûte de l'édifice central de Pierre se fait Jeanne, lorsque l'élection divine se mue en tromperie humaine (et féminine), qu'advient-il ? » L'histoire de Jeanne apparaît ici comme un de ces « faits historiques totaux » qui permet à l'historien de baliser un long Moyen Âge des mentalités, de saint Bernard à Hegel.

Alain Boureau se fait d'abord archéologue de la rumeur. Le rite du toucher des « pontificales » n'est dans aucun document canonique ni liturgique. Mieux ! Personne ne l'a jamais vu, mais tout le monde sait que d'autres l'ont vu. Et chacun a vu (et vous pouvez aussi aller voir au Louvre grâce à Napoléon) un des sièges percés en porphyre qui servait effectivement au couronnement, de 1099 à 1513 au moins.

Un voyage érudit au cœur du droit canon, de l'histoire de la liturgie et de l'histoire sociale de la Rome médiévale explique comment le rituel du couronnement était devenu opaque au peuple romain du douzième siècle, au moment où l'autorité pontificale s'était retirée dans son hautain palais du Latran. Le peuple alors, par une substitution festive et carnavalesque, allait promouvoir Jeanne la Romaine et pousser Pierre hors du siège apostolique, un siège en l'occurrence percé, permettant toutes les rumeurs sur les moeurs des papes et les pratiques rituelles de vérification.

Jeanne quitte alors Rome pour entrer en littérature et prendre une dimension européenne. Le puissant et ramifié réseau des Frères prêcheurs (dominicains) diffuse son histoire au treizième siècle et surtout la cristallise dans l'œuvre de Martin le Polonais, auteur de la chronique la plus répandue du Moyen Âge central.

C'est lui qui assure la fortune de Jeanne. C'est lui qui la fait être historiquement en lui assignant lieux, dates et rang dans la succession pontificale.

Boccace, un siècle plus tard, la fait sortir de l'Eglise pour passer en littérature profane et en féminité avec ses *Femmes illustres*. Luther l'y ramène de force pour mieux, par son relais narratif, assimiler la papauté à la Grande Prostituée de Babylone. Les catholiques répliquent par l'érudition : ce n'est pas vrai ! Jeanne n'a pas existé, démontre un Augustin de Vienne vers 1560, puissamment relayé par la jeune Compagnie de Jésus.

Jeanne est morte à l'histoire. Mais elle connaît alors la transfiguration littéraire et ce n'est pas le moins éblouissant de ce livre que le parcours qui nous conduit à travers les Lumières, la Révolution française et le Kulturkampf jusqu'à Georges Bernanos.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Le livre d'Alain Boureau est bien loin d'avoir la linéarité de cette esquisse. Partout l'historien ouvre de larges fenêtres, fait jouer des miroirs, prend de larges détours pour convoquer au chevet de la papesse toutes les ressources de son immense culture historique et littéraire, fécondées par la sémiologie et la psychanalyse. Jeanne objet d'histoire est comme le noyau stable autour duquel gravitent dans le temps les plus graves questions : Qu'est-ce que croire ? Pourquoi l'homme et la femme ? Pourquoi dans un Occident dont le Dieu est né d'une femme « cet exil de la féminité qui peut-être nous fait perdre les neuf dixièmes de la jouissance et du salut » ?

MICHEL SOT.

★ LA PAPESSE JEANNE, d'Alain Boureau, Anblat, 412 p., 150 F.

— Alain Boureau a déjà publié la *Légende dorée : le système narratif de Jacques de Voragine*, le Cerf, 1984, l'*Angèle : chronique politique d'un emblème*, le Cerf, 1985, et le *Simple Corps du roi*, éd. de Paris/Mai Chaillet, 1988.

## ● BIOGRAPHIE

## J.D. Salinger l'introuvable

(Suite de la page IX.)

Ensuite, c'est la découverte des premières nouvelles que Salinger a publiées et dont il fera saisir, il y a une quinzaine d'années, une édition pirate. Nouvelles sentimentales, faites sur mesure pour contenter les lecteurs d'une revue ou d'une autre, et dont la confrontation avec l'œuvre connue de Salinger permet de mieux saisir la manière de l'écrivain, comment celle-ci a mûri, de la même façon qu'un cristal se forme.

Or la véritable récompense va être, pour l'enquêteur, cette liasse de cent lettres qui dort, à l'insu de tout le monde, dans la bibliothèque de Princeton. Elles ont été écrites au fil de vingt ans et adressées au même correspondant. De cette aubaine, le lecteur ne trouvera pas de trace, ou presque, dans cette version de l'ouvrage de Hamilton, la première ayant été interdite par Salinger — lequel fit le voyage de New-York pour répondre aux avocats de la partie adverse. Et il a essayé — il essaierait encore — de faire retirer de la circulation cette nouvelle édition, sous prétexte que le biographe s'y livre à des paraphrases de ses lettres qui ne sont que du « maquillage ». Lettres que, depuis, on peut consulter à Princeton en toute liberté, moyennant 5 dollars, et dont des journaux importants ne se sont pas privés de donner d'assez longs extraits.

Somme toute, l'ouvrage de Hamilton — que l'on fit comme une enquête policière — est plus intéressant par sa démarche, d'une finesse et d'une élégance certaines, que par les révélations qu'il ne cesse de promettre et qui ne se produisent pas.

Certes, on comprend l'envie de Hamilton de cerner, de mieux comprendre, l'auteur qui lui a

procuré ses premiers émois littéraires : n'éprouve-t-on pas le besoin, à une époque où tout a été mis en marche pour effacer l'individuel — première, dernière, seule ressource de la culture, — de sentir la présence de l'auteur derrière l'œuvre, de savoir que Shakespeare est bel et bien Shakespeare, né et mort à Stratford-on-Avon, et non pas Francis Bacon ou le pseudonyme d'un couple d'élitistes doctes ou poètes ?

N'empêche, on ressent une déception assez forte — et que sans doute on partage avec l'auteur — quand on reforme ce livre, car on continue d'ignorer l'essentiel : Salinger a-t-il continué d'écrire, a-t-il pu poursuivre son œuvre dans la solitude ? Ou s'est-il tu pour de bon ?

Il y a toujours un Tchekhov aux grands moments de la littérature, quelqu'un qui renonce à toute forme de représentation ou d'interprétation de son époque, pour toucher jusqu'aux tréfonds les âmes isolées des vaincus de son temps et capter leur murmure.

Salinger était apparu, après les Dos Passos, Steinbeck, Caldwell, Hemingway, et à l'ombre du géant Faulkner, comme l'interprète capable d'exprimer ce que, à propos du théâtre de Tchekhov, on appelle le « sous-texte ». Comme l'interprète d'un monde mineur qui, grâce à quelque chose de caché, à la limite de l'indicible, serait majeur, mieux : impérissable. C'est pour cela que sa voix nous manque, n'a pas cessé de nous manquer.

HECTOR BIANCHIOTI.

★ L'ÉCRITURE ET LE RESTE. À la recherche de J.D. Salinger, de Ian Hamilton. Traduit de l'anglais (Edms-Unis) par Sophie Folz. Payot, 282 p., 150 F.

## Un Italien à Paris

(Suite de la page IX.)

Conséquence du scandale : en moins de deux ans, tout bascule. La cour, qui change de visage, change aussi de résidence : en 1682, Louis XIV, devenu grave, s'installe à Versailles... et il « installe » notre astrologue à la Bastille. C'est que le bel Italien, dont le roi gôlait l'ironie, a trahi plus de secrets politiques que ne le pouvait tolérer les ministres.

En prison, Primi aura tout loisir de réfléchir aux avantages de la discrétion et, une fois sorti, il se gardera bien de reprendre le fil des chroniques imprudentes rédigées de 1673 à 1681 et saisies par La Reynie. De sa mésaventure il ne gardera, d'ailleurs, aucune rancune au monarque, qu'il a souvent perçu à jour et saisi dans ses manies, mais n'a pas cessé d'admirer : les portraits de roi qui parsèment ce journal du règne complet, en effet, parmi les plus fins, les plus pénétrants qu'on ait jamais tracés de Louis XIV.

Au vrai, tous les portraits de Primi sont réussis, ses anecdotes galantes délicieuses, et le style enchante partout par sa vivacité, même si l'on ignore encore, dans cette réédition, ce que l'on doit à l'auteur lui-même (il écrit en italien) et ce qu'on doit à son premier traducteur, Jean Lamoignon (Calmann-Lévy, 1908).

Pardonné et assagi : notre charlatan se range en épousant, en 1688, la fille du plus grand « libraire » et imprimeur du royaume, Léonard, lequel s'est enrichi par la publication d'ouvrages pieux destinés à l'éducation des protestants : en quinze années, les temps n'ont pas moins changé que l'aventurier !

FRANÇOISE CHANDERNAGOR.

★ MÉMOIRES DE PRIMI VISCONTI SUR LA COUR DE LOUIS XIV, introduction et notes de Jean-François Solson, Librairie académique Perrin, 196 p., 120 F.

CINEMA

Vraisemblable.



LE BOUC  
FASSBINDER  
PREMIERE EXCEPTIONNELLE

du 3 au 13 novembre

AVANT DE MOURIR IL VEUT SAVOIR POURQUOI ?

كتاب النور



CINÉMA

« La Main droite du diable », de Costa-Gavras

Vraisemblable, hélas...

Peinture sans nuances du fascisme en bleu-jeans dans la libre Amérique. Une dénonciation, malgré tout nécessaire.

A Chicago, après de superbes plans sur la ville pendant le générique, un animateur de radio, particulièrement provocateur, Sam Krans, est abattu dans son parking. Un

On soupçonne le fermier et ses amis d'avoir tué l'anarchiste des ondes. Ici les gens sont conservateurs. Impossible, dit Cathy, déjà amoureuse. Sans blague, répond son patron et ex-amant (John Heard), tu vas retourner sur le terrain, tu vas voir.

Elle voit, en effet, plus vite qu'elle ne le pensait. Gary, le bon garçon, est une canaille raciste, et tous ses amis forment une branche d'une



Debra Winger et Tom Berenger

assassinat revendiqué par l'association ZOG, un sigle que le FBI ne connaît pas.

A la campagne, une belle jeune femme de Texas, Cathy (Debra Winger), pilote une moissonneuse dans les blés. Un beau et jeune fermier, Gary (Tom Berenger), lui offre une bière, une danse et lui présente son fils, sa fille, Rachel, et sa maman qui fait le meilleur rouf des deux Amériques. Il est vrai, la femme l'a quitté et est très récemment retournée en Californie. La conductrice d'engin et le fermier, c'est clair, vont s'aimer très fort et très vite. Jusqu'à, c'est très clair, mais elle s'abaisse voir sa vieille maman malade, et elle n'a pas de maison. Cathy est un agent du FBI.

Le premier de la troisième Semaine du cinéma français de Florence a été rendu public lundi 7 novembre. Ont été primées deux œuvres documentaires inédites en France : Portraits, d'Alain Cavalier, et Une histoire de vent, de Joris Ivens et Marceline Loridan. Le Prix du meilleur film de fiction est allé à Quelque jours avec moi, de Claude Sautet. Ont également été distingués le premier film de Magali Clément, la Maison de Jeanne et Urgences, de Raymond Depardon.

organisation très vaste, peut-être ZOG, peut-être le Klan, qui rêve de liquider tous les juifs, tous les noirs et tous les pédés - pour rendre l'Amérique aux Américains. Pour commencer, on chasse un Noir pour le sport, on tue. Un des amis de Gary soupçonne Cathy d'être un « cafard » du FBI, mais il est tué au cours d'un hold-up. Et ce n'est que le début d'une grande machination.

Costa-Gavras a un sens aigu du bien et du mal. Il a maintes fois prouvé, et c'est tant mieux. Sa peinture des milieux extrémistes américains, de ces cales-terroirs qui brillent des croix, et bûissent le SIDA comme une vengeance du ciel, n'est pas exagérée, c'est à craindre. En laissant son héros amoureux d'un homme, mais il est assez de subtilité au piège venant lequel elle s'est traîtreusement avancée.

On peut discuter certains rebondissements de l'intrigue qui favorisent plus le suspense que la vraisemblance, à la fin surtout, mais c'est secondaire. La dénonciation du fascisme en bleu-jeans dans les paysages que nous associons si souvent à l'idée de liberté est forte, convaincante, nécessaire. On imagine aisément la transposition du propos de Costa-Gavras en France, mais il est vrai qu'il ce n'est pas les croix qu'on incendie mais les salles de cinéma. Espérons quand même.

MICHEL BRAUDEAU.

Une réponse de Patrice Chéreau sur la situation de l'art lyrique à Paris

Un Opéra à la Bastille, oui ou non ?

Dans un article paru dans le Monde du 9 novembre, Jacques Lonchamp préconisait que l'Opéra-Bastille soit révisé et mettait en cause la prééminence de Daniel Barenboim à la tête de cet établissement. Patrice Chéreau, impliqué dès l'origine dans ce projet (le premier spectacle lyrique présenté dans la nouvelle salle devait être sa mise en scène de Don Giovanni de Mozart) nous a adressé cette réponse.

« Je ne réponds jamais volontiers aux articles que les journaux publient et je ne cherche pas à utiliser les polémiques. Si je le fais aujourd'hui, c'est que des raisons graves et une déception douloureuse m'y obligent : trop de choses ont été dites depuis trop longtemps sur ce malheureux Opéra de la Bastille pour que l'on puisse encore se taire.

Non, on ne fait pas fausse route à l'Opéra de la Bastille, ceux qui ont tenu la main de Jacques Lonchamp pour écrire son article sont mal informés, ou mal intentionnés. Lonchamp dit que « toute la politique actuelle est à réviser, l'organigramme, le fonctionnement envisagé, la programmation ». C'est surtout de ce dernier point que je parlerai parce que c'est celui qui me concerne plus directement. C'est vrai qu'il est tout à fait choquant qu'il n'y ait pas de directeur général à l'Opéra Bastille depuis si longtemps, mais il est absolument faux de dire que l'on se heurte à la volonté de Daniel Barenboim. Il n'y

a pas de « verrou Barenboim » comme dit si élégamment Jacques Lonchamp et je ne sache pas qu'il fasse obstacle à la nomination d'un directeur général.

La vérité est qu'il n'y a jamais eu de responsable nommé, car on a trahi et on était bien content que Barenboim pendant un an remplisse ce vide et s'occupe de tout. Peut-être faudrait-il plutôt le remercier de l'avoir fait. Quand cette personnalité sera nommée, il y aura, l'année, une révision normale du partage des tâches entre Barenboim et lui et je connais plusieurs personnes à qui cela ne posera aucun problème de travailler avec lui. Mais on a choisi une autre voie et l'on orchestre aujourd'hui une campagne injurieuse dont le résultat final sera de ruiner à jamais les chances d'un bon démarrage de l'Opéra Bastille.

De qui vient le mal ?

Je dis qu'il est ignominieux de faire de Daniel Barenboim celui d'où vient tout le mal ; il est démagogique de jeter en pâture de fausses informations sur son salaire (lire à ce sujet les précisions données par Jacques Lonchamp en encadré), ce qui n'est qu'une façon commode et rapide de jeter le discrédit sur l'entreprise tout entière ; il est malhonnête d'attaquer le nombre des représentations d'opéra qu'il a prévues sans indiquer clairement les raisons de cette programmation (qui peut dire aujourd'hui comment fonctionnera un théâtre qu'on finit à

peine de construire ? Quelles équipes de machinistes y aura-t-il et quand seront-elles à pied d'œuvre ? Quand un orchestre sera-t-il opérationnel et dans quelles conditions ? Quand aura-t-il un chœur ? Il est mensonger de dire que les productions prévues sont d'un coût exorbitant (alors que j'attends toujours qu'il ait un directeur général qui me dise quel budget il prévoit pour chaque spectacle) ; il est démagogique de dire qu'on pourra drainer un vaste public alors qu'aucune étude de marché n'a encore été faite et que personne ne peut sérieusement affirmer qu'il y aura à Paris, dans les trois années qui viennent, un public suffisant capable de remplir chaque soir les quatre théâtres lyriques dont la capitale disposera (Bastille, Garnier, le Châtelet et le Théâtre des Champs-Élysées, auxquels il faudra peut-être ajouter Favart).

Il est faux ou très mal informé de taxer cette programmation de « festivalière », alors qu'elle joue sur la continuité du travail et des équipes (les trois Mozart que je prépare avec Daniel Barenboim se poursuivent jusqu'en 1992, Kupfer faisant une production par an et Pierre Boulez dirigeant deux productions - pour ne citer que ces trois exemples) ; il est stupide de parler d'une « rétrospective de l'époque Liebermann » alors que c'est une époque, me semble-t-il, dont on n'a certainement pas à rougir sur le plan de la programmation ; il est faux et insultant de dire que Daniel Barenboim sera présent à l'Opéra Bastille que quatre mois par an, alors que les responsables du ministère savent très bien que sa présence dans cette maison sera égale sinon supérieure à celle de ses homologues des grandes maisons internationales. Il est faux de dire que le chœur sera payé à rien faire alors que, tant pour les chœurs que pour l'orchestre, des plantings et des simulations ont été faits jusqu'en 1991 qui assurent le plein emploi des effectifs. M. Lonchamp les a-t-il consultés ? Non. Plus grave, je pense que c'est M. Pierre Bergé qui n'est pas informé, lui dont la volonté racoleuse semble aujourd'hui chercher à démanteler tout ce qui a été construit patiemment depuis un an pour qu'un théâtre lyrique puisse ouvrir ses portes en janvier 1990 à la Bastille.

Dangers de mort

Il est démagogique enfin de dire que l'Opéra Bastille offrira 750 000 places en année pleine et qu'on peut les remplir sans problème. Au prix de quelle monstrueuse dégradation de la qualité artistique et musicale des productions parviendra-t-on à remplir ces farfelues 750 000 places ? M. Pierre Bergé, qui est, paraît-il, un fin gestionnaire, ne peut pas ne pas avoir pensé, ou est-il seulement la proie des rêves fous que son incompétence lui inspire ? Sait-il encore comment fonctionnent quotidiennement un théâtre ? Car, pour augmenter le nombre des représentations, il faut un répertoire, et cela prendra du temps, certainement plus de trois ans. L'ambition de Daniel Barenboim est de constituer ce répertoire. Je ne vois aucune raison artistique qui devrait faire renoncer à cette ambition, et toute personne saine et un peu au courant des problèmes sait qu'un théâtre qui vient d'être construit a besoin de temps avant de fonctionner normalement et qu'il est fou de vouloir le lancer à plein régime dès la première année. Cela s'appelle de l'inconscience.

Il faut poser un certain nombre de questions très concrètes à Pierre Bergé. Est-ce qu'il est populaire, cela veut dire répéter moins longtemps les spectacles ? Est-ce que cela supposera des doubles distributions pour allonger la série de représentations (avec l'effet désastreux que l'on connaît de sacrifier la qualité artistique des spectacles au soir sur deux) ? Est-ce que cela veut dire qu'il faut mettre d'autres metteurs en scène que ceux qui sont prévus aujourd'hui (Stein, Bondy, Vitez, Kupfer, Saura, moi-même) parce qu'il considère tous ces gens-là comme peu rigoureux ou mondains, incapables d'entraîner de vastes publics ?

En d'autres termes, est-ce qu'être populaire veut dire tirer la qualité des productions vers le bas ? Est-ce qu'il pense sérieusement ouvrir l'Opéra Bastille ou gonfler la programmation déjà établie avec des reprises d'anciens spectacles du palais Garnier ? Ne croit-il pas que ce serait une aberration artistique et commerciale ? Peut-on ouvrir un théâtre neuf et y faire venir le public avec des productions de l'ancien théâtre que ce nouveau théâtre est supposé remplacer ?

Je me dois aussi de poser quelques questions à Jacques Lonchamp qui semble, je l'ai dit, mal informé. Pourquoi, avant d'écrire son article, n'a-t-il pas cherché à rencontrer aussi Daniel Barenboim lui-

même, comme tout journaliste honnête aurait dû le faire. Pourquoi ne s'est-il pas procuré une programmation mise à jour (où il aurait pu voir que Die Soldaten de Zimmermann - ce n'est qu'un exemple - ne figure plus) ? Pourquoi n'a-t-il pas rencontré Eva Wagner qui travaille d'arrache-pied à cette programmation depuis plus d'un an ? Où a-t-il vu cette « pléiade de metteurs en scène français de talent » que la programmation établie dédaignerait selon lui ? Pourquoi ne parle-t-il pas de tous les concerts qui sont prévus dans les trois premières années, avec des œuvres symphoniques et chorales (toujours les chœurs...) qui feront venir dans cette maison des chefs d'orchestre tels que Karajan, Celibidache, Barenboim, Bychkov, Maazel, Boulez, Solti, Mehta et Janowski, et qui constituent une part du travail normal qu'on est en droit d'attendre d'une maison d'opéra ?

Enfin, si l'Opéra Bastille ne devait pas ouvrir avec cette programmation dont il affirme qu'elle ne convient pas, pourquoi ne dit-il pas à ses lecteurs qu'en ce cas il n'ouvrira pas du tout, car il est trop tard pour trouver d'autres chanteurs, d'autres chefs d'orchestre, d'autres metteurs en scène.

M. Hier, c'était l'indignation qui me faisait réagir, aujourd'hui c'est la tristesse qui me saisit devant tout ce gâchis, car je suis malheureusement certain que le répertoire inlassablement, comme Cassandre - qui n'était pas écoutez, comme on sait : si tout cela continue, si cette curée ne cesse pas, il faut savoir qu'il n'y aura pas d'opéra à la Bastille, qu'on sera passé à côté d'une chance historique qui ne se reproduira plus, à savoir la création d'un théâtre lyrique de haut niveau à Paris, c'est-à-dire d'un opéra de niveau international et fondé sur les critères de travail les plus professionnels et les plus rigoureux. Au lieu de cela, sans Eva Wagner, sans Daniel Barenboim, sans tous les gens qu'ils ont réunis autour d'eux et dont la participation se trouverait remise en cause, c'est le provincialisme et l'amateurisme qui reviendront au galop, ces deux maux bien français qui feront que tous les efforts de tout ceux qui s'occupent de l'Opéra Bastille depuis cinq ans seront jetés à bas par la démagogie à court terme qui est toujours, comme on sait, la plus payante, sinon la plus « populaire ». Pour nous consoler, à la place de ce grand théâtre lyrique qui fait si fort défaut à Paris, nous aurons quelque chose comme un mélange des approximations actuelles du palais Garnier, des arènes de Nîmes et de la tristement célèbre programmation lyrique du Palais omnisports de Bercy.

Un dernier mot : avec le douteux procès d'intention que l'on fait aujourd'hui à ce projet, on prête la main à une action millionnaire.

PATRICE CHÉREAU.

(Patrice Chéreau semble se laisser emporter par un agacement que l'on connaît ; il est normal qu'il exprime son opinion dans ce débat public nécessaire, important. Le lecteur jugera. Est-il nécessaire pour autant de parler d'injure et d'ignominie ? Disons simplement que je n'ai besoin de personne pour me tenir la main et accomplir mon métier de journaliste. - J. L.)

Industrie du disque : un accord Erato-Warner. - Un accord à long terme vient d'être signé entre la firme de disques français Erato et WEA (Warner Electrola Atlantic), branche discographique du groupe Warner. Ce groupe, dont les autres activités concernent également la production de films et l'édition musicale, se chargera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 de la diffusion et du marketing du label français. Distribué actuellement par BMG (Bertelsman Music Group, dont le label classique est RCA), la production d'Erato devrait s'inscrire dès lors dans une politique ambitieuse en matière de musique classique et d'industrie culturelle.

Des émoluments de Daniel Barenboim

Quelques précisions doivent être apportées à ce qui a été écrit dans le Monde du 9 novembre sur les sommes allouées par contrat à Daniel Barenboim.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1987 au 31 août 1988, celui-ci reçoit une somme forfaitaire de 3 millions de francs, soit 1 500 000 F pour une année, qui s'ajoutent à ce qu'il perçoit à la direction de l'Orchestre de Paris (3 275 000 F en 1987).

Le 31 août 1988 au 31 août 1989, il touchera annuellement un minimum contractuel de 5 150 000 F, se décomposant en 3 500 000 F de salaire + 4 800 000 F représentant ses cachets de chef d'orchestre pour 25 représentations minimum, à 192 000 F chacune. L'état actuel de la programmation amène à penser qu'il dirigera au moins 12 représentations ou concerts supplémentaires

(sachant prévu par contrat : 150 000 F chacun), soit un minimum de 1 800 000 F.

Daniel Barenboim devrait donc recevoir en 1989, pour le moins, 5 150 000 F + 1 800 000 F = 6 950 000 F. Dont acte. On ne prête qu'aux riches...

On remarquera que cette clause des représentations supplémentaires, aux effets encore limités pendant la première année de rodage, risque d'élever considérablement les gains du directeur musical, lorsque l'Opéra de la Bastille atteindra son régime de croisière (prévu pour 250 représentations), d'autant que, d'après son contrat actuel, c'est lui-même qui détermine la programmation et les engagements, se donc est libre de s'engager lui-même comme chef (ou soliste).

JACQUES LONCHAMPT.

Centre Dramatique de La Courneuve  
Grand Théâtre de Bourgeois

**LE BOUC**

FASSBINDER

mise en scène de Jean-Pierre Laroche

REPRISE EXCEPTIONNELLE

« Ce Bouc sans drôlement le solide ! L'ÉVÉNEMENT DU JOUR ! Intelligent, énergique, L'UMPIRANTE ! Une distribution sans faille. LA CROIX » Sans surchasse. LIBÉRATION

« Excellent spectacle FRANCE INTER » A voir en ces jours où le monstre du racisme relève la tête « LE PELERIN » Effraco, une excellente équipe. REVOLUTION « La réussite d'une rencontre. LES CAHIERS DU CINÉMA » Magnifiquement mis en place. FRANCE CULTURE

du 3 au 13 novembre

La Courneuve Loc. 48.36.11.44 - 16 h 30

Centre culturel Jean-Houdremont

**PLETIT**

DU MARDI AU SAMEDI A 18H

DIMANCHE A 15H30

15 novembre - 25 décembre

Claude Bourgeois

**LES MOTS AMOUREUX**

Une interview imaginaire de Violette Leduc

Mise en scène Jean-Louis Thamin

avec Martine Pascal Gérard Laurent

INGRID CAVEN chante PIAF

THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET

18 NOVEMBRE / 17 DÉCEMBRE

LOCATION OUVERTE 47.42.67.27

AVANT DE MOURIR IL VEUT SAVOIR POURQUOI ?

LA CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES

rappelle l'inauguration de son nouvel Audio Guide Lumineux.

La samedi 16 novembre 1988 - 17 heures.

**BASILIQUE-ST-DENIS**

Ce communiqué tient lieu d'invitation

Réponse : 42.71.71.30.

Vente : 17 heures - 19 h 30 - Cocktail : 18 heures.

Métro Basilique-Saint-Denis

C'EST SON MEILLEUR ÉLÈVE. IL MEURT. POURQUOI ?



# Célébration

La cérémonie de transfert des cendres au Panthéon

## A Jean Monnet, l'Europe reconnaissante

Les cendres de Jean Monnet ont été transférées au Panthéon, mercredi 9 novembre, à 20 heures. François Mitterrand a présidé la cérémonie solennelle en présence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Communauté européenne, et du gouvernement français.

La mise en scène était naturellement signée Jack Lang, avec ce qu'il faut de grandiose, de grave et de glorieux. Mercredi 9 novembre, très précisément cent ans après la naissance de Jean Monnet à Cognac, la France, qui sait rendre hommage à ses grands hommes, et toute l'Europe se sont inclinées devant les cendres de celui qui restera dans l'histoire comme l'un des pères fondateurs de l'Europe.

Le premier, Felipe Gonzalez, président du gouvernement du royaume d'Espagne, a traversé à pied l'esplanade du Panthéon, à 19 h 45, bientôt suivi par Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale d'Allemagne, Helmut Kohl, chancelier de la RFA, Mario Soares, président de la République portugaise, le grand duc Jean de Luxembourg et bien d'autres têtes, couronnées ou plus simplement élues. Les esprits chagrins notent seulement, comme si le fait renforçait toutes leurs craintes accumulées depuis des

décennies, que, fidèle à son originalité, la Grande-Bretagne n'avait déposé à Paris « que » Douglas Hurd, son ministre de l'Intérieur, Margaret Thatcher ayant bien d'autres Europes à fouetter.

A 20 heures, donc, les jeunes pensionnaires du collège de la Légion d'honneur avaient depuis longtemps placé les différentes personnalités dans quatre tribunes prévues à cet effet. Le président de la République pouvait arriver à son tour, à pied, remontant la rue Soufflot à pas lents et couper l'esplanade du Panthéon, nette comme un décor de théâtre sous l'éclairage des nombreuses rampes de projecteurs. La cérémonie commençait, à guichets fermés, par un extrait de *Et exspecto resurrectionem mortuorum* (Et j'attends la résurrection des morts), d'Olivier Messiaen, commandée dans les années 60 par André Malraux, l'un des grands absents de cet hommage impeccable mais froid, solennel bien sûr.

Car si l'émotion était au rendez-vous, et comment aurait-elle pu n'y pas être ? Il manquait un peu de ce souffle nécessaire pour faire vibrer les vivants. La remonte de la rue Soufflot par dix gardes républicains portant le cercueil de Jean Monnet sur un modeste catafalque fut pourtant un grand moment. Et l'on eut l'impression, une fraction de

seconde, que c'était bien toute l'Europe, représentée par trois cent quarante jeunes « drapeaux au vent » venus des différents pays de la Communauté, qui le poussaient vers le Panthéon, temple laïc de nos Républiques.

Il y eut aussi cet instant proprement magique lorsque, par la vertu d'un mégaphone, la voix de Jean Monnet s'éleva subitement pour envelopper toute l'assistance. Une voix tendue et émue, fielle et forte, venant nous rappeler ce que fut et ce que sera la « grande révolution européenne de notre époque ». Il y eut encore ce moment qui vit la façade du Panthéon se voiler d'un immense drapeau bleu frappé de douze étoiles d'or, les couleurs mêmes de l'Europe, comme si les cendres du monument avaient porté dans leurs flancs ce message pour les générations à venir.

Il était temps, pour François Mitterrand et les chefs d'Etat et de gouvernement présents ainsi que pour la famille de Jean Monnet de se ranger derrière le cercueil du « Père de l'Europe » afin de le suivre à l'intérieur du Panthéon, alors que l'Orchestre national de France jouait un morceau de la *Cinquième symphonie* de Gustav Mahler, qui pouvait s'entendre comme : A Jean Monnet, l'Europe reconnaissante.

LAURENT GRELSAMER.

L'hommage du président de la République

## Les trois leçons de sa jeunesse

Voici les principaux extraits de l'allocution prononcée par M. Mitterrand :

« Il y a très exactement cent ans, le 9 novembre 1888, Jean Monnet naissait à Cognac, en Charente, et sa vie qui fut longue et féconde raconte comment un petit provincial de Saintonge devint le premier citoyen de l'Europe.

« On ne comprendrait pas Jean Monnet sans une référence permanente au paysage de son enfance, à la nature de son sol, à un certain type de société où coopèrent depuis des générations, vignerons, artisans, distillateurs et négociants, liés par une passion exigeante, scrupuleuse, celle de la qualité. Or la qualité ne s'obtient qu'au prix de l'extrême attention d'un savoir-faire à l'image de la distillation compromise, subtile entre le désir de préserver les qualités originelles d'un fruit et la nécessité d'en diluer les saveurs. La patience travail de la terre, le double passage dans les alambics, la lente maturation à l'ombre des chais de ces eaux-de-vie qu'on appelle « les belles au bois dormant », plus encore que pour une façon de faire témoignent pour une façon d'être.

« De souche terrienne, le père de Jean Monnet s'oriente vers le négoce pour vendre le cognac et puis encore imposer sur les marchés lointains une marque alors mal assurée. On voyage, on apprend les langues étrangères, on reçoit des clients venus des quatre coins du monde.

« Jean Monnet a décrit cette ambiance : « On ne faisait qu'une chose avec concentration et lueur. Mais, à travers cette chose, on avait un immense champ d'observation et un échange d'idées très actif. L'apprentissage, ou à partir de là, sur les hommes et les affaires internationales plus que je l'eusse fait avec une éducation spécialisée. » Et il ajoute : « Je sais attendre longtemps les circonstances. A Cognac, on sait attendre. C'est la seule manière de faire un bon produit. »

« Dès l'âge de seize ans, il travaille dans la petite affaire familiale et part lui aussi se former sur le tas en Angleterre, en Amérique, en Orient. Il y apprend à négocier, à connaître d'autres usages. Il y met en pratique cette patience reçue en héritage. Il découvre que la confiance et l'entraide sont plus que l'égoïsme et le secret. A la Cité londonienne de l'époque, il admire une communauté très forte à l'intérieur de laquelle l'action individuelle n'aboutit qu'épaulée par l'effort collectif.

« En Amérique, à dix-huit ans, au tout début du siècle, il rencontre des hommes dont l'ambition vers l'ouest semble sans limite, un peuple occupé à développer plus qu'à gérer le dynamisme d'un monde en mouvement qui rend à ses yeux bien stables les coutumes de la vieille Europe.

« Une maison Jean-Monnet à Londres. — La Grande-Bretagne a célébré, mercredi 9 novembre, le centième anniversaire de la naissance de Jean Monnet en donnant son nom aux locaux londoniens de la Commission européenne. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a rendu hommage au « Père de l'Europe » en rappelant qu'il avait travaillé avec Winston Churchill et Harold Macmillan. — (AFP.)

« Ces trois leçons de sa jeunesse, prendre le temps sans dévier du but, s'adapter à son partenaire tel qu'il est, coopérer pour réussir, il les appliquera à la tâche qui le verra à l'œuvre publique. Mais pourquoi m'attarderai-je sur ces commencements qui sembleraient loin du sujet qui nous occupe ? Parce que je veux montrer que Jean Monnet n'est pas séparable d'une forme de civilisation où travail et perfection sont synonymes, où toute œuvre exige autant de soin que de respect. (...)

### Briser le cercle maléfique

« A la Libération, le général de Gaulle appelle Jean Monnet au redressement du pays. Il faut, pour reconstruire, une action cohérente, inscrite dans la durée et associant les forces vives de la Nation. Jean Monnet sait qu'il n'y a pas simplement à rebâtir ce que la guerre a détruit mais à moderniser une économie qui s'est laissée distancer. La faiblesse de la production n'est pour lui que le symptôme d'un mal plus profond, le déclin de l'esprit d'entreprise. La modernisation, dit-il, n'est pas un état de chose, c'est un état d'esprit. Ainsi verra le jour le plan qui l'appellera plan Monnet, dont il sera le premier commissaire général avec une petite équipe dans de modestes locaux, ainsi prendra forme une grande idée.

« Il dresse l'inventaire des besoins, crée des commissions de modernisation où sont discutés et définis les objectifs prioritaires, met l'accent sur les choix nécessaires et il pratique sa méthode, sa constante méthode, unir dans la réflexion des hommes et des forces d'origines diverses, qui s'étaient, jusque-là, ignorés. C'est ce que l'un de ses collaborateurs nommera l'économie concertée.

« Dans le même moment, Jean Monnet perçoit qu'il faut à la racine extirper les germes de la division européenne et bâtir entre ennemis d'hier un avenir solidaire car l'Europe n'a plus le choix, elle doit s'unir ou décliner. Il avait vu, par deux fois, l'Europe se déchirer, sortir exsangue des conflits où elle avait précipité le monde. Il avait vu, à l'Ouest et à l'Est, vaciller des démocraties qui n'avaient résisté ni aux crises intérieures ni aux convoitises extérieures. Il a voulu briser ce cercle maléfique (...).

### Pas de réalité politique sans défense européenne

« Et voilà qu'il faut maintenant continuer l'entreprise à la fois par les directions fixées, fixées par les fondateurs. (...) Nous savons qu'il convient de poursuivre l'œuvre, que la monnaie européenne n'en est qu'à ses débuts, que l'Europe ne se fera pas si elle laisse en cours de route le plus grand nombre, ses producteurs, ses travailleurs, ceux sans lesquels il n'y aurait pas de constructions véritables, tout le reste s'effondrerait. Je veux dire l'espace social européen et la culture. Jean Monnet rappelle peu avant de mourir que, s'il avait à recommencer, ce serait par la culture, et qu'est-il de plus répanda que celle de l'audiovisuel, qui risque d'échapper aux pays de l'Europe pour appartenir désormais à ceux qui viennent de plus loin, porteurs d'autres formes de civilisation, d'autres cultures, d'autres lan-

gues ? Voilà pourquoi nous nous sommes engagés à créer cette Europe-là aussi, comme celle de l'environnement, qui ne connaît pas de frontières, moins encore que les hommes, les événements de la nature, et puis encore l'Europe tournée vers le tiers-monde, capable de lui offrir, capable de le comprendre, capable de l'aider à se développer, capable de promouvoir les vertus nouvelles. Il faut commencer, tout de suite, l'Europe consciente que sans être capable d'assurer elle-même sa sécurité, je veux dire sa défense, elle n'aurait pas de réalité politique, cette réalité politique, objectif de la première heure et qui reste aujourd'hui l'essentiel de la tâche. (...)

« Chacun symbolise un moment de l'histoire, une attitude devant la vie, une façon d'être soi-même : Jean Monnet et la résistance pour l'amour de la patrie ; René Gassin, la défense et le progrès du droit, Jean Monnet, l'Europe et l'organisation de la paix. Il est bon que tant de personnalités venues de l'Europe, aujourd'hui communautaires, soient venues ici parmi nous, ils sont les bienheureux, ils sont pour les grands témoins, ils viennent ici nous affirmer que l'histoire a déjà reçu celui que nous saluons en ce jour : Jean Monnet entre au Panthéon. »

## Presse

La mobilité dans le grand marché unique

### Huit quotidiens européens créent ensemble une rubrique d'offres d'emplois destinées aux cadres

Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe, dont les cendres ont été déposées au Panthéon mercredi 9 novembre, a été honoré à leur manière par huit quotidiens européens. Huit journaux proches par leur conception éditoriale, l'importance de leur audience et la structure de leur lectorat ont signé une convention de partenariat.

Fort de 9475 500 lecteurs disséminés dans sept pays de la CEE, le *Corriere della Sera* (Milan), *The Independent* (Londres), *le Monde* (Paris), *NRC Handelsblad* (Rotterdam), *El País* (Madrid), *Die Süddeutsche Zeitung* (Munich), et deux quotidiens belges — *le Soir* (Bruxelles) et *de Personeel* (Anvers) publieront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, la première rubrique d'offres d'emplois européenne destinée aux cadres. Ouvriers exclusivement aux entreprises de la CEE, cette rubrique, baptisée « Carrières européennes en entreprises », bénéficiera d'une identité visuelle commune et paraîtra dans la langue d'origine de l'entreprise, sauf dans les colonnes du *Monde* (la loi exige, en France, qu'elle soit aussi rédigée en français si le cadre demandé est de cette nationalité).

Destinée « à anticiper et à accompagner » l'ouverture en 1993 du grand marché européen et « à favoriser la mobilité des cadres au sein de la CEE », cette rubrique pourra paraître simultanément dans un ou plusieurs des quotidiens signataires de ce protocole (voir dans tous). L'annonceur bénéficiera d'une réduction tarifaire de

40 % s'il choisit de faire paraître son offre d'emploi dans plus de deux titres.

Les offres de passage seront recueillies dans chaque pays par le rédacteur publicitaire du quotidien signataire, qui se portera garant de leur paiement à l'égard de ses partenaires. Ce paiement se fera, pour l'instant, en monnaie nationale, mais avec une référence à l'ECU européen. Le lectorat de ces huit quotidiens se caractérise par une large proportion de cadres et de jeunes : 47 % des lecteurs de *The Independent* ont moins de trente-quatre ans, 75 % des lecteurs de *NRC Handelsblad* ont fait des études supérieures, tandis que deux tiers des lecteurs du *Monde* sont des cadres. Après avoir testé les potentialités de cette rubrique d'offres d'emplois européenne, l'accord pourrait s'ouvrir dès 1989 à d'autres journaux de la CEE, notamment au Portugal et au Danemark.

Y.-M. L.

(Publicité)  
**PROFESSEUR ANGLAIS**  
spécialisé dans l'enseignement supérieur aux étrangers  
(language speech and elocution)  
**PROPOSE**  
**COURS INTENSIFS**  
adaptés à vos besoins personnels.  
Séjour en famille ou à l'hôtel.  
Durée et emploi du temps « tailor made ».  
Cynthia Potter, 36 Windsor Rd.  
Salisbury, Wilt. SP2 7DZ  
Phone : 0144-722-336-322

## Le Carnet du Monde

### Naissances

— Maurice et Jean-Marc DEROT, ont la joie d'annoncer la naissance de

Sophie et Elizabeth

le 28 octobre 1988, à Washington.

4940 Seaside Drive,  
Bethesda, Md 20816 (USA).

— Jean-Pierre et Geneviève CAMPREDON-MARCHAL ont la joie de faire part de la naissance de leurs dixième et onzième petits-enfants

Xavier,

ils de Philippe et Nathalie CAMPREDON-SOIN,

le 13 mai 1988,

et

Delphine,

filles de Benoît et Anne-Christine CAMPREDON-THEN,

le 24 octobre 1988.

### Mariages

— M. François DACHET et M<sup>me</sup>, née Claire Laborgne, M<sup>me</sup> Marie GIBOD et M<sup>me</sup>, née Geneviève Tiliander, ont le bonheur d'annoncer le mariage le 12 novembre de leurs enfants

Séverine et Jacques.

60, avenue de la République,  
75011 Paris,  
13, avenue de Fougère,  
92210 Saint-Cloud.

### Décès

— Bernard BRIOT, professeur en classes préparatoires au lycée Chapal,

nous a quittés le 3 novembre 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M<sup>me</sup> Françoise Diah, non épouse, Khani, Martine, Patrick, ses enfants, Vincent, son petit-fils, M. Hui Uyen Diah, son père, Ses frères, belles-sœurs, Cousins, cousines, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. DINH MANH TOAN ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, chevalier de l'Ordre national du Mérite, directeur général de la Société de l'auto-roue Paris-Normandie.

Le service religieux sera célébré le lundi 14 novembre 1988, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Maurepas (Yvelines).

L'inhumation aura lieu dans la stricte intimité familiale.

### Selon les vœux du défunt, des dons sont acceptés en faveur de l'UNICEF.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, hameau du Bois,  
78310 Elancourt.

— Le président, Le conseil d'administration Et le personnel de la Société de l'auto-roue Paris-Normandie,

ont la tristesse de faire part du décès brutal, survenu le 8 novembre 1988, de

M. DINH MANH TOAN, directeur général, ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

— Ses enfants Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

PAUL HARTMANN, éditeur.

23, rue Lhomond,  
75005 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Jean LAPOINTE, née Marguerite Travers,

survenue à l'hôpital du Val-de-Grâce, le 8 novembre 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 15 novembre 1988, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup>.

— Paris. Rouet, Bourdelaireville.

M<sup>me</sup> Georges Lamy, M. et M<sup>me</sup> René Bonnard-Lamy, M. et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, Valentin et Anna, Et toute la famille Lamy-Béchu, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marc LAUNAY, ingénieur des télécommunications, inspecteur principal au CNET,

survenue dans sa trente-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu à Bourdelaireville (Seine-Maritime), le 4 novembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43, rue Martin-Frères,  
76000 Rouen,  
5, rue Brézin,  
75014 Paris.  
(Voir le Monde du 3 novembre.)

— M<sup>me</sup> Christiane Jammard, M. David Masnyk, ont la douleur de faire part du décès de leur frère,

Sylvain MASNYK,

survenue à Evreux, le samedi 29 octobre 1988, à l'âge de trente-sept ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le lundi 7 novembre, à Evreux-Bataille.

Saint-Martin d'Evreux.

— La vicomtesse de Montgrognon de Salvart,

Ses enfants et petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie, Albert, François, Henri, vicomte de MONTGROGNON DE SALVERT, ingénieur des Arts et Manufactures, président d'honneur du SERCE,

survenue en son domicile, le 29 octobre 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Charles de Montcaumon, et l'inhumation au Mémorial (Evreux-Les-Écluses).

30, avenue de Villiers,  
75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Madeleine Traoumilin, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> François Gény et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Eric Traoumilin et leurs enfants,

M. Hughes Traoumilin, ses enfants et petits-enfants, ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M. André TRAOUMLIN, capitaine de frégate de réserve, officier de la Légion d'honneur,

survenue le 1<sup>er</sup> novembre 1988.

L'enterrement a eu lieu, le samedi 5 novembre, au cimetière marin de l'Herbaultière, à Noirmoutier, dans la plus stricte intimité.

Résidence Châteauneuf d'Arcadie,  
62, avenue Foch,  
64200 Biarritz.

— M<sup>me</sup> Suzanne Weisman, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Gérard Mazet, M. et M<sup>me</sup> Laurent Weisman, ses enfants,

Nicolas, Amanda, Olivia Mazet, Mélissa, Alexia, Thomas Weisman, ses petits-enfants,

Toute sa famille, Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard WEISMAN,

survenue le 7 novembre 1988, à Neuilly-sur-Seine.

### Anniversaires

— Il y a trois ans

Georges PETIT

nous quitte.

Marie-Jeanne BERNARD,

son épouse,

l'a rejoint le 18 août 1988.

Associés-les deux dans votre souvenir.

— Décembre 1942 - Novembre 1985

Annie GRAZIETTI,

épouse Jeanbrau,

professeur de lettres classiques.

« Bleu noir comme la nuit De nos cris traversés Que tes yeux morts regardent. »

Jeanbrau, Paris, Grazietti, Nice, Bordeaux.

— 11 novembre 1987 - 11 novembre 1988.

M. et M<sup>me</sup> Jean LAMARCHE, remercient de tout cœur les nombreux amis de leur fils

François,

démunés fidèles à son souvenir.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 16 novembre, à 19 heures, en la chapelle de l'église Saint-Paul-Saint-Louis, Paris-4<sup>e</sup>.

— Il y a quinze ans, disparaissait

Marie-Louise LURIN.

Qu'en ce 11 novembre, ceux qui l'ont connue et aimée s'unissent, dans le souvenir, à ses enfants, Brigitte, Marc, Isabelle et Luc Noyaret.

### Avis de messes

— A la mémoire de

Guy MADNOT,

une messe sera célébrée le vendredi 25 novembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 26, rue Guilleminot, Paris-15<sup>e</sup>.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4872

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

I. En attendant mieux. — II. Traité comme un chien ou traite les autres comme des chiens. A l'origine de maintes déceptions mais aussi de beaucoup de satisfactions. — III. Preuve d'une spécialité. Mouvement miroir. — IV. Est capable de nous faire éprouver autant de mal que de bien. — V. Donne lieu à une mauvaise distribution. Adverbe. — VI. Note. Des milliers de lustres. — VII. Quand il décide de se faire entendre, c'est souvent en grinçant. Un sac que l'on vide pour remplir une poche. — VIII. Une personne qui nous touche de près. — IX. N'a d'intérêt que par ce qu'elle renferme. Ne fait les choses qu'à moitié. — X. Tel un pigeon qui s'est frotté à un faisan. Se vide à l'ouverture. — XI. Se déguise à l'importance quelle période de l'année. A donc fait grossir des effectifs.

### VERTICALEMENT

I. N'arrange pas celui qui est arrangé. — 2. On s'en paye volontiers une tranche. Pas fermée malgré la confusion. — 3. Conjonction. Le « gendarme » n'aime pas se l'entendre dire. Ravive le feu. — 4. Surcheval de bataille fait encore parler de lui. Ne fait rien quand tout s'agit autour de lui. — 5. Belle des champs. Est propice à des situations haut placées. — 6. Fait un coup d'éclat. Lui chercher des croixes aurait été un comble ! — 7. Moyen de fuir les réalités. — 8. On n'y joue plus maintenant comme on y jouait jadis. Utilisé avant le bonnet. — 9. Enseigne qui renseigne. En lui mettant la main dessus, on risque parfois d'avoir la guigne.

### Solution du problème n° 4871

Horizontalement  
I. Décorant. — II. Enraciné.  
III. Trac. Bête. — IV. Rôle. Ars.  
V. Au. Semi. — VI. Csa. Obél.  
VII. Ténis. RA. — VIII. As. Lait.  
IX. Usé. Lise. — X. Ruer. Enche.  
XI. Sise. Sés.

### Verticalement

1. Détecteurs. — 2. Enroulé. Sui.  
— 3. Oral. Stases. — 4. Dacos. Isère.  
— 5. Oc. Eon. — 6. Ribambelles.  
7. Avenir. Aisé. — 8. Neus. Irise.  
9. Tracées.

GUY BROUTY.

## Confusion et bl...



## Confusion et blocage dans les transports postaux

Face à la confusion qui règne dans les transports postaux, les pouvoirs publics durcissent le ton. Intervenant sur TF1 à 13 heures, jeudi 10 novembre, M. Paul Quilès, ministre des postes et télécommunications, a affirmé qu'il fera « tout dès aujourd'hui pour assurer effectivement la reprise du travail puisque les garages se sont prononcés sur la reprise ». Le ministre a reconnu que « les usagers en ont assez, et ils ont raison ».

Tendue, la situation était devenue confuse dans les sept garages parisiens des transports de la poste. Le 10 novembre au matin, la CGT faisait connaître le résultat des opérations de vote, commencées vingt-

quatre heures plus tôt. Au total, 64,35 % des chauffeurs s'étaient prononcés pour la poursuite du conflit, sur 1 125 votes exprimés. Deux unités seulement, celles de Chemin-Vert et de Félix-Faure, auraient voté majoritairement la reprise du travail.

Ces résultats étaient aussitôt contestés par la CFDT, qui estime que les « libertés fondamentales ne sont pas respectées ». A Keller, le vote a eu lieu à main levée. A Arcueil, une urne a été brisée, et il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois pour que le scrutin se déroule normalement. Ailleurs, sauf à Chemin-Vert et à Félix-Faure, le personnel se serait prononcé sur les revendications de la CGT et non pas sur le contenu des propositions de la direction des postes.

Les sept garages sont bloqués et les camions remis. Les accès des douze centres de tri de la région parisienne sont obturés par les poids lourds et trois importants bureaux de poste de la capitale, dont celui de la rue du Louvre, sont paralysés. Le trafic postal, déjà faible, a encore diminué, et on estime, à la direction des PTT, que « 10 % à 20 % du courrier passe ».

En province, le centre de tri d'Orléans est toujours en grève. Les chauffeurs bloquent ceux de Toulouse et de Marseille. Le 9 novembre, une partie des grévistes de la poste centrale du Havre sont venus à Rouen pour occuper la direction départementale.

### BILLET

## Adossé à la rigueur

Le gouvernement se trouve adossé à la rigueur, comme il arrive que les pugilistes se trouvent le dos au mur. Devant la floraison de conflits sociaux, pareils à des feux de brousaille, il doit se garder de toute propagation d'incendie. C'est le contre-feu qu'il a allumé dans la fonction publique en desserrant l'état salarial au point d'obtenir l'approbation de cinq fédérations syndicales. Cependant, aussitôt faites les propositions du ministre de tutelle, le chef de l'Etat et le premier ministre ont surgi pour réaffirmer les principes de rigueur adoptés, rappelle M. Mitterrand, par le gouvernement Mauroy en 1983. Allusion à la désindustrialisation des salaires sur les prix.

C'est au nom de la justice sociale que M. Rocard s'est engagé à ne jamais « prendre le risque de distribuer de la monnaie de singe », ajoutant qu'il y a un monde entre apporter des améliorations véritables et flatter des demandes irréalistes.

Est-ce une façon de rappeler à l'ordre le ministre de la fonction publique ? Celui-ci n'a pourtant pas outrepassé les directives qui ont été arrêtées en concertation avec Matignon et la Rue de Rivoli. Ses propositions correspondent au geste annoncé par le gouvernement avant sa rencontre avec les représentants syndicaux. Tout va tenir dans l'exigence d'une clause de sauvegarde dont l'application, on peut en être sûr, sera strictement surveillée par le ministre des finances.

Reste alors à définir ce que peuvent être les « améliorations véritables » et les « demandes irréalistes ». En tenant ce langage, le premier ministre a-t-il le sentiment de coller à la réalité ?

Croit-il bien se faire entendre de ceux qui revendiquent pour un peu de mieux-être ? N'est-ce pas le style Rocard qui est pris ici en défaut ? Cette façon de courir derrière les conflits ne donne pas le sentiment qu'il existe au plus haut niveau un plan bien arrêté, de sorte que tout — la défense du franc, la lutte contre l'inflation — peut se trouver emporté par une agitation sociale sporadique, comme les mailles d'un tricot que l'on tire une à une.

### Révolution

M. Mitterrand a eu raison de rappeler la date de 1983. C'est à partir du mois de mars de cette année qu'a été lancé un plan de rigueur dont les éléments essentiels, notamment en ce qui concerne les salaires de la fonction publique, ont été esquissés, en grande partie, maintenus. C'est dire aussi que les salariés ont accepté ces cinq ans de rigueur pour faire en sorte que la France parvienne où elle semble être arrivée précédemment.

Du même coup, annoncer une croissance « exceptionnelle » pour 1988 et parler de fragiles équilibres ne peut être compris par tout le monde. La chance du gouvernement Rocard ne serait-elle pas de s'engager dans une négociation honnête, et peut-être sans précédent, qui renouvellerait un système de rémunérations archaïque ? S'il y a du pouvoir d'achat à réparer, faut-il le faire sans plus de discernement en appliquant une grille non distributive ? Quelle révolution ? dire-t-on. Mais n'est-ce pas ce qui devrait tenter M. Rocard ?

FRANÇOIS SIMON.

## Du Canada à l'Europe

## Marché unique, société partagée

(Suite de la page 1.)

C'est que l'unité canadienne s'est faite sur son chemin de fer mais aussi sur ses tarifs douaniers ; et cela, parce qu'elle ne peut l'oublier. La meilleure preuve en est l'Ontario — qui concentre l'essentiel de l'industrie du pays — restée jusqu'au bout anti-libéralisation. Il n'empêche que dans l'ensemble — et c'est le plus important — les milieux d'affaires ont suivi M. Mulroney dans sa croisade pour le « free trade agreement ».

Un vrai débat en est né. Mais il s'est limité au « big business ». La société canadienne, elle, n'en a été qu'effleurée. Début octobre, en Ontario et au Québec, la presse et la télévision abordaient encore rarement le problème, et les sondages très favorables confortaient le premier ministre dans son attitude : beaucoup de promesses (on en évalue grossièrement le coût à 12,5 milliards de dollars canadiens, soit la coquette somme de 60 milliards de francs), pas mal de propos rassurants sur la possibilité — la certitude même — de conserver la « canadian way of life ». A y regarder de plus près, beaucoup de propagande mais peu d'informations solides à l'usage des citoyens, une stratégie qu'on dénomme là-bas « high sale pressure » — la vente forcée, — avec tout ce que cela a de plaisamment péjoratif.

Il a suffi de très peu de choses — deux bons débats télévisés entre M. Mulroney, M. Turner et M. Broadbent (1) — pour que quelque chose d'important se produise, quelque chose qui ressemble à un flot long-temps contenu se déversant avec force pour rattraper le temps perdu : flot des incertitudes, des peurs, des ignorances. Toujours est-il que John Turner, le libéral, qui même ses proches critiquent, accroche maintenant l'opinion publique et caracole dans les sondages avec ses questions touchant au nationalisme, à la souveraineté culturelle, aux programmes sociaux, à l'environnement. Alors même que Brian Mulroney en est réduit à déclarer que la non-ratification du traité menacerait deux millions d'emplois, ajoutant — ce qui est tout de même singulier pour l'avocat d'une telle cause — que l'accord pourrait, en cas de besoin, être dénoncé au bout de six mois.

Comment l'opinion publique aurait-elle pu passer brusquement d'un état d'indifférence à un état d'inquiétude profonde si une subtile prise de conscience ne s'était produite ? Avec probablement tous les excès qu'entraîne la réflexion brusquée.

L'itinéraire européen n'est pas différent. L'idée née à Luxembourg fin 1985 visait à bousculer les choses pour faire avancer l'Europe. Le raisonnement qui sous-tendait la position de François Mitterrand était que, au prix de quelques garderies et d'effacement, on créerait une telle prospérité par agrandissement et activation du marché intérieur européen que chacun finalement y retrouverait son compte : que les surplus de la croissance épongeraient quelques injustices et le bouleversement de bien des habitudes.

L'enmi, là encore, est que l'opinion publique, la société civile évaluait mal — probablement même très mal — les

conséquences d'un tel choix : quels impacts, quels taux d'intérêt, quelles banques, quels emplois ?

L'hiver dernier, en Haute-Savoie, lors d'un débat, un monteur de ski avait durement questionné un européen de Bruxelles sur la concurrence qu'allait lui faire les monteurs locaux ou italiens. L'assentiment ou le rejet d'une décision politique tiennent en ces questions précises, sur lesquelles, en réalité, personne ne s'est vraiment penché.

On pourrait multiplier les exemples depuis les événements de mai 1968 jusqu'au rejet violent, en décembre 1986, du projet Devaquet.

### Un fossé qui se creuse

Aux quatre coins du monde, tout se passe comme si la société civile devait se débrouiller tant bien que mal, s'adapter à des décisions prises en haut lieu et dont les seules retombées compréhensibles sont destinées aux milieux d'affaires et aux cercles politiques. Oubliée, en moins, une sorte de saint-simonisme moderne par la vision élitiste et industrialiste qu'elle suggère.

Le fossé qui se creuse entre classe politique et milieux d'affaires, d'une part, expression populaire, d'autre part, est probablement plus le résultat de l'incapacité de communiquer une pensée souvent trop imprécise et bésante que l'expression de ce qui pourrait ressembler à du mépris. Interrogé à la télévision, M. Mulroney avoue qu'il n'a pas lu tout le traité de libre-échange dont il est pourtant le chantre, ce qui revient à dire qu'il ne le domine pas complètement. Un haut fonctionnaire français nous confie que, jusqu'en 1987, les analyses économiques qu'il a faites pour le ministre des finances n'intégraient pas la dimension « marché unique 1993 » par oubli de la proximité de l'échéance mais aussi par incapacité à bien dominer le problème. Les difficultés soulevées par l'harmonisation des taux de TVA en Europe (cf. les déclarations assez étonnantes de Michel Rocard sur le sujet, contredisant les engagements de la France), celles aussi qui va provoquer la nécessaire harmonisation des régimes fiscaux appliqués aux revenus de l'épargne, montrent assez la dose d'improvisation et d'ad-hocisme que comportent les décisions politiques, aussi importantes soient-elles. Sous leurs grands airs, les puissants sont souvent beaucoup plus désarmés qu'il n'y paraît.

En ce sens, les réactions de rejet de la société civile sont un précieux contre-poids. Et le succès — au moins momentané — de la décision du premier ministre de tout faire pour réduire le nombre de morts sur les routes prouve que l'acte politique peut coïncider avec l'opinion publique.

Reste que les problèmes doivent être posés, bien posés, et qu'il y faut du temps.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Leader du Nouveau Parti démocratique.

## Les intransigeants de la coordination Keller

Sur le tracé, sous la mention « coordination Keller », le personnage s'efface. Devant lui, une maigre feuille de papier portant ces simples mots : « Propositions du ministre aux chauffeurs ». Les deux cent quarante camionneurs de Keller, un des sept sièges parisiens, ont certes la réputation facile que leur mesocrit, mais les cinq propositions de la direction générale des postes ne leur plaisent guère. Le gel de la privatisation ? Il faut aller plus loin, disent-ils, et exiger le retour des activités actuellement sous-traitées. L'accès au grade CDAU (1) qui représente un gain salarial de 150 à 375 F ? Les chauffeurs de Keller s'obstinent, eux, dans leur première revendication : le grade AEXDA doté d'un supplément, disent-ils, des restructurations à venir. Encore un de ces accords négociés « sur leur dos » par les fédérations syndicales.

Car le garage Keller n'a pas eu de représentants lors des discussions avec le ministère des postes et de l'espace aérien de Ségur à Paris. Lassés par les querelles sans fin des sections syndicales, ces chauffeurs, que l'on dit « intransigeants », ont opté pour une coordination dès les premiers jours du conflit. Depuis, les assemblées générales sont « sous-ventrées » et la grève est reconduite tous les jours après un vote à main levée de l'ensemble des conducteurs. Les badges de couleur « coordination Keller » apposés au revers des vestes vont et viennent au fil des jours. « Il n'y a

pas de responsables définis ». Chaque assemblée générale assume son lot de responsabilités sans que la coordination en ait, semble-t-il, réellement souffert jusqu'à présent. « Chez nous, il y a des militants CGT, des militants CFDT et des non-syndiqués, explique l'un des responsables du moment. C'est tout simplement ce que nous sommes. On ne passe pas notre temps à se reprocher des trahisons qui remontent à dix ans. Ici, on a tous la même corde au cou. » Les lieux de réunion de la coordination ont aussi respiré l'écumenisme syndical. Un après-midi dans le local de la CGT, un autre au « chauffeur », un troisième à la CFDT. Pas vraiment de frictions au sein du mouvement, sinon avec certains des militants cégétistes du garage. Quant aux militants CFDT de la coordination, ils parlent de leur fédération en termes peu élogieux. « Si ce se trouve, lâchent-ils, la section va être discutée dès la fin du conflit ».

### Tradition de combativité

Depuis l'accord négocié mardi 8 novembre par les syndicats, la fronde du garage Keller ne fait que s'amplifier. Les syndicats souhaitent un scrutin à bulletin secret ? Eh bien, Keller votera, lui, à main levée et en assemblée générale ! Pour rejeter l'accord à une issue maladroite, « une arme doit être collective, disent-ils. On n'a jamais vu de mouvement

ouvrir voter à bulletin secret. Ça casse le mouvement et ça éparpille les grévistes ».

Pendant le conflit, les camionneurs de Keller ont bien tenté de jour les troubles-fête dans les autres garages, mais leurs appels sont restés vains. « Attention danger ! », lancent-ils dans un tract du 7 novembre ; pour éviter toute nouvelle tentative de récupération et de manipulation de la part des syndicats, il y a des solutions : créer une coordination dans chaque garage et créer une coordination inter-garages.

Malgré leurs efforts, les autres garages n'ont pas suivi. Pour être n'avaient-ils pas l'expérience des camionneurs de Keller, qui sont coutumiers du fait. N'avaient-ils pas créé en janvier 1987, lors d'un conflit de dix jours, un comité de grève à l'image des coordinations des étudiants et des cheministes ? Ici nous avons une tradition de combativité, soulignent-ils. D'ailleurs, nous sommes l'un des garages les plus syndiqués de Paris. Ici, la CGT compte quatre-vingt-deux adhérents, mais elle est un peu particulière, elle est avant en désaccord avec la fédération. Les camionneurs de Keller, qui souhaitent profiter de cette « fantaisie » pour mobiliser pour « donner le coup de grâce » à l'administration, se sentent malgré tout un peu seuls. Là-bas, dans les autres garages parisiens, les syndicats ont gardé tant bien que mal le conflit en main. Non sans efforts.

ANNE CHEMIN.

## Cinq organisations patronales lancent un « appel de détresse »

## Le CNPF redoute le « sabotage » de la reprise

Cinq organisations patronales ont uni leurs voix, mercredi 9 novembre, pour lancer « un appel de détresse » commun face aux dangers que fait courir à leurs entreprises le blocage du courrier en région parisienne. Les organisations en question — CNPF,

(Conseil national du patronat français), CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), UNAPL (Union nationale des associations de professions libé-

rales) et UPA (union professionnelle des artisans) — affirment représenter 3,8 millions d'entre-

M. François Périgot, président du CNPF, a redouté que les grèves actuelles ne « remettent en cause la reprise économique fragile qui vient de s'amorcer » ajoutant que « le service public n'a pas le droit de saboter cette reprise ». L'UPA, pour sa part, a affirmé que les 1,2 million d'employés du secteur artisanal risquaient de connaître le chômage technique. M. René Bernasconi, pour la CGPME, évoquait le cas de trois entreprises « exsangues » faute de courrier, avant d'ajouter que, lors de l'occupation allemande, « les fonctionnaires nous ont toujours apporté le courrier ».

Sur le terrain, les chambres de commerce et d'industrie de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Loiret ont mis en place leurs propres centres de tri pour écouler le courrier urgent.

De son côté, l'URSSAF de Paris indique que, si les plus ont déjà été postés dans les délais habituels, elle « prendra en compte le cachet de la poste et aucune majoration de retard ne sera appliquée aux employeurs ». Si les plus n'ont pas encore été postés, elle propose à ses cotisants de déposer leurs déclarations et leurs paiements à son siège social à Montreuil ou dans ses antennes de la région parisienne, exceptionnellement ouvertes du 15 au 17 novembre.

## Témoignage sur des violences

Que se passe-t-il réellement dans les garages en grève de la poste et dans quelle mesure les chauffeurs sont-ils l'objet de violences ?

La question mérite d'être posée après le témoignage fait auprès du Monde par M. Daniel Tondre, secrétaire régional de la CGT-PTT. Se rendant dans la nuit du 8 au 9 novembre, vers 2 heures, au garage d'Asnières, avec trois autres adhérents de son syndicat, M. Tondre affirme s'être heurté à quatre membres de la coordination de « Keller », un autre garage.

Se saisissant du paquet de tracts de la CGT qu'il portait, ceux-ci lui ont « écrasé » plusieurs exemplaires sur le visage, avant de les éparpiller au sol, puis de les brûler. « Nous sommes quatre, mais si nous étions six, nous vous écharperions », auraient-ils déclaré. « Ce n'est pas mettre Paris à genoux que nous voulons, c'est la mettre à plat ventre. Il ne faut plus de lois, plus de règles. Il faut mettre en place les conditions de la révolution », auraient ajouté ces postiers, reconnus comme tels, selon M. Tondre.

Le garage étant désert à cette heure tardive, personne ne s'est intéressé lors de cette discussion musclée.

**SOCIETA' ITALIANA TRASMISSIONI INDUSTRIALI**  
RECHERCHONS AU PLUS VITE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DES REVENDEURS EXCLUSIFS ET DES AGENTS REGIONAUX

**SITI** Via Broletto, 16  
40029 ZOLA PREDOSSA - (Bologna) ITALIE

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



2 millions,

ça commence à faire beaucoup  
pour une élite.



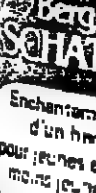
# Le relief de la vie. **FR**

# Babe

**aux quatre coins de**

THE DOCTOR, J. J. ALLEN  
1000 10th St. S. E.  
CITY OF ALBANY, N. Y.  
ALBANY, N. Y.

**SAL TILLY**  
SAL TILLY  
SAL TILLY  
SAL TILLY  
SAL TILLY



**Berghotel SCHATZALP**

Enchantement et l'esprit  
d'un hiver de neige  
pour jeunes et  
moins jeunes

2000 m d'altitude  
1000 m de neige  
1000 m de soleil  
1000 m de plaisir

1000 m de plaisir  
1000 m de plaisir  
1000 m de plaisir

**SCHATZALP Dôme Plat**  
1000 m d'altitude  
1000 m de neige

DESE  
VÜSAL  
SARJE  
Noi

# RESIDENCES

**GOLF MOUNT D'ARMOIES**  
APARTMENT  
Tel. 50-1.67.11

**AVOID MENTAL  
 AND PHYSICAL  
 OVERSTRESS. THAT'S  
 THE KEY TO  
 LONGER LIVES.**  
 The stress of daily life  
 causes a great deal of  
 wear and tear on the  
 body. It is the cause of  
 many diseases and  
 is the main reason for  
 the shortening of life.  
 The stress of daily life  
 causes a great deal of  
 wear and tear on the  
 body. It is the cause of  
 many diseases and  
 is the main reason for  
 the shortening of life.



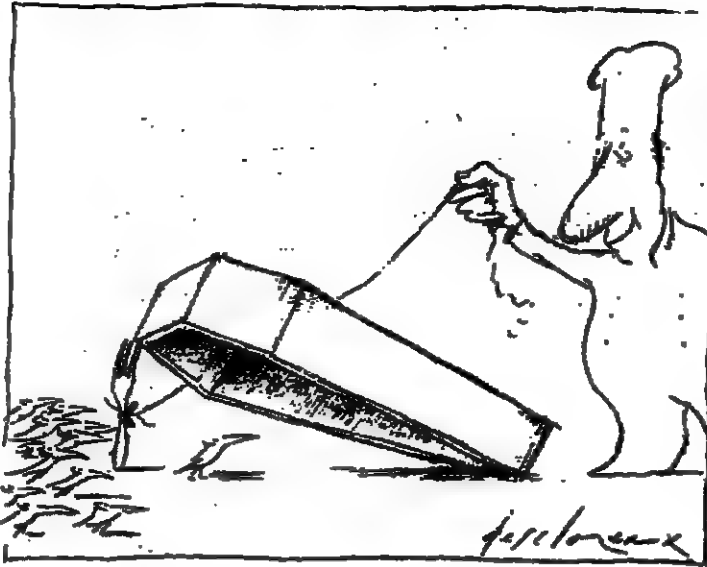
## Babette et les ortolans

J'ai eu tort, en cette « miette » elliptique sur les caillies en sarcophage, de ne pas préciser que ma question venait à propos du film *le Festin de Babette*. Cela eût évité à de nombreux lecteurs de m'écrire pour me signaler le film. En les remerciant de leur peine, je leur demande de bien vouloir m'en excuser.

C'est dans ce film, donc, que tout le monde semble avoir vu (et admiré plus que moi puisque, de Londres, un correspondant n'hésite point à écrire que ce serait un scandale si je ne l'avais vu !), film tiré d'une nouvelle de Karen Blixen traduite du danois par Marthe Metzger, que l'on voit Babette (Stéphane Audran) officiant au *Café anglais* aux environs de 1900 et servant, entre autres, au général de Löwenheim, ce plat « incroyablement recherché et savoureux » (sic).

Un lecteur hollandais me confie que l'auteur de la nouvelle avait « l'imagination fertile ». Je le veux bien croire. D'abord parce que, à l'époque, il était inconcevable de voir, dans un grand restaurant, une femme en cuisine.

Aussi bien, Claude Terrail (fils du dernier propriétaire de l'illustre *Maison du Boulevard*, André Terrail) est formel : jamais il n'y



DIEZEL/BAUX

eut de femme aux fourneaux du *Café anglais*, jamais les caillies en sarcophage ne figurèrent à la carte de cette maison qui ferma ses portes en 1913 !

Mais de quoi s'agit-il ? De caillies farcies de foie gras et servies en croûtes. Nul doute que préparées comme dans le film, c'est-à-dire mises déjà cuites en feuilletage et cuites au four,

ce serait une catastrophe ! Mais il n'importe, et l'image commande, n'est-ce pas ?

L'expression « en sarcophage », qui chante mieux que celle « en croûte », utilisée souvent, semble, elle aussi, postérieure à l'époque du *Café anglais*. On la trouve pour la première fois dans la *Gastronomie pratique* d'Ali Bab, dont la première édition est de 1907. Plusieurs lecteurs y ont songé, et

en premier mon ami Nod Rival (auteur d'un excellent *Grimoire de la Reynière*, on le sait). Mais le docteur Babinsky (dont Ali Bab fut le pseudonyme) nous donne, lui, une recette d'ortolans en sarcophage.

## Le « festin ridicule »

La loi, aujourd'hui, interdit le service de ces petits oiseaux machiavéliquement pris au filet, engraisés puis étouffés, mais bien saucelés. La recette d'Ali Bab propose de dévorer les ortolans, de les farcir d'une purée de foie gras, avant de les faire chauffer cinq minutes dans un fond composé de jus de cuisson de grives, fond de veau, mirepoix, madère ou porto blanc, épices.

Il ne reste plus qu'à creuser autant de grosses truffes du Périgord que d'ortolans, d'y mettre les ortolans, de recouvrir du « champagne » et de laisser ces truffes avant de les cuire enveloppées de papier dans de la cendre de bois chaude, une petite heure. Il n'est plus qu'à déguster cette préparation, « une des plus raffinées de la cuisine moderne », dit l'auteur qui propose, pour l'accompagner, un champagne « sec ».

Une lectrice de Copenhague me dit que, pour la sortie du film, un restaurateur de la ville, Jan Pedersen (restaurant *la Cocotte*, 33 Vester Farimagsgade) a réalisé le... festin de Babette. Et aux États-Unis, à New-York, il paraît que Christian Petrossian a dû inscrire les plats du « festin ridicule » à sa carte. Tant pis ! Je ne pense pas qu'un chef parisien de qualité osera nous proposer la caille en sarcophage.

L. R.

LA REYNIERE.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## 06180 CAP-D'ANTIBES

## MOTEL ROISOLEIL

153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Parq., piscine. 2 pers. 1150 F la sem. 1780 F 2 pers. 3100 F 4 pers. 4200 F (taxi juil., août, sept.). Tél. 93-61-66-38.

## NICE

## HOTEL LA MALMAISON

100 m de la mer. Studios et ch. Parq., piscine. 2 pers. 1150 F la sem. 1780 F 2 pers. 3100 F 4 pers. 4200 F (taxi juil., août, sept.). Tél. 93-61-66-38.

CH. DES INDEPENDANCES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITES. Restaurant de qualité.

48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-61-66-38 - Tél. 93-61-66-38. Télécopie : 93-16-17-18.

06100 VILLAS-VALENTIN

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-61-66-38.

Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.

12, direct, maître.

## Montagne

## 05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Ski alpin, stages ski de fond, radio, petit de piscine.

HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART 05350 MOLINES. Tél. 92-45-83-25.

1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem. Position exposée. 1316 F à 1925 F la sem. Spécial Noël 121. 2.900 F.

05350 SAINT-VÉLAN (Haute-Alpes, Queyras)

Parc régional. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus les comm. d'Europe, 2040 m.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08 GRILL ET CHAMBRES-STUDIO

Appart. Depuis 650 F pers. /semaine. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62

1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem. Position exposée. 1316 F à 1925 F la sem. Spécial Noël 121. 2.900 F.

## Provence

## DROME PROVENÇALE

4 km de la mer par TGV (Menton-Mars). Site except. Microclimat. Idéal repos, promenade, sport. Cuis. à votre goût. On ne trouve pas à table. Bénédictine. Chère grand confort. Staminant.

Prix d'hiver. AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES 26110 NYONS. Tél. 75-26-12-88.

## Paris

## SORBONNE

## HOTEL DIANA \*\*

73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct.

Tél. 238 1 350 F - Tél. 43-54-92-85.

## Halle

## VENISE

## HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\*

(près du Théâtre la Fenice). 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.

Prix modéré. Réservation : 41-52-32-333 VENISE. Tél. : 411150 FENICE I.

Directeur : Denise Agnès. Télécopie : 041-520 37 21.

## Suisse

## LEYSIN 1400m. Alpes Vaudoises

## HOTEL SYLVANA \*\*\*

Ski aux pieds devant la porte. Situation panoramique. Chambres tout confort.

Prix modéré. Tél. 238 1 350 F (pers. 310 FF). Fax. BONELLI, CH-1154 LEYSIN.

Tél. 19-41/25/34-11-34.

## SAINT-MORITZ (ENGADINE)

## KULM-HOTEL

L'hôtel de 5 étages avec le plus grand balcon. Centre moderne et sportif.

CH. F. St. Moritz - Tél. : 1541 02/12 51 Fax : 82/3 27 38, Tél. : 82 21 72

3820 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

## HOTEL HOLIDAY \*\*\*

Appartements avec service d'hôtel. 60 lits. Situation tranquille, à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios avec balcon, cuisine, frigidaire, bain, w.c., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gratuite dans une piscine couverte, restaurant. Prix spéciaux en hiver. 80 FF (pers. 250 FF), demi-pension.

Tél. 19-41/25/34-11-34. Fax. R. Perle. Tél. 472187.

## TOURISME

## SKI DE FOND HAUT-JURA

3 heures de Paris par TGV. Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans l'un des 14 V.D.P. confortablement rénovés, chamb. av. s. de bain, w.c., table d'hôte, cuis. mijotée et légère, petit salon avec feu de bois.

Ambiance sympathique. De 2400 F à 2500 F par pers. et sem. 12 copains, pension complète + vin, monteur et matériel de ski.

Tél. (01) 81-38-12-51 ou écrire : LE CRET L'AGNEAU 25490 MONTMONT.

## Aux quatre coins de France

## VINS DU BEAUJOLAIS :

Brouilly, Beaujolais-Villages, cubi. 221 et tout. Tarif : GAG BERTHIAUD.

GARDIN, Viticulteur à la Grand Grappe 3, CHARENTAY, 69220 BELLEVILLE.

SAUTERNES 1<sup>er</sup> GRAND CRU

CHATEAU LA TOUR BLANCHE - BOMMES 33210 LANGON.

Tél. : 56-63-63-65.

Tarif sur demande. Vente directe. Nocturne millésimée au vin 1986.

## Berghotel

## SCHATZALP

Enchantement et féerie d'un hiver de neige pour jeunes et moins jeunes.

Sur le côté ensoleillé au cœur de la région de ski Streis-Persenn.

Hôtel de la Belle Époque très rétro et tout de même moderne.

CH-7270 Davos Platz.

Tél. 19-41/25/34-11-34. Fax. 82/3 27 38.

## DÉSERTER !

VOYAGES À PIED, EN 4 X 4 ET SOUS LES ÉTOILES.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

SAHARA, YEMEN, NEPAL.

## RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

## CÔTE D'AZUR

MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES ÉTÉ - HIVER.

Demandez notre catalogue photos.

Agence d'immobilier.

22-475 06305 MENTON CEDEX.

Tél. : 93-61-66-38.

## MÉRISSE/MONT-D'ARBOIS

près du trou n° 2 du golf.

44 vend. APPARTEMENT

magnifique 2 pièces 30 m<sup>2</sup>, terrasse

+ jardin + garage + cave + cuisine à bois.

Cuisine équipée.

Prix : 950 000 F.

Tél. : 93-61-66-38.

## SAVOIE MONTCHAVIN-LES-COCHES

Alt. 1 500 à 3 250 m. sur les pistes.

centre station, en résidence-châlet.

SUD Grand confort.

LOCATION ou VENTE DEUX PIÈCES

meublé 4 pers. + GARAGE + CAVES

Location 1 semaine de 1 915 F à 3 575 F

Location 17 sem. hiver 88/89 à 32 200 F

Vente à partir de 355 000 F

AGENCE VIAL

73210 MONTCHAVIN-LES-COCHES

Tél. : 73-07-83-27 - 73-07-83-28.

## SEMAINE GOURMANDE

## Le Chateaubriand

On ne reconnaît plus le petit bistrot d'autrefois. Christine Maurer (mère d'une cuisinière de l'ARC) a refait sa salle : fresques découpées (pastels de fruits et masques stylisés) sur murs blancs, fauteuils et banquettes carées : on se sent bien. Cuisine merveilleusement simple, des rillettes de liette à la terrine de poireaux huile de noix, d'une brouillade de moules de bouchot à la morue fraîche (d'une très juste cuisson) à l'huile d'olive, de l'andouillette et son gratin au chateaubriand (assaisonné oblige) poêlé ou grillé, du foie de veau vinaigre de miel à la fricassée de poulet nantais aux raisins, avec une roue de Brie, bien affinée, et des desserts (charlotte, île flottante, crème brûlée).

Un menu suggestion (entrée, un plat, un dessert) à 180 F et la carte (comptez 250 F). Découvrez (peut-être) un côte-de-dur 1982 qui convient fort bien au feuilleté de petits gris comme au carré d'agneau rôti.

● LE CHATEAUBRIAND, 125, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 47-63-98-90. Fermé dimanche. CB.

Chiens acceptés.

## La Niçoise

Jouxtant le Manoir de Paris de Francis Vandenhande, sa gâche épouse (Denise Fabre, Niçoise d'origine) l'a donc persuadé d'ouvrir cette antenne niçoise de sa cuisine natale. Bonne idée. D'abord par le cadre de ce premier étage, salle claire décorée de panneaux évoquant le Nîmes d'hier, ensuite par la carte très typée, de la soupe au pistou à la salade niçoise et aux raviolis d'herbes, du stockfish à la raclette à l'oursinade, du lapin au safran et sa purée à l'huile d'olive, de l'épaule d'agneau à la farigoule pâtes fraîches aux petits farcis. Fromages du pays, desserts originaux dont la fameuse tourte aux blettes (il faut connaître) et le cake « Mémé Louise » (M<sup>me</sup> Fabre mère). Vins régionaux aussi, bien sûr, tous à moins de 100 F, permettant des additions de 200-250 F. Enfin une cuisine authentiquement folklorique et de qualité.

● LA NICOISE, 4, rue Pierre-Demours, 75017 Paris. Tél. : 45-74-42-41. Fermé samedi et dimanche. On sert jusqu'à 23 h. Salon 15 couverts. Voiturier. CB-AE-DC.

## Le Rond de serviette

André Génin (Chez Pauline, rue Villado) s'est avisé que ses additions de fête ne permettaient pas la fréquentation soutenue de son merveilleux bistrot d'autrefois révisé 89. Il vient d'ouvrir à quelques encablures mais dans l'arrondissement voisin (sur les ruines du Tarnheiser, bien transformées - banquettes d'un très beau tissu fleuri, murs laque rouge et tissu beige moitié-moitié) cette annexe bien tenue par des adjoints de métier et dont la carte vous enchante, du

gâteau de boudin pommes fruits à la fricassée de crêpes, rognons et sot-l'y-laisse de coq, du hachis Parmentier aux œufs à la neige. Pâtis du jour (70 F) tête de veau et langue ravigote le lundi, petit salé lentilles le mardi, etc. Un vin du jour au verre (21 F) et la carafe (50 cl) de bordeaux à 40 F, permettant de petites additions si l'on ne commande qu'un plat et un dessert. Bon café.

● LE ROND DE SERVETTE, 16, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél. : 49-27-09-90. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

## La Grosse Tartine

Carte d'hiver pour cet étonnant restaurant de la porte Maillot, jardin d'hiver sous bulle plastique où une dame d'ARC, entre fois gras et cassoulet, vous fera goûter ses sardines à l'escabèche (42 F), ses sautés d'agneau aux poivrons (92 F), sa parillade d'agneau (91 F), un gâteau au chocolat amer (40 F), Magrats de canard et saumons fumés « maison ». Comptez 200-250 F.

● LA GROSSE TARTINE, 91, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris. Tél. : 45-74-02-77. Ouvert tous les jours. Salon. Parking : Porte Maillot. CB-AE-DC.

## Le Manoir à Neuilly

Figure de la restauration, ancien du métier, M. Albert a récupéré, pour perpétuer sa maison neuillienne, son fils qui nous communique succédant au cher Poitrinaire, à Lavellois, et sa charmante épouse. Le Manoir est ainsi tout « requinqué », de décor comme de cuisine, avec une formule excellente à mon sens : une carte-menu (130 F) entrée, poisson ou viande, dessert. Quelques plats sont avec supplément, tout comme le fromage, mais on peut se régaler, par exemple, en choisissant la terrine de canard sauvage ou les raviolis de homard crème de crustacés, la marmite du pêcheur ou les noisettes d'agneau gratin dauphinois, l'île flottante, les crêpes fourrées à l'orange ou les sorbets, ce qui, avec 25 cl d'un honnête vin blanc ou rouge, conduit à une addition de 180-175 F. J'ai testé les rognons de veau Collioures (saucis aux anchois) et choisi l'assiette de fromages plutôt qu'un dessert sucré. L'addition avec une demi-bourgeoisie château de la Phébère, atteignant 178 F. Qui dit mieux ?

A signaler enfin, dans la même maison, une petite salle : l'Enfer du Manoir, où l'on peut, aux déjeuners, se contenter d'un plat (entre 43 F et 55 F) et d'un verre de vin (12 F), bien pratique pour les gens pressés.

● LE MANOIR, 4, rue de l'Église, 92200 Neuilly. Tél. : 46-24-04-81. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE-DC.

L. R.

**Le Procope**  
FONDÉ EN 1632

LE RENDEZ-VOUS DES ARTS ET DES LETTRES  
13, Rue de l'Ancienne Comédie - 75006 PARIS  
(1) 43 26 99 20

Carnet de l'Odéon

**La Nouvelle Brasserie Rive Gauche**  
ACCUEIL JUSQU'À 2 HEURES DU MATIN

FRUITS DE MER - CUISINE DE TRADITION

Sous le patronage de la Mairie de Paris XVI<sup>e</sup>  
4<sup>e</sup> Salon des Antiquaires de PARIS XVI<sup>e</sup>

JARDINS DU RANELAGH  
Avenue Franklin - Métro : MUETTE  
du 4 au 14 novembre 88  
43 47 38 00

15 11 28 h / sem. dim. et jour férié 9 h à 18 h. Hors 10 h à 12 h. RESTAURANT



## Environnement

« Les essais nucléaires français en Polynésie ne représentent aucun danger pour les populations » affirme le commandant Cousteau après une expertise sur place

Fidèle à son habitude des « coups » médiatiques, le commandant Cousteau a lâché une nouvelle bombe, jeudi 10 novembre, au cours d'une conférence de presse à Paris : « Les essais nucléaires de la France en Polynésie, tant qu'ils restent souterrains et bien contrôlés, ne présentent aucun danger pour les populations alentour, à court et moyen terme. »

Après Haroun Tazieff et Brice Lalonde, le commandant Cousteau est donc convaincu de l'innocuité des charges nucléaires qui explosent dans le basalte à 1200 mètres de profondeur et à quelque 1200 kilomètres de Tahiti. Comment le président de la Fondation Cousteau, qui ne cesse de vitupérer contre la pollution des océans et d'alerter sur les dangers à long terme de l'énergie nucléaire, a-t-il pu être ainsi

« retourné » ? Tout simplement en allant voir lui-même sur place une explosion et en faisant analyser les prélèvements recueillis dès le lendemain. Au cours d'une mission de la Calypso, menée à Mururoa entre le 20 et le 25 juin 1987, avec l'accord des autorités militaires du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), l'équipe Cousteau a pu assister, le 21 juin, à un tir souterrain d'une charge d'environ 80 tonnes. Ils ont ensuite plongé dans le lagon sur le site même de l'explosion, prélevant des échantillons d'eau de mer pour analyse. Alors que les précédentes missions d'étude (mission Tazieff en 1982) avaient recueilli des échantillons de 30 litres maximum, l'équipage de la Calypso a prélevé chaque fois entre 200 et 600 litres d'eau, 200 litres pour nos laboratoires de Monaco, 200 litres pour le CEP et 200 litres de réserve en cas de contre-expertise, a précisé le comman-

dant). Échantillons liquides et solides ont été analysés au laboratoire de biogéochimie marine de l'École normale supérieure de Paris, sous la conduite du professeur Jean-Marie Martin, directeur de recherche au CNRS.

De ces analyses, selon le commandant Cousteau, il apparaît que seuls « de l'ordre de 131 à 132 » ont été détectés en quantité négligeable, ont été détectés sur le site après le tir. « Si on avait trouvé du plutonium ou du césium en quantité, on aurait fait un tapage », assure-t-il. Mais le césium détecté dans le lagon « est comparable à celui d'une centrale nucléaire équipée de quatre réacteurs de 900 mégawatts et provient vraisemblablement des essais atmosphériques menés jusqu'en 1975 ». Le rapport Cousteau note cependant que « le tritium et le césium pourraient commencer à diffuser très lentement dans le lagon après une période de cent à trois cents ans, et éventuellement plus rapidement s'ils trouvent des fissures ».

Les fissures ! C'est à ce propos que le commandant Cousteau s'est montré le moins affirmatif. Ses plongeurs, et même une sous-marinée plongeante, sont allés filmer des « tombants » de corail au lendemain du tir. On découvre des parois de corail facile complétement éclatées, avec des cassures fraîches et des éboulements qui forment de véritables pierreries. Mais il ne s'agit que de la « croûte superficielle » qui recouvre une montagne de basalte « impenétrable à l'inventaire » avec les moyens « basés de puissance ». Le commandant Cousteau a semblé rassuré du fait que le CEP ne pratique plus à Mururoa que des tirs de faible puissance destinés au « perfectionnement de l'arme » et que, pour les « tests de puissance », beaucoup plus destructeurs, il ne se transporte à Fangatua, « où le socle de basalte est neuf ».

Est-ce à dire que l'auteur du Monde du silence s'est rallié à l'arme nucléaire ? Pas du tout ! « A la Fondation Cousteau, nous sommes réticents à l'usage de l'arme atomique et pour un désarmement général de la grande puissance nucléaire », États-Unis et URSS « donneraient l'exemple. Il est vain de demander à la France, petite puissance nucléaire, de désarmer tant que les Super-Grands ne le font pas ».

ROGER CANIS.

(Dans un rapport de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Freddy Deschamps-Buonno, député PS de l'Eure, écrit : « Il est certain que le site même de Mururoa a été modifié par les essais nucléaires, mais il n'est pas certain que le site soit devenu inhabitable. Le site lui-même est un complexe d'habitats de corail instable, âgé de 200 à 300 millions d'années, sur un socle basaltique. Son effondrement est, dans des temps géologiques, inévitable. Il est certain que Mururoa doit être évacué. C'est pourquoi il est envisagé de donner la préférence à des sites moins fragiles, situés de surcroît sur un socle rocheux, mais pour maîtriser les dépenses liées aux infrastructures situées sur l'atoll. »)

## Sports

FOOTBALL : la coupe d'Europe

Les sélectionnés pour le match éliminatoire Yougoslavie-France

Michel Platini, le nouveau sélectionneur de l'équipe de France a communiqué, jeudi 10 novembre, le nom des 16 joueurs retenus pour le match éliminatoire de Coupe du monde, Yougoslavie-France, qui aura lieu samedi 19 novembre à Belgrade. Ancien, comme Jean Tigana, et jeune, comme Alain Roche, un autre girondin, se retrouvent dans cette équipe.

Gardiens : Joël Bats (PSG), Bruno Martini (Auxerre). Défenseurs : Manuel Amoros (Monaco), Basile Boli (Auxerre), Sylvain Kastendeuch (Metz), Alain Roche (Bordeaux), Jean-Christophe Thouvenot (Bordeaux).

Milieux de terrain : Marcel Dib (Monaco), Eric Guérin (Nice), Franck Sauzeau (Marseille), Jean Tigana (Bordeaux), Daniel Bravo (Nice).

Attaquants : Jean-Marc Ferreri (Bordeaux), Stéphane Paille (Sochaux), Jean-Pierre Papin (Marseille), Christian Perez (PSG).

M. P.

## Justice

Selon le ministre de l'intérieur

La région frontalière franco-espagnole est « une zone à haut risque »

Présentant, mercredi 9 novembre, le budget du ministère de l'intérieur devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe a estimé que la situation à la frontière franco-espagnole était « préoccupante » et suscitait son « inquiétude ». Si le terrorisme interne connaît actuellement un certain répit, le ministre de l'intérieur souligne d'autant plus l'exception basque.

Il a notamment fait observer aux parlementaires que « depuis deux ou trois ans, aucun progrès n'avait été enregistré dans la solution du problème basque » et que le terrorisme interne qui se développe en Catalogne, encouragé, selon lui, par la perspective de la tenue des prochains Jeux olympiques à Barcelone en 1992, présentait des risques pour le département des Pyrénées-Orientales. Pour ces raisons, M. Joxe a affirmé que la région frontalière devait être considérée

comme « une zone à haut risque ». Aussi a-t-il décidé de prendre des « mesures de sécurité exceptionnelles » dans les Pyrénées-Orientales et les Pyrénées-Atlantiques.

S'exprimant la veille, mardi 8 novembre, devant la commission des finances du Sénat, le ministre de l'intérieur avait plus généralement exprimé son souci de « renforcer l'efficacité des frontières françaises ». A cet effet, il envisage, outre le renforcement des moyens de la police de l'air et des frontières, l'harmonisation des modalités d'expulsion et de contrôle en Europe. Indiquant que l'échéance européenne de 1993 « ne devait pas déboucher sur la suppression de tout contrôle aux frontières », M. Joxe a précisé qu'il veillerait « fermement » à ce que « dans la limite de nos traditions », le dispositif sur le revenu minimum d'insertion « n'accroisse pas l'immigration clandestine ».

M. Albert Maltret, « baron noir » d'occasion devant le tribunal de Paris

La punition d'un simple délinquant de l'air

« Ce n'est ni un héros ni un criminel, c'est un délinquant de l'air », a tenu à préciser M. Claire Marsat, substitut du procureur de la République, en présentant ses brèves réquisitions contre M. Albert Maltret, cinquante-deux ans, accusé d'avoir enfreint plusieurs textes réglementant la circulation aérienne, en survolant Paris le 13 octobre à bord d'un avion de tourisme.

Judi 10 novembre, devant la dixième chambre correctionnelle de Paris, il n'était pas question de juger le « baron noir », ce personnage mythique qui, cet été, avait mis en échec la « défense » autoproclamée de la capitale et les gendarmes placés à grands frais sur les hauteurs de Paris par le ministère de l'intérieur. Il s'agissait seulement de sanctionner un pilote en infraction. Et devant les juges, M. Maltret semblait à un gamin pris en faute. « C'est la cause d'un pari avec des copains qui m'ont dit : Tu ne le feras pas. Tu auras peur de te faire prendre. Je n'ai pas voulu passer pour un dégonflé. Je suis peut-être un peu fou. Je n'en suis rien. Je regrette. Je ne recommencerai plus ».

Le président Jean Zamponi n'a donc pas résisté à la tentation de le morigéner. « Croyez-vous qu'à cinquante-deux ans on puisse se

comporter comme un garçon de vingt ans, et ne pas résister à quelque chose qui vous dit : « Ne pas cap » en risquant un accident ? » L'idée n'a pas effleuré M. Maltret. « J'étais sûr de moi », a-t-il déclaré catégorique, en demandant des précisions techniques avant de soupier : « A l'étranger, je pouvais faire ce que je voulais ».

Le substitut a noté les regrets du pilote, tout en soulignant qu'il ne les avait pas formulés lorsqu'il allait se faire applaudir sur un plateau de télévision. « Il invite par la médiatisation à bafouer les règlements, et son pari c'est celui d'un automobiliste prenant une autoroute à contresens. Il ne maîtrisait pas son appareil, puisqu'il s'est perdu en route », observa le magistrat en demandant une peine de 30000 francs d'amende assortie de trois ans de suspension de licence.

« Je ne demande que la même chose », a plaidé M. Jean-Yves Liénart, en avançant être « rassuré » par le réquisitoire. Tout en reconnaissant que le comportement de son client « n'est pas révélateur du seuil de l'extrême intelligence », l'avocat a invoqué le bruit fait autour du « baron noir ». « Pressé de questions, il a dit : Oui, c'est moi. Ça ne coûtait rien de le dire. Et après il a voulu montrer qu'il était capable. » Cependant, M. Liénart a pris ses distances avec le client : « n'est pas révélateur du seuil de l'extrême intelligence », l'avocat a invoqué le bruit fait autour du « baron noir ». « Pressé de questions, il a dit : Oui, c'est moi. Ça ne coûtait rien de le dire. Et après il a voulu montrer qu'il était capable. » Cependant, M. Liénart a pris ses distances avec le client : « n'est pas révélateur du seuil de l'extrême intelligence », l'avocat a invoqué le bruit fait autour du « baron noir ».

Pendant la suspension d'audience, le pilote montra à son avocat qu'il avait raison car, devant la caméra et une forêt de micros, la contrition avait disparu pour faire place à une évidente délectation. A la reprise de l'audience, le tribunal lui infligeait une peine normale et ordinaire, 50000 francs d'amende, trois ans de suspension de sa licence et 4000 francs pour une petite contravention à un règlement aérien.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

M. P.

## Communication

Poursuite partielle de la grève aux NMPP

Bras de fer entre la CGT et le groupe Hersant

Difficile fin de semaine pour la presse dont la distribution est gravement perturbée par les grèves aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) et dans les postes. Lancée en milieu de semaine par le Livre CGT, la grève des NMPP a empêché les quotidiens et les périodiques parus jeudi 10 novembre d'être disponibles dans de nombreux kiosques ce jour-là.

Vendredi 11, la plupart des journaux étaient pourtant à nouveau diffusés, à l'exception des quotidiens nationaux du groupe de M. Robert Hersant. Des militants CGT des NMPP ont investi les imprimeries du groupe dans la soirée du jeudi 10 novembre afin d'empêcher la fabrication du Figaro, de France Soir, du Figaro-Aurore et de Paris-Turf. Le Livre CGT a en effet décidé de prendre en « ligne de mire » les titres du groupe Hersant. Il s'agit de l'installation en 1990 de la nouvelle imprimerie de M. Robert Hersant à Roissy, qui

entraînerait des réductions d'effectifs dans ses rangs. Il évoque aussi un possible retrait du groupe Hersant du système de distribution des NMPP, source de nouvelles compressions d'emplois et de problèmes de gestion au sein des NMPP. Ce qui pourrait mettre en cause l'égalité de traitement de la distribution entre les titres garantis par les NMPP et, à terme, le pluralisme de la presse, estime le Livre CGT.

Le mouvement de grève comme les affirmations du Livre CGT ont été réfutés dans la soirée du 10 novembre par M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro et président du Syndicat de la Presse parisienne (SPP). M. Miot a indiqué que M. Hersant avait fait part, le 24 octobre, aux délégués CGT des NMPP de la « recentralisation » de ses imprimeries à Roissy. « De très graves problèmes sont posés », a ajouté M. Miot, le coût de la distribution, la restructuration de

l'emploi et donc le plan social qu'entraînerait la nécessaire modernisation des NMPP liée à la modernisation des imprimeries de la presse parisienne. Il faut négocier, mais pour cela il faut qu'il y ait revendication et conflit. Pour la première fois dans l'histoire syndicale de la presse française, voilà un conflit sans motif et sans revendication particulière : M. Robert Hersant n'a jamais déclaré qu'il avait quitté ni décidé de quitter le système coopératif NMPP.

Le Livre CGT a appelé ses adhérents « à la vigilance ». Il note que la création de l'imprimerie de Roissy supprimerait de nombreux emplois à la fois dans les centres régionaux de facturation qui n'utiliseraient plus le groupe Hersant et sur le nouveau site d'impression, dans les services de fabrication et de distribution des journaux.

Y.-M. L.

Un système de distribution spécifique à la France

La distribution des journaux peut être assurée par quatre moyens : la poste (pour les abonnements), le portage à domicile (pratiqué par un certain nombre de quotidiens régionaux pour une part de leur diffusion), le transport routier (assuré par des sociétés dépendant des titres, comme Ouest-France) et les kiosques et maisons de la presse. Cette forme de vente au numéro a été confiée à des sociétés coopératives de messageries : Nouvelles Messageries de la presse parisienne, Messageries lyonnaises de presse, Rhône-Alpes Diffusion, Transport-Presse, etc.

Les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) sont de loin la plus importante de ces sociétés. Elles ont été créées après la Libération, comme la Société professionnelle des papiers de presse (SPPP) et la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), par la loi du 2 avril 1947, sorte de charte de

la distribution de la presse française.

La création des NMPP correspondait à plusieurs objectifs : sauvegarder l'équilibre financier des messageries (les Messageries de la presse française créées en 1945 avaient enregistré au bout d'un an un déficit de 500 millions de francs de l'époque) et assurer l'impartialité absolue de la distribution de la presse.

Les NMPP sont fondées sur un système coopératif unique au monde : le capital est réparti entre cinq sociétés coopératives d'éditions de journaux (quotidiens de Paris, distribution de la presse hebdomadaire et périodique, coopérative des publications hebdomadaires et de périodiques, coopérative de la presse politique, publications professionnelles qui rassemblent sept cent cinquante-deux adhérents et possèdent 51 % des parts. Le reste du capital - 49 % - appartient au

groupe Hachette qui, après la seconde guerre mondiale, avait remis au point le système technique de distribution. Hachette est, en droit, l'opérateur des NMPP.

Quelle que soit l'importance relative des différents journaux associés dans une coopérative, chacun dispose d'une voix. Cela permet lors de la détermination des tarifs de distribution une égalité de traitement entre les titres.

Les NMPP gèrent la diffusion de deux mille trois cents journaux français et étrangers soit plus de 2,7 milliards d'exemplaires par an dont 200 millions sont exportés dans quatre-vingt-huit pays. Elles emploient quatre mille six cents personnes qui s'occupent du compte, du tri, de l'emballage, du groupage, de l'expédition, mais aussi de la gestion des livraisons et des ventes, de la facturation des journaux ainsi que de la récupération des invendus.

Y.-M. L.

Départ de Jacqueline Alexandre et de Jacques Paugam

Réorganisation de la rédaction nationale de FR 3

Jacqueline Alexandre et Jacques Paugam ont annoncé, « au plus tard le 9 janvier 1989 », le départ de FR 3, le journal de FR 3. Des départs qui s'inscrivent dans une vaste refonte de la rédaction nationale de la chaîne. Non sans quelques résistances et grincements de dents.

Un mois environ après une grève particulièrement dure, la démission de Gérard Saint-Paul et l'arrivée de Gérard Deq à la tête de la rédaction nationale (« Soir 3 », « le 19-20 », les flashs, « Info Vidéo 3 »), la tension demeure vive à FR 3. Les syndicats CGT, CFDT et SNJ s'inquiètent, dans une lettre ouverte à M. Catherine Tasca, ministre de la communication, d'un éventuel abandon de la régionalisation (« le Monde du 9 novembre »). La rédaction de Paris-Île-de-France se prononce - par référendum ! - pour l'abandon du journal régional de 12 h 45, qu'elle s'estime incapable de réaliser correctement avec ses moyens actuels. Enfin, une assemblée générale a critiqué par avance le projet de réforme des éditions nationales, que



## VOILE : Coupe de l'America

## Premiers vents d'est

La 28<sup>e</sup> édition de la Coupe de l'America, prévue à San-Diego (Californie) en mai 1991, sera la plus internationale de l'histoire du plus vieux trophée sportif du monde (1851). Les représentants de vingt-trois yachts-club ou sociétés nautiques de dix pays se sont réunis, mercredi 9 novembre à

Londres, pour régulariser leurs défis au yacht-club de San-Diego et déterminer le choix des nouveaux bateaux. Aux côtés des défis traditionnels des Australiens (quatre, dont trois contrôlés par Alan Bond), des Britanniques (quatre dont deux contrôlés par Peter de Savary), des Français (trois :

Société nautique de Sète, Yacht-club de France et Yacht-club du Rhône), des Italiens (deux) et des Canadiens, on note le retour des Suédois et la première apparition dans cette épreuve des Allemands de l'Ouest, des Danois, des Japonais (deux défis) et des Soviétiques (quatre défis estoniens).

LES Soviétiques à la conquête de la Coupe de l'America ! Cette nouvelle manifestation de la « glasnost » pourrait paraître paradoxale. L'histoire de cette signature d'argent offerte en 1851 par la reine Victoria n'a-t-elle pas été essentiellement illustrée depuis le début de ce siècle par les convoitises et parfois les caprices de quelques milliardaires occidentaux, de l'Américain William Vanderbilt à l'Australien Alan Bond, sans oublier le Britannique Sir Thomas Lipton ou le baron français Marcel Bich ?

L'entrée des Soviétiques confirme plutôt l'évolution de cette compétition, devenue, avec le recours des architectes aux ordinateurs et aux matériaux nouveaux pour la conception et la réalisation des coques, des gréements et des voiles, une des plus belles vitrines pour les technologies de pointe. Cette évolution avait été spectaculaire pour la 26<sup>e</sup> édition en Australie, avec le recours des Américains aux services de la NASA et de Boeing, ou des Français à ceux d'Aérospatiale, de la société des Avions Marcel Dassault et du Centre national d'études spatiales. Elle devrait être encore amplifiée pour 1991 avec la conception d'une nouvelle classe de bateaux.

Après le coup de tonnerre provoqué par la victoire historique de l'Australie en 1983, puis le succès sans précédent de la 26<sup>e</sup> édition à Fremantle, où douze challengers avaient convoité la Coupe de l'America, le surprenant défi des Néozélandais et l'interminable bataille juridique qu'il déclencha devant la Cour suprême de l'Etat de New-York auraient pu torpiller la plus prestigieuse des épreuves de voile.

La 27<sup>e</sup> édition à San-Diego, résumée à un duel entre le monocoque géant néozélandais et le catamaran des Américains (voir le Monde du 6 septembre), a, au contraire, permis de dépeupler le vieux trophée, avec l'abandon, probablement définitif, des 12 mètres JI, ces dinosaures excessivement lourds et lents retenus pour les dix éditions entre 1956 et 1986, et la mise en place de structures susceptibles de régir

la compétition et de régler les conflits.

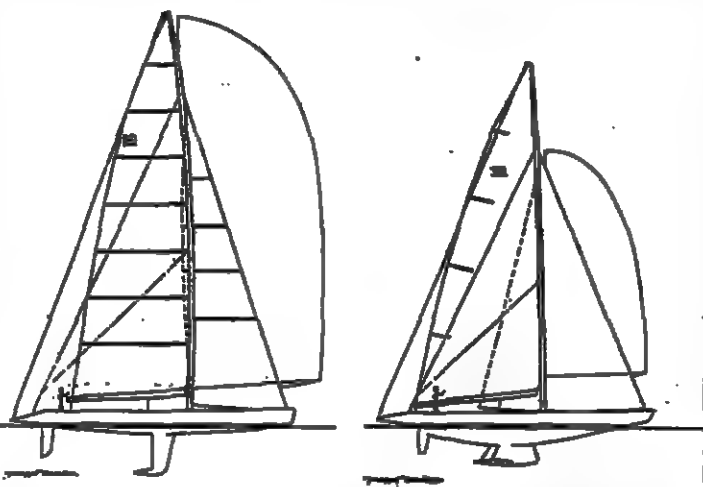
Réunis à San-Diego le 8 septembre, les défenseurs américains du trophée et leurs principaux challengers ont créé une instance suprême, le Trustes Committee (comité des tuteurs), composée des représentants de trois yachts-club vainqueurs du trophée (New-York, Royal Perth, et San-Diego), la nécessité d'un compromis était apparue entre les propositions de l'Australien Ian Murray, adepte d'une formule de jauge assez proche des 12 m JI, et celle du Français Philippe Briand, préconisant pour seules contraintes la longueur hors-tout et la surface de voile.

Louis Vuitton des challengers, probablement au mars et avril 1991 à San-Diego.

L'épisode néozélandais de la Coupe de l'America a surtout suscité un débat entre les principaux architectes navals pour la définition d'une nouvelle classe de bateaux, plus modernes, tout en restant bien adaptés à la formule du duel en match-racing. A San-Diego, la nécessité d'un compromis était apparue entre les propositions de l'Australien Ian Murray, adepte d'une formule de jauge assez proche des 12 m JI, et celle du Français Philippe Briand, préconisant pour seules contraintes la longueur hors-tout et la surface de voile.

## Incertitudes

Le texte du compromis, rédigé le 8 septembre, faisait ressortir trois idées-forces. Le nouveau bateau devrait être de grande taille et très performant. Son



Ces deux dessins de Philippe Briand montrent les différences entre le nouveau bateau choisi par les challengers (ci-dessus à gauche) et l'ancien 12 mètres JI. Dans le tableau (ci-dessous) figurent les principales caractéristiques de ces deux voiliers.

	America's Cup Class Rule	12 m JI
Longueur	23 m	19,50 m
Largeur	5,5 m	4 m
Poids	18 tonnes	27 tonnes
Voile	300 m <sup>2</sup>	230 m <sup>2</sup>
Spl	450 m <sup>2</sup>	200 m <sup>2</sup>
Mât	32,5 m	25 m
Tirant d'amar	4 m	2,7 m
Vitesse au près à 10 nœuds de vent	9,5 nœuds	7,5 nœuds
Équipage	15 hommes	11 hommes

concept devrait permettre les recherches dans les dessins et le choix de nouvelles technologies, mais le résultat de ces recherches devrait déboucher sur des bateaux assez proches pour préserver l'esprit de ces duels impitoyables propres aux matches-racings.

Du 5 au 9 octobre, seize architectes représentant les onze nations concernées — à l'exception de l'URSS — s'étaient réunis pour plancher sur ce nouveau bateau et établir l'« America's Cup class rule », résumant sa conception. C'est le résultat de ces travaux (voir dessin) que les délégués des challengers viennent d'adopter à Londres par onze voix contre quatre pour les 12 m JI et une pour les catamarans (1).

Présent à Londres en observateur, Thomas Ekman, le manager général de l'équipe américaine, a laissé entendre qu'il trouvait cette nouvelle formule « très excitante ». Si, toutefois, les Américains la repoussaient en estimant que Dennis Connor, leur skipper, aurait de meilleures chances avec un 12 m JI, c'est le Trustes Committee qui serait appelé à trancher sur le choix du bateau pour 1991.

L'autre incertitude réside dans le jugement de la Cour suprême de l'Etat de New-York après la protestation des Néozélandais qui contestent toujours aux Américains le droit d'avoir aligné un catamaran contre leur monocoque. Ce jugement pourrait intervenir le 30 novembre. Egalement présent à Londres, Michael Fay, le directeur du défi néozélandais, s'est toutefois engagé devant les challengers à ne pas déposer de nouveau recours, à relever leurs défis avec le nouveau bateau, si le juge Carmen Ciparick fait droit à sa requête et lui confie la Coupe de l'America, ou à rejoindre, dans le cas contraire, leurs rangs pour le prochain rendez-vous de 1991 à San-Diego.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Probablement celle du Yacht-club du Rhône qui espérait aligner *Jet Services*, le maxi-catamaran détenteur du record de la traversée de l'Atlantique, désormais interdit dans les courses transatlantiques pour sa longueur excessive. A la suite de ce vote, le Yacht-club du Rhône va probablement se retirer de la compétition des challengers.

## AVENTURE : Paris-Dakar

## Les sponsors se retirent

Quel sera le parcours de la deuxième édition du Rallye Paris-Dakar ? Les incertitudes qui pesaient sur la traversée de l'Algérie après les récents événements semblent avoir été levées, bien que l'organisateur, TSO, n'ait donné aucune confirmation de l'information. Les principales interrogations pesant sur l'avenir de l'épreuve, créée par Thierry Sabine, viennent au demeurant de la couverture télévisée et de son corollaire, les commanditaires.

COCA-COLA ne sera pas au départ du onzième Paris-Dakar. Sans tambour ni trompette, l'état-major de la filiale française du géant mondial des « soft drinks », qui a choisi depuis des lustres d'appuyer sa communication sur les grandes manifestations sportives, a pris cette décision lundi 7 novembre. Quelques jours auparavant, Cyrille de Salaberry, directeur des relations extérieures de Coca-Cola France, disait pourtant : « La formule de l'épreuve 1989 nous paraît très intéressante, beaucoup de progrès ont été réalisés dans tous les domaines ».

Pourquoi un tel constat n'a-t-il pas été suffisant pour convaincre les décideurs de la filiale française de rester l'un des six principaux commanditaires de TSO avec Pioneer, la 5, Africar, Paris-Match et Michelin ? La maison mère américaine a-t-elle estimé que les retombées de la dixième édition avaient été trop négatives de l'autre côté de l'Atlantique pour que l'expérience soit poursuivie ? L'impact du Dakar est-il en train de s'émousser auprès des commanditaires impuissants à renouveler les images de l'aventure mécanique ruisselant à travers les déserts africains ?

Plusieurs questions, autant d'hypothèses pour TSO. La plus lourde est celle mise par le choix de la chaîne de télévision partenaire. En préférant la 5 à TF1, Gilbert Sabine a satisfait des appétits financiers immédiats qui ont été loin de combler ses partenaires : trop peu d'images sur une trop faible proportion du territoire a été la plainte de tous les sponsors. Ce sursis d'images a été en partie imputable aux autres chaînes qui n'ont pas fait d'efforts pour couvrir la course. Et qui ne sont guère plus décidées à en faire en 1989.

S'il ne s'agit pas de mesures de rétorsion cela y ressemble fort. A TF1, où les contacts avec Gilbert Sabine, nous au printemps, sont restés sans suite, Jean-Claude Desrier, directeur des opérations, dit que le Dakar sera réduit au « minimum invisible ». A FR3, Michel Drey, responsable des sports, écarte le mot de boycott mais précise qu'il n'achètera pas d'images « sauf événements exceptionnels », autrement dit, excepté en cas de nouveau drame. A Antenne 2, Christian Quideu, le rédacteur en chef des sports, n'a pas encore une idée très précise de

l'importance qu'il accordera au rallye.

Les sponsors ne peuvent donc attendre de retombées médiatiques que d'une augmentation de la couverture de la 5. Celle-ci s'est engagée à diffuser soixante heures contre cinquante-deux en 1988. Quelques arrivées d'étape auront aussi lieu en direct et le résumé quotidien pourra durer une demi-heure. Est-ce que ce sera suffisant pour satisfaire les commanditaires, compte tenu du niveau de leur engagement financier ?

Quatre gros sponsors 1988 ne seront pas au départ le 25 décembre. Le plus important d'entre eux est Camel, qui avait accédé son nom aux Range Rover. Le groupe Reynolds Tobacco a préféré concentrer ses activités dans le sport automobile sur la formule 1 et le Camel Trophy. Kourou, qui avait financé le buggy d'Hubert Auriol, s'est complètement retiré des sports mécaniques. La restauration du groupe Yves Saint Laurent n'est pas étrangère à cette décision : « Le cambouti et les essais cassés ne sont pas compatibles avec un groupe symbole de culture et de raffinement », estime Marina Issaef, l'attachée de presse. Lee Cooper, qui finançait notamment la Honda de Cyril Neveu, cinq fois vainqueur, ne sera pas non plus au départ. Le fabricant de sportswear a traversé une crise incompatible avec une telle opération de sponsoring. Dernier de la série, Saba, filiale spécialisée dans la hi-fi du groupe Thomson, a fait défection à cause de l'incertitude qui pesait sur l'organisation : « Le Paris-Dakar n'a plus l'image de performance que nécessite la promotion de nos produits », note Jean-Jacques Lannier, directeur de l'agence de publicité qui avait monté l'opération.

Pour d'autres, l'obligation faite à TSO de passer sous les fourches caudines de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a entraîné une modification importante de l'investissement. C'est le cas de Lada notamment, qui engageait habituellement quatre véhicules : pris de court par le nouveau règlement, l'importateur de la marque soviétique n'a pas eu la possibilité de mettre au point un prototype concurrentiel.

Le Dakar, aventure réduite aux caprices des sponsors ? La décision du groupe Philip Morris, qui participait sous les couleurs de Marlboro, pourrait renforcer cette impression : le numéro 1 mondial du tabac va placer tous ses œufs sur la marque Chesterfield, qui apparaissait auparavant dans le rallye avec des concurrents italiens. Malgré tout, le Dakar n'a pas perdu toute crédibilité auprès des détenteurs de gros budgets. Ainsi la Générale sucrière a entrepris de se lancer dans la course, mais c'est avec l'ambition de faire la promotion du bio-éthanol, le carburant des betteraviers, qui a reçu l'autorisation de commercialisation en France depuis quelques mois. Le plus gros investissement devrait venir de la société du Loto. Le directeur de la communication, Pierre Charon, le justifie ainsi : « On va mettre en course Hubert Auriol et faire la promotion de la nouvelle raison sociale pour notre dixième anniversaire et pour la création d'un actionnariat des salariés. Ce sera aussi l'occasion de lancer un nouveau jeu ».

P.-Y. G.

## LES HEURES DU STADE

## Automobilisme

Grand prix d'Australie de formule 1. — Dimanche 13 novembre à Adelaide (TF1 à 4 h).

## Basket-ball

Championnat de France. — Samedi 12 et dimanche 13 novembre (A 2, Montpellier-Chaumont, le 12 à 15 h).

## Football

Championnat de France. Dix-neuvième journée le samedi 12 novembre.

## Patinage artistique

Trophée Latiou. — Jusqu'au dimanche 13 novembre au PO-Paris-Bercy (FR3, le 12 à 23 h 30 et le 13 à 16 h 15).

## Tennis

Masters féminin. — Du lundi 14 au dimanche 20 novembre à New-York.

## BASKET-BALL : Coupe d'Europe des clubs champions

## La Soviétique de Mirande

Battu de trois points au match aller, le BAC Mirande a éliminé, le jeudi 10 novembre, l'équipe suédoise de Solna en triomphant par 69 à 57 dans sa salle. Les Gersois sont ainsi qualifiés pour la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Leur dernière recrue, la Soviétique Olga Sukharnova, deux fois championne olympique, sera précieuse par sa taille (1,93 mètre), son expérience et son adresse, dans les remplacements qui les attendent.

MIRANDE de notre envoyé spécial

MIRANDE on le fin fond de la France. Pour affirmer un guichetier de la SNCF, rien de plus efficace que de lui annoncer : « Un aller pour Mirande ». C'est au cœur de la Gascogne, dans le département du Gers qui, il y a à peine quinze ans, inaugurerait les feux rouges.

Pas de gare SNCF — juste une liaison par autocar avec Auch et Tarbes — mais un gymnase dans lequel peuvent s'entasser 1 600 personnes pour applaudir leur équipe féminine de basket-ball. « Le phénomène Mirande c'est 4 500 habitants et plus de cinq mille demandes de réserva-

tions pour la finale du championnat de France », raconte le vice-président du club, M. Doutrouge.

Ainsi soutenu, le BAC Mirande a devancé au printemps dernier Paris et son représentant, le Stade-Français Versailles, qui avait remporté les cinq derniers titres de champion de France. La fulgurante progression des Mirandaises atteignait son sommet au niveau national.

L'histoire du BAC Mirande est indissociable d'Alain Jardel. Il en a été le fondateur, il en est aujourd'hui l'entraîneur. En 1975, ce professeur d'éducation physique, fraîchement débarqué, crée le club pour combler « un manque évident en sport féminin » dans la commune.

« Il existe dans le Sud-Ouest une tradition méconnue du basket-ball, qui sert souvent à dégraisser les jeunes avant que le rugby vienne les chercher », explique-t-il. Aucun danger de ce côté-là avec les féminines. Alain Jardel commence un travail de longue haleine qui mènera le BACM des divisions départementales au titre national en treize ans. « Notre première chance était d'avoir des joueuses de talent. Martine Campi et Florence Roussel ont été formées chez nous et sont devenues inter-

nationales. Elles ont connu toute l'aventure et sont restées fidèles au club ».

Dans leurs montées successives, les Mirandaises n'ont fait qu'un palier en Nationale II pendant trois ans. Le temps, pour les dirigeants, de les rattraper dans leur marche en avant. Aujourd'hui, Mirande dispose d'un des plus gros budgets du basket-ball féminin français — 3,5 millions de francs — avec la qualification pour la poule finale de la coupe d'Europe.

La gestion des finances du club est entièrement informatisée. Pour attirer les joueuses dont Alain Jardel estime avoir besoin, des contrats de capitalisation d'entreprises leur sont offerts. « Je ne crois pas que le statut professionnel soit adapté au basket-ball féminin. Il faudrait plutôt trouver des solutions pour la reconversion des joueuses, pour qu'elles puissent se consacrer plus sereinement à leur sport », explique l'entraîneur. En France, nous sommes très forts pour les mauvais côtés du professionnalisme.

Mirande ne fait rien comme les autres. Alors doit-on s'étonner de rencontrer, à deux carrefours distants de cent mètres, une Américaine, Shannon McGhee (1,85 mètre), puis une Sovié-

que, Olga Sukharnova (1,93 mètre) ? Si la Californienne a précédemment participé à la conquête du titre 1988, la Moscovite est arrivée au début d'octobre seulement.

Avec le footballeur soviétique Varguz Khidiatouline, recruté par Toulouse, les instances sportives soviétiques avaient marqué leur volonté de permettre à quelques sportifs de monnayer leur talent à l'étranger. Demandée par le BAC Mirande, Olga Sukharnova a signé son contrat à la fin du mois de juillet dernier. Implantée au Liechtenstein, Torna Management, l'agence de Sport Interport — l'organisme qui réglemente le sport du haut niveau en Union soviétique — s'est chargée des transactions. Avec plus de 250 sélections en équipe nationale, M<sup>me</sup> Sukharnova — elle est mariée et mère d'un enfant — est titulaire de deux médailles olympiques et de trois titres de championne du monde. Depuis ses débuts, à l'âge de seize ans, au Spartak de Moscou, la joueuse soviétique a accumulé les titres en coupe d'Europe des clubs. Perfectionniste, Olga ne devrait pas avoir trop de difficultés à s'entendre avec son nouvel entraîneur, qui est sensiblement de la même trempe qu'elle.

Alain Jardel n'était pas favorable à la venue de joueuses étrangères, autorisée depuis 1985. Mais, quitte à en prendre, « autant choisir les meilleures ». Une Hongroise, Judit Medgyesi, est d'abord venue. L'entraîneur adjoint, Laurent Villard, déclare à son sujet : « On a appris à son contact ce qu'était une joueuse de gros calibre. Cela nous a permis de nous ouvrir à l'Europe ». Judit, sérieusement blessée l'an passé, est repartie, laissant la place à Olga Sukharnova.

A l'équipe championne de France, la nouvelle venue estime n'avoir encore « rien apporté ». Un point de vue que ne partage pas son entraîneur, qui voit déjà en Olga « un Sabotini féminin ».

Après dix-huit ans de vie à Moscou, il semble difficile de s'adapter à la vie dans une ville du Gers qui ne s'anime que les soirs de match. La Soviétique ne parle ni français, ni anglais et ne dispose que ponctuellement de l'interprète que lui a trouvé le club. Sa famille ne sera autorisée à la rejoindre que l'an prochain, si Olga renouvelle son contrat de onze mois. Et, lorsqu'on lui demande son premier mois passé à Mirande, elle répond : « Mon fils me manque beaucoup ».

THÉRY CERNATO.

NAULT PERCINO



# Culture

## THÉÂTRE

« La Gonfle » à Malakoff

### Trop sanglant pour une farce

La pièce de Roger Martin du Gard, la Gonfle, est présentée par Pierre Ascaride dans son théâtre de Malakoff. C'est un événement.

La Gonfle, qui n'est jamais jouée en France, est un chef-d'œuvre. Et un chef-d'œuvre de son genre : une sorte de miracle comique, nous dirions, mettant aux prises trois bêtes fauves, un sacrilège, un fossoyeur, un vétérinaire et un virago, dans la grange d'un bled perdu, avec, pour victime, une jeune handicapée. L'action est un pugilat, pour s'emparer d'un héritage minable. Ce pourrait être du cirque, du guignol. Mais c'est trop sanglant pour ça, trop féroce, et d'autre part cela outrepassait la farce parce que Martin du Gard pense et écrit à côté des valeurs admises du bien et du mal.

Avant tout, le génie de cette pièce, la Gonfle, tient à ce que Martin du Gard emploie un langage inventé. Le protagoniste principal, le fossoyeur, qui s'appelle Andoche, qui n'arrête presque pas de vomir durant les trois actes, parle une imagination tout à fait délirante de mots campagnards, que Martin du Gard a sculptés, modelés, peints, en transformant et adossant plusieurs idiomes de référence, aussi bien de vrais patois vivants qu'il a relevés que des poèmes du treizième siècle.

Le destin de cette pièce est aberrant. En 1922 (Martin du Gard avait quarante et un ans, était déjà connu, notamment par son roman *Jean Barois*, qui touche à l'affaire Dreyfus, et par sa farce paysanne *Le Testament du père Laleu*, et il avait commencé d'écrire les *Thibault*), en 1922 donc, Jacques Copeau suggère à Martin du Gard d'écrire une autre pièce. Il commence d'écrire la *Gonfle*, d'interrompt, et dit à Gide : « La Gonfle, c'est de la fousaie. »

Il reprend la *Gonfle* en 1924, la termine l'été, à Hyères, et la lit à

Gide, qui, pendant toute la lecture, ne fait que « voyager » avec des jumelles deux jeunes garçons qui se baignent nus (Martin du Gard a très bien raconté cette scène).

Cela ne décourage pas Martin du Gard, qui s'est passionnément attaché à son personnage d'Andoche : dans son esprit, Andoche est une manière de tout-fou, un sphinx champêtre, une ardeur gigantesque, une voix de la nature brute, sans foi ni loi. Il sent que cet Andoche est immense, et qu'il faudrait, pour le jouer, un acteur hors limites. Il pense à Lucien Guiry, à de Max.

Il retourne à Paris, lit sa pièce à Copeau. Copeau fait la pièce, en vérité il refuse la pièce sans l'avoir, avançant la difficulté d'interpréter Andoche. Mais Martin du Gard a compris.

Ne pas oublier que Copeau est très sévère, très difficile. On ne dit jamais assez que c'est lui, avant Gide, qui a empêché Proust d'entrer à la NRP.

Martin du Gard se retourne vers Jouve, qui s'est séparé de Copeau et dirige un théâtre avenue Montaigne. Jouve fait la tête. Avance que la pièce n'est pas assez « construite » (c'est faux).

Durant une trentaine de mois, Martin du Gard espère que Copeau ou Jouve vont changer d'avis, ou bien qu'Andoche va trouver un autre preneur. Et c'est Jouve qui, finalement, annonce dans ses programmes la *Gonfle*, sans presque prévenir Martin du Gard. Mais Martin du Gard, entre-temps, a vu plusieurs mises en scène de Jouve, et ça ne lui plaît pas du tout. Il refuse sa pièce. La *Gonfle* ne sera jamais jouée. Cela, évidemment, est resté une épine dans le cœur de Martin du Gard, qui a toujours gardé un sentiment très fort pour son Andoche. Et n'est-il pas étonnant de voir que le médecin qui assistait Roger Froment, a dit que, quelques heures avant la fin, l'auteur de la *Gonfle* récitait des pages entières des monologues fous d'Andoche.

Merci donc et bravo à Pierre Ascaride de nous avoir donné, à Malakoff, la *Gonfle*. Certes, Ascaride a tourné l'empêchement majeur, car il a diminué sensiblement les tirades d'Andoche, et ce faisant a ôté la dimension de ce monstre que Martin du Gard estimait, par moments, « injouable ». Mais, à part cela, la mise en scène est excellente, simple et directe, et les acteurs, Christian Drillaud (Andoche), Eric Prat (le vétérinaire), Jacques Pieller (la vieille virago), et Brice Beaugier (la petite infirme), sont remarquables, et nous donnent la preuve que la *Gonfle* non seulement pouvait être jouée mais est un sommet, tout à fait singulier, de l'histoire de notre théâtre.

Les noms des acteurs viennent de vous montrer que ce sont deux hommes qui jouent les rôles de femmes. C'est Martin du Gard qui l'avait prescrit, expressément. Au théâtre, mais aussi « à la ville ». Martin du Gard faisait semblant de rêver d'un jour où la gent féminine disparaîtrait du globe, et où les hommes libérés s'organiseraient un monde intégralement masculin.

Occasion, soit dit en passant, de rappeler que les chapitres IV et V du *Journal du colonel de Maumort*, de Roger Martin du Gard, sont parmi les plus belles pages qui aient jamais été écrites chez nous sur l'homosexualité, et écrites comme seul Martin du Gard a jamais su le faire, avec une absence absolue, mystérieuse, miraculeuse, d'artifice.

MICHEL COURNOT.

Théâtre 71, Malakoff, 20 h 30, de mercredi au samedi. Dimanche 18 heures. Accès par le métro Malakoff-Plaza-de-Vignes.

Aux Arènes de Lutèce

### Le cirque Plume décolle

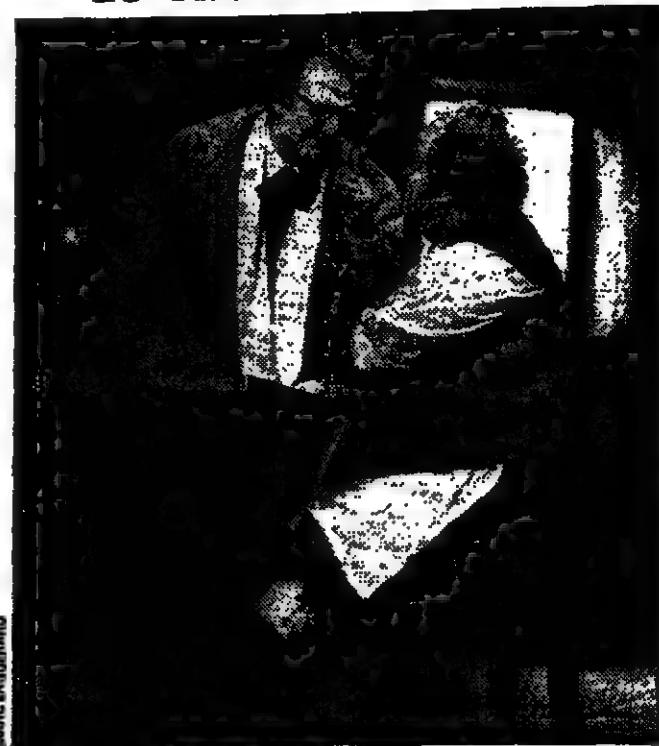
On sait que, bien tassée, la plume pèse autant que le plomb. Le cirque Plume mérite son nom, car il n'en fait pas des kilos. Léger, léger, le spectacle (remarquable en Avignon) décolle tout de suite après les exploits d'un peu fastidieux du manipulateur de lasso. Une femme-chenille monte langoureusement à l'assaut du chapiteau, le soliste joue à cache-cache, prend une indigestion, on croit à l'existence des géants, aux pleurs d'étoiles, aux femmes-enfants et, en bloc, à la surréalité du cirque, celle que soulignait Apollinaire à propos du *Parade* de Satie-Coccart-Ficacci.

C'est d'ailleurs au Satie des *Gymnastiques* que ce spectacle onirique — et sans animaux, contrairement aux Zingaro — est dédié, avec un prétexte musical de la plus grande fragilité, joué par la troupe entière sur un orchestre de verres à pied. Tout, ici, est prétexte à gags musicaux : s'ils sont jongleurs, clowns, équilibristes, trapézistes ou chanteurs de feu, les jeunes saltimbanques du cirque Plume, débarqués pour plus d'un mois de Besançon, jouent aussi de l'accordéon, du synthétiseur, de la batterie, de la brosse à dent et du saxophone. Pas un temps mort, donc, entre les numéros. Mais un spectacle vraiment beau. Trois cyclistes écossais jouent le « *Quatuor Serioso* », de Beethoven, en pédalant; leur énergie met en marche un tournoi d'antédiluvien et interrompt. Cela frappe petits et grands, inextinguiblement.

ANNE REY.

Tous les jours à 20 heures, le dimanche à 16 heures, le lundi et jeudi. Tél. : 43-25-90-46.

### « Le Faiseur de théâtre » de Thomas Bernhard



Bernhard Frey et Armand Maffre

Portrait d'un théâtrant, cabot tyrannique, héros dérisoire entouré de comparses, par lequel Thomas Bernhard dévota des tombereaux de sarcasmes. Leur violence, leur nudité, leur méchanceté lucide, leur ironie n'épargnent rien ni personne.

Dans la mise en scène claire et nette de Jean-Pierre Vincent, ce personnage pervers et vulnérable est entraîné par la fougue joyeuse de Bernard Frey. Il s'est fait la silhouette d'un Secha Guiry (chapeau, lunettes, grand foulard, long manteau) ravi par Groucho Marx. Il triomphe.

Théâtre de la Ville, 20 h 30.

## CINÉMA

Un entretien avec Sergueï Paradjanov

### « Je suis comme un clown... Tragique »

Le cinéaste soviétique Sergueï Paradjanov, l'auteur des *Cherchez de l'argent* et d'*Achik Kerib*, est à Paris à l'occasion de la grande rétrospective de cinéma géorgien. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il évoque sa carrière mouvementée, la situation dans le Caucase et ses projets.

« Pour moi, c'est une grande fête d'être à Paris : j'ai fini un film, et cela ne se calcule pas tout seul ; pour l'instant, il reste une tragédie : l'offense et la honte. La honte qu'on ne prenne pas vraiment les choses au sérieux, qu'il n'y ait pas une vraie commission qui prenne des vraies décisions. Dans les années 20, nos commissaires politiques ont très facilement cédé des terres, une partie de la Géorgie avec des monuments historiques importants — Khakouli, Oek El — se trouve en territoire turc... Si les Géorgiens demandent leurs terres, les Arméniens vont demander leur Ararat et Kar, et Ani. Ce sont les erreurs tragiques de Lénine, d'Orlikidze qui se tournent, qui se retournent tragiquement contre le peuple. »

Arrivé à Kiev en 1973 parce que les Ukrainiens préféraient voir dans un camp plutôt que dans leurs studios de cinéma ce personnage inclassable qu'ils ne pouvaient maîtriser ni discipliner, Paradjanov a été invité cette année à présenter à Kiev la « première » d'*Achik Kerib*.

Après avoir les problèmes que j'ai eus en Ukraine avec ma mise en prison (« Je suis le seul cinéaste soviétique qui n'ai été emprisonné sous Staline, sous Brejnev, sous Andropov... »), maintenant ils m'ont de nouveau invité à travailler à Kiev. Ils sont en train d'organiser un « studio de cinéma poétique » et ils m'ont proposé une chose extraordinaire : tourner le Dni du prince Igor que personne n'a jamais osé toucher, pas même Eisenstein.

Mon prochain film traitera du destin de ma famille, mon enfance, mes brèves de repentir, mes parents, la mort de mes parents. Cela se passe dans un vieux cimetière que des bulldozers sont en train de transformer en Parc de culture et mes ancêtres viennent me trouver. Là où étaient des tombes, on va demander aux jeunes de danser des valses de Dounaïev. Le thème est géorgien : le Parc Kirov à Tbilissi était autrefois un cimetière. Recor Tchekelidze, le directeur des studios de Géorgie, suggère qu'on fasse une coproduction Géorgie-Arménie, ce qui pour moi serait beaucoup plus intéressant.

Par ailleurs, ce serait important du point de vue politique : depuis longtemps les trois Républiques du Caucase (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) veulent faire un film ensemble, cela ne s'est jamais fait. Et après les événements du Karabagh, c'est indispensable. Bien sûr, il y a des provocations : il ne faut pas croire que les Azeris ont

pris les armes comme ça, pour rien, il faut considérer que dans la population, il y a des gens qui sont soit intelligents et d'autres moins : il y a des provocateurs et il y a des profiteurs. Et en tout cas, l'intelligencia n'a pas pris des décisions pour tuer, mais a pris des décisions pour tuer.

Rien ne se passe. Le gouvernement attend que cela se calme tout seul et cela ne se calmera pas tout seul ; pour l'instant, il reste une tragédie : l'offense et la honte. La honte qu'on ne prenne pas vraiment les choses au sérieux, qu'il n'y ait pas une vraie commission qui prenne des vraies décisions. Dans les années 20, nos commissaires politiques ont très facilement cédé des terres, une partie de la Géorgie avec des monuments historiques importants — Khakouli, Oek El — se trouve en territoire turc... Si les Géorgiens demandent leurs terres, les Arméniens vont demander leur Ararat et Kar, et Ani. Ce sont les erreurs tragiques de Lénine, d'Orlikidze qui se tournent, qui se retournent tragiquement contre le peuple. »

Arrivé à Kiev en 1973 parce que les Ukrainiens préféraient voir dans un camp plutôt que dans leurs studios de cinéma ce personnage inclassable qu'ils ne pouvaient maîtriser ni discipliner, Paradjanov a été invité cette année à présenter à Kiev la « première » d'*Achik Kerib*.

Après avoir les problèmes que j'ai eus en Ukraine avec ma mise en prison (« Je suis le seul cinéaste soviétique qui n'ai été emprisonné sous Staline, sous Brejnev, sous Andropov... »), maintenant ils m'ont de nouveau invité à travailler à Kiev. Ils sont en train d'organiser un « studio de cinéma poétique » et ils m'ont proposé une chose extraordinaire : tourner le Dni du prince Igor que personne n'a jamais osé toucher, pas même Eisenstein.

Mon prochain film traitera du destin de ma famille, mon enfance, mes brèves de repentir, mes parents, la mort de mes parents. Cela se passe dans un vieux cimetière que des bulldozers sont en train de transformer en Parc de culture et mes ancêtres viennent me trouver. Là où étaient des tombes, on va demander aux jeunes de danser des valses de Dounaïev. Le thème est géorgien : le Parc Kirov à Tbilissi était autrefois un cimetière. Recor Tchekelidze, le directeur des studios de Géorgie, suggère qu'on fasse une coproduction Géorgie-Arménie, ce qui pour moi serait beaucoup plus intéressant.

Par ailleurs, ce serait important du point de vue politique : depuis longtemps les trois Républiques du Caucase (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) veulent faire un film ensemble, cela ne s'est jamais fait. Et après les événements du Karabagh, c'est indispensable. Bien sûr, il y a des provocations : il ne faut pas croire que les Azeris ont

Pour des raisons de santé, je pense que ce sera difficile, et puis, il faut déjà de reconstruire un décor personnel, bien à lui, qui évoque, de très loin, sa maison-musée-sapinier à Vinsar-Tbilissi. Sur les murs, il a collé la superbe affiche qu'il a composée lui-même pour *Achik Kerib* : un collage où se détache le visage parfait de l'actrice célèbre Natio Vatchnadze près de la rose dont il a fait son symbole. Natio Vatchnadze, la femme d'un des pionniers du cinéma géorgien Nikolaï Tchegouelala (l'auteur d'un film admirable, *Elisso*, et père de deux cinéastes célèbres, Eldar, les *Montagnes bleues*, et Georgi, *Piraman*). Un peu partout, il a répandu les cadavres qu'il destine à ses amis : un collier de vieil argent du Caucase pour François Sagat, une veste arlequin qui est presque un costume de théâtre et qu'il a confectionné lui-même à l'attention de Fellini, des foulards, des sapes brodées, un très beau tableau de la grande peinture de Tbilissi, Gayane Kanchelashvili, deux autres toiles brunes presque monochromes d'un peintre arménien, Abovian. D'autres cadeaux pour Yves Saint Laurent, qu'il a connu à la sortie de prison. Au fur et à mesure de ses promenades à pied dans Paris, les objets nouveaux s'accumulent.

Provocateur quand il le fait, Paradjanov se révolte maintenant contre ce rôle qu'il lui faut jouer : « Je suis comme un clown, on me

prend pour Oleg Popov et on me montre dans les pays capitalistes. New-York, Munich, Paris. Tragique. » Si j'étais chez moi, je travaillerais, je ferais des collages ou d'autres choses. Bien sûr, je suis très heureux d'être à Paris, mais je suis fatigué de tout ce cirque. J'ai envie de travailler. Mais aussi d'aller me promener dans Paris. Et aussi, aller au cimetière de Saint-Germain-des-Près, sur la tombe de Tarkovski, qui bien qu'il ait été plus jeune que moi, fut un maître pour nous tous.

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

*Achik Kerib* sort le 23 novembre. Une rétrospective Paradjanov a lieu jusqu'au 16 novembre au cinéma Saint-Germain-des-Près (43-22-87-23), et à partir du 16 novembre, aux 3 Lumière (46-33-97-77).

Les Cahiers du cinéma inaugurent leurs « semaines » le 19 novembre avec *Achik Kerib*, à 20 heures.

Vingt de paraitre : le *Cinéma géorgien*, une remarquable — et unique — étude sur l'histoire, la biographie des cinéastes et la filmographie du cinéma géorgien. Publié sous la direction de Jean Radanyi. Centre Georges-Pompidou, 192 pages, 190 F.

BOULOGNE-BEACH COURT  
Place de la Mairie  
23  
SAISON DES ANTIQUAIRES  
ANTIQUITES-BROCAGE  
11-20  
1988  
du mardi au dimanche 12h-19h

THEATRE DE GENNEVILLIERS  
TELEPHONE 47 95 26 30

MECUBE  
D'EURIPIDE  
MISE EN SCENE  
BERNARD SOBEL  
DU 10 NOVEMBRE  
AU 18 DECEMBRE

« Le Bal de N'Dinga », à la Tempête

### Jour de fête à Léopoldville

Petite salle, petit spectacle, petite troupe : grand moment à la Cartoucherie pour une pièce lyrique, belle, et drôle.

30 juin 1960 : l'indépendance du Congo est proclamée à Léopoldville. Un peuple en liesse, sur un air qui fait des ravages, *Indépendance cha cha*, danse dans les rues et sur les places. Depuis longtemps déjà, un tonneau de mélange employé dans l'hôtel louche d'un coken belge plutôt facho économiste son à son dans l'attente de ce 30 juin : ce jour-là, avec ses économies, il se paiera la belle Sabine, une beauté méridionale qui fait les belles heures de l'établissement.

L'argument, on le voit, est tenu. Il n'empêche que *Le Bal de N'Dinga*, texte de Tchicaya U Tamsi, auteur congolais qui a longtemps vécu en France et fréquenté quelques-uns de nos meilleurs écrivains, disparu en avril de cette année, est tellement simple, fine, ravageuse sous des dehors drôlatiques, que l'on est enchanté par ce spectacle qui vous cueille par tant de générosité.

S'il apparaît aujourd'hui que peu d'auteurs européens ont encore à dire, à écrire sur les situations coloniales ou néo-coloniales, s'il est vrai,

aussi invraisemblable que cela paraît, qu'aucun écrivain de ce côté-ci de la Méditerranée ne soit inspiré par la terrible question des rapports Nord-Sud, il est rafraîchissant sur la forme et passionnant sur le fond de découvrir à la Cartoucherie de Vincennes, jamais avare de bonnes nouvelles, un auteur africain qui a su trouver les mots pour décrire, décrire cette situation.

Merci au Théâtre International de la langue française d'avoir produit ce spectacle, merci à Gabriel Garran, metteur en scène du *Bal de N'Dinga*, d'avoir rassemblé et surtout laissé s'exprimer quatre comédiens et un musicien de façon aussi naturelle et troublante : Marius Yelolo (N'Dinga), Pascal N'Zouzi (son camarade d'infortune, Jean Pierre Mpendji), tous deux Congolais, Christine Saintane (Angélique), Henri Delmas (l'hôtelier) et Jack Robineau (superbe xylophoniste), un peu de mots, souvent d'une extrême poésie, en peu de gestes, deux chansons, disent mieux de rien les désespoirs et l'espérance d'un continent.

OLIVIER SCHMITT.

Théâtre de la Tempête, A 21 heures du mardi au samedi. Matinée dimanche à 16 h 30. Jusqu'au 4 décembre. Tél. : 45-28-36-36.

« K. von G. » d'après Christa Wolf

### Les suicidés magnifiques

Le 26 juillet 1806, la poétesse allemande Karoline von Günderrode se suicide en se jetant dans le Rhin. Elle a vingt-six ans. Chagrin d'amour, dit-on, mais surtout conclusion d'une vie lucide et exaltée.

Bettina Brentano, son amie, lui consacra un roman *La Günderrode*. Cinq ans plus tard, le 21 novembre 1811, au bord du lac de Wanzsee, Kleist se suicide avec son amie Henriette. Il a quarante-quatre ans.

Quels propos Karoline von Günderrode et Kleist ont-ils pu échanger, en 1804, lorsqu'ils se sont rencontrés dans la demeure du docteur Wedekind, près de Coblenne ? C'est ce qu'imagine Christa Wolf dans son très beau roman *Aucun lieu, nulle part* qu'Alain Bouché a adapté pour le Théâtre de l'Ourcq, une jeune compagnie.

C'est une conversation mondaine, dans un salon, entre Günderrode, Wedekind, Bettina von Brentano, son frère Clemens, poète lui aussi, Gunda, sa sœur, épouse de Savigny,

un juriste dont Günderrode fut l'amoureuse. Et Kleist, bien sûr, à l'écart. Bruts de tasse à thé, rires forcés, arrêts sur image, sur cet instant, pris entre deux tourments : la France post-révolutionnaire, et Napoléon, la chute de la Prusse, dont souffrira tant Kleist. Du haut d'un balcon, un personnage contemporain commente le destin de ces êtres. Il sait déjà, et le spectateur avec lui.

De belles lumières (Erwin Huppert) épignent les personnages ou prolongent la douceur du soir. Olivier Fareau, Kleist au jeu perpétuellement hargneux, Marie-Dolores Malpel, Günderrode bien trop posée, parviennent tout de même à capter notre attention, tant sont forts et beaux les mots prononcés par ces deux suicidés magnifiques, et, derrière eux, par Christa Wolf.

ODILE COURNOT.

As Rosen-Théâtre jusqu'au 10 décembre (tél. : 42-71-30-20).



# Spectacles

## théâtre

Vendredi 11 novembre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14).

LE GRAND ÉCART. Le Bouff (43-73-47-44), 20 h.

ERIC BLANC. Le Grand Edgar (43-20-90-09), 22 h.

UNE VIE BOULEVERSEE. Théâtre du Marais (42-78-03-53), 18 h 30.

LE CAMP. Théâtre 14 Jean-Marie Sarrailh (45-45-49-77), 20 h 45.

MARIE 89. Théâtre du Bel-Air (43-46-91-93), 18 h 30.

NOUVEAUTES. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-51), 20 h 30.

FRÉDÉRIC. Comédiens. Théâtre (47-93-26-30), 20 h 30.

BAUDELAIRE. Théâtre Arènes (43-38-49-70), 20 h 30.

RENCONTRES AVEC BRAM VAN VELDE. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), 18 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17).

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-07-71). 0 Avant: 15 h 30 et 20 h 30.

ARCANTE (43-38-19-70). 0 Baudelaire: 21 h.

ARTISTE-THÉÂTRIENS (42-06-36-02).

ARTS-HERBERT (43-87-23-23). 0 Arènes au 14e arr: 20 h 30.

ATELIER (46-06-46-34). Baby Boom: 21 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt: 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-94-60-34). Une absence: 20 h 30.

CARTE BLANC. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), 18 h 30.

CARTOUCHE. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), 18 h 30.

CARTOUCHE. Théâtre du Soleil (43-74-24-08). 0 Bataille de la rue: 20 h 30.

CARTOUCHE. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), 18 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). 0 Abi Ca rita, ca rita, ca rita: 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orange: 20 h 30.

CIRQUE D'ÉPIQUE (48-75-75-00). Assa: 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-39-38-49). Grand Théâtre. Passion Marionnettes: 20 h 30.

LA GAZETTE. La Seconde Surprise de l'amour: 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). 0 Revue d'actualité à l'éclair: 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Poles: 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Diletti de la Bastille: 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (46-15-00-15). Salle Richelieu. 0 Le Lapin, suivi par le Jeu de l'amour et du hasard: 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Mère: 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Côté du père François: 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-36-47-47). Le Gardien: 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas: 20 h 30.

EDOUARD-VII SACHA-GUITRY (47-42-47-49). 0 Glingarry Glee: 21 h.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-02). Salle L. Les Amateurs d'Opéra: 19 h.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE (43-27-22-09). 0 Bonjour Monsieur Gault: 20 h 30.

FONTAINE (49-74-74-40). Quelle famille: 21 h.

GATE-MONTMARTRE (43-22-16-18). Nocturnes: 20 h 45.

GALERIE 55 - THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (42-26-63-51). Signal: 20 h 30.

GRAND HALL MONTMARTRE (42-96-04-06). 0 La Mésange à l'écure: 20 h 30.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-38-41). 0 Les seuls le savent: 18 h 45.

JARDIN D'HYVER (42-62-59-49). Paris-Nord, attractions pour tous et tous: 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion: 20 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). 0 Rencontres avec Bram Van Velde Festival d'automne à Paris 1988: 19 h 30.

LA BRUYÈRE (43-74-76-99). Les Amateurs: 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Métamorphoses d'une méthode: 21 h.

LE BOUVIL (43-73-47-84). Le Grand Beart: 20 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Vandy: 20 h 15.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). 0 Et si on faisait le noir juste une minute?: 21 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Le commissaire est bon enfant, l'épreuve: 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 20 h.

Mort à crédit: 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Pour un oui, pour un non: 21 h 30.

MADÉLINE (42-65-07-09). 0 Les Sept Miracles de Jésus: 18 h. La Foire d'empoigne: 21 h.

MARAS (42-78-03-33). 0 Une vie bouleversée: 18 h 30. Le Grand Invidé: 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Mont-Plais: 18 h 30. La Ténacité: 20 h 30.

MARION (42-56-04-41). 0 Leçon fait l'œil à Marigny: 21 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Si c'est pas Montmartre, j'en veux pas: 21 h.

MATHURINS (42-45-90-00). La Femme à couteau: 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-45-90-00). Le Minotaure: 19 h.

MICHEL (42-45-35-02). Pyjama pour six: 21 h 15.

MICHOUDÈRE (47-42-95-23). Ma comédie de Vauvray: 20 h 45.

MUSÉE DE CIRE HISTORIAL DE MONTMARTRE (46-06-78-92). 0 Après-midi au Chat noir: 16 h, 14 h 30 et 17 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Prince de Hambourg: 20 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing: 20 h 30.

ODÉON (42-25-70-32). Retours: 20 h 30.

OEUVRE (47-44-42-52). Je ne suis pas Rappaport: 20 h 45.

PAIS DES GLACES (PETIT PAIS) (48-03-11-36). Kilowatt: 20 h 15.

PAIS DES GLACES (Grande salle) (46-07-49-93). L'éléphant est tombé: 21 h.

PAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Le Cirque de Moscou: Mardi, vendredi, 20 h 30; samedi, 21 h; mercredi, 14 h; dimanche, 17 h 30.

PAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos: 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Premières fiançailles de Franz K.: 21 h.

PETIT-MONTMARTRE (43-22-71-74). Paresse: 21 h 15.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle 1. Le plus heureux des trois: 21 h.

PORT-SAINTE-MARTIN (46-07-37-43). L'Esprit: 20 h 30.

RANEAUER (42-88-64-44). L'Esprit: 20 h 30.

RENAISSANCE (42-08-18-30). A la santé, Dorothea: 20 h 45.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). K. (42-71-30-20). 0 Après Annaïs. Nulle part: 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple: 20 h 45.

SPLENDID-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie: 20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Jock: 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00). Grand Set: 20 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascension d'Amélie: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). 0 Fanny: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Faiseur de théâtre. Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). 0 Marie 89: 20 h 30.

THÉÂTRE GREVIN (42-46-44-47). Tu n'as rien vu: 20 h 30.

THÉÂTRE L'OMBRÉ QUI ROULE (43-26-29-61). 0 Les Estivants: 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth: 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-51). Théâtre d'été. 0 Le Fumebulle: 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révolte, Philadelphie: 20 h 30.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (36-60-70). Grande salle. Le Retour au désert. Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthélemy: 19 h. Héros, tant mieux: 20 h 15.

TOURTOUR (48-87-33-82). Ambrice au pont de Grenelle: 19 h. God Marion: 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Réfléchis dans les labours: 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente: 20 h 30.

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple: 20 h 45.

SPLENDID-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie: 20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Jock: 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00). Grand Set: 20 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascension d'Amélie: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). 0 Fanny: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Faiseur de théâtre. Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). 0 Marie 89: 20 h 30.

THÉÂTRE GREVIN (42-46-44-47). Tu n'as rien vu: 20 h 30.

THÉÂTRE L'OMBRÉ QUI ROULE (43-26-29-61). 0 Les Estivants: 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth: 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-51). Théâtre d'été. 0 Le Fumebulle: 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Révolte, Philadelphie: 20 h 30.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (36-60-70). Grande salle. Le Retour au désert. Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthélemy: 19 h. Héros, tant mieux: 20 h 15.

TOURTOUR (48-87-33-82). Ambrice au pont de Grenelle: 19 h. God Marion: 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Réfléchis dans les labours: 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente: 20 h 30.

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6 (43-20-89-52); UGC Convention, 15 (45-75-33-00); UGC

44-94; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Saint-Georges, 6







# Informations « services »

## PHILATELIE

### Le thermalisme

La poste mettra en vente le lundi 21 novembre un timbre à 2,20 F « le Thermalisme ». Ce timbre est l'œuvre de Jean Delpech, dessinateur-graveur décédé le 30 mai dernier (*le Monde* du 11 juin).

Si le mot « thermalisme » est apparu au dix-neuvième siècle (du grec « thermos », chaud), sa pratique remonte sans doute bien avant la civilisation gréco-romaine. A l'origine, les thermes romains accueillent les ablutions des sportifs après l'exercice.



Après une longue éclipse, l'hygiène d'état pas en odeur de sainteté, la pratique des bains restait au dix-neuvième siècle avec la mode des villes d'eaux, leurs hôtels, leurs casinos.

Aujourd'hui, le thermalisme est une thérapeutique. Une ordonnance de 1947 précise que « tout homme a droit au bénéfice de la cure thermalisme si son état de santé l'exige ». En 1986, six cent cinquante mille cures ont été accueillies dans les quelques cent stations thermales françaises. Le timbre illustre

diverses techniques de soins associées à la cure de thermalisme : les bains de boue et les massages.

Le timbre, d'un format horizontal 40 x 26 mm (notice PIT n° 39, 1988) est dessiné et gravé par Jean Delpech et imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

« Vente anticipée, à Paris, les 19 et 20 novembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste « premier jour » ouvert à la Fédération nationale et philatélique française, 16, rue de l'Esplanade, 5<sup>e</sup> arrondissement; le 19 novembre, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Laure, 52, rue de Louvre, 1<sup>er</sup> arrondissement, et au bureau de Paris-Séjour, 5, avenue de Saint-Pierre, 7<sup>e</sup> arrondissement; le 20 novembre, de 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugueux, 15<sup>e</sup> arrondissement.

A noter que les locaux de la Fédération nationale et philatélique française accueillent une exposition-photo rétrospective de l'œuvre de Jean Delpech.

Le club philatélique d'Enghien-les-Bains organise une manifestation le samedi 19 novembre, avec bureau de poste temporaire dans le cadre d'une opération portes ouvertes de l'établissement d'Enghien (Val-d'Oise). (Renseignements, associations philatéliques : M. Chagniot, 16, rue de l'Esplanade, 5<sup>e</sup> arrondissement, 93800 Episy-en-Saône.)

Banque réalisée par la rédaction de *Le Monde* des philatélistes.  
24, rue Cassini, 75009 Paris.  
Tél.: (1) 42-47-09-06.

### En filigrane

« Le coin des bonnes affaires. — Plusieurs ventes exceptionnelles de prestige sont organisées en Suisse par Feldman, du 4 au 11 décembre, à l'hôtel International de Zurich. En vedette, un bloc de quatre neuf de 1 F varmière type Cérès de France avec un tête-bêche estimé 400 000 FF (environ 1 600 000 F) vendu le lundi 5 décembre à 14 heures. A noter une étonnante collection du Honduras (200 000 FF), la superbe



variété du 24 c de poste aérienne américaine de 1918 avec centre inversé (avion sur le dos) coté 700 000 F en vente le vendredi 9 décembre à 13 heures ou encore une bande de quatre timbres chinois avec une surcharge aéronautique de 1987, estimée 200 000 FF, sous le marteau, le mercredi 7 à partir de 13 heures. Trois catalogues ouvrages de référence (Feldman, 202, route du Grand-Lancy, Case postale 125, 1213 Onex, Genève, Suisse. Tél.: 022-57-25-30).

une vente aux enchères le vendredi 18 novembre au cours de laquelle 10 mètres cubes de colonies françaises réparties en cent soixante-quinze lots seront dispersés (renseignements : M. Hervé Poulin et Rémy Le Fur, 70, avenue de Breteuil, 75007 Paris. Tél.: 45-87-11-31).

« Philatélie à l'antenne. — A la télévision le dimanche, sur TF 1 au cours de l'émission de

Jean Offredo « Bonjour la France — Bonjour l'Europe », vers 7 h 30. Au programme, le 13 novembre : le sixième anniversaire de l'armistice.

A la radio, tous les dimanches de 10 heures à 11 heures sur Radio-Solidarité une émission animée par Bernard Aumont (à Paris sur 98,3 FM et à Lyon sur 98,9 FM).

« Fermeture provisoire. — L'Agence des timbres-poste d'outre-mer (ATPOM) annonce qu'elle sera fermée du 14 au 18 novembre.



### Une filière « junior-entreprise » à HEC

Lancé en 1987, à l'initiative de l'ESSEC, le mouvement des junior-entreprises a connu un essor considérable. Cinq mille étudiants participent aux activités des cent dix junior-entreprises qui, dans les écoles et les universités, offrent leurs services aux entreprises, faisant un chiffre d'affaires cumulé de l'ordre de 75 millions de francs (1).

Comme nous l'annoncions dans notre enquête publiée dans *le Monde* Campus du 3 mai, ce mouvement franchit, à cette rentrée, une nouvelle étape dans sa reconnaissance académique, avec la création, à HEC, d'une filière « junior-entreprises », qui permettra à six étudiants d'intégrer cette activité dans leur cursus universitaire. Cette formation permettra à ses bénéficiaires d'élire leur travail à leurs études, en étant sur deux ans les cours de deuxième année, ce qui portera leur scolarité à quatre ans au lieu de trois. Ils suivront un programme adapté à leur activité, dispensé par les entreprises partenaires : Arthur Andersen leur offrira un stage de six mois, et Proctor and Gamble mettra au point des séminaires sur les techniques de vente et de management, et sur les méthodes de l'enquête.

La junior-entreprise d'HEC, qui prendra cette année le nom d'« HEC Études » (au lieu de « HEC Junior conseil »), comprend sept départements : études de marché ; missions export ; finance ; promotion des ventes ; Axe (audiovisuel, communication d'entreprise) ; informatique ; traduction. Elle travaille en partenariat avec d'autres junior-entreprises, en particulier celle de l'école centrale, pour la concurrence « Initiative export ». Avec plus de 5 millions de francs de chiffre d'affaires, elle est l'une des plus grosses junior-entreprises de France.

HEC Études, centre HEC-ISA, 1, rue de la Libération, 75380 Jouy-en-Josas. Tél.: 39-68-19-55 et 39-68-00-85.

### Formation des chimistes

L'École nationale supérieure de chimie de Mulhouse organise, les 17 et 18 novembre, un colloque : « La formation des ingénieurs chimistes : quelle stratégie pour la France ? », où seront étudiés notamment les systèmes de formation dans les grands pays d'Europe et les évolutions nécessaires pour tenir compte des transformations technologiques.

Organisateurs : Société de chimie industrielle, 22, rue Saint-Denis, 75007 Paris. Tél.: 46-55-89-48.

### Industrie alimentaire

L'Institut supérieur d'agriculture (ISA) et l'École nationale supérieure des industries agro-alimentaires (ENISA) créent un cycle d'études supérieures en industrie alimentaire.

(CESIA), destiné à former des ingénieurs qualifiés dans l'industrie alimentaire. Pour les titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'un DEA de biologie.

(CESIA-CESIA), diplôme du Centre, 323, rue Jules-Guesde, 59851 Villeneuve-d'Ascq Cedex. Tél.: 20-67-17-80 ou 20-30-83-14, M. Trépoignant.

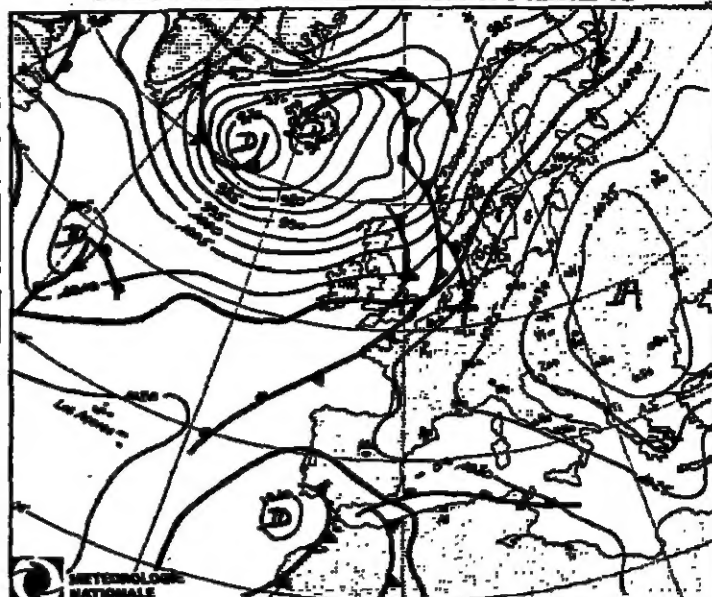
### Achat industriel

Le compte rendu de la journée de travail sur « une nouvelle stratégie aux achats : l'assurance qualité fournisseur », organisée en mai dernier par l'Institut de management de l'achat industriel de l'École supérieure de commerce de Bordeaux, est publié dans un numéro hors série de la *Revue internationale de l'achat* (175 F).

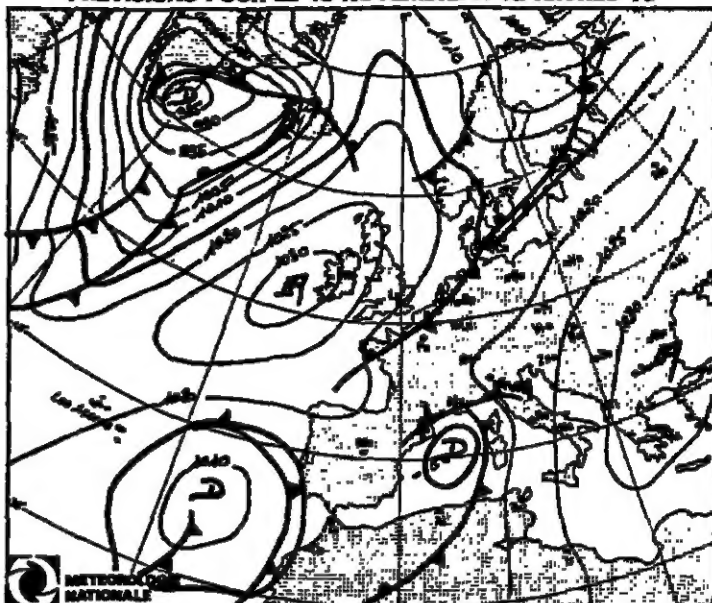
(Institut de management de l'achat industriel, domaine de Raba, 680, cours de la Libération, 33405 Talence Cedex. Tél.: 88-90-70-50.)

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 NOVEMBRE 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE À 12 HEURES TU



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 11 novembre à 0 heure et le dimanche 13 novembre à 24 heures.

Les hautes pressions persistent sur la France. Elles sont affaiblies sur le Nord-Ouest par un flux perturbé qui circule des îles Britanniques à la Scandinavie. Un minimum rassemble des côtes marocaines au Béarn en se combinant.

Samedi. — Le ciel sera très nuageux sur l'ensemble du pays en début de journée. Les brouillards et muges bas, fréquents sur la moitié nord et le centre, se dissipent en mi-journée. Les brumes tombent en cours de journée sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord. Elles sont également à craindre le matin sur les côtes du Languedoc-Roussillon. Des orages à caractère orageux se développent sur les régions du Sud-Ouest au Languedoc-Roussillon, puis à la Provence en soirée. Le soleil fera quelques apparitions.

sur le Nord l'après-midi. Il sera moins timide sur le Nord-Est, le Centre et les Alpes.

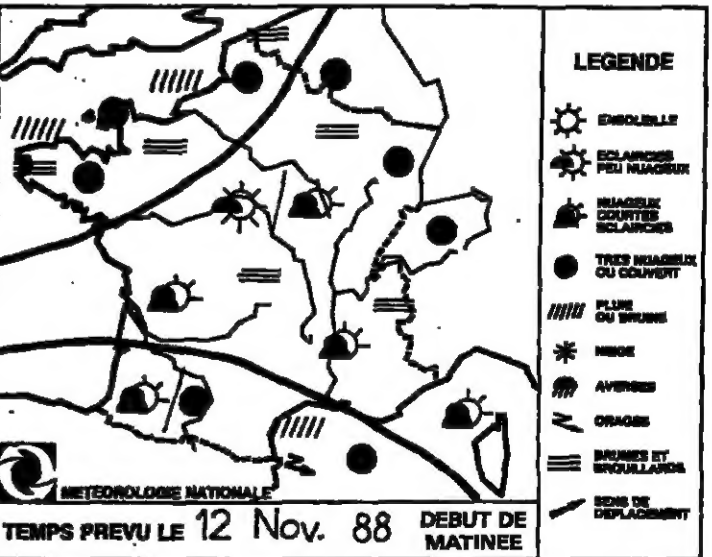
Le vent de sud-est se renforce en Méditerranée.

Les températures minimales seront de 6 à 9 degrés sur le Nord-Est, le Centre et les Alpes, de 9 à 12 sur l'Orléanais à l'Île-de-France, de 11 à 14 de la Bretagne au Nord, de 10 à 16 sur le sud.

L'après-midi, il fera de 11 à 15 degrés de la Bretagne au Nord, de 13 à 17 de la Normandie aux Alpes, de 15 à 18 des Pays de la Loire au Centre, de 17 à 24 des régions Sud à la Corse.

Dimanche. — Peu de changement. Toutefois, les brumes seront plus rares sur les côtes de la Manche. Les plus orageuses du sud gagneront tout le pourtour méditerranéen en prenant localement de l'intensité. Le vent d'est reste fort en Méditerranée.

Les températures sont stationnaires.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 10-11-1988 à 6 heures TU et le 11-11-1988 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER			
AMSTERDAM	22	10	D	ALGER	24	19	N
BARCELONE	24	10	B	ATHÈNES	14	11	C
BELGRADE	11	11	B	ALEXANDRIE	13	8	N
BOMBAY	27	18	B	BAKOU	30	22	N
BUEENOS AIRES	16	13	B	BARCELONE	20	16	N
CAIRO	17	12	C	BELGRADE	4	4	D
CHONGKING	16	12	N	BELIN	6	2	N
CHONGKING	17	5	D	BRUXELLES	14	13	C
CHONGKING	15	9	B	LE Caire	21	13	C
CHONGKING	15	10	B	COPENHAGUE	5	3	P
CHONGKING	15	12	B	DAMAS	27	23	D
CHONGKING	18	9	D	DELHI	31	15	D
CHONGKING	17	7	D	DIEREN	24	19	B
CHONGKING	15	14	N	GENÈVE	11	9	B
CHONGKING	15	10	P	HONGKONG	21	13	P
CHONGKING	20	10	B	ISRAËL	7	2	C
CHONGKING	18	10	D	JERUSALEM	16	9	P
CHONGKING	16	11	B	LONDRES	19	16	P
CHONGKING	21	8	B	LONDRES	16	9	N
CHONGKING	17	16	F				
CHONGKING	19	13	B				
CHONGKING	19	8	D				
CHONGKING	10	6	C				

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 12 NOVEMBRE

« Cézanne : les années de jeunesse, au Musée d'Orsay », 9 h 45, 1, rue de Bellechasse, sous l'Élysée (M. Fabry).

« Les bûcherons du Marais, place des Vosges », 10 h 30 et 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Art et histoire).

« Exposition Vieira da Silva », 10 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jodet).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures : « Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, boulevard Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. Langlade).

« La pyramide de verre dans l'endiguement du Grand Louvre », 11 heures et 14 h 30 : « La pyramide illuminée », 17 heures, métro Tuileries (C.A. Meyer).

« La peinture italienne du dix-septième siècle », 12 h 30, Grand Palais, dans le hall (D. Bouchard).

## CARNET DU Monde

### Décès

— Rayrieux (Ain). Savigny-en-Orge. Maura. Egly. Colombes. Lyon.

M. Jacques Fort, M. M. J. Fort, M. et M. Claude Fort, M. et M. Bernard Fort, M. Vincent Fort, François, Laurent, Emmanuelle, Marine, Cécile, David et Aurélie, M. Louis Soubeiran, Parents et alliés.

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Jacques FORT,

survenu le 9 novembre 1988, à l'âge de soixante et onze ans.

Ses funérailles civiles auront lieu, le lundi 14 novembre, à la chapelle de Rayrieux, où l'on se réunira, à 11 heures.

Selon la volonté du défunt, son corps sera incinéré.

### Remerciements

— M. Louis Lataillade, M. Jean Lataillade, remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie à l'occasion du décès de

docteur Louis LATAILLADE, dont les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Martin de Paris, le samedi 8 octobre 1988.

12, avenue de Filirey, 06000 Nice.

### Anniversaires

— Le 12 novembre 1983 disparu : Maurice JANET (ENS 1907), professeur honoraire de mathématiques à la Sorbonne.

### Communications diverses

— Promotion X-22.

déjeuner 17 novembre, téléphoner urgence, participation ou non. Socrus, 39-69-24-02.

— En raison de grève postale, Clémence Collet, 39, rue de Charonne, 75011 Paris et Mme Stern, passage de l'Homme, 26, rue de Charonne, 75011 Paris, vous informent de leur vœux, le mardi 15 novembre 1988, à partir de 18 heures.

### MONUMENTS HISTORIQUES

« Persepolis de l'architecture : Notre-Dame », 10130, portail central.

« La villa des Jardins », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Suresne (par train gare Saint-Lazare).

### CONFÉRENCES

Sorbonne (salle 118), 15 heures : « Le cristal, ce minéral actif. Perspectives pour la science moderne et la santé », par le docteur J.-L. Ayoun.

ISTEG (salle N° 2), 107, rue de Beuville, 18 heures : « Approche de l'unité de Dieu et de son essence à travers les symboles religieux de la géométrie sacrée », par G. Janier (Université libre de Paris et de l'Île-de-France).

62, rue Saint-Anne, 16 h 30 : « La Renaissance en France : la tapisserie » (Ouvrages historiques).

### LE WEEK-END DU CHINEUR

ILE-DE-FRANCE  
Samedi 12 novembre  
Chantres, 3000 autos au 1/43, jeux mécaniques de 1830 à 1950.

PLUS LOIN  
Samedi 12  
et dimanche 13 novembre

Bayeux, bijoux anciens, cuivres, émaux 19<sup>e</sup>, argenterie 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 1900; Houffes, tableaux modernes, grès et crues Bordons et Bourgois; Sables-Belle, mobilier de châteaux, tableaux et objets d'art 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>; Lorient, autos miniatures et jouets en bois; Versailles, meubles, objets d'art 18<sup>e</sup>; tableaux anciens provenant de châteaux, 33 fourrés état neuf (taille 42-44).

Dimanche 13 novembre  
Arranches, meubles 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, curiosités, argenterie 1925; Calais, 200 tableaux 19<sup>e</sup>, impressionnistes et post-impressionnistes et modernes; Lorient, (suite de la vente de la veille); Lorient, bijoux, argenterie 19<sup>e</sup>; motifs anciens et style; Marseille, 10000 bouteilles grands crus Bordeaux et Bourgogne, alcools divers dont Chivas 40 ans d'âge; Bourg-en-Bresse, meubles et objets d'art exceptionnels 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, tapisserie 16<sup>e</sup>; Vire, meubles, objets d'art 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>.

FOIRES ET SALONS  
Toulon, Digne, Manne-la-Jolie, Lacanville (63), La Ferté Allain et Boudry-Billancourt.



# Économie

Sans vouloir relancer la polémique sur les hausses de loyers

## Le PS propose une réforme de la loi Méhaignerie

Les socialistes étaient jusqu'ici restés muets sur les conditions d'application de la loi Méhaignerie sur les rapports entre propriétaires et locataires. Dans une lettre adressée mercredi 9 novembre à M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, fait état des réflexions et des propositions « qui pourraient, en accord avec le gouvernement, faire l'objet d'une proposition de loi ».

Cette lettre fait suite à une rencontre, le 28 juillet, entre une délégation du groupe socialiste (1) et le ministre, à propos des « inquiétudes » que provoque l'application de certaines dispositions.

Se défendant de vouloir « relancer une polémique autour des problèmes de location comme les conservateurs l'avaient fait lors des débats sur la loi Quillot, ce qu'il serait stérile », le groupe socialiste veut simplement trouver des remèdes « aux aspects néfastes de la loi actuelle qui conduisent à des situations de précarité ou d'exclusion ».

Les propositions du groupe socialiste tiennent en dix points :

- 1) Réintroduire dans la loi la notion de « droit à l'habitat », qui figurait au début de la loi Quillot et a disparu de la loi Méhaignerie.
- 2) Pour les locations en meublé, rappeler la nécessité d'un contrat écrit ainsi que le caractère professionnel du locateur.

3) Préciser dans l'état des lieux la situation de conformité aux normes d'habitabilité et les conditions d'une éventuelle mise aux normes.

4) L'évolution des loyers (« un des postes les plus inflationnistes des dernières années »). L'idée est d'instituer dans chaque département un observatoire de l'habitat et des loyers, qui pourra « à l'issue de quelques années de stockage de données fournir des éléments statistiques indispensables » lors du renouvellement du bail dans le parc privé. D'ici là, « les augmentations pourraient être limitées à « un plafond de » n » fois l'augmentation de l'indice du coût de la construction ». Dans le secteur HLM, il s'agit d'un recours pur et simple aux négociations collectives de hausse de loyers prévues dans la loi Quillot.

5) La justification du congé. Dans la loi Méhaignerie, le locataire n'a jamais à justifier son départ, et le bailleur doit le faire, mais seulement pendant la période transitoire. La proposition est de rendre obligatoire la justification du congé pour l'un et pour l'autre.

6) Réintroduire un délai d'apurement de la dette pour permettre au locataire de s'acquitter.

7) Rendre plus efficace la justification des charges locatives en permettant de nouveau l'intervention des associations.

8) Pérenniser les dispositions transitoires (prévues jusqu'en 1991

sur l'ensemble du territoire, et jusqu'en 1995 dans les agglomérations de Paris, Lyon et Marseille) : justification du congé (vente ou réutilisation personnelle), recours possible à la commission départementale de conciliation si le locataire refuse l'augmentation de loyer proposée, étendue sur trois ans.

9) Allonger la durée du bail (actuellement de trois ans) à quatre ans pour les bailleurs personnes physiques et six ans pour les personnes morales.

10) Réintroduire dans la loi une reconnaissance du rôle des associations et l'idée des « rapports collectifs de location ».

### Un repoussoir ?

Depuis le début de l'été, les discussions font rage au sein du Parti socialiste sur l'attitude à adopter à l'égard de la loi Méhaignerie. Il semble qu'un accord se soit fait entre ceux qui souhaitent une abrogation pure et simple de cette loi et ceux qui font obstacle au gouvernement pour procéder par petites touches. Il est vrai que la hausse excessive des loyers, essentiellement à Paris, en région parisienne et au cœur de quelques grandes villes, va poser au gouvernement, au milieu de l'année 1989 (renouvellement de 1,8 million de baux), un réel problème. Il s'agit à la fois d'éviter une dérive inflationniste qui deviendrait insupportable et d'éviter une éventuelle jacquerie des locataires jusqu'ici trop peu

ce que souhaitaient les députés socialistes, d'ici à la fin de l'examen du budget.

M. Michel Charasse, ministre du budget, était partisan d'un abaissement de la cotisation patronale à 0,57 %. Il avait dit, lors des arbitrages budgétaires, accepter, à la demande de M. Faure, de fixer le taux à 0,62 %.

Pour l'urbanisme, le logement et les services communs, les crédits s'élèvent à 56,1 milliards de francs, soit une hausse de 6,1 % par rapport à 1988, et représentent 4,35 % du budget général de l'Etat. Pour les routes, le budget est de 7,5 milliards de francs, soit 2 % de plus qu'en 1988 (0,58 % du budget général de l'Etat).

## L'UDF et l'UDC s'abstiennent sur le budget de l'équipement et du logement

Les députés ont adopté, jeudi 10 novembre en première lecture, le budget de l'équipement et du logement. Les socialistes ont voté pour. Les députés UDF et UDF se sont abstenus. Les élus RPR et le PC ont voté contre. A la demande du gouvernement, l'article 64 rattaché au budget de l'urbanisme et du logement, qui prévoyait notamment d'abaisser de 0,72 % à 0,62 % le taux de contribution des employeurs à l'effort de construction (le fameux 1 % patronal) et qui faisait l'insécurité des baux, a été « réservé ».

M. Maurice Faure, ministre chargé de l'équipement et du logement, a annoncé que le gouvernement s'engageait à relever de 0,62 % à 0,65 % le taux de cotisation patronale, conformément à ce que souhaitaient les députés socialistes, d'ici à la fin de l'examen du budget.

M. Michel Charasse, ministre du budget, était partisan d'un abaissement de la cotisation patronale à 0,57 %. Il avait dit, lors des arbitrages budgétaires, accepter, à la demande de M. Faure, de fixer le taux à 0,62 %.

Pour l'urbanisme, le logement et les services communs, les crédits s'élèvent à 56,1 milliards de francs, soit une hausse de 6,1 % par rapport à 1988, et représentent 4,35 % du budget général de l'Etat. Pour les routes, le budget est de 7,5 milliards de francs, soit 2 % de plus qu'en 1988 (0,58 % du budget général de l'Etat).

### L'accession à la propriété

Les députés communistes avaient fait de l'abrogation de la loi Méhaignerie leur principal cheval de bataille. M. Duron reprochait également au ministre « l'absence de progression significative des crédits de construction et de réhabilitation » en faveur du logement social et la disparition des crédits pour les prêts d'accession à la propriété (PAP) dans le budget 1989.

Quant aux socialistes, ils eurent dès le début de la discussion le souci de ne pas relancer la polémique entre la loi Quillot et la loi Méhaignerie, même si l'abrogation de celle-ci avait été évoquée par nombre d'élus de leur groupe lors de meetings élec-

toraux. Refusant d'arbitrer le « match » entre ces deux lois, M. Guy Malandain (PS, Yvelines) déclara : « Le sujet veut que sans esprit de revanche nous expliquions ce qui a bien fonctionné, et ce qui a posé des problèmes pour procéder aux ajustements nécessaires ».

En fait, toute la discussion budgétaire était suspendue à une inconnue de taille : la réforme du financement d'accession à la propriété que M. Maurice Faure envisage de présenter bientôt au Parlement, et qui prévoit de remplacer les PAP et l'aide personnalisée au logement (APL) par une prime.

Le gouvernement avait confié sur ce sujet à M. Jean-Michel Bloch-Laine la mission de rédiger un rapport dont les conclusions ont été remises au ministre, à la veille de la discussion budgétaire. Le budget pour 1989 s'accroît à dire tant M. Jean Anciant (PS, Oise, rapporteur de la commission des finances) que M. Maurice Faure est donc « un budget de transition ».

Inutile donc, selon le ministre, de crier à l'abandon de la politique sociale comme M. Jean Tiberi (RPR, Paris) ou de s'inquiéter comme M. Christian Kert (UDC, Bouches-du-Rhône) de l'absence de crédits nouveaux pour l'accession à la propriété et de la limitation du financement prévu pour les PAP. « Il n'y aura pas de vide juridique », assurait M. Faure, et le nouveau système sera financé par l'Etat. Je parle sous le contrôle du ministre du budget, dont il n'est pas toujours facile d'invoquer le témoignage », ajoutait avec ironie M. Faure à l'adresse de M. Charasse venu assister un instant à la discussion.

Autre critique commune aux centristes et aux communistes, la dégradation des aides personnelles et la révision du barème de l'aide personnalisée au logement, devenue trop lourde à supporter pour le budget. M. Faure rappela à ce sujet l'aide apportée en juin dernier par le gouvernement aux « sinistrés des PAP » (qui ne pouvaient pas faire face à leurs engagements financiers en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la baisse de l'inflation), d'un coût de 600 millions de francs, pour 1989, l'ouverture du droit à l'APL pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, logés dans le

parc immobilier privé (200 millions de francs).

Ces précisions n'empêchèrent pas la conviction des députés, qui adoptèrent un amendement, déposé à la fois par les centristes, les communistes et les socialistes, tendant à la suppression de l'art. 63 rattaché au budget, qui prévoyait la modification du barème de l'APL.

**Surveillance des loyers**

A propos de la hausse des loyers, M. Faure annonça que des « contrats de modération » avaient été passés avec des propriétaires institutionnels. Concernant 240 000 logements, ces contrats disposent que l'augmentation ne doit pas excéder plus de 10 % en trois ans répartis en trois annuels. Si elle les dépasse, la hausse sera évaluée sur six ans. « Si l'application de ces accords, plus difficile à négocier avec le secteur privé, s'avérait décevante, a prévenu M. Faure, le gouvernement envisagerait et prendrait d'autres mesures, car des hausses injustifiées et excessives ne sont pas tolérables ».

Dernier point d'achoppement du débat, la diminution de la cotisation patronale à l'effort de construction, le fameux 1 % qui passait dans le projet de budget de 0,72 % en 1988 à 0,62 %.

Cette baisse faisait l'unanimité contre elle, et le ministre lui-même ne cachait pas son désaccord à ce sujet avec son collègue du budget, reconnaissant que cette mesure n'était « pas franchement positive ». « C'est un euphémisme », lançait M. François-Michel Gannot (UDF, Oise). Les organisations syndicales vous mentent en garde. Les organismes collecteurs crient à la catastrophe. Les entreprises sont mécontentes... sans parler des organismes d'HLM ».

Défendant son amendement de suppression, M. Bruno Durieux estimait à son tour que cet abaissement ne se justifiait « ni logiquement, ni économiquement, ni socialement ».

L'annonce par le ministre du dépôt d'un amendement, à la fin de la discussion budgétaire, tendant à relever le taux à 0,65 % devait calmer les esprits et permettre l'abstention des centristes et des députés UDF.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

## MONNAIES

Réserve sur la politique de M. Bush

## Le dollar au-dessous de 6 F

La chute du dollar, amorcée dès l'annonce de l'élection de M. George Bush à la présidence des Etats-Unis, s'est accélérée vendredi 11 novembre à Francfort, où le cours de la devise américaine est tombé de 1,76 DM à 1,74 DM, ce qui donne une parité légèrement supérieure à 5,95 F. Jeudi, à la veille du chômage du 11 novembre, le cours du dollar sur la place de Paris s'établissait un peu au-dessous de 6 F, pour glisser à 5,99 F à New-York dans la soirée : c'est la première fois depuis le 22 juin dernier que le « billet vert » retombe au-dessous de 6 F, après avoir frôlé 6,50 F l'été dernier.

De même à Tokyo, le dollar a « cassé » la barre des 124 yens, s'établissant à 123,70 yens, malgré les interventions de la Banque du Japon, la seule à intervenir, semble-t-il, avec la Réserve fédérale des Etats-Unis, mais dans une mesure modeste pour cette dernière. La Banque fédérale d'Allemagne reste l'arme au pied, du moins pour le moment.

Selon les opérateurs, les groupes multinationaux, notamment en Suisse, commencent à vendre du dollar, ces ventes reflétant les inquiétudes des milieux financiers internationaux sur la politique future du président Bush. Ce dernier, on le sait, a affirmé à maintes reprises qu'il se refusait à augmen-

ter les impôts pour réduire un déficit budgétaire qui reste important et qui, selon la plupart des observateurs aux Etats-Unis, a peu de chances de se contracter sans des mesures draconiennes.

Par ailleurs, les déclarations de M. Martin Feldstein, ancien chef des conseillers économiques à la Maison Blanche, selon lesquelles la diminution du déficit commercial américain exige une baisse supplémentaire du dollar de l'ordre de 15 % à 20 %, n'ont pu manquer d'impressionner les milieux financiers. Sans doute M. Feldstein n'est pas l'interprète des responsables américains, mais ses propos n'ont rien arrangé. A cet égard, tout le monde attend la publication, le 16 novembre, des chiffres du déficit commercial américain pour le mois de septembre. Si ces chiffres sont mauvais, comme ils l'étaient pour le mois d'août, de nouvelles attaques se porteraient sur le dollar.

Conséquence logique de la hausse du mark par rapport au dollar, le franc s'est affaibli par rapport à la devise allemande, dont le cours s'est élevé à près de 3,42 F à 1 centime de son cours plafond de 3,43 F. Selon certaines indications, la Banque de France serait intervenue pour défendre sa monnaie.

F. R.

## AFFAIRES


## La crise du Crédit agricole « inquiète » le gouvernement

La situation actuelle de la Caisse nationale du Crédit agricole est « inquiétante », a déclaré jeudi 10 novembre le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, selon lequel « les pouvoirs publics observent avec attention et, par moments, avec un peu d'étonnement », ce qui se passe à la « banque verte », après le limogement, mardi 8 novembre, de son directeur général, M. Bernard Aubert, en conflit avec le nouveau conseil d'administration de la Caisse, élu en avril dernier après sa mutualisation.

Le ministre souhaite que le Crédit agricole propose le nom d'un nouveau directeur qui « ait l'adhésion du conseil d'administration de la Caisse et du gouvernement » (on sait que ce dernier a conservé le pouvoir d'agrément sur la nomination

de ce directeur). M. Nallet ne veut pas « mêler » cette question avec celle du renouvellement, au 1<sup>er</sup> janvier prochain, de la convention liant le Crédit agricole à l'Etat, notamment sur la distribution exclusive des prêts bonifiés aux agriculteurs : « ce ne serait pas correct ».

A cette occasion, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué jeudi 10 novembre sur Europe 1 qu'il souhaitait voir le Crédit agricole perdre le monopole de distribution des prêts bonifiés à l'agriculture. « Il y aura toujours des prêts bonifiés. Autrement dit, les agriculteurs ne perdront rien ; mais je souhaite que beaucoup d'établissements de crédit puissent distribuer aux agriculteurs ces prêts », a précisé M. Bérégovoy.



**Au 31 décembre 1987**

**CAPITAL (Capital et Réserves) US\$ 785 millions**

**DÉPÔTS (Total Deposits) US\$ 12,6 milliards**

**ACTIF (Total Assets) US\$ 15,4 milliards**

**ARAB BANK LIMITED**

Direction générale : PO Box 59544, 59545, Sharm El Sheikh, Assiout (Jordan)  
Cable : BankArab - Tel. : 661115, 661121 - Fax : 660753 Tlx : 22991 ARABNJO

**Filiales :**

BAHREIN	CHYPRE	EGYPTE	FRANCE	GRÈCE	JAPON	JORDANIE	KOÛWÈIT	LIBAN	QATAR	SINGAPOUR	ÉMIRATS ARABES UNIS	ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS	REPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN (Yémen du Nord)	ITALIE	CHINE
---------	--------	--------	--------	-------	-------	----------	---------	-------	-------	-----------	---------------------	-------------	------------	---	--------	-------

**Banques associées et filiales :**

ARABIE SAOUDITE	NIGERIA	LUXEMBOURG	REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
FRANCE	PARIS, 198, avenue Charles-de-Gaulle, 92223 Neuilly Cedex	Cable Union, Tel. : 47-38-01-01, Telex : UBAF A 61032F	ÉTATS-UNIS
HONGKONG			

Les chauffeurs dans tr

Des grévistes

Avoc

Pour se

36.15



## Marchés financiers

## Les chauffeurs postiers reprennent le travail dans trois garages parisiens sur sept

(1) Le ministère a ouvert un service téléphonique pour les usagers : il est accessible par le 36-05-20-20 et est ouvert depuis le 10 novembre, à 17 heures.

Ici apparaît une autre donnée surprenante : 77 % des chauffeurs postiers sont des Antillais, des Guadeloupéens et des Réunionnais.

L'indice Dow Jones des valeurs indiennes a chuté, jeudi, à 214,68, car, balise de 3,56 points au terme d'un séance en dents de scie sur un marché très calme. 129 millions de titres ont été échangés, et le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 707 contre 601, 375 titres sont demeurés inchangés. Selon des sources du marché new-yorkais, même l'orientation, car les milieux boursiers déclarent que le président Dm. M. Bush, pour réduire le déficit budgétaire américain, a l'intention de la réaction de la bourse. L'indice Dow Jones a poursuivi l'ascension que l'indice des prix de gros avait été échangé à 114,35, sous l'influence favorable sur le marché obligataire. Le groupe de restauration TW Services a été lancé par la firme d'investissement Coniston Partners. Cette dernière, qui détenait déjà 19 % de sa cible, a lancé, à la fin du mois d'octobre, une offre publique d'achat pour 100 % de TW Services, afin d'obtenir la majorité du capital. Les valeurs les plus actives étaient cotées par Niagara Mohawk Power (8,3 millions d'actions échangées), RJR Nabisco (2,117 millions), et la banque de Wall Street, Citicorp (1,335 millions). Le Nugget (1,317 million) et Pepsi-Cola Electric (1,315 million).

VALEURS	Cours du 10 mars	Cours du 11 mars
Alcoa	83 5/8	83 1/8
A.T.T.	28 3/8	28 1/2
Boeing	63 1/2	63 1/8
Chemical Bank	42 1/2	42 1/2
De Pont de Nemours	82 1/4	82 1/4
Eastman Kodak	45 7/8	46
Exxon	44 1/8	44 1/8
General Electric	51	51
General Motors	44 1/2	45 1/8
IBM	82	81 7/8
I.T.T.	118	119 7/8
Johns. & Son	61	63 1/4
Philips	56 1/8	56 3/8
Schmiedinger	33 1/4	33 3/8
Standard Oil	48 1/4	47 7/8
Union Carbide	26 1/2	26 1/4
U.S. Corp.	27 3/4	27 1/2
Verizon	51 1/2	51 1/2
Waste Corp.	57 7/8	57 1/4

Le communiqué ajoute : « Il est par ailleurs rappelé aux contribuables que lorsque les régents leurs cotisations fiscales en envoyant un chèque par la poste, c'est la date du cachet de la poste qui constitue la date de paiement. Aussi, aucune majoration de retard n'est due par les redevables dès lors que leurs pûs sont postés avant la date d'application de la majoration, quelle que soit la date d'arrivée de leur chèque chez le comptable du Trésor ou le receveur des impôts. »

\_\_\_\_\_

100

**Suivez en direct l'évolution  
des cours de la Bourse**

## 36.15 LEMONDE



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Après le passage du cyclone Joan au Nicaragua.	6 La convention nationale du PS sur les élections municipales : s'organiser face au harcèlement communiste.	8 Des chercheurs de l'INSERM découvrent un nouveau traitement de la maladie de Parkinson.	14 Le Goffe, de Roger Martin du Gard au Théâtre de Malakoff.	18 Le PS propose une réforme de la loi Méhaignerie.	Abonnements ..... 2	● Week-end du 11 novembre : l'information continue pendant le pont ..... FLASH
4 Londres et Téhéran normalisent leurs relations diplomatiques.	— Le Conseil supérieur de l'audiovisuel devant le Sénat.	12 Selon le commandant Cousteau, les essais nucléaires français en Polynésie ne présentent aucun danger.	— Le Bal de N'Dinga, à la Tempête.	— Le dollar au-dessous de 5 francs.	Carnet ..... 17	36-15 taping LEMONDE
— Le chancelier Vranitzky met en garde contre un renouveau de l'antisémitisme en Autriche.	— « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	COMMUNICATION.	— Le cirque Plume aux arènes de Lutèce.	19 Les conflits sociaux.	Jeux ..... 10	● Profitez du week-end pour téléphoner G. Bush ou réécouter M. Dukakis pour 1 franc par minute ..... DIA
				— Marchés financiers.	Météorologie ..... 17	36-15 taping LM
					Philatélie ..... 17	
					Radio-Télévision ..... 16	
					Spectacles ..... 15	

Le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice

## M. Mitterrand et le prince de Galles à l'Arc de triomphe

Les cérémonies commémorant l'armistice du 11 novembre 1918 entre les belligérants de la première guerre mondiale ont pris cette année un relief tout particulier à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de cet armistice.

C'est ainsi que le président de la République, M. François Mitterrand, accompagné du prince de Galles, actuellement en visite en France, du premier ministre, M. Michel Rocard, des membres du gouvernement et notamment du secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre, M. André Méric, a assisté, vendredi en fin de matinée, à la cérémonie du souvenir organisée d'abord à l'Arc de triomphe.

Le chef de l'Etat, après avoir passé en revue les troupes françaises et anglaises disposées autour de

l'Arc de triomphe et s'être incliné sur le tombeau du Soldat inconnu, a procédé à une remise de décorations à plusieurs anciens combattants.

Ensuite, après le défilé limité à la Garde républicaine et au régiment du prince de Galles, M. François Mitterrand, toujours accompagné du prince Charles, a participé à une autre cérémonie du souvenir en bas de l'avenue des Champs-Élysées, devant la statue de Georges Clemenceau.

Dans l'après-midi, le président de la République devait se rendre successivement à Reims — dans la clairière où, à bord d'un wagon, fut signé, le 11 novembre 1918, l'armistice et où le chef de l'Etat devait prononcer une allocution — puis à Royallieu pour s'y incliner devant le monument des déportés et résistants.

## A Joinville-le-Pont

## Le gérant d'une maison de retraite aurait aidé des trafiquants de drogue à blanchir de l'argent

Gérant d'une maison de retraite de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), David Assouli, trente-sept ans, a été inculpé et écroué récemment pour une série de malversations qui porteraient sur plusieurs millions de francs. Ces malversations auraient été commises, soit au détriment des pensionnaires de l'établissement, soit par des artifices comptables. D'autre part, les enquêteurs du dixième cabinet de police judiciaire de Paris, agissant sur commission rogatoire de M. Jean-François Ricard, magistrat instructeur à Bobigny, auraient en analysant la comptabilité de la maison de retraite, découvert qu'un certain nombre de fausses factures émanant de cet établissement auraient servi à blanchir d'importantes sommes d'argent provenant de trafiquants de drogue.

L'affaire a débuté il y a quelques semaines avec l'arrestation, en région parisienne, de Claude Signore, trente et un ans, et d'une quinzaine d'autres personnes, membres d'un réseau de trafiquants de drogue. Après une série de perquisitions, des policiers devaient découvrir dans la comptabilité de Claude Signore de nombreuses factures émanant de la maison de retraite « Les Fontaines », 51, quai de la Marne, à Joinville-le-Pont. Après vérification, les enquêteurs auraient établi que ces factures seraient de purs documents de complaisance permettant à Claude Signore et à David Assouli de blanchir l'argent de la drogue.

Poussant plus loin leurs investigations, ils auraient ensuite découvert toute une série d'irrégularités dans

## M. Roland Leroy invité au Grand Jury RTL-Le Monde

M. Roland Leroy, directeur du quotidien *l'Humanité*, membre du bureau politique du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 13 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien député communiste de Seine-Maritime répondra aux questions d'André Pénisson et d'Alain Jacob du Monde, et de Dominique Pennequin et de Béatrice Hadjadj de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mascarille.

**GLOBE**  
DE NOVEMBRE  
**BAUDRILLARD**  
REFLEXIONS SUR 20 ANS DE REFLEXIONS.

A B C D E F G

## Cioran refuse le prix Paul-Morand

L'Académie française n'a pas de chance. Aucun des candidats n'ayant obtenu les suffrages nécessaires, le 3 novembre, elle avait reporté au 10 novembre l'attribution du prix Paul-Morand, et au 17 celle du Grand Prix du roman.

Ce jeudi, un candidat s'est imposé pour le prix Paul-Morand : il s'agit d'E.-M. Cioran, qui a rallié 13 voix au premier tour contre 5 à Lucien Bodard et 4 à Louis Nucera. Mais, aussitôt, Cioran a fait savoir qu'il déclinait cet honneur. Ayant refusé tous les prix jusqu'à présent, il a déclaré qu'il ne pouvait « faire une exception ». Il a ajouté : « C'est trop tard pour moi : c'est incompatible avec ce que j'écris. Il faut être conséquent. » Rappelons que le prix Paul-Morand — doté de 300 000 F — récompense un écrivain pour l'ensemble de son œuvre.

A l'Académie, l'éventualité d'un refus du prix avait été évoquée, en raison de l'attitude constante de Cioran à l'égard de toute récompense. Mais une majorité d'académiciens ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte de cette probabilité. Elle a pris ce risque pour l'honneur d'inscrire au palmarès du prix l'écrivain qui lui en paraissait le plus digne. Comme Julien Gracq et Jean-Paul Sartre, qui ont refusé respectivement le Goncourt et le Nobel, Cioran déclinera le prix Paul-Morand — malgré lui.

[Né en 1911, d'origine roumaine, Cioran a publié son premier livre, *Sur les bords du désespoir*, à Bucarest. Il vit en France depuis 1927 et c'est en langue française qu'il a écrit ses ouvrages les plus célèbres. Citons notamment *Précis de décomposition* (1949), *Syllogismes de l'amertume* (1952), *Le silence et l'angoisse* (1960), *Écartèlement* (1979) et *Exercices d'admiration* (1986). L'œuvre de Cioran a paru aux éditions Gallimard.]

## BRÉSIL : cinq ouvriers tués

## L'armée intervient contre des grévistes à Volta-Redonda

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Le bilan ne pouvait être plus désastreux, un mois après la promulgation d'une Constitution qui reconnaît aux travailleurs brésiliens un droit de grève qui leur avait été longtemps refusé. Des sidérurgistes qui avaient arrêté le travail et occupaient une usine ont été contraints de quitter les lieux, l'armée a tiré, tuant cinq personnes et en blessant plusieurs dizaines d'autres. Les faits se sont produits dans un lieu hautement symbolique : Volta-Redonda, près de Rio-de-Janeiro, dans les locaux de la Compagnie sidérurgique nationale, entreprise créée par l'Etat en 1942, ce qui marqua le départ de l'industrialisation du pays.

Les ouvriers étaient en grève depuis lundi 7 novembre. Les hauts fourneaux n'étaient pas éteints, mais l'acierie avait arrêté sa production. Deux mille hommes occupaient les usines. La police militaire a tenté d'abord d'obtenir sans succès l'évacuation mais a été repoussée à coups de pierres. Puis c'est l'armée, mercredi, qui est intervenue avec des blindés.

Ce n'était pas la première fois. A six reprises depuis 1985, des grèves dans les aciéries de Volta-Redonda se sont terminées par une intervention militaire. Mais le fait nouveau, cette fois, est la combativité des grévistes. Il y a eu des négociations, mercredi, visiblement mal conduites des deux côtés : les sidérurgistes réclamaient des augmentations de salaires, l'établissement de la journée continue de six heures (prévue par la nouvelle Constitution) et la réintégration des grévistes licenciés lors de précédents conflits.

La direction acceptait d'instaurer la journée de six heures, mais s'en remettait au gouvernement pour les augmentations salariales. Le commandant des troupes a manifesté alors son esprit de conciliation, et reconnu la « justesse » des revendications. Pourtant, c'est presque aussitôt après que des coups de feu ont été tirés et que plusieurs dizaines de sidérurgistes sont tombés.

Que s'est-il passé ? A en croire les autorités, ce n'était pas une grève,

mais une « rébellion », voire une « guérilla urbaine » qui était en cours à Volta-Redonda. L'armée envoyée pour déloger le piquet de grève a été accueillie à coups « de pierres et de barres de fer ». Les manifestants auraient même ouvert le feu. « Le principe d'autorité a été violé », disent les militaires.

Les responsables du syndicat local présentent évidemment une autre version, et parlent d'« assassinat ». Les grévistes ont de toute évidence résisté tant qu'ils ont pu à l'action de l'armée. Ils se sont servis de ce qu'ils avaient sous la main pour entraver l'avance des soldats. Cela justifiait-il l'emploi des armes ? Les grévistes ont recueilli des douilles des balles qui ont été tirées. Ils ont finalement abandonné l'usine, désormais investie par la troupe. Jeudi, ils ont manifesté à Volta-Redonda et à Rio, tandis que le gouvernement, à Brasilia, débattait.

## La version officielle

De ces discussions est venue, jeudi soir, la version officielle des événements. C'est le ministre de la justice, M. Paulo Brossard, qui l'a présentée à la télévision. A en croire, les grévistes n'occupaient pas l'usine, mais ils l'avaient « prise d'assaut ». Il y avait parmi eux des « extrémistes », des « enragés », étrangers à l'entreprise, qui cherchaient la bagarre et voulaient des morts. « Les cadavres facilitent la combustion politique et sociale », a

affirmé le ministre, qui, à l'intention des téléspectateurs, a souligné l'existence d'un « complot » ourdi contre la jeune démocratie brésilienne, complot entamé précédemment par une grève des employés des compagnies d'électricité, et destiné, selon M. Brossard, à « plonger le Brésil dans les ténèbres ».

Les dirigeants politiques ont utilisé un style moins flamboyant pour commenter la situation. Le président de la Chambre des députés, M. Ulysses Guimarães, a fait une déclaration embarrassée, d'autant plus que c'est l'Assemblée constituante (dont il a dirigé pendant près de deux ans les travaux) qui a confié à l'armée, dans la nouvelle charte fondamentale, la défense de « la loi et de l'ordre ». Il s'agissait là d'une exigence des chefs militaires, qui entendaient avoir les mêmes prérogatives que sous l'ancien régime. Il y a eu, à gauche, quelques tiraillements mais les constituints ont fini par céder.

C'est ce qui explique que les militaires interviennent, aujourd'hui comme hier, contre les grévistes, dans les secteurs jugés stratégiques : raffineries, ports, sidérurgie. Ils justifient chaque fois leur action par la nécessité de protéger le « patrimoine national », toujours en danger, apparemment, chaque fois que ses protecteurs habituels se croisent les bras. Entre deux réunions consacrées à Volta-Redonda, le président Sarney a assisté, jeudi, à une cérémonie « en hommage au travailleur brésilien », que le hasard du calendrier avait fixée ce jour-là.

CHARLES VANHECKE.

**CHARLES LE GOLF**  
*Chemise 250 f*  
3 cols différents, 10 colliers, 100% coton, double surpiçure, fabrication française.

## Avec un prêt de 300 millions de francs

## Thomson est au côté de M. Pébereau dans son offensive contre la Société générale

Le groupe industriel public Thomson est au côté de M. Pébereau dans l'offensive sur la Société générale. Sa banque, la BATIF, est à l'origine du prêt participatif de 300 millions de francs auquel M. Pébereau avait jusqu'alors refusé de parler. Pourquoi un tel secret ?

Quelle est la banque qui a accordé 300 millions de francs de prêts participatifs à M. Georges Pébereau, le patron de Marceau Investissements, pour l'aider dans son offensive sur la Société générale ? Depuis que, lundi 7 novembre, lors de sa conférence de presse, M. Pébereau a indiqué que cette banque avait « demandé à conserver l'anonymat encore quelques semaines », la question anime les milieux financiers. Interrogés, les membres du comité des établissements de crédit se disent « liés au secret par un serment ». Les grandes banques, publiques et privées, nient toute participation à cette affaire.

En fait, l'établissement qui a prêté cet argent à Camélia, l'une des holdings du montage de M. Pébereau, sous la forme d'un prêt participatif (un prêt remboursable en dernier ressort et jouissant d'une rémunération plus forte qu'un prêt classique), est la BATIF (Banque d'arbitrage, de trésorerie et d'instruments financiers) du groupe industriel public Thomson. Chez Thomson, tout en confirmant ce prêt participatif, on indiquait, vendredi 11 novembre, qu'il s'agissait « d'une stricte opération financière initiée depuis plusieurs mois ». Un porte-parole du groupe indiquait en outre

qu'« aucune société du groupe Thomson n'est actuellement actionnaire de la Société générale » et que « Thomson n'a pas l'intention de participer au capital de cette banque ».

Pourquoi cette banque s'est-elle soustraite ainsi à l'anonymat dans cette affaire ? Deux éléments peuvent être retenus. Comme le souligne le quotidien de la City, le *Financial Times*, dans son édition du 11 novembre, « la présence de Thomson dans la liste des alliés de M. Pébereau va vraisemblablement alimenter à nouveau la controverse politique sur le rôle en cours sur la Société générale ». Le groupe Thomson est une entreprise publique. Elle est dirigée par M. Alain Gomez, nommé en 1982 à la tête de cette entreprise et proche alors des socialistes. Le gouvernement, après cette révélation, va avoir de plus en plus de mal à convaincre qu'il n'est « absolument pour rien » dans cette affaire.

Mais, dans les milieux financiers, beaucoup de professionnels ont tendance à ajouter que la présence de la BATIF auprès de M. Pébereau pourrait ne pas être sans rapport avec le règlement de l'affaire de l'Al Saudi Banque. La réunion du comité des établissements de crédit du vendredi 28 octobre, à l'occasion de laquelle fut accordée dans des conditions particulières (voir le Monde daté 30-31 octobre) à M. Pébereau l'autorisation de franchir les 10% dans le capital de la Société générale, avait auparavant eu à accepter le règlement définitif du dossier sur l'Al Saudi Banque.

En fait, comme l'explique M. Alain Gomez lui-même dans un

entretien publié dans le *Nouvel Economiste* du 11 novembre, sa banque, la BATIF, ayant accordé un prêt de 400 millions de francs à l'Al Saudi, quelques jours avant sa déconfiture, a jugé nécessaire de concevoir et de proposer un « plan de sauvetage ». Beaucoup de banquiers sur la place estiment qu'il aurait mieux valu alors accepter la faillite de l'Al Saudi. Les autorités bancaires (la Banque de France et la Rue de Rivoli) ont préféré une solution inspirée du plan de Thomson. Le montage mis en place avait choqué de nombreux financiers. Un représentant des banques étrangères n'hésitait pas à écrire alors aux autorités son indignation : « En équilibre, on est frappé par le fait que le groupe Thomson semble être le seul bénéficiaire de la contribution de l'Etat sous la forme d'un crédit d'impôt important. » Et d'ajouter : « Ce groupe, d'ailleurs contrôlé par l'Etat, et créancier majeur de l'Al Saudi Banque, paraît dans l'ensemble recevoir un traitement qui n'est pas défavorable. » M. Gomez estime, pour sa part, que cette affaire, « une très regrettable mais petite bavure », est « peu grave » pour Thomson, avouant « au total (une perte) d'environ 100 millions de francs net sur un total de bilan de 55 milliards ».

Un avantage fiscal dérogatoire contre un soutien à l'offensive de M. Pébereau sur la Société générale ? Personne ne peut y croire. Mais pourquoi, alors, tout ce secret autour de la banque qui a accordé les 300 millions de prêts participatifs à M. Pébereau ?

ERIK IZRAELWICZ.

## ETATS-UNIS

## Le Pentagone lève le voile sur ses avions « furtifs »

Le Pentagone a révélé, jeudi 10 novembre, que l'armée de l'air américaine disposait d'une cinquantaine de chasseurs dits « furtifs » (utilisant la technique Stealth). C'est-à-dire dotés de matériaux et de formes spécialement étudiés pour rendre difficile la détection au radar et à l'infra-rouge.

Officiellement baptisé F-117 A et conçu par Lockheed, cet avion bi-réacteur est entré en service en octobre 1983 sur une base secrète du Nevada, aux Etats-Unis, et il a été commandé à cinquante-neuf exemplaires, dont cinquante-deux ont déjà été livrés. Le F-117 A, dont le prix est évalué à 100 millions de dollars (environ 600 millions de francs), est un avion qui pèse 14 tonnes au décollage ; trois exemplaires, depuis, se sont écrasés au sol au cours de vols de nuit.

C'est parce que l'armée de l'air a besoin de les faire voler de jour, pour des navigations d'entraînement, que le Pentagone a choisi de révéler l'existence de cet appareil, qui était tenu secret jusqu'à présent. Dans une dizaine de jours, les Etats-Unis ont prévu également de rendre public le programme dit B-2 de bombardier (son poids est de 180 tonnes) utilisant la même technique Stealth.

Le chasseur comme le bombardier font appel à des revêtements spéciaux (des matériaux composites du type de ceux qui recouvrent les murs des chambres anéchoïdes) et à des formes extérieures originales (l'avion ressemble à une aile volante, pour éviter les arêtes vives et rectilignes), ou à des peintures qui sont capables d'absorber, sans la renvoyer, l'énergie des ondes électromagnétiques. Les réacteurs, très silencieux, émettent le moins possible de fumée et de rayonnements infrarouges. Ainsi, le F-117 A et le B-2 devraient mieux échapper à la détection des radars adverses, en leur offrant une surface équivalente radar (SER) extrêmement réduite.

Le Pentagone n'a donné aucune information sur les véritables perfor-

mances de son chasseur « furtif », c'est-à-dire sur ses capacités à emporter des armes de grande puissance de feu.

Des experts considèrent que le F-117 A devrait transporter des armes « intelligentes », c'est-à-dire des missiles guidés avec précision sur leur objectif grâce au laser ou à des caméras de télévision. Pour le B-2, dont la mission consisterait à se glisser au travers de la défense antiaérienne du pacte de Varsovie pour bombarder des centres de commandement et les renforts de l'échelon arrière, l'armement consisterait en missiles de croisière « discrets » dotés de charges nucléaires ou classiques selon l'effet recherché.

Le coût d'un B-2, qui sera présenté le 22 novembre, est estimé à 450 millions de dollars (2,7 milliards de francs).

● **AFGHANISTAN :** libération de deux Allemands de l'Ouest. — Les deux Allemands de l'Ouest arrêtés il y a deux mois et accusés d'espionnage par les autorités soviétiques ont été libérés et remis à des diplomates de la RFA, a-t-on appris, le mercredi 9 novembre, à Kaboul. La libération du docteur Benon Spilth et de l'informateur Les Heckstedt, membres de l'organisation humanitaire Cap Anamur, est intervenue à la demande du président Najibullah, a-t-on précisé de même source. — (AFP.)

**GLOBE**  
DE NOVEMBRE  
**CHARLES MANSON**  
INTERVIEW D'UN DEMON